

هكذا من الإله

universelles



# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16065 - 7 F

VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

Le Monde des livres  
Francesco Biamonti,  
de terre et de mer  
pages 1 à XII

## Spécial budget 1997

**IMPÔTS.** La première phase d'une baisse de l'impôt sur le revenu sera constituée par une modification du barème en faveur des contribuables les plus et les moins imposés. L'allègement global serait de 25 milliards de francs en 1997.

**PRÉLEVEMENTS SOCIAUX.** Aux mesures fiscales s'ajouteront des dispositions qui figureront dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ainsi, l'élargissement de l'assiette de la CSG fera entrer 7 milliards de francs dans les caisses des organismes sociaux.

**FONCTIONNAIRES.** La compression des dépenses, qui ne devront pas dépasser celles de 1996, se traduit notamment par le non-recrutement de 5 599 fonctionnaires.

Lire pages 8 à 11 et notre éditorial page 18

## Jacques Chirac a accueilli Jean Paul II au nom de « la France républicaine et laïque »

Le pape invite les catholiques à dialoguer avec « les autres composantes de la nation »

**ACCUEILLANT** Jean Paul II, jeudi 19 septembre à Tours, Jacques Chirac s'est exprimé au nom de « la France républicaine et laïque ». « La France républicaine et laïque, a-t-il notamment déclaré, la France de la Déclaration des droits de l'homme, respectueuse des croyances et des convictions de chacun, respectueuse de tous les cultes et de leur libre expression, mais la France aussi, vieille nation façonnée par l'histoire et l'esprit, demeure fière de ses racines. » Le chef de l'Etat a cependant souligné que de nombreux « filles et fils » de ce pays « se reconnaissent aujourd'hui dans le message évangélique ».

Le président de la République a ainsi voulu répondre à ceux qui reprochent à l'Etat sa participation aux diverses manifestations marquant l'anniversaire du baptême de Clovis et son soutien à la cérémonie, dimanche 22 septembre, en

QU'EST-CE QUE T'APPRENDS ? IL PARAÎT QUE TU AS CASSÉ LE VASE DE 33 ?



présence du pape. M. Chirac a aussi souligné que « la conversion du roi mérovingien » avait scellé « l'union des peuples franc et gaulois » et tissé « des liens étroits entre l'Eglise et une France en devenir ». S'adressant à Jean Paul II, il a rendu hommage à « l'inlassable pèlerin de l'absolu qui, sans cesse et partout, en appelle à l'homme, à sa dignité, à sa générosité, à sa grandeur, et qui travaille pour la paix ».

Dans son premier discours en France, Jean Paul II a souhaité que la commémoration du baptême de Clovis se déroule « sans confusion », dans le respect « des sensibilités et des croyances ». Il a aussi invité les catholiques à dialoguer avec « les autres composantes de la nation, spécialement avec les membres des autres confessions chrétiennes, de la religion juive et de la religion musulmane ».

Lire page 6

## Affaire Papon : un arrêt historique qui accable les fonctionnaires de Vichy

**L'ARRÊT** de la chambre d'accusation de Bordeaux renvoyant Maurice Papon devant la cour d'assises pour crimes contre l'humanité est extrêmement sévère à l'égard de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. « Il ressort de très nombreux éléments du dossier que Maurice Papon, dès les premières opérations menées contre les juifs, a acquis la conviction que l'arrestation, la séquestration et la déportation vers l'Est (des juifs) les conduisaient inévitablement à la mort ». La cour estime également qu'« il ne ressort de l'instruction aucune certitude quant à l'appartenance de Maurice Papon à la Résistance ». Le Monde publie les principaux extraits de cet arrêt historique.

Lire pages 12 et 15

## L'euro à marche forcée

Les Quinze vont proclamer l'irréversibilité de la marche vers la monnaie unique.

## M. Barzani et l'Occident

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié à Bagdad, renoue avec les Etats-Unis.

## Le campus de Ker-Lann critiqué

Un rapport stigmatise le campus « de luxe » d'Ille-et-Vilaine, au sud de Rennes.

## Négociations chez Moulinex

Pour limiter les licenciements secs en Normandie, la direction de Moulinex propose des réductions du temps de travail qui impliqueraient que les ouvriers restent à leurs postes jusqu'à minuit.

## Le Pen (suite)

« Ne laissez pas Le Pen incarner la France » : un point de vue de l'écrivain Max Gallo.

## La voile en montagne

Le parapente, mode d'emploi.

## Otto Dix ou l'épouvante

A Colmar, une exposition éclaire les relations du peintre allemand avec les maîtres anciens.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Italie, 1 000 L ; Japon, 1 000 ¥ ; Luxembourg, 40 FF ; Pays-Bas, 10 G ; Portugal, 200 Esc ; République fédérale d'Allemagne, 3 DM ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 S ; Suisse, 70 S ; Tunisie, 100 T ; USA, 1 \$ ; USA (hors), 2,50 \$.

M 0147 - 920 - 7.00 F

## Les professeurs américains moins bien formés que les vétérinaires

**WASHINGTON**  
de notre correspondante  
« La réponse à l'ensemble de nos problèmes nationaux se résume à un seul mot : l'éducation », disait le président Lyndon Johnson. Trente ans plus tard, Bill Clinton ne le démentirait pas, qui a fait de l'éducation l'un des grands thèmes de sa campagne électorale.

Mais lorsque Bill Clinton prône une amélioration du niveau d'éducation de ses compatriotes pour mieux franchir le cap du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est des élèves qu'il parle. Or, si l'on en croit le rapport que vient de publier une commission indépendante composée de gouverneurs, de responsables de l'éducation et de chefs de grandes entreprises, il faudrait plutôt s'occuper des enseignants. Selon la commission nationale sur l'enseignement et l'avenir de l'Amérique, plus d'un quart des professeurs américains du secondaire n'ont pas le niveau de formation requis au moment où ils prennent leur poste. La formation des enseignants, accuse le rapport, est « une honte nationale ».

Non seulement moins de la moitié des écoles supérieures qui forment les ensei-

gnants répondent aux critères professionnels théoriquement exigés mais, ces dernières années, pour faire face à une demande en hausse, 50 000 professeurs ont été licenciés sur le marché chaque année sans avoir terminé leurs études. En Californie, par exemple, 51 % des professeurs de mathématiques du secondaire et 33 % des professeurs d'éducation physique n'ont pas été formés pour cette discipline. A l'échelle nationale, 40 % des professeurs de mathématiques n'ont pas le niveau requis, et trois enseignants sur dix quittent leur emploi au bout de cinq ans.

La formation des enseignants relève de la compétence des Etats et non pas de l'Etat fédéral. Or, relève la commission, « la majorité des Etats accordent plus d'attention aux qualifications des vétérinaires qui traitent les chiens et les chats de l'Amérique qu'à celles des gens qui sont chargés de l'éducation de nos enfants et de notre jeunesse ». Voilà donc le maillon manquant dans le mouvement de réforme de l'enseignement lancé il y a une dizaine d'années : la plupart des études publiées récemment n'ont pas, en effet, relevé d'améliorations notables dans le niveau

scolaire des jeunes Américains. Ce niveau reste généralement en deçà de celui du monde industrialisé, malgré les efforts entrepris à la suite de la publication en 1983 d'un autre rapport alarmant, *Une nation en danger*.

Le constat de la commission nationale sur l'enseignement, dont les travaux ont été financés par des fondations privées, confirme les inquiétudes de l'opinion publique américaine. Selon les sondages, l'éducation figure au premier rang des préoccupations des électeurs, qui estiment qu'il est de plus en plus difficile de trouver de bons établissements scolaires.

Dans le concert des critiques du système scolaire, des voix discordantes se font pourtant entendre. Pour ces dissidents, ce n'est pas la qualité de l'enseignement qui a baissé, c'est l'environnement social. Selon cette thèse, si l'école ne produit pas les résultats escomptés, c'est parce que la société civile n'accepte pas d'y investir beaucoup d'argent et qu'elle tolère la dégradation du tissu social.

Sylvie Kauffmann

## La belle jeunesse de la vie

**D'OÙ VIENT la vie ?** Est-elle la conséquence normale de la formation et de l'évolution de la Terre ou, au contraire, le fruit d'un ensemencement de notre planète par des météorites porteuses de ces molécules complexes nécessaires à son éclosion ? Est-elle apparue plus tôt qu'on ne l'imaginait ? Sur ces hypothèses, les chercheurs bataillent ferme, comme le font les paléontologues et les biologistes sur l'âge des premiers organismes vivants. Pour la biologie moléculaire, l'ancêtre commun à toute vie actuelle n'aurait pas plus de deux milliards d'années, alors que la paléontologie affirme que des fossiles ont colonisé les côtes ouest de l'Australie un milliard d'années seulement après la naissance de la Terre, ce qui en ferait des vieillards de quelque 3,5 milliards d'années.

Lire page 25

POINT DE VUE

## L'or nazi et l'actualité

par David Cesarani

**UNE** question intrigue dans les récentes « révélations » sur l'attitude des banques suisses durant et après la seconde guerre mondiale : pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour que ce chapitre particulier de l'histoire fasse la « une » des jour-

naux ? Le tapage en dit long, aussi, sur nos rapports avec le passé.

Comme bien des questions récentes sur la période nazie, celle-ci s'articule autour de « secrets » et de documents « nouveaux ». Il en va de même d'autres sujets de polémique portant sur les restitutions de biens ou compensations,

comme la détention par la Russie des œuvres d'art volées.

Le puissant intérêt que suscitent ces questions porte à penser que la guerre est de l'histoire lointaine établisent plus facilement un rapport avec elle par le sensationnel et le rapprochement avec certains

sujets de préoccupation actuels, comme la probité en matière financière.

Il existe, naturellement, nombre de raisons ordinaires pour que certains épisodes de l'histoire restent occultés des années durant, en Grande-Bretagne notamment, qui a une tradition du secret officiel.

L'Histoire ne peut s'écrire dans toute sa dimension que lorsque les chercheurs ont accès à l'ensemble des documents, y compris les rapports de l'époque, Mémoires, récits oraux et archives officielles qui ne peuvent être consultés qu'après délai. Les informations des services de renseignement sont les dernières à être rendues publiques, mais elles n'ajoutent en général guère plus que des détails.

La question de l'or nazi est un de ces cas. La documentation officielle relative à la manœuvre financière de l'Allemagne nazie et à la recherche de l'or volé a été divulguée en Grande-Bretagne à la fin des années 70, et rapidement utilisée par les historiens de l'économie qui travaillaient sur les années de guerre.

Lire la suite page 17

David Cesarani est professeur d'histoire juive moderne à l'université de Southampton et directeur de la Wiener Library de Londres.

JEAN-PIERRE VERNANT

Un livre admirable de maîtrise et de sérénité, qui retrace le parcours d'un intellectuel engagé dans le siècle.

Jorge Semprín/Le Monde

Editions du Seuil

## L'Italien de la Coupe Davis



ADRIANO PANATTA

EN 1976, Adriano Panatta avait enchanté les amateurs de tennis en gagnant successivement les Internationaux de Roland-Garros et la Coupe Davis. Vingt ans après, devenu capitaine de l'équipe italienne, il va tenter de conduire ses joueurs à la victoire en demi-finale de la compétition sur l'équipe de France, du vendredi 20 au dimanche 22 septembre à Nantes. Mais les joueurs de Yannick Noah auront l'avantage d'opérer sur une surface rapide peu favorable aux Italiens.

Lire page 26

International	2	Agenda	25
France	6	Abonnements	25
Société	12	Météorologie	25
Horizons	15	Mots croisés	25
Carnet	19	Culture	29
Entreprises	20	Gauche culturelle	31
Finances/marchés	23	Communication	32
Aujourd'hui	25	Radio-Télévision	33



سكز لمن لا يمل

**EUROPE** Les ministres des finances des Quinze se réunissent, samedi 21 septembre, à Dublin pour peaufiner les mécanismes de la future Union monétaire. Sous prési-

dence de l'Eire, ce Conseil, « Eco-fin », chargé de préparer le sommet européen dans la capitale irlandaise en décembre, va ainsi réaffirmer que la future monnaie européenne verra

le jour, comme prévu, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. **THEO WAIGEL**, le ministre allemand, a réaffirmé le 18 septembre à Bonn que le Conseil européen ne devait pas avoir le pouvoir d'inter-

préter les règles de discipline que les États participant à l'UEM s'engageront à suivre. **LE SOMMET** CIG du 5 octobre, l'autre grand rendez-vous de la rentrée, qui doit permettre aux

chefs d'Etat et de gouvernement de relancer les négociations sur les aspects politiques de l'Union, suscite plus d'inquiétude. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

## Les Quinze vont proclamer que la marche vers la monnaie unique est irréversible

Les ministres de l'économie et des finances se réunissent à Dublin, Samedi 21 septembre, pour peaufiner la mise en place de l'euro. Ils s'efforceront de délivrer aux opinions un nouveau message d'optimisme

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Eviter l'erreur. En dépit du caractère apparemment technique de son ordre du jour, la réunion informelle que tiendront, samedi 21 septembre, les ministres de finances des Quinze à Dublin, répétition générale avant le sommet européen de décembre, est de nature éminemment politique. Les ministres, en constatant qu'ils sont d'accord, ou tout près d'un accord, sur le pacte de stabilité budgétaire - un des éléments majeurs du fonctionnement quotidien de la future Union économique et monétaire (UEM) - ainsi que sur le nouveau SME (système monétaire européen) - le mécanisme de change qui liera le « bloc euro » à ceux qui n'ont pas encore accédé à la troisième étape de l'UEM - confirmeront leur plein engagement en faveur de la monnaie unique.

Aux yeux des marchés financiers, des banques, des grandes entreprises, qui ont déjà largement commencé à investir pour se préparer à la venue de l'euro, cet engagement est, en fait, considéré comme acquis depuis le conseil européen de Madrid, en décembre 1996, lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement avaient approuvé le scénario de passage à la monnaie unique. Mais une double incertitude continuait à peser sur sa réalisation, au moins à la date fixée par le traité de Maastricht, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. D'abord, le risque de panne



conjoncturelle, qui, empêchant les efforts accomplis, aurait empêché les candidats à la monnaie unique de remplir les fameux critères de convergence fixés par le traité. Ensuite, celui d'un accident social majeur résultant de la dégradation persistante de la situation de l'emploi. Les ministres ont prévu de consacrer leur déjeuner à faire le point sur la situation économique. Leur intention est de transmettre à l'opinion un message de confiance : le rebond de l'activité pronostiqué pour le second semestre est bel et bien là, et

la monnaie unique sur les rails. Samedi, puis en décembre, les Quinze, ne se contentant plus de constater des progrès vers un objectif toujours aléatoire, vont proclamer que la marche vers l'union monétaire, lancée en 1988 pour compléter le marché unique et donner un élan nouveau au processus d'intégration, est désormais irréversible. Pour présomptueux que soit encore le message, ils seront crus.

Et c'est le climat d'ensemble de l'Union qui pourrait s'en trouver transformé. On devine déjà que le sommet extraordinaire du 5 octo-

bre, convoqué, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, pour donner un élan nouveau à la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de compléter le traité de Maastricht, trouvera là une meilleure chance de produire des résultats.

Il a fallu aux promoteurs du projet une certaine constance pour ne pas dévier du chemin tracé. Il y a un an, en marge du conseil européen extraordinaire de Majorque, M. Jean Riffkin, le secrétaire au Foreign Office, exerçait son ironie sur les naïfs qui croyaient encore que la monnaie unique avait une chance de voir le jour. Il faut donc se méfier de l'emphase. Mais exagèrent-ils, ceux-là qui, tel Jacques Santer, président de la Commission, mardi devant le Parlement européen, observent que « la monnaie unique doit être considérée désormais comme acquise » ?

C'est à l'occasion de la rencontre des ministres de l'économie et des finances, en avril à Vienne, que les Quinze ont approuvé les lignes directrices du pacte de stabilité monétaire, entre les pays qui adopteront la monnaie unique et ceux qui s'apprêtent à le faire, et le pacte de stabilité budgétaire, souscrit par les seuls pays participant à l'euro. Le premier est pratiquement « bouclé », avec comme objectif d'interdire que l'UEM, au lieu de rassembler, divise l'Union, élargisse le fossé entre une élite et des candidats malheureux et frustrés qui peinent à la rejoindre. Le tableau d'une Union

coupée en deux, brossé par John Major, il n'y a pas longtemps encore, ne correspond à aucune réalité. Il suffit d'observer l'ardeur avec laquelle des pays comme l'Espagne ou l'Italie aspirent à se qualifier rapidement.

**Le rebond de l'activité pronostiqué pour le second semestre est bel et bien là, et l'UEM sur les rails**

Le dispositif sur lequel les ministres vont s'entendre facilitera la transition. Il prévoit l'adoption par les aspirants à la monnaie unique de contrats de convergence destinés à guider leurs efforts. Il organise la mise en place d'un SME renforcé, où la Banque centrale européenne jouera un rôle majeur, et dont l'objet sera d'assurer la stabilité des changes sur l'ensemble du territoire de l'Union. Un SME où les réalignements des parités interviendront, de façon concertée, dès que nécessaire, et qui devrait donc interdire ces dévaluations sauvages, dont l'industrie française, assumant péniblement son franc fort, a une sainte horreur.

Le pacte de stabilité budgétaire.

est le fruit de la méfiance que suscite, dans l'opinion publique allemande, l'abandon du deutschemark au profit de l'euro. Dire qu'il a été imposé par Bonn, qu'il préfigure une gestion de la monnaie unique fixée de manière obsessionnelle sur la stabilité des prix, peu soucieuse de croissance et d'emploi, relève du procès d'intention. En vérité, personne n'a contesté le bien-fondé du projet lorsque Theo Waigel, le ministre allemand des finances, l'a pour la première fois soumis à ses collègues. « Le pacte de stabilité, c'est la clé du bon fonctionnement de l'union monétaire », aime à dire Yves Thibault de Silguy, commissaire chargé des affaires monétaires, ancien bras droit d'Edouard Balladur à Matignon. L'UEM, c'est presque une évidence, exige des pays de l'euro le maintien d'une discipline budgétaire. Les contraintes résultant du pacte permettront de faire la police. Leurs modalités doivent encore être précisées, mais du côté français on veut croire que M. Waigel, partisan d'une extrême rigueur, mettra de l'eau dans son vin. Tel que l'exercice se dessine, ce pacte ne s'apparente pas à un carcan, et le « conseil de stabilité » proposé par les Français (amorce de ce projet de gouvernement économique dont on parlait déjà avant Maastricht) ne finira pas son rôle à une surveillance tatillon d'une inflation dont, au reste, on nous dit qu'elle est défunte.

Ph. L.

### COMMENTAIRE

#### CONSTANCE

Les réunions de Dublin, la rencontre des ministres de l'économie et des finances, samedi, puis le Conseil européen de décembre, ouvrent une ère nouvelle, celle de la monnaie unique, qui, sauf accident de plus en plus improbable, entrera en vigueur à la date prévue, le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Cet événement majeur peut être légitimement salué comme une victoire de la constance, et Jacques Chirac y a pris, depuis son élection, une large part. Sans même s'attarder sur le sabotage permanent des britanniques, le projet a dû subir, surtout en France, les critiques des partisans de l'autre politique. Ils dénonçaient le caractère défaitiste de l'effort de réduction systématique des déficits qui était poursuivi, plaçaient pour le dérochage du franc par rapport au mark, afin de permettre des réductions audacieuses des taux d'intérêt.

Constatant le marasme et le

chômage, Philippe Séguin fait valoir qu'il existe toujours une politique alternative. Mais tout changement de politique aurait provoqué une réaction brutale des marchés, la hausse des taux d'intérêt à long terme, rassemblant les conditions d'une asphyxie que l'on prétendait vouloir éviter.

La monnaie unique, complément naturel du marché unique, représentera d'entrée de jeu un avantage considérable pour nos entreprises, donc pour l'emploi, en facilitant le commerce, les investissements, les coopérations, en interdisant les dévaluations syndicalistes. Bon nombre de syndicalistes, qui la réclament, l'ont compris. Elle est, à ce titre, une fin en soi. Elle pourra offrir bien davantage si les gouvernements ont l'ambition d'en faire l'instrument d'une politique dynamique. Considérer qu'on s'écarte déjà d'une telle pratique, parce qu'on met l'accent sur la nécessité de maintenir une vraie discipline budgétaire, relève du procès d'intention.

Philippe Lemaître

## Bonn trouve que l'Europe coûte trop cher

### BONN

de notre correspondant

« L'Allemagne paiera » : cette formule ancienne est-elle toujours d'actualité en 1996 ? Les dirigeants allemands dénoncent de plus en plus vivement l'actuel mode de financement de l'Union européenne. Ils sont las d'être considérés comme les « trésoriers de l'Europe » - même si ce terme, employé il y a plus de quinze ans par l'ancien chancelier Helmut Schmidt, est soigneusement évité depuis lors. « Nous voulons que la contribution financière de nos partenaires européens au budget européen augmente. La contribution de l'Allemagne ne pourra certainement pas baisser, notamment à cause du coût de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale, mais c'est à nos partenaires de faire un effort désormais » : ainsi s'est exprimé, mercredi 18 septembre à Bonn, le ministre des finances allemand Theo Waigel, à l'occasion d'un discours prononcé devant la prestigieuse fondation Ludwig Erhard.

C'est la première fois que le ministre des finances s'exprime de manière aussi claire sur le sujet. D'autres que lui, et notamment les dirigeants de certains Länder comme la Bavière, protestent régulièrement contre les dépenses excessives de l'Allemagne pour l'Europe - cette antienne est même devenue un grand classique du registre anti-Brunelles. A l'approche des né-

gociations sur la réforme des finances européennes, qui doit avoir lieu en 1999, Bonn choisit de prendre date et avertit ses partenaires : « Le budget européen doit rester financiable », selon Theo Waigel.

#### PRIORITÉ À L'AUSTÉRITÉ FINANCIÈRE

Le ministre allemand s'est par ailleurs une nouvelle fois exprimé sur le « pacte de stabilité » qui doit permettre la gestion à long terme de la monnaie unique, si possible grâce à l'adoption d'un « accord supplémentaire » adjoint au traité de Maastricht. Il a lancé un avertissement à peine voilé aux dirigeants français sur un des aspects les plus importants de ce « pacte », à savoir la répartition des compétences entre Conseil européen, Commission de Bruxelles et Banque centrale européenne : « Il est inacceptable que le Conseil européen ait la compétence de décider de la marche à suivre en cas de déficits excessifs des pays membres de l'Union monétaire. Ce serait la porte ouverte à l'arbitraire politique ».

Theo Waigel, qui n'a pas de mots assez durs pour dénoncer la fantaisie dépensière des autres pays européens (« les programmes qu'on nous propose ressemblent à du Michel-Ange ou du Raphaël », c'est très joli mais nous n'en voulons pas », fait de l'austérité financière européenne une de ses priorités et annonce d'em-

blée : « Sans notre contribution nette au budget européen, nous remplirions sans problèmes les critères du traité de Maastricht ». Autrement dit : si nous ne sommes pas prêts pour la monnaie unique, c'est à cause de l'Europe.

Chaque année, l'Europe redistribue de l'argent des pays riches aux pays pauvres de l'Union. Dans cette enveloppe, qui est celle des transferts nets européens, la part de l'Allemagne atteint aujourd'hui 60 à 70 %. La différence entre les sommes versées et les sommes reçues de Bruxelles atteint 10 milliards d'euros par an, autrement dit un solde négatif qui représente 0,6 % du PIB allemand. D'ici à 1999, l'Allemagne entend tout faire pour convaincre ses partenaires européens qu'il faut corriger ce déséquilibre.

Il n'empêche : pour Theo Waigel, « l'Allemagne est la première à tirer profit de l'Europe, et je ne laisserai personne dire qu'il faut revenir en arrière : grâce à l'Europe, et même si tout le monde n'aime pas les Allemands, nous ne sommes plus entourés d'ennemis, mais de partenaires (...) ». Nous avons réussi à convaincre nos partenaires européens d'adopter notre modèle d'économie sociale de marché, et cela, c'est un énorme succès ». Un discours résolument partagé par la majorité de la classe politique allemande d'aujourd'hui.

Lucas Delattre

## La France et l'Allemagne cherchent à relancer l'union politique sans braquer leurs partenaires

**POUR LA DEUXIÈME** année, le président de la Commission européenne a prononcé, le mercredi 18 septembre, un « discours sur l'état de l'Union », devant le Parlement européen. Jacques Santer, en a profité pour dénoncer le manque de dynamisme et d'ambition des travaux de la conférence intergouvernementale (CIG), chargée de réviser le traité de Maastricht. Il « doute de l'engagement des Etats-membres à prendre les problèmes à bras-le-corps et à avancer » en voulant, a-t-il dit, « se contenter de ressusciter leurs vieilles propositions ».

Jacques Santer n'est pas seul à s'inquiéter de la lenteur des négociations lancées officiellement en mars à Turin par les chefs d'Etat et de gouvernement. Jacques Chirac et Helmut Kohl avaient fait le même constat avant le sommet de Florence en juin et convaincu leurs collègues d'organiser un Conseil européen supplémentaire, informel, pour donner une impulsion politique permettant de clore la CIG, comme prévu, vers l'été

1997. Les partenaires se sont taillés sans enthousiasme à cette proposition. Les Britanniques, en particulier, continuent à penser que le sommet extraordinaire de Dublin le 5 octobre est prématuré et que, dans la pire des hypothèses, les Français et les Allemands présenteront une proposition à prendre ou à laisser.

#### ÉVITER L'ENLÈVEMENT

Le « risque » évoqué par Londres paraît écarté. Mais comment éviter l'enlèvement, relancer les discussions, manifester la cohésion franco-allemande, sans éveiller les craintes de certains « petits » Etats sensibles aux arguments anglais ? Faut-il se contenter d'objectifs limités pour que la CIG soit terminée, le nouveau traité ratifié avant les élections françaises et allemandes ? Ou maintenir le projet d'une réforme substantielle des institutions européennes, qui permette de garantir la viabilité de l'union lorsque les premiers pays de l'Est candidats à une adhésion y entreront, quitte à

risquer un échec ? La diplomatie française hésite. Il est sans doute trop tôt pour rabaisser officiellement les ambitions, ce qui affaiblirait la position de Paris dans la négociation. Mais des progrès paraissent exclus sans une initiative venue de la présidence de la République et de la chancellerie. Conçu pour être l'occasion de ce coup de pouce, « Dublin 1 » ne se présente pas dans les conditions les plus favorables. L'idée d'une proposition formelle franco-allemande semble s'évanouir. On parle de remettre une éventuelle initiative commune à « Dublin 2 », le Conseil européen ordinaire qui aura lieu dans la capitale irlandaise en décembre. Dans l'espoir que d'ici là, les esprits auront mûri, que les idées régulièrement lancées par Michel Barnier, ministre des affaires européennes, aux réunions hebdomadaires sur la CIG, auront fait leur chemin.

Ce ne sont pas les suggestions qui manquent. Du côté franco-allemand, on décline les principes contenus dans la lettre adressée

en décembre 1995 par Jacques Chirac et Helmut Kohl à Felipe Gonzalez, alors président du Conseil européen, et les résultats du séminaire franco-allemand de février. Les grands thèmes restent toujours les mêmes : transparence et simplification des procédures, resserrement de la Commission, extension du vote à la majorité pour les matières communautaires, coopération pour les affaires de justice et de police, renforcement de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC).

#### CONSENSUS

Sur les objectifs, tout le monde est à peu près d'accord, mis à part les Britanniques. Il en va autrement quand les négociateurs entrent dans le vif du sujet. Paris et Bonn souhaiteraient des mesures qui donnent plus de « visibilité » et d'efficacité à la PESC. Un consensus semble se dégager sur la création d'une cellule européenne d'analyse, mais ses liens avec la Commission restent controversés.

La proposition française d'un « M. PESC », chargé de représenter l'union à l'étranger, ne fait pas recette. Un compromis pourrait être trouvé si Paris renonçait à confier cette charge à une personnalité de dimension internationale, pour se contenter d'un haut fonctionnaire, susceptible de parler au nom de l'union européenne, en liaison avec la Commission, quand les Quinze sont d'accord.

Chacun y va de sa contribution. Dans un texte sur la PESC publié mardi 17 septembre, la commission des affaires étrangères de la CDU, le parti du chancelier Kohl, reprend des propositions officiellement avancées par les gouvernements français et allemand, notamment sur les « solidarités renforcées » permettant à un groupe de pays-membres d'agir sans que les Quinze soient tous d'accord. Elle formalise des idées dans l'air depuis quelques mois pour rapprocher l'UEO, l'organisation militaire européenne, et l'union elle-même, sans encourir un veto britannique ou

suscite les réticences des neutres. Les missions humanitaires, de maintien et de rétablissement de la paix, dites « missions de Petersberg », seraient incluses dans le traité de l'UEO, mais la défense collective resterait du ressort de l'UEO... et de l'OTAN.

La principale innovation du texte de la CDU consiste à proposer une nouvelle « troïka » pour remplacer l'attelage actuel formé par le ministre des affaires étrangères du pays assumant la présidence tournante, son prédécesseur et son successeur. Il s'agirait de mettre ensemble le président en exercice, le secrétaire général de la PESC et le commissaire chargé des relations extérieures. La CDU rejette la création d'un « haut représentant » de l'union pour la politique étrangère, mais ce n'est pas une surprise étant donné l'hostilité à peine voilée des dirigeants allemands à la proposition française.

Henri de Bresson et Daniel Vernet



## Les eurodéputés se prononcent pour une baisse de la durée du travail

**STRASBOURG** (Union européenne) de notre correspondant  
Michel Rocard ne pouvait espérer un meilleur résultat. C'est à une large majorité - 300 voix pour, 56 contre et 19 abstentions - que le Parlement européen a adopté, mercredi 18 septembre, le rapport de l'ancien premier ministre socialiste sur la réduction et l'aménagement du temps de travail. Quelques amendements ont dû être consentis pour rallier le centre-droit et la droite, mais l'économie générale du projet n'a pas été modifiée.

A gauche, seuls les communistes ont voté contre ou se sont abstenus. A droite, les libéraux, les conservateurs britanniques, les élus du Front national et de Forza Italia, ainsi que quelques libéraux et démocrates-chrétiens se sont opposés au rapport, les représentants du RPR choisissant de ne pas participer au vote. M. Rocard a rappelé, à l'issue du scrutin, qu'il s'était entretenu à deux reprises avec Jacques Chirac sur la bataille pour l'emploi et qu'il avait eu l'impression d'avoir été écouté par le président de la République.

**« UN THÈME MOBILISATEUR »**  
Dans son livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, l'exécutif communautaire s'abstient de parler de réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage. M. Rocard, lui, prend le parti de fonder son modèle sur la réduction massive des heures de travail pour créer des emplois. L'ancien premier ministre part d'un constat d'une simplification du financement des aides aux 18 millions de chômeurs de l'Union - 350 milliards d'euros (environ 2,3 milliards de francs) chaque année aux budgets nationaux, alors que ces sommes pourraient servir à créer des postes de travail.

L'idée centrale est de privilégier la réduction du temps de travail au détriment de la diminution du coût salarial. Cela permettrait, dit le rapport, d'abaisser de manière significative le chômage, tant par des embauches directes qu'en évitant des licenciements. Il est proposé de réduire les cotisations patronales pour les employés travaillant 32 heures par semaine et de les augmenter pour les heures effectuées au-delà de ce seuil. Les compensations salariales éventuellement nécessaires, surtout pour les bas salaires, devraient être prélevées sur les économies engrangées grâce à des dépenses moindres au titre des allocations-chômage.

La résolution du Parlement européen invite la Commission à recenser et étudier, dans un délai de six mois, les expériences de ce genre qui ont eu lieu en Europe, comme chez Volkswagen en Allemagne, et de produire des « études approfondies et chiffrées » sur les modalités et les conséquences de telles politiques d'incitation à la « réduction significative de la durée du travail ». Ainsi pourra être testée, a expliqué M. Rocard, « une idée novatrice, forte et, peut-être, enfin efficace » qui sera en tout état de cause - élections législatives obligent - « un thème mobilisateur par excellence en 1998 ».

Marcel Scotto

**■ OMC :** Renato Ruggiero, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce a plaidé, mercredi 18 septembre, pour une libéralisation accrue du commerce mondial, à l'ouverture de la réunion informelle des ministres du commerce de l'Union européenne. Cette réunion prépare la première réunion ministérielle de l'OMC, en décembre, à Singapour. La France a déjà fait savoir qu'elle était hostile à de nouvelles discussions en matière tarifaire avant l'achèvement des négociations actuelles sur les télécommunications, les services financiers, les secteurs maritime et l'aéronautique. M. Ruggiero a demandé l'inclusion de normes de travail dans les négociations commerciales. - (AFP.)

## Pas de joie populaire après la victoire des nationalistes en Bosnie

Morosité à Sarajevo, déception à Pale après les élections

Après validation des résultats des élections du 14 septembre, Alija Izetbegovic devendra pour deux ans le chef de la présidence tripartite de la République de Bosnie-Herzégovine. Le dépouillement des autres scrutins se poursuivra jusqu'au 19 septembre. Les États-Unis affirment qu'ils feront pression pour le maintien de l'unité du pays.

**SARAJEVO** de notre correspondant  
L'écrasante victoire des partis nationalistes se confirme au fur et à mesure que parviennent les résultats des scrutins parlementaires. Les formations d'Alija Izetbegovic (Parti d'action démocratique, SDA, musulman), Momcilo Krajisnik (Parti démocratique serbe, SDS) et Kresimir Zubak (Union démocratique croate, HDZ), élus à la présidence collégiale, devraient obtenir une forte majorité au sein des différentes assemblées. Pourtant, la Bosnie-Herzégovine n'a guère salué ce succès des partis qui, vainqueurs des élections en 1990, avaient amené le pays droit à la guerre.

Une victoire si incontestable n'a déclenché aucune manifestation d'ivresse populaire. Des partisans d'Alija Izetbegovic, qui ont défilé, mercredi 18 septembre, dans les rues de Sarajevo aux cris de « Alija, la Bosnie est avec toi ! », n'ont guère provoqué l'enthousiasme des habitants. La vingtaine de voitures qui sillonnaient la capitale bosniaque, ornées de drapeaux vert et blanc du parti musulman, ont dû intensifier l'usage des klaxons pour être remarquées. Les promeneurs s'arrêtaient parfois, intrigués. Alija Izetbegovic lui-même ne participa pas à cette tentative de fête post-électorale, sortant moins d'une minute sur le perron de sa présidence.

A Pale, la déception était perceptible. Les séparatistes serbes croyaient être en mesure de rattrapper à M. Izetbegovic le poste symbolique de « président de la présidence ». La seconde place de Momcilo Krajisnik fut accueillie avec résignation, les partisans du mouvement ultranationaliste se contentant de promettre qu'une réunification de la Bosnie-Herzégovine n'était pas envisageable. A Banja Luka, qui dispute à Pale le statut de « capitale » de la République serbe, personne n'a célébré le bon score (30 %) du nationaliste modéré Mladen Ivanic. Aucune célébration défilante n'était non plus signalée en Herzégovine, la région des séparatistes croates.

A croire que le vote nationaliste fut un vote de résignation plus qu'un vote d'amour. « La dernière bataille », dit-on à Pale, en tentant d'expliquer que « la victoire du SDS sera la victoire de la République serbe ». A Sarajevo, les Bosniaques ont eu un soupir de soulagement lorsqu'ils ont appris l'élection d'Alija Izetbegovic au poste suprême. Un éventuel succès de Momcilo Krajisnik les effrayait. Ils sont déjà suffisamment amers qu'un homme qui a quitté Sarajevo et a participé aux opérations de siège et de bombardements de la ville puisse, par la grâce d'élections supervisées par la communauté internationale, revenir bientôt dans la capitale paré d'une légitimité démocratique. Leur soulagement n'a toutefois rien à voir avec de l'allégresse.

**Alija Izetbegovic lui-même ne participa pas à une tentative de fête, sortant moins d'une minute sur le perron de sa présidence**

« Je suis triste. Triste que la Bosnie-Herzégovine ait choisi la voie du nationalisme, dit une jeune femme. Moi aussi, j'ai voté pour Alija Izetbegovic, parce que lui seul peut nous protéger contre les fascistes serbes de Pale. La prochaine fois, j'espère franchement pouvoir voter pour l'opposition, mais il faudra d'abord que nous soyons débarrassés de la menace serbe. » « Quand je dis menace serbe, ce n'est pas méchant pour tous les Serbes, précise-t-elle. D'ailleurs, ma mère est serbe. »

Le vote nationaliste fut surtout un vote contre l'ennemi qui n'a pas disparu. Ainsi des Sarajéviens pro-ZLH (coalition multi-ethnique) se réjouissent de la victoire d'Alija Izetbegovic, uniquement parce qu'il barrerait la route à Momcilo Krajisnik. Ainsi, des Serbes modérés étaient ravis que le succès de ce dernier en République serbe interdise aux Musulmans d'espérer réintégrer ce territoire de siège. Les Croates ont un réflexe semblable

d'obsession sécuritaire. L'ennemi a d'autant moins disparu que personne ne croit que la présidence collégiale pourra fonctionner. L'expérience des années 1990-1992 a démontré que la gestion du pays par les partis nationalistes a provoqué l'éclatement des institutions communes. « Ce sont effectivement les mêmes, mais les circonstances sont totalement différentes, et le contexte historique aussi », commentait mercredi Alija Izetbegovic. « Il faudra bien qu'on arrive » à coopérer, ajoutait-il, s'engageant à œuvrer pour « la réunification du pays et le retour de la justice ».

A Pale, le vice-premier ministre rétorquait que la République serbe « n'acceptera aucune décision qui pourrait conduire à la réunification de la Bosnie ». Pour l'instant, les trois présidents ne sont même pas

d'accord sur l'endroit où ils pourraient se réunir.

« C'est un désastre... », murmurait une femme dans un café de Sarajevo, où se réunissent chaque soir des partisans des formations multi-ethniques. « Nous savions que les nationalistes se partageraient la présidence, mais nous n'imaginions pas qu'ils auraient la majorité absolue au sein des Parlements », poursuivait un homme. « Qui défendra encore l'idée multi-ethnique ? s'interroge-t-il. Certainement pas les partis serbe et croate. Alors, Izetbegovic ? Ce serait renier sa campagne électorale. »

L'heure est à la consternation. Les défenseurs de la vie commune espèrent tant que la fin de la guerre leur apporte finalement l'occasion d'une revanche, que la fin des combats marque un retour de la raison. Pour eux, ces élections sont une cuisante défaite.

Rémy Ourdan

## L'économie de la Slovaquie se porte bien

La croissance a atteint 7,4 % en 1995 et l'inflation est réduite à 6,3 %

**LES RÉSULTATS** économiques de la Slovaquie figurent parmi les meilleurs de l'Europe centrale et orientale, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans une étude parue lundi 16 septembre. Lors de sa création, en 1992, la République issue de l'ex-Tchécoslovaquie était moins développée et plus fragile que la République tchèque, mais sa croissance est désormais supérieure. En outre, le gouvernement ne faisait pas preuve d'une volonté de transformations économiques rapides.

L'accélération des réformes, accompagnée d'une forte croissance des exportations puis d'une reprise de la demande intérieure, a permis au pays d'enregistrer une croissance de 7,4 % en 1995. Ce résultat est d'autant plus remarquable que le taux d'inflation a été limité à 6,3 %, et que le budget et la balance des opérations courantes ont été excédentaires.

Il est probable que la performance n'aurait pas été tout à fait aussi brillante sans la demande de produits slovaques de la part des États de l'Union européenne, particulièrement forte en 1994. Dès 1995, la croissance des importations slovaques était devenue supérieure à celle des exportations. L'OCDE, estimant que la période de reprise de l'activité en Europe occidentale est achevée, souligne donc l'importance du redéploiement du commerce vers les pays membres de l'Accord de libre-échange centre-européen (Cefta), avec lesquels les échanges slovaques sont excédentaires. La Slovaquie a, d'ailleurs, accueilli, vendredi 15 septembre, dans la station de sports d'hiver de Jasná, une réunion des chefs de gouvernement du Cefta (République tchèque,

Slovaquie, Hongrie, Pologne, Slovaquie). Ces derniers entendent créer d'ici à 1998 une véritable zone de libre-échange et pourraient accueillir parmi eux la Bulgarie, la Roumanie, la Lituanie, l'Ukraine et la Lettonie, tous représentés à Jasná.

**POUR SUIVRE LES RÉFORMES**

Pour se donner les moyens d'une croissance économique durable, la Slovaquie devra encore poursuivre les réformes, accélérer en particulier la politique de privatisation des grandes entreprises, jugée « assez chaotique ». « Avec des perspectives

de croissance si hautement tributaires des résultats à l'exportation », l'OCDE juge essentielle l'ouverture du capital des entreprises aux investisseurs étrangers, qui en sont jusqu'à présent exclus.

Contrairement à la République tchèque, à la Hongrie et à la Pologne, la Slovaquie n'est pas encore devenue membre de l'OCDE. Son admission prochaine dans ce « club » des pays industriels devrait favoriser l'internationalisation du pays.

Françoise Lazare

## Déficit commercial record aux États-Unis

**WASHINGTON.** La balance commerciale américaine a affiché en juillet son plus fort déficit commercial depuis 1992. Il s'est élevé à 11,7 milliards de dollars contre 8,2 milliards de dollars en juin (chiffre révisé), a annoncé, mardi 18 septembre, le département du commerce. Surprenant les analystes qui tablaient sur une légère dégradation, l'annonce du déficit de juillet a entraîné une chute du dollar. Ce mauvais résultat commercial provient à la fois d'une chute des exportations (-3,6 %) et d'une croissance des importations (1,3 %) notamment en provenance du Japon et de Chine. Le secrétaire au commerce, Mickey Kantor, a attribué la chute des exportations américaines à la « mollesse de l'activité du Japon, de l'Union européenne, du Canada et du Mexique », les principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

« Les économies d'Europe occidentale ne connaissent pas une reprise économique aussi rapide que nous le souhaitons », a-t-il commenté lors d'une conférence de presse. - (AFP)

## Le directeur d'un journal mexicain enlevé en pleine rue

**MEXICO.** Razhy Gonzalez Rodriguez, directeur de l'hebdomadaire *Contrapunto*, critique à l'égard du gouvernement, a été enlevé, mardi 17 septembre, à Oaxaca, par quatre hommes armés et masqués. Selon l'ami qui l'accompagnait, la façon dont les ravisseurs l'ont fouillé et dont ils tenaient leurs pistolets montrant qu'ils appartenaient à la police ou à l'armée. *Contrapunto* s'était fait l'écho du profond mécontentement social qui règne dans l'État d'Oaxaca, très pauvre. Razhy Gonzalez faisait partie des journalistes qui ont récemment assisté à une interview clandestine donnée par le « commandant » de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), groupe de guérilla qui a intensifié ses attaques armées ces derniers mois. - (Reuters, AP)

**PROCHE-ORIENT**

**■ LIBAN :** des hommes politiques, des médias libanais et l'association Reporters sans frontières ont vivement dénoncé, mercredi 18 septembre, la décision qu'a prise, mardi, le pouvoir syrien de se partager le paysage audiovisuel et d'interdire les télévisions et les radios de l'opposition. Le gouvernement libanais a, en outre, étendu l'interdiction aux médias du Hezbollah. - (AFP, Reuters.)

**EUROPE**

**■ ITALIE :** des perquisitions policières ont été menées, mercredi 18 septembre, dans des locaux du mouvement sécessionniste italien de la Ligue du Nord, dans la province de Vérone (nord), et au domicile de certains de ses dirigeants, chargés des « chemises vertes », le service d'ordre musclé d'Umberto Bossi, défenseur de la « Padanie ». - (AFP)

**AFRIQUE**

**■ ZAÏRE :** le journal *Le Palmaris* a été suspendu, mercredi 18 septembre, pour une durée indéterminée, après avoir annoncé que le président Mobutu allait subir une opération pour un cancer de la gorge, ce qui constitue une « propagation de fausses nouvelles ». La plupart des journaux dénoncent le manque flagrant d'informations sur l'état de santé du maréchal Mobutu, opéré d'un cancer de la prostate le 22 août. - (Reuters.)

**ASIE**

**■ AFGHANISTAN :** un assaut des talibans, organisation des « soldats-étudiants » islamistes, contre Kaboul a été repoussé par les forces gouvernementales de la capitale dans la nuit de mardi à mercredi, selon un communiqué officiel du mercredi 18 septembre. - (AFP)

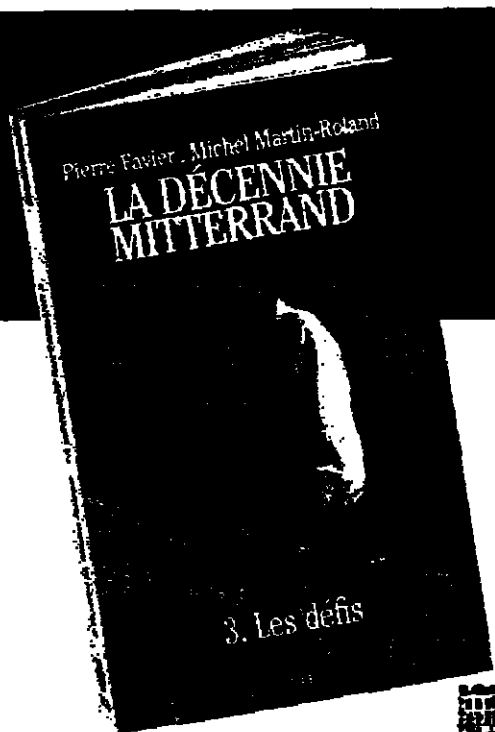
## La rébellion hutue au Burundi disposée à négocier sous conditions

**BUJUMBURA.** Tout en demandant le maintien de l'embargo régional contre le régime « putchiste » du major Buyoya, la rébellion hutue s'est dit prête, mercredi 18 septembre, à entamer, sous certaines conditions, des négociations qui pourraient mener à une cessation des hostilités au Burundi. Léonard Nyangoma, président du principal mouvement rebelle, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), demande « la réhabilitation immédiate et inconditionnelle de la constitution, le retour de tous les soldats dans leurs casernes [...] et l'arrestation des putchistes », ce qui exclut le nouveau président de toute négociation. D'autre part, le président de la conférence des évêques catholiques du Burundi, Mgr Bernard Bududira, a formellement accusé la rébellion hutue de l'assassinat de Mgr Ruhuna, archevêque de Gitega, tué la semaine dernière dans une embuscade. « C'est la rébellion, c'est flagrant », a-t-il déclaré, ajoutant cependant « on ne prend pas position, on constate ». - (AFP)

# L'OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Tome 3 : Les défis 1988-1991

- Mitterrand-Rocard
- La chute du mur
- Les affaires
- Le Golfe, etc.



Editions du Seuil



## M. Arafat accepte de discuter la modification des accords de paix à propos de Hébron

Le gouvernement israélien relance la colonisation des territoires occupés

Yasser Arafat et le ministre de la défense israélien se sont rencontrés pour la première fois, mercredi 18 septembre, pour évoquer l'évacuation partielle

de Hébron (qui était prévue en mars) par l'armée israélienne. Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou exige de revenir sur les accords conclus il

y a un an pour assurer, selon lui, « la survie et le développement » des implantations israéliennes au cœur de la vieille ville arabe.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Stratégiquement coincé dans ses huit petites enclaves autonomes, confronté à un gouvernement israélien dont l'intransigeance est en quelque sorte couverte par la quasi-indifférence des parrains du processus de paix que sont les États-Unis et la Russie, Yasser Arafat, qui n'a ni l'en- vie ni les moyens d'endosser la responsabilité de la mort de ce processus, est sur le point d'accepter la modification des accords précédemment signés avec le gouvernement travailliste, exigée par Benjamin Nétanyahou.

« Il est prêt mais, opinion publique palestinienne oblige, il ne l'avouera pas », commentait un journaliste palestinien, mercredi soir 18 septembre, après la rencontre qui venait d'avoir lieu entre le chef de l'Olp et le ministre israélien de la défense Itzhak Mordechai.

### « MEILLEURS VŒUX »

La discussion, qui a eu lieu au point de passage d'Erez entre Israël et la bande de Gaza, a mis face à face, pendant plus de quatre heures, outre les deux hommes, l'amiral Ami Ayalon, chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël et deux de ses homologues palestiniens.

Officiellement, parce que le gouvernement de M. Nétanyahou est divisé sur l'opportunité de quitter ou non l'essentiel de cette grande ville de Cisjordanie occupée, le ministre de la défense ne devait présenter que les « principes généraux » des modifications jugées nécessaires aux accords conclus il y a un an. Ces modifications, comme disait le premier ministre le week-end dernier, doivent « garantir non seulement la sécurité mais la survie et le développement » des trois petites colonies juives implantées au cœur de la cité.

C'est encore une fois le comité conjoint de suivi des accords, dont une nouvelle réunion est annoncée pour « bientôt », qui sera chargé d'élaborer les changements acceptables de part et d'autre. « La question de Hébron est très compliquée, a répété le ministre de la défense. Lorsque le comité se sera mis d'accord, nous nous rencontrerons à nouveau et il y aura redéploiement. » Ce mou-

voir israélien a annoncé mercredi, quelques heures seulement avant le rendez-vous d'Erez, l'extension d'une nouvelle colonie juive de Cisjordanie occupée (Le Monde du 19 septembre). Autre annonce, saluée par le Conseil des colonies juives, et dénoncée comme à l'ordinaire par le mouvement israélien La Paix maintenant : la prochaine confiscation, « pour raisons de sécurité », de nouveaux

### M. Pérès ne se présentera pas aux élections de l'an 2000

L'ancien premier ministre, Shimon Pérès, a annoncé à la télévision israélienne, mercredi 18 septembre, qu'il ne briguera pas le poste de premier ministre lors des élections de l'an 2000. Il a précisé qu'il resterait cependant à la tête du Parti travailliste jusqu'en juin 1997 au moins, et qu'il continuerait « à se battre comme un taureau au sein du parti pour la poursuite du processus de paix ». M. Pérès, battu par le dirigeant de la droite nationaliste Benjamin Nétanyahou lors des élections du 29 mai, est l'un des principaux artisans du processus de paix, qui a abouti à la Déclaration de principes sur l'autonomie palestinienne, signée par Israël et l'Olp à Washington, en 1993. Prix Nobel de la paix en 1994, il a refusé, mercredi, de désigner un dauphin officiel. Ehud Barak, ancien chef d'état-major et ex-ministre des affaires étrangères, et Ephraïm Sneh, ancien ministre de la santé, ont déjà annoncé leur intention de se présenter. (AFP-Reuter.)

vement des soldats hors de l'essentiel de la cité devait avoir lieu en mars dernier.

« Acceptez-vous de modifier les accords conclus concernant Hébron ? », fut-il demandé, mercredi soir, à Yasser Arafat. « Le comité de suivi mettra tous les détails en œuvre... », répondit celui-ci. « Mais acceptez-vous... ? », s'entêta un journaliste. « Ce que j'ai dit est clair », répliqua le chef de l'Olp, après avoir présenté ses « meilleurs vœux » pour le Nouvel An juif. « Ou cet homme a des nerfs d'acier, ou il est inconscient », a commenté, perplexe, un notable arabe de Jérusalem.

Car le contexte n'est pas propice aux civilités. Comme il l'avait fait avant la première rencontre entre M. Nétanyahou et le chef de l'Olp le 4 septembre, le pou-

terrains palestiniens en plein cœur de Hébron, afin de percer, jusqu'à l'intérieur de l'antique casbah arabe, une route reliant la grande colonie juive de Kiryat Arba aux trois sites de peuplement juif installés au cœur de la ville.

### « MESURE DISCRIMINATOIRE »

Plusieurs maisons palestiniennes devront être détruites pour faire place à cette route, qui sera « réservée », selon l'armée, aux colons et aux soldats israéliens chargés de les protéger, sur le modèle de l'autre route « réservée », symbolisant l'introduction d'une sorte d'apartheid, qui a été inaugurée entre le « bloc » de Gush Etzion et Jérusalem il y a deux semaines (Le Monde du 17 septembre).

La principale organisation de défense des droits de l'homme en

Israël, Betsalem, a officiellement demandé, mercredi, au gouvernement de « revenir sur cette mesure discriminatoire qui contrevient aux principes de la loi internationale, de la justice et de la morale ».

Inscrite dans le programme de gouvernement de M. Nétanyahou, la relance de la colonisation juive ne suscite guère, pour l'instant, de réactions fortes. Fidèle à la politique de tolérance, pour ne pas dire d'impunité adoptée par Bill Clinton à l'égard d'Israël, Dennis Ross, le coordinateur américain du processus de paix israélo-arabe, en visite à Gaza et en Israël depuis mercredi, s'est contenté de déclarer à ce propos que la politique américaine n'avait « pas changé » et que « les activités de colonisation » étaient « un problème qui complique le processus de négociation ». Sous l'administration républicaine, la colonisation était officiellement baptisée « obstacle » à la paix.

Pour les Palestiniens qui n'en peuvent mais, « ce n'est pas seulement une violation des accords signés », disait mercredi Saeb Herakat, « ministre » des collectivités, ces colonies sont autant de mines posées sur la voie de ceux qui veulent la poursuite du processus de paix. « Même si cela conduit à la violence, renchérisait Abdel Aziz Shabine « ministre » de l'approvisionnement, nous devrions organiser des manifestations de masse contre le projet sioniste qui consiste à coloniser partout, à Gaza comme en Cisjordanie ».

Patrice Claude

## M. Barzani veut se réconcilier avec les Occidentaux

En visite à Ankara, le chef du Parti démocratique du Kurdistan, allié à Bagdad, renoue ses contacts avec l'administration américaine

### ISTANBUL

de notre correspondant  
Toujours apparemment le dos à Saddam Hussein, qui l'avait récemment aidé à prendre le contrôle du nord de l'Irak et à écarter ses rivaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a renoué, mercredi 18 septembre, à Ankara ses contacts avec l'administration américaine, ainsi qu'avec le gouvernement turc.

Ni le PDK ni les diplomates américains n'ont révélé les détails des pourparlers entre Massoud Barzani et Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint, qui se sont terminés tard dans la soirée. Un représentant de l'ambassade britannique, spécialisé dans les problèmes de l'Irak du Nord, et un observateur turc ont assisté aux discussions. L'ambassade américaine, ayant reçu des consignes strictes, a maintenu un silence total.

Comptant sur l'opinion publique internationale, le PDK espère peut-être, en s'appuyant sur les États-Unis et ses alliés occidentaux, à la fois contrebalancer le pouvoir que Saddam Hussein a regagné, par son intermédiaire, sur le nord du pays, et garder Bagdad à une certaine distance pour assurer la sécurité de la population kurde. Il est cependant difficile d'imaginer que les autorités irakiennes acceptent sans protester l'apparent revirement de M. Barzani qui, en tentant de se concilier les faveurs de deux pouvoirs opposés, prend un risque considérable. Une réconciliation entre le PDK et l'UPK

s'avère également difficile. Dans une interview accordée à un quotidien iranien, son rival Jalal Talabani a en effet déclaré que l'Irak du Nord se dirigeait vers une guerre civile.

### ARRÊTATIONS ET EXÉCUTIONS

Moins impressionnant dans un costume-cravate occidental qu'avec sa tenue de *pesherga* (combattant kurde), M. Barzani est brièvement apparu à Ankara aux côtés de M<sup>me</sup> Tansu Ciller avant de disparaître dans une limousine aux vitres fumées. Selon M<sup>me</sup> Ciller, qui a fourni quelques informations sur leurs discussions, la Turquie a demandé aux Kurdes irakiens de renoncer à l'idée d'une fédération, que M. Barzani avait soulevée en réponse à l'offre d'autonomie de Saddam Hussein.

Les Turcs ont évidemment évoqué également la présence des combattants kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes de la zone frontalière. Ankara a aussi évoqué le sort de la population turcomane - la minorité turcophone compte deux millions de personnes en Irak, dont deux cent mille environ vivent dans la zone contrôlée par M. Barzani. Lors de la prise d'Erbil, des rumeurs avaient fait état d'arrestations et d'exécutions de Turcomans par les forces irakiennes. Ankara souhaite que, jusqu'à ce que le vide de pouvoir dans le nord de l'Irak soit comblé, les Turcomans soient protégés - et même associés - au pouvoir régional.

Nicole Pope

## Au Zaïre, l'armée lance une opération de ratissage contre les Hutus installés dans l'est du pays

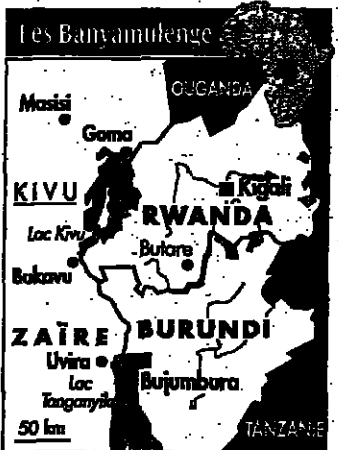
### NAIROBI

de notre correspondant  
en Afrique de l'Est  
De nouvelles tensions dans l'est du Zaïre viennent s'ajouter aux menaces de déstabilisation qui pèsent sur la région des Grands Lacs, en Afrique centrale, déjà troublée depuis deux ans par les rivalités politico-ethniques entre Tutsis et Hutus au Burundi et au Rwanda.

Renforcée par des troupes en provenance de Goma et de Kinshasa, l'armée zaïroise a lancé, au début du mois de septembre, au Sud-Kivu, une vaste opération de ratissage dans les collines habitées depuis plusieurs générations par les Banyamulenge, des Tutsis d'origine rwandaise qui ont émigré, avec leurs troupeaux, au Zaïre au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les habitants d'Uvira, au bord du lac Tanganyika, entendent quotidiennement des coups de feu, voire des tirs d'artillerie lourde, dans les montagnes qui surplombent la ville. La région ayant été déclarée « zone militaire », les organisations humanitaires ne peuvent plus s'y rendre et les informations parviennent difficilement. L'armée fait état, jusqu'à maintenant, de sept militaires et trois « civils » tués, ainsi que d'une trentaine de blessés ; mais il se pourrait que le nombre de victimes soit bien plus élevé.

Le Zaïre a refoulé vers le Rwanda une cinquantaine de personnes, dont cinq religieux accusés de trafic d'armes. Selon Radio-Agashya, une station indépendante basée à Bukavu, près de deux cent cinquante Banyamulenge ont déjà fui vers le Burundi et le Rwanda, tandis que les villageois des tribus locales, pour échapper aux affrontements, se réfugient à Uvira, où plusieurs manifestations xénophobes ont eu lieu. Mercredi 18 septembre, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Bukavu, à l'appel de partis de la mouvance présidentielle et de l'opposition, pour dénoncer les « Rwandais tutsis ». Les autorités zaïroises viennent d'autoriser les jeunes à s'engager volontairement dans l'armée pour combattre les « bandes armées tutsies ». Elles ont aussi décidé de révoquer tous les chefs locaux qui « ont vendu des terres aux immigrants tutsis », selon



Radio-Agashya. A Kinshasa, le ministre zaïrois des affaires étrangères a accusé le Rwanda et le Burundi - où le pouvoir, dans les deux cas, est à dominante tutsie - de « fomenter des troubles », affirmant que l'armée rwandaise a entraîné quelque trois mille jeunes Banyamulenge qui auraient été infiltrés au Sud-Kivu, via le Burundi. Kigali et Bujumbura ont « catégoriquement » démenti.

### VENDETTES POPULAIRES

Ces troubles vont compliquer les relations déjà tendues entre le Zaïre et ses petits voisins qui accusent déjà le Zaïre de servir de base arrière aux rebelles hutus, rwandais et burundais. Kinshasa, pour sa part, s'irrite aussi de la présence dans le Kivu de près d'un million et demi de réfugiés hutus, et appelle les Occidentaux à faire pression pour que « Kigali respecte ses enga-

gements concernant leur rapatriement ».

Radio-Burundi parle de « chasse aux Tutsis » alors qu'un ministre rwandais accuse les réfugiés hutus du Zaïre d'être à l'origine de ces troubles. Les Banyamulenge, qui revendiquent haut et fort leur nationalité zaïroise, critiquent les hommes politiques du Sud-Kivu qui, pour « assouvir leur soif de tribalisme », les désignent à la vindicte populaire.

Selon un intellectuel zaïrois de Bukavu, il y a eu récemment deux vagues d'émigration des Banyamulenge. À partir de 1990, des jeunes Banyamulenge se sont engagés dans la rébellion tutsie du Front patriotique rwandais (FPR) et, dès la prise de pouvoir du FPR en juillet 1994, d'autres familles sont parties pour le Rwanda où les rapatriés pouvaient obtenir la nationalité rwandaise. Alors qu'un Zaïre, depuis la réunion de la Conférence nationale en 1992, on leur conteste la citoyenneté zaïroise, leur reprochant une « origine douteuse ».

Est-ce pour déstabiliser la région, comme l'affirme Kinshasa, que certains reviennent aujourd'hui dans leurs collines, ou est-ce pour protéger leurs familles qui risquent d'être menacées, comme les Tutsis du Massif dans le Nord-Kivu ? La question essentielle est de savoir si les tensions régionales aggravées par cette nouvelle crise, au moment où le maréchal Mobutu est en convalescence en Suisse après une opération, en resteront au stade des invectives diplomatiques.

Jean Hélène

## EIFFAGE

Le Conseil d'Administration d'EIFFAGE réuni le 13 septembre 1996, a examiné les comptes consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 1996.

(en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1996	1 <sup>er</sup> semestre 1995	Exercice 1995
Chiffre d'affaires consolidé	16.387	15.726	32.507
Résultat net part du Groupe	(890)	36,3	206
Résultat net EIFFAGE SA	135	293	484

L'activité et surtout les résultats consolidés ont été très durement affectés par l'accroissement fort et continu de la crise conjoncturelle dans les principaux métiers du Groupe en France.

### Activité et périmètre

Le périmètre de consolidation a été modifié à partir de l'exercice 1996, principalement pour intégrer les sociétés dépendant des activités immobilières du Groupe. Compte tenu du surplus de l'effet des acquisitions réalisées depuis le milieu de 1995 dans la Route, l'Électricité et le Génie Civil, le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre fait apparaître une augmentation de 4,2 %. À périmètre comparable, le chiffre d'affaires marque en réalité une diminution de 6,7 %, avec des réductions plus accentuées dans le Bâtiment (9 %) et dans la Route (10,7 %).

### Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 1996

Le résultat du 1<sup>er</sup> semestre se traduit par une perte consolidée de 890 millions de francs après 160 millions de francs d'amortissement de survaleurs, alors que le 1<sup>er</sup> semestre de 1995 avait enregistré un bénéfice de 36 millions de francs.

Cette perte traduit les mauvais résultats de la Route et du Bâtiment affectés par une forte sous-activité, alors que les performances des branches Électricité, Services et International sont restées assez bien orientées. Dans les filiales de Génie Civil les dotations aux provisions sur grands chantiers sont en hausse dans des proportions nettement supérieures à l'évolution de leur volume d'activité. En outre

## RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 1996

le résultat du semestre prend en compte des provisions complémentaires dans le secteur de la promotion immobilière, en accord avec les commissaires aux comptes. Enfin un ensemble de mesures exceptionnelles est mis en œuvre pour réviser profondément les structures des principales sociétés opérant dans les métiers de la Route et du Bâtiment de façon à les adapter dès la fin de 1996 au niveau d'activité encore en réduction visé pour 1997. Le coût de ces mesures a été intégralement provisionné dans les comptes au 30 juin 1996.

### Perspectives pour 1996 et 1997

Malgré le caractère saisonnier - et donc peu significatif - des résultats courants au 1<sup>er</sup> semestre, les prévisions du second semestre ne permettent pas d'envisager une contribution suffisante pour atténuer les pertes enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre, de sorte que les résultats d'ensemble de l'exercice 1996 devraient, sauf éléments exceptionnels imprévus, se situer sensiblement au même niveau qu'à fin juin 1996.

Pour 1997 les mesures d'adaptation mises en œuvre dans le cadre d'une politique volontariste de limitation des volumes d'activité rétablissent une structure de rentabilité raisonnable, en l'absence de perspectives d'amélioration significative de la conjoncture en France. Ces mesures sont accompagnées par un programme de cessions d'actifs comprenant des sociétés non stratégiques du Groupe, pour un montant global de l'ordre de 1 milliard de francs, entrepris dès 1996.

### Dividendes

Il ne sera procédé à aucune distribution de dividendes au titre de l'exercice 1996. Au-delà, le Groupe vise à retrouver le niveau antérieur de distribution.

### Renforcement de la structure financière

Comme annoncé précédemment, une opération de renforcement des capitaux du Groupe sera réalisée avant la fin de l'exercice pour un montant de l'ordre d'un milliard de francs, suivant des modalités qui seront arrêtées par le Conseil d'Administration en octobre 1996.



صكذ من الإله

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996 / 5

## Les pays du tiers-monde doivent s'inspirer des modèles de développement asiatiques

Le rapport annuel de la Cnuced recommande aux nations riches de leur ouvrir leur marché

Aucune fatalité ne pèse sur les pays du tiers-monde. Dans son dernier rapport annuel, rendu public mercredi 18 septembre, la Cnuced, un or-

ganisme de l'ONU, analyse les conditions du succès des pays de l'Asie de l'Est depuis trente ans et en conclut que, même aujourd'hui, les pays

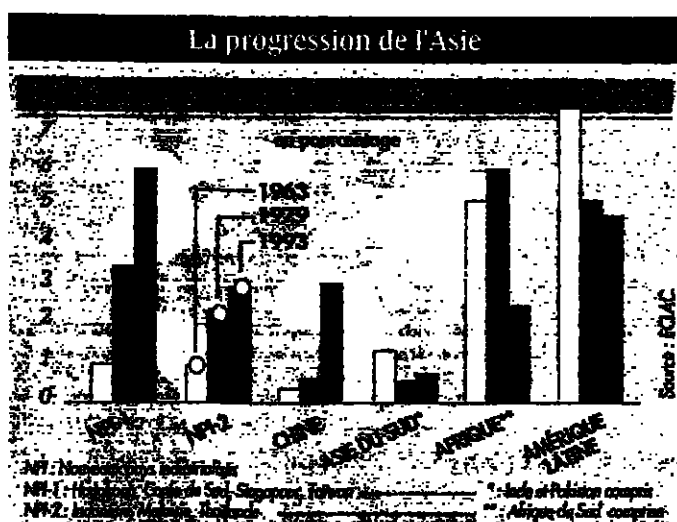
en développement peuvent en tirer profit. Mais il faut que les pays riches ne ferment pas leurs frontières aux exportations du tiers-monde.

L'HISTOIRE économique peut-elle se répéter ? Les pays du tiers-monde peuvent-ils enclencher un processus de développement rapide en s'inspirant des recettes qui ont si bien réussi hier à la Corée du Sud, à Singapour, Taiwan, et aujourd'hui à la Chine ou au Vietnam ? Dans l'édition 1996 de son rapport annuel, rendu public le 18 septembre, la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le développement et le commerce) assure que oui.

L'enjeu est d'importance. Au cours des trente dernières années, la Corée du Sud, Hongkong, Taiwan et Singapour, les NPI (nouveaux pays industrialisés), ont vu leur revenu annuel par habitant croître de 7 % en moyenne. Celui d'un deuxième groupe de pays (Indonésie, Thaïlande, Malaisie), dont le démarrage a été plus tardif, a cru de 6 % l'an durant la dernière décennie. La Chine, le Vietnam et, dans une certaine mesure, l'Inde marchent aujourd'hui sur leurs traces.

Trois arguments sont généralement avancés pour récuser la non-reproductibilité de l'expérience asiatique. La mondialisation des échanges rend caduque une expérience historique très datée, font valoir certains économistes. La croissance par l'exportation, qui est au cœur du succès des pays de l'Asie de l'Est, n'apparaît plus aussi prometteuse qu'avant car la concurrence s'est avivée, ajoutent d'autres spécialistes. Un essor simultané des exportations par un grand nombre de pays, ajoutent-ils, risque de conduire à un engorgement du marché et partant à une baisse des prix. Enfin, ultime argument, la conclusion du cycle de l'Uruguay impose aux pays une ouverture des frontières incompatible avec un modèle de développement qui faisait la part belle au protectionnisme.

Pour la Cnuced, aucun de ces argu-



ments n'est convaincant et l'exportation de produits manufacturés - modulée selon le développement du pays, sa population, sa richesse en sources naturelles - doit rester au

cœur d'une stratégie de décollage économique. Il est erroné de croire un engagement des marchés. Outre que les NPI deviennent à leur tour de « nouveaux marchés pour les pays en

développement » certains secteurs de l'industrie pourront servir de moteur au développement. C'est notamment le cas du secteur de la confection. « Si les engagements pris lors du cycle de l'Uruguay sont dûment honorés [avec le démantèlement progressif de l'ensemble des barrières douanières], des débouchés considérables s'offriront aux exportations du Sud dans ce secteur. Elles pourraient tripler au cours des dix prochaines années, ce qui permettrait à une nouvelle génération de NPI d'accroître leurs ventes sans souffrir d'une détérioration de leurs termes de l'échange », écrit le secrétaire général de la Cnuced, Rubens Ricapea.

Cette stratégie ne peut porter ses fruits qu'à deux conditions, concèdent les auteurs du rapport. Que les NPI actuels diversifient leurs exportations (dans le sens d'une montée en gamme) et que les pays développés, confrontés à une crise économique larvée, ne ferment pas leurs frontières à ces produits étrangers.

Jean-Pierre Tuquoi

## Nouvelle tension entre les deux Corées

Dix-sept agents du Nord ont trouvé la mort lors d'une tentative d'infiltration au Sud

LES RELATIONS entre les deux Corées ont connu, mercredi 18 et jeudi 19 septembre, un grave regain de tension à l'occasion d'une apparente tentative d'infiltration d'agents de Pyongyang, dont le bilan est de dix-sept morts, tous nord-coréens. Dénoncé par le président sud-coréen, Kim Young-sam, comme une « provocation militaire », l'incident a éclaté après l'échouage, à proximité du port de Kangnung, sur la côte orientale de la Corée du Sud, d'un sous-marin de 325 tonnes, de la classe « Sang-O » (requin), venu du Nord et transportant une vingtaine d'hommes. Le sous-marin aurait heurté des rochers alors qu'il tentait de débarquer des agents apparentement équipés d'armes de combat de fabrication soviétique, selon le ministère de la défense de Séoul.

Une gigantesque chasse à l'homme, mobilisant plusieurs milliers de soldats, était aussitôt organisée dans le secteur. Mercre-

di en début de soirée, onze corps d'hommes vêtus de jeans et de chemises étaient découverts sur une colline à 5 kilomètres du lieu du naufrage. Allongés les uns à côté des autres, ils portaient tous une trace de balle dans la tempe. Ils se seraient suicidés collectivement afin d'échapper à la capture, selon les autorités militaires du Sud, qui affirment avoir trouvé dans le sous-marin échoué et partiellement incendié, outre des armes et des munitions, une note indiquant : « Nous accomplirons nos missions par la mort ».

Toutefois, un douzième homme a pu être capturé vivant. Il a affirmé s'appeler Ri Kwang-su et a avoué que l'équipage faisait partie d'une unité d'espionnage dépendant directement du Parti des travailleurs, au pouvoir à Pyongyang. Il a précisé que le navire, qui avait quitté le port de Wonsan, avait subi une avarie de moteur ayant entraîné son échouage. Les opérations de ratissage ont continué, jeudi, en vue de retrouver d'autres membres de l'équipage en fuite. Selon les autorités militaires, six de ces fugitifs ont été tués tandis que deux sont toujours recherchés.

« La Corée du Nord n'a toujours pas renoncé à son ambition de réunifier la Corée par la force », a déclaré le président Kim Young-sam. C'est l'incident le plus sanglant entre les deux Corées depuis 1968. Trente et un Nord-Coréens s'étaient alors infiltrés jusqu'au palais présidentiel de Séoul. Les affrontements avaient fait vingt-huit morts dans les rangs nord-coréens et trente-quatre parmi la police et les badauds de Séoul. - (AFP/Reuters)

## L'Algérie affiche des résultats économiques en trompe-l'œil

LE PRODUIT intérieur brut de l'Algérie (PIB) a augmenté de 4,4 % au cours du premier semestre, a indiqué un communiqué officiel, publié mercredi 18 septembre, à l'issue du conseil de gouvernement. Au cours de l'année 1995, la croissance n'avait pas dépassé 3,2 %, selon le Fonds monétaire international.

Ce bon résultat doit être apprécié avec prudence. Il est en effet à mettre sur le compte d'une récolte de céréales record, due - comme au Maroc - aux excellentes condi-

tions climatiques. Elle atteindra 46 millions de quintaux contre 20 millions l'année précédente. Autre élément positif, la croissance des recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures. Le prix du baril de pétrole sur le marché international est à la hausse depuis le début de l'année, et l'Algérie en tire profit.

Si les mesures prises par les autorités algériennes pour réduire les importations de consommation portent leurs fruits (1,3 milliard de dollars d'excédent commercial au

cours des six premiers mois), en revanche, un autre indicateur est inquiétant, celui de la production industrielle, qui accuse une nouvelle baisse de 7,4 %. « Le déclin relevé au premier trimestre se poursuit, atteignant même le seuil le plus élevé depuis trois ans », constate le communiqué officiel. Tous les secteurs sont touchés, à l'exception de l'agro-alimentaire, en stagnation, et du BTP, en nette progression. Au total, l'activité économique ne redémarque donc pas en Algérie. Le délabrement des entre-

prises publiques, qui ne fonctionnent souvent qu'à 50 % de leur capacité, est pour beaucoup dans cette situation. Les sabotages perpétrés par les groupes islamistes ne font qu'ajouter aux difficultés.

Par ailleurs, le groupe espagnol Gas Natural a annoncé, mercredi, la mise en service du gazoduc Algérie-Maroc-Espagne à compter du 1<sup>er</sup> novembre, soit avec près de cinq mois de retard sur le calendrier initial.

J.-P. T.

NOS CLIENTS GARDENT LONGTEMPS LEUR VOITURE. IL FAUT DIRE QU'ELLES SONT FAITES POUR GARDER LONGTEMPS LEUR PROPRIÉTAIRE.



VOLVO 850 EDITION LIMITEE.



**RELIGION** Jacques Chirac a accueilli Jean Paul II, jeudi 19 septembre, à Tours, pour la cinquième visite du chef de l'Eglise catholique en France. Le pape doit notamment

participer, le 22 septembre, à Reims, à la célébration du 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis. Cette cérémonie donne lieu à une polémique entre certains milieux catho-

liques et les défenseurs de la laïcité, qui appellent à manifester dimanche à Reims et à Paris. ● LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE a prononcé un discours d'accueil dans

lequel il a mis en valeur l'importance de la culture catholique en France, tout en rappelant les principes républicains et laïques sur lesquels est fondé l'Etat. ● LE SOUVE-

RAIN PONTIFE a fait droit, de son côté, à la diversité des composantes de la nation et invité les catholiques à s'engager dans la cité en respectant cette diversité.

## Jacques Chirac adresse au pape le salut de la France républicaine

Le chef de l'Etat, dont la visite au Vatican, en janvier, avait été critiquée en raison de la place privilégiée qu'elle paraissait donner au catholicisme, a fait, en accueillant Jean Paul II à Tours, la synthèse de l'héritage historique et des principes politiques qui fondent la nation

LA FRANCE est fille de l'Eglise, mais aussi de la Déclaration des droits de l'homme, qu'elle a proclamés à la face du monde en 1789. Le président de la République a tenu à rappeler cette double filiation en accueillant, jeudi 19 septembre à Tours, Jean Paul II pour son cinquième voyage en France. Jacques Chirac a ainsi voulu désamorcer une polémique, dont il ne comprend pas qu'elle ait pris tant d'ampleur, née de la volonté de certains catholiques traditionnalistes de transformer la célébration de Clovis en vengeance contre la Révolution qui a, en retour, suscité la contestation des laïcs.

Jean Paul II, lui aussi, dès son arrivée à Tours, a tenté d'apaiser les esprits. Il a directement évoqué la polémique sur la commémoration du baptême du roi franc, à laquelle il s'associera dimanche 22 septembre à Reims. Il a, d'abord, jugé légitimes les efforts conjugués de l'Etat et de l'Eglise pour faire mémoire d'un acte religieux qui fait partie, dit-il, des « événements qui ont façonné l'his-

toire de France », tout en soulignant que cette commémoration ne doit pas ressembler à l'accapement, par une fraction de l'opinion, de l'histoire des origines de la France. Il a exprimé le souhait qu'elle se déroule « sans confusion », dans le strict respect de la diversité « des sensibilités et des croyances, des compétences et des motivations particulières ».

Jacques Chirac partage cette analyse. Il mesure le danger qu'il y aurait, pour le président d'une République qui se proclame, dans sa Constitution, « laïque » et qui a fait de la séparation des Eglises et de l'Etat un de ses grands principes fondateurs, à apparaître comme le défenseur d'une foi catholique qui est la sienne comme celle de nombreux Français. D'où son insistance dans l'allocation d'accueil du pape à souligner la double racine de la France d'aujourd'hui : son passé et son présent chrétiens, mais aussi son attachement à la Déclaration des droits de l'homme. La synthèse n'est pas toujours facile à faire, mais c'est elle que le chef de l'Etat

a voulu mettre en exergue.

Les contradictions parfois l'emportent. Ainsi, l'Etat a mis en place un comité chargé de commémorer les « origines : de la Gaule à la France », ce qui inclut les manifestations organisées « par les collectivités publiques ou avec leur concours à l'occasion de la célébration du 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis et du 1600<sup>e</sup> anniversaire de la mort de saint Martin de

Tours ». Néanmoins, l'Etat ne sera pas représenté à la manifestation de Reims, point d'orgue de l'année Clovis. Bernard Chirac n'y assistera même pas à titre privé. En dehors de l'accueil du pape par M. Chirac, la seule participation officielle au voyage de Jean Paul II sera le geste du premier ministre qui viendra le saluer à son départ. Informé des tensions sociales ou politiques de la France d'au-

jourd'hui, le pape dans son premier discours s'est efforcé de donner une leçon de tolérance. S'adressant spécialement aux chrétiens, il les a invités à dialoguer davantage avec les autres confessions du pays, mais aussi « avec toutes les composantes de la nation », sans distinction d'origine ou de nationalité. On est loin des discours d'exclusion entendus dans certaines fractions de la société française, y compris celles qui se réfèrent à des valeurs chrétiennes.

### ÉPREUVE PHYSIQUE

A cette difficulté politique vient s'ajouter pour Jean Paul II une épreuve physique. Agé de soixante-seize ans, sa démarche de plus en plus lente, les traits de son visage figés, sa voix devenue chevrotante trahissent une spectaculaire dégradation de sa santé, notamment depuis son « attaque furtive » à l'intestin le 13 août dernier à Castelgandolfo, qui avait convaincu ses médecins de lui faire subir d'urgence un scanner, qui, selon eux, n'aurait rien révélé

d'inquiétant. La veille de son départ pour la France, Francesco Craxi, le chirurgien de la clinique Gemelli de Rome, où il est habituellement soigné, a annoncé que Jean Paul II serait hospitalisé le dimanche 6 octobre, pour une semaine et pour un motif « une inflammation récurrente de l'appendice » - qui laisse encore sceptiques les observateurs.

Mais dès les premiers mots de son discours d'arrivée à Tours, Jean Paul II a souligné le sens qu'il voulait donner à cette épreuve. D'un handicap, il entend faire un atout, pour appuyer ses appels à la solidarité des Français avec ceux qui subissent des « épreuves », celles de la maladie, de la précarité ou de l'exclusion. Ce sera l'un des fils conducteurs de son voyage, notamment à Tours, où il rencontrera, samedi à la basilique, quelques dizaines de « blessés de la vie », malades, handicapés physiques et mentaux, mais aussi chômeurs, prisonniers, accidentés.

Thierry Bréhier et Henri Tincq

## « Une nation respectueuse de tous les cultes »

VOICI les principaux passages du discours prononcé par le président de la République en accueillant le pape :

« Très Saint-Père, voici que, pour la sixième fois, la France a l'honneur et la joie d'accueillir sur son sol l'héritier de Pierre, rassembleur du peuple chrétien et pasteur d'une Eglise sans frontières. [...] Vous demeurez l'inséparable pèlerin de l'absolu, qui sans cesse et partout, en appelle à l'homme, à sa dignité, à sa générosité, à sa grandeur, et qui travaille pour la paix. [...] »

« Je vous souhaite [...] la bienvenue chez nous, dans cette France que vous connaissez bien pour y être venu à cinq reprises en voyage pastoral. [...] Aujourd'hui, du bocage vendéen aux rudes landes bretonnes, des jardins de Touraine aux plaines de Champagne, d'autres visages jalonnent votre route, d'autres expressions de notre itinéraire spirituel et de notre culture. Une autre France, différente mais fidèle à elle-même, à son passé, à son héritage, au message évangélique, viendra prier à vos côtés. Cet après-midi, vous serez à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Vendée, terre de foi et de vocation qui donna tant de saints à l'Eglise, de missionnaires, de fondateurs d'ordre

et de congrégations. Puis ce sera Sainte-Anne d'Auray, phare spirituel de la Bretagne [...] et où s'assembleront en foule les forces vives de l'Eglise. La Bretagne dont la foi de granit a nourri des générations d'évangélistes autant que d'humbles chrétiens. [...] »

« Ici même, à Tours, vous présiderez les cérémonies commémorant le XVI<sup>e</sup> centenaire de la mort de saint Martin et ouvrirez l'« Année martinienne ». Martin, évêque et apôtre des campagnes dont tant de villes et de villages de France portent le nom. Martin, l'homme du manteau partagé, emblème de la charité, de la générosité, de la fraternité chrétiennes qui inspirèrent, au long des siècles, tant de mes compatriotes, de Vincent de Paul à Frédéric Ozanam, de Monseigneur Rhodain à Raoul Follereau, de l'abbé Louis Roussel à Sœur Emmanuelle. Ici à Tours, en mémoire de Martin, votre Sainteté s'adressera aux « blessés de la vie ». Elle leur apportera le message de la foi, de la compassion et de l'espérance. [...] »

« Enfin, entouré des évêques de France, vous célébrerez à Reims le 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis. Vous soulignerez ce que la conversion du roi païen allait signifier dans l'Histoire, scellant l'union des peuples franc et gaulois et tissant des liens étroits entre l'Eglise et une France en devenir. Des liens, un enseignement, des valeurs dans notre pays, et culture, sa civilisation, son identité

même se sont nourris au long du temps. Ainsi, la foi chrétienne devait-elle marquer de son empreinte nos comportements, nos structures, nos institutions éducatives, hospitalières et sociales. Nos villes et nos campagnes en portent encore l'admirable témoignage. [...] »

« Oui, Très Saint-Père, par-delà les siècles, la France républicaine et laïque, la France de la déclaration des droits de l'homme, respectueuse des croyances et des convictions de chacun, respectueuse de tous les cultes et de leur libre expression, mais la France aussi, vieille nation, façonnée par l'Histoire et l'Esprit, demeure fière de ses racines. La France, dont tant de filles et de fils se reconnaissent aujourd'hui dans le message évangélique. [...] »

« Enfin, le Saint-Siège et la France, appelés l'un et l'autre à servir l'homme de par le monde, se retrouvent souvent ensemble pour que l'empire du bien, et pour que s'ancrent dans les cœurs, la tolérance, la dignité, la justice et la paix. [...] »

« Très Saint-Père, les Français sont heureux et fiers de vous accueillir aujourd'hui. Je me réjouis qu'à l'occasion de son séjour, votre Sainteté rencontre, une fois encore, l'âme profonde d'une France qui, forte de son passé, s'est engagée, chez elle, en Europe et sur la scène internationale, dans la construction d'un monde meilleur, d'un monde de paix et d'équité. [...] »

## « Il est heureux que ce pays veuille faire mémoire »

APRÈS AVOIR REMERCIÉ M. Chirac de son accueil, Jean Paul II a déclaré : « Je n'oublie pas que la société française est confrontée à de nombreux défis, comme la crise économique. [...] Ma pensée va, d'abord, vers ceux qui traversent des épreuves, en particulier ceux qui vivent dans des situations de pauvreté, d'exclusion, de précarité ou de maladie. Notre cœur ne pourra pas être en paix tant que des hommes se débattent dans des situations ardues qui pèsent lourdement sur eux, tant que nous n'aurons pas tout mis en œuvre pour venir en aide aux blessés de la vie qui ne doivent pas être exclus de la vie sociale et pour leur tendre une main secourable, comme le fit saint Martin. Le saint évêque de Tours nous rappelle que l'attitude fondamentale de tout homme doit être empreinte de délicatesse et de respect, de partage et de compassion pour chacun de ses frères en humanité. [...] »

Le pape a rendu hommage à l'action des Français vis-à-vis des pays

en voie de développement : « C'est la responsabilité spécifique des pays les plus riches [...] de faire en sorte que les pays pauvres puissent être les premiers bénéficiaires de leurs ressources et du fruit de leurs économies », a-t-il dit.

Évoquant la « riche histoire » des catholiques français, Jean Paul II a souligné leurs efforts « inlassables de dialogue avec toutes les composantes de la nation, spécialement avec les membres des autres confessions chrétiennes, de la religion juive et de la religion musulmane ». Il a ajouté : « Pour les chrétiens, l'accueil loyal de la Parole de Dieu invite à une attitude de respect envers chacun. Dans la recherche de la vérité, ils désirent créer des relations bienveillantes et constructives avec tous leurs frères vivant sur le territoire national, quelles que soient leurs convictions. [...] »

Puis le pape s'est expliqué sur sa visite à Reims pour la commémoration du baptême de Clovis : « En adhérant à la foi catholique, Clovis, à sa manière et selon les conceptions propres à son temps, a pu guider des peuples différents vers l'édification d'une seule et même nation. Il est donc particulièrement heureux

que, sans confusion et en fonction de ses sensibilités et de ses croyances, dans le respect des compétences et des motivations particulières, la France veuille faire mémoire de l'un des moments marquants de ses origines par des initiatives civiles, des manifestations culturelles et des célébrations religieuses. C'est tout à l'honneur de la France que de surmonter les différences légitimes d'opinion pour rappeler que le baptême de Clovis fait partie des événements qui l'ont façonnée. Il est bon que les citoyens d'un pays puissent faire référence à leur histoire en célébrant les valeurs que leurs devanciers ont vécues et qui demeurent [...] un fondement de leur vie présente et une orientation pour leur avenir. [...] »

Il a invité les catholiques à s'engager davantage « dans la société civile ». « Ils prennent naturellement part à la vie publique, a-t-il dit, et exercent leur légitime responsabilité de citoyens, en promouvant la liberté politique, en favorisant la paix et en aidant chacun à mener « une vie véritablement humaine », comme disait le philosophe français Jacques Maritain. Les chrétiens sont [...] des partenaires à part entière dans la vie de la cité. [...] »

## Une contestation libertaire, laïque et « catho » de gauche

LA CONTESTATION de la visite du pape regroupe trois courants principaux : anarchiste, laïque militant et catholique de gauche - qui ont réussi, en partie, à faire leur jonction. Parmi les quelque soixante-dix groupes qui appellent à manifester dimanche 22 septembre à 13 heures, place de la République à Paris, on trouve aussi bien la Fédération anarchiste ou la Ligue communiste révolutionnaire que des associations féministes, des groupes gays, des loges maçonniques, le Flaming familial, etc. La Fédération nationale de la libre pensée appelle à manifester, également dimanche, à Reims.

Cette contestation vise à la fois « le retour en force de l'ordre moral » et la mobilisation de ressources publiques pour les déplacements du pape : réquisition de bases aériennes, à Tours et à Reims, pour des rassemblements religieux ; dépenses de voirie, de protocole, de sécurité et subventions de collectivités locales. Toutefois, les sommes de protocole et de voirie seront globalement très inférieures à ce qu'elles avaient été lors des précédentes visites de Jean Paul II en France. Les « subventions » des collectivités locales, sont le plus souvent

affectées à des dépenses non directement liées au culte, comme l'aménagement de parkings ou d'installations de télécommunications. 1,5 million de francs ont été ainsi débouqués à Tours, par le conseil général d'Indre-et-Loire et par le conseil municipal, mais il s'agit de dépenses de rénovation et de restauration (aménagement de la basilique de Tours, de la zone piétonne voisine et illumination de la cathédrale), prévues de longue date et que la visite du pape a permis d'accélérer.

Dans cette contestation, chaque camp est loin d'avoir fait l'unanimité. Au CNAL (Comité national d'action laïque), les syndicats enseignants sont restés réservés et la Ligue de l'enseignement, comme pour ses positions laïques ouvertes, a décidé - tout en déplorant les ambiguïtés autour de la commémoration de Clovis - de s'abstenir de toute pétition et manifestation. A gauche, les Verts, le parti Radical socialiste et la LCR ont répondu présent. Le Parti communiste, qui avait délégué des représentants aux premières réunions contestataires organisées par le réseau Voltaire, a fait machine arrière, de peur sans doute de froisser un électeur catho-

H. T.

## Controverse sur le statut de la célébration de Clovis

QUI A DÉCIDÉ la commémoration nationale du quinzième centenaire du baptême de Clovis ? L'historien Michel Ruche, auteur d'un livre de référence - Clovis (éditions Fayard) -, et l'Institut François-Mitterrand divergent sur la réponse à cette question. Le premier affirme que la décision a été prise à l'issue d'une réunion interministérielle aux Archives de France, le 26 mai 1994, en présence d'historiens ainsi que de représentants du premier ministre et du président de la République. L'argument alors développé par l'Elysée aurait été l'attachement de François Mitterrand à des commémorations qui soient des moments d'unité nationale. L'ancien président de la République aurait donc jugé normal que soit confiée à la Délégation des célébrations nationales, six ans après le bicentenaire de la Révolution, l'organisation d'une commémoration de Clovis.

Présidé par Roland Dumas, l'Institut François-Mitterrand a publié, le 17 septembre, un communiqué affirmant que la Délégation aux célébrations s'était saisie elle-même, dès 1992, de la question d'une commémoration officielle du baptême de Clovis. Il nie que le président de la République ait été représenté au comité interministériel de mai 1994, sous le gouvernement d'Edouard Balladur. Il ajoute que François Mitterrand « n'a, à aucun moment, émis des réserves sur la décision, prise

à l'époque, de ne pas donner suite au projet de commémoration ». Pour l'Institut, « il apparaît ainsi que les allégations tirées d'une initiative prétendue du président François Mitterrand ou d'une démarche qu'il aurait faite auprès du premier ministre sont dénuées de tout fondement ».

La création d'un Comité national pour la « commémoration des origines : de la Gaule à la France » a été finalement arrêtée par un décret du 11 mars 1996, signé par Jacques Chirac. Présidé par Marceau Long, il réunit des représentants de la présidence de la République, du Parlement, du gouvernement, de la communauté des historiens et des différentes confessions (sauf l'islam).

Lors de son voyage au Vatican, le 20 janvier 1996, Jacques Chirac avait évoqué cette célébration dans son allocution au pape. « Très Saint-Père, avait-il dit, en septembre, nous célébrerons, en votre présence, le 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis, qui a été sans doute l'un des actes fondateurs de la France. Cet événement marquera la force et la richesse du lien tissé au long des siècles entre la France et le Trône de Pierre. [...] A l'Elysée, on assure, aujourd'hui, que la formule du président de la République n'annonçait en rien l'intention de se rendre personnellement à la cérémonie de Reims.

H. T.



هكذا من الجمل

## Le patronat départagera à bulletin secret FO et la CFDT pour la présidence de l'Unedic

Marc Blondel laisse planer la menace d'un « syndicalisme de contestation » s'il n'est pas élu

Marc Blondel a confirmé, mercredi 18 septembre, sa candidature à la présidence de l'Unedic. Il affrontera, le 1<sup>er</sup> octobre, Nicole Notat, qui

a déjà assuré la présidence de 1992 à 1994. Le CNPF choisira entre les secrétaires généraux de la CFDT et de FO, le 30 septembre, par un vote à

bulletins secrets. Mais le patronat et les syndicats divergent sur l'utilisation des excédents de l'assurance-chômage.

« SI DEMAIN, on écarte FO du patronat, le syndicalisme de contestation prendra le dessus », a affirmé Marc Blondel, mercredi 18 septembre, lors d'une conférence de presse, au siège de FO, au cours de laquelle il a expliqué les raisons de sa candidature à la présidence de l'Unedic (Union nationale de l'emploi dans l'industrie et le commerce). L'avertissement a le mérite d'être clair. Mardi soir, Jean Gandois, non sans un certain cynisme, avait longuement expliqué les raisons qui avaient poussé le CNPF à recourir à la procédure, inédite, d'un vote à bulletins secrets, le 30 septembre, un jour avant l'élection à la présidence de l'Unedic, pour départager les deux candidats en lice, Marc Blondel et Nicole Notat.

« On a travaillé avec la CFDT et Nicole Notat à l'Unedic pendant quatre ans de façon remarquable », a souligné le président du CNPF sur LCI. Donc, la tendance naturelle d'un certain nombre de gens, c'est de dire qu'il faut continuer. Il y a une autre tendance, tout aussi respectable, qui dit : « Si on continue, Marc Blondel va se sentir marginalisé, et on pousse FO dans une attitude conflictuelle, donc il vaut mieux réintégrer FO et avoir deux interlocuteurs réformistes. » Nous souhaitons que chacun nous dise, de façon assez détaillée, ce qu'il veut

faire à l'Unedic, c'est un élément important de choix. »

**CHANTAGE ET CONTRE-CHANTAGE**  
La ficelle est apparue un peu grosse. Le président du CNPF tentait de lier l'élection à la présidence du régime paritaire d'assurance-chômage aux négociations sur le renouvellement de la convention Unedic et du dispositif préventif contre embauches qui doivent, tous les deux, être rediscutés avant la fin de l'année. En clair, celui qui est le plus « docile », celui dont les propositions seraient les plus proches de celles défendues par le CNPF.

La double candidature syndicale place en effet le patronat en position de juge-arbitre. Au conseil d'administration de l'Unedic, chargé d'être le président, le 1<sup>er</sup> octobre, le patronat (CNPF, CGPME et UPA) dispose de vingt-cinq sièges et les cinq organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CCG), de cinq sièges chacune. Mais au chantage exprimé par Jean Gandois, le secrétaire général de FO a répondu par un contre-chantage, se plaçant délibérément sur un terrain qui dépasse l'enjeu de l'Unedic. « Il n'y aura pas de campagne à l'américaine, avec programme et bulletin de vote », a répété M. Blondel, pour lequel « le rôle du président [de l'Unedic], c'est de gé-

rer en faisant la synthèse du conseil d'administration. »

L'ensemble des acteurs se retrouvent donc placés face à leurs responsabilités, avec au centre de toutes les convoitises les excédents mécaniques dégagés par le régime d'assurance-chômage, et qui sont estimés à 12 milliards de francs pour 1996 et à peu près à la même somme pour 1997. Sans être invité à la table du banquet, le gouvernement a déjà fait savoir qu'il avait l'intention de récupérer 2,5 milliards de francs, en réduisant sa participation à l'allocation de formation de reclassement (AFR). Il serait aussi tenté de prélever autour de 4 milliards de francs pour les verser à la caisse d'assurance-maladie. La CFDT fait valoir que l'Unedic a contracté, en 1993, deux emprunts de respectivement 10 et 12 milliards de francs qui arrivent à échéance en 1999 et 2002. Les 12 milliards d'excédents correspondent aussi à un peu plus d'un mois de versement d'allocation chômage.

**« DÉFENDRE LES CHÔMEURS »**  
En dépit de ces réserves et d'un possible retournement de conjoncture lié à une nouvelle dégradation du chômage, ces excédents constituent, pour l'instant, « du grain à moudre ». Le patronat et les syndicats s'affrontent sur la

manière de les utiliser. Le CNPF a demandé une baisse des cotisations patronales et salariales de l'ordre de 8 à 10 milliards de francs. Rejointe sur ce point par la CFTC et la CFE-CCG, Nicole Notat veut continuer à « activer » les dépenses du chômage, afin d'aider les chômeurs à « se reconverter ». Elle s'est aussi prononcée pour « la revalorisation des minima, versés aux chômeurs ». Enfin, « si ces deux objectifs sont assurés », la secrétaire générale de la CFDT a insisté sur l'importance de la baisse des cotisations, « mais en troisième objectif, pas en premier ».

Quant à Marc Blondel, il a expliqué, mercredi, que « s'il est élu président de l'Unedic, ce sera pour défendre les chômeurs ». Sur cette orientation, que soutient la CGT, Marc Blondel compte, « si d'aventure l'Unedic connaît des excédents, améliorer même de manière modeste la situation des chômeurs ». Hostile aux conventions de coopération qui permettent à l'employeur qui prend en charge un chômeur de toucher, le temps du reclassement, un montant équivalent aux allocations de chômage, le secrétaire général de FO est, en revanche, favorable à une baisse des cotisations.

Alain Beurvé-Méry

## La CDCA éclate en deux organisations rivales

La Confédération de défense des commerçants et artisans, d'inspiration poujadiste, s'est fait connaître par ses actions violentes

CHRISTIAN POUCKET vient de démissionner de ses fonctions de secrétaire général de la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA). Il entend poursuivre son action au sein de la « CDCA européenne » - dont le siège est à Bruxelles, mais le centre nerveux à Montpellier -, qu'il préside depuis 1993. Edouard être suivi par 95 % des 150 000 adhérents revendiqués, il incrimine l'esprit « fonctionnaire » d'un certain nombre d'opposants. Au moins huit bureaux régionaux sur trente-sept ont été fermés. L'intérêt à la tête de la « CDCA nationale » est assuré par Henry Blendicho, qui, selon l'AFP, accuse son prédécesseur d'avoir « dévalué la CDCA au profit de sociétés qui lui appartiennent ». Le siège de l'organisation « nationale » devrait être transféré de Montpellier à Quimper.

Fortement poujadiste, cette organisation a incité les commerçants, les artisans et les professions libérales à ne plus payer leurs cotisations maladies ou vieillesse, en affirmant qu'elles servent « à engraisser une administration parasitaire ». Depuis 1987, elle a prêté main forte à ceux qui étaient poursuivis en justice et saisis pour des arriérés de cotisation. Elle a organisé des opérations de commando pour intimider ou « punir » les huissiers ou les caisses « coupables » de ces pour-

suites. Elle est responsable de la mise à sac du centre de Périgueux en 1994, de celle d'un quartier de Bordeaux en 1995 et d'innombrables voies de fait et menaces de mort. M. Poucket comme M. Blendicho ont connu la prison pour certains de ces faits (Le Monde du 7 juin).

### ÉCHecs JUDICIAIRES

La scission est l'aboutissement de plusieurs échecs de la CDCA, déboutée pratiquement de toutes ses actions auprès de la Cour de justice européenne. La violence qu'elle a déployée lui a aliéné une partie de sa clientèle. Ainsi, à Nice, le Syndicat des indépendants recrute ceux qui combattent la protection sociale sans pour autant recourir aux barres de fer. Derrière la CDCA, M. Poucket et ses proches avaient mis en place un système de sociétés off-shore, pour gérer le matériel loué à la CDCA et pour proposer aux adhérents une police privée d'assurance-maladie. Ces révélations ont choqué beaucoup de petits patrons. La mise en place d'une fédération de PME et d'artisans par le Front national en a éloigné certains. La « CDCA européenne » annonce une lutte encore plus dure contre les « monopoles » de la protection sociale.

Alain Faujas

## La révision des fonds européens se prépare

JEAN-CLAUDE GAUDIN, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, a indiqué, mercredi 18 septembre à Montpellier, devant le sixième congrès de l'assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), les orientations qu'il proposera à Alain Juppé au sujet de la prochaine attribution des fonds européens. Une nouvelle période de programmation de ces subventions débutera en 1999, alors que se rapproche la perspective de l'élargissement de l'Union européenne aux anciens pays de l'Est. M. Gaudin propose trois orientations nouvelles : « Premièrement, la part des fonds structurels, dont bénéficie un Etat membre, rapportée à son PIB, devra à l'avenir être limitée » ; deuxièmement, il faudra « tenir compte, non seulement des données économiques régionales, mais aussi de la situation économique générale de l'Etat membre concerné » ; M. Gaudin ne jugeant pas normal que « l'Etat le plus prospère de l'Union soit le second bénéficiaire des fonds structurels, simplement parce que quelques-uns de ses Länder sont en retard » ; troisièmement, les fonds structurels ne devront plus correspondre à une simple redistribution, mais soutenir des projets de développement du territoire communs à plusieurs membres.

## Ile-de-France : Michel Giraud ne s'attend à aucune suite judiciaire

MICHEL GIRAUD (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, se montre convaincu que les conditions d'attribution des marchés des lycées de la région n'auront pas de suites judiciaires. « Il n'y aura certainement pas plus d'implications judiciaires de l'institution régionale dans les deux ans qui viennent qu'il n'y en a eu dans les trois ans passés », a-t-il déclaré, mercredi 18 septembre, au cours d'une conférence de presse précédant la rentrée de l'assemblée régionale. M. Giraud a précisé qu'il réagirait par voie judiciaire à toute accusation le visant à titre personnel. M. Giraud devait donner lecture, jeudi 19 septembre, d'un rapport de la chambre régionale des comptes consacré aux interventions économiques de la région. Ce rapport incite la région à mieux contrôler son système de délégation de la gestion des aides aux entreprises.

### DÉPÊCHES

■ **TOULON** : « Le Front national ne peut rien apporter de bon aux Français », a estimé, mercredi 18 septembre, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire et maire (UDF-PR) de Marseille. Il appelle les électeurs du troisième canton de Toulon à voter, dimanche, pour le candidat RPR, Philippe Vitel, contre Gérard Bauer (FN), adjoint au maire de Toulon, arrivé en tête au premier tour de cette élection cantonale.

■ **MALAISE** : René Monory, président du Sénat, exprime ses inquiétudes dans un entretien à Paris-Match daté du 26 septembre : « Si d'ici à fin 1997, on ne compte pas 300 000 à 400 000 chômeurs de moins, nous perdrons les législatives. » « Je suis devenu un homme politique malheureux, confie M. Monory. Je vois sans arrêt autour de moi des gens au chômage. Pour un politique digne de ce nom, c'est insupportable. »

■ **CNI** : Jean-Antoine Giansily, président du Centre national des indépendants et paysans, a indiqué, mercredi 18 septembre, que les « échéances » du parti, « prévues de longue date », étaient « maintenues », malgré la demande de ses opposants qu'il se « démette dès maintenant ». Le comité directeur du CNI doit être, le 5 octobre, son président et M. Giansily ne se représente pas (Le Monde du 15 et 16 septembre). Les contestataires ont mis en place un « conseil des sages », autoproclamé, constitué de six personnalités.

■ **AUTOROUTE** : un avis défavorable vient d'être rendu par les commissaires enquêteurs en vue de la déclaration d'utilité publique du contournement de Clermont-Ferrand, par la future A 89, reliant cette ville à Bordeaux. Cette portion de plusieurs dizaines de kilomètres est prévue à travers le parc naturel des volcans d'Auvergne.

## En Direct...



### P5-120 MULTIMEDIA

- Processeur Intel® Pentium® à 120MHz
- 16 Mo de RAM EDO
- 256 Ko Pipeline Burst Cache
- Lecteur de disquettes 3,5"
- CD-ROM Toshiba® octuple vitesse
- Disque dur IDE Western Digital® 2 Go
- Carte audio Creative Labs® 16 bits et haut-parleurs
- Altec Lansing ACS40
- Carte graphique avec 2 Mo de mémoire, accélérateur 64 bits
- Moniteur couleur 15" Vivitron™
- Boîtier desktop on mini-tour
- Clavier Windows® 95 de 105 touches
- Souris Microsoft®
- MS Windows 95
- Ensemble de logiciels pour la maison
- Ensemble logiciel de jeux
- MS Encarta® 96 (Version US)
- Logiciel de réalité virtuelle SuperScope
- Garantie 3 ans

8 990 F HT (11 180,82 TTC et frais de port inclus)

**GATEWAY2000**  
"You've got a friend in the business."

**N°VERT 05.90.38.67**

Gateway 2000, Clonemaster Industrial Estate, Dublin 17, Irlande.

© 1996 Gateway 2000, AnyKey, Crymcham, le logo de Gateway 2000, Solo, Vivitron, le logo "V" et "You've got a friend in the business." sont des marques et des designs déposés de Gateway 2000 Inc et sont protégés aux Etats-Unis et dans les autres pays. Le logo Intel Inside, Pentium, Toshiba, Creative Labs et Altec sont des marques déposées de leurs détenteurs respectifs. Toutes les capacités de disque dur sont basées sur les chiffres annoncés par leur constructeur. Toutes les capacités de mémoire sont basées sur les chiffres annoncés par leur constructeur. Toutes les capacités de disque dur sont basées sur les chiffres annoncés par leur constructeur. Toutes les capacités de mémoire sont basées sur les chiffres annoncés par leur constructeur.

La pratique commune veut que l'on recouvre les monnaies en utilisant leurs dénominations. C'est la véritable dimension de l'écume qui s'élève à 1,2 pour cent de moins.

Venez nous rendre visite !

En France, les magasins Gateway 2000 sont situés dans les principales villes de France. Pour connaître les adresses, rendez-vous sur le site Internet : <http://www.gateway2000.fr>

Heures d'ouverture :

du lundi au samedi de 10h à 19h, dimanche de 11h à 18h

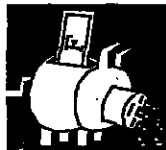


# BUDGET

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996

**RIGUEUR** Le projet de loi de finances pour 1997, approuvé par le conseil des ministres et rendu public mercredi 18 septembre, se caractérise essentiellement par une compression des dépenses, entraînant une baisse du

nombre de fonctionnaires, et une diminution de la pression fiscale. Cette double contrainte aboutit à un déficit prévisionnel à peine moins élevé que celui de 1996. **LES SUPPRESSIONS DE POSTES** dans la fonction pu-



blique, par non-remplacement des départs à la retraite, concernent prioritairement l'éducation nationale, suivie par les services des finances et par le ministère de l'intérieur. **LES CHOIX BUDGÉTAIRES** auxquels a procédé

Alain Juppé témoignent de la difficulté d'établir une politique financière en période de faible activité économique, mais aussi des conséquences de l'impératif du « franc fort » (lire aussi notre éditorial page 18.)

## Le niveau des prélèvements obligatoires baissera à peine en 1997

Obligés de contenir l'évolution des dépenses publiques afin de respecter les critères européens, le président de la République et le premier ministre veulent aussi réduire les impôts. Au total, la pression fiscale et sociale restera quasiment inchangée

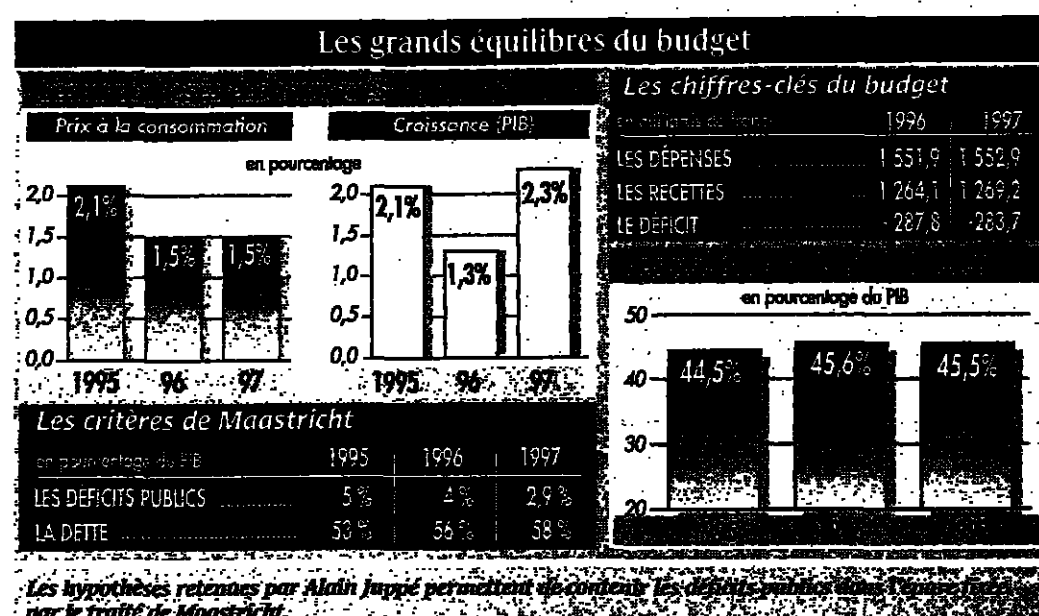
**MALGRÉ** un plan d'économies draconien, le gouvernement n'est pas parvenu à faire baisser sensiblement le déficit budgétaire prévu pour 1997. Il a choisi, en effet, d'affecter à une baisse des impôts une partie des marges de manœuvre qu'il s'est créées grâce à ces économies.

Construit sur une hypothèse de 2,3 % de croissance et de 1,5 % de progression des prix à la consommation, le projet de loi de finances approuvé mercredi 18 septembre par le

conseil des ministres prévoit une simple reconduction en francs courants, en 1997, des dépenses de 1996, soit 1 552 milliards de francs. De leur côté, les recettes devraient s'élever à 1 269 milliards de francs, en hausse de seulement 5 milliards sur un an. Le déficit budgétaire est donc quasiment inchangé : de 287,8 milliards de francs en 1996, il devrait reculer à seulement 283,7 milliards de francs en 1997, alors que l'objectif initial était une baisse de 40 milliards de francs.

Malgré ce très faible recul, la France devrait satisfaire aux critères de Maastricht. Grâce à la suite de 37,5 milliards de francs versée par France Télécom à l'Etat, le besoin de financement de celui-ci devrait atteindre 2,9 % du produit intérieur brut (PIB) à la fin de 1997 et se situer, par conséquent, au-dessous de la barre des 3 % fixée par le traité d'Union européenne. Cette estimation tient compte d'un déficit de la Sécurité sociale évalué par le gouvernement à 30 milliards de francs pour 1997. Par ailleurs, l'endettement des administrations publiques devrait passer de 56 % du PIB en 1996 à 58 % en 1997, soit légèrement en-deçà des 60 % retenus dans le traité.

**ASTUCE FINANCIÈRE**  
Le déficit budgétaire, donc, est en très faible recul, bien que l'effort d'économies s'élève, au total, à quelque 60 milliards de francs par rapport à la dérive spontanée des dépenses. Concrètement, les dépenses de l'Etat n'augmenteront que de 0,06 %, ce qui veut dire qu'elles dimi-



nueront, en volume, du montant de l'inflation prévue, soit 1,5 %. Comme certains ministères - ceux du travail et de l'éducation nationale, de la justice, de la défense, de la jeunesse et des sports, de l'environnement et de l'outre-mer - ou, encore, certaines enveloppes sociales, telle celle du RMI, progressent, la plupart des autres ministères subissent des coupes claires qui dépassent la tendance moyenne. Les baisses les plus spectaculaires sont celles des crédits de l'industrie (16,7 %), du commerce et de l'artisanat (15,6 %), de l'aménagement du territoire (15,5 %). Ces réductions ont permis au

gouvernement d'engager un plan de baisse des impôts qui s'étalera sur cinq ans. Comme prévu, l'impôt sur le revenu sera abaissé de 25 milliards de francs en 1997, mais ce chiffre, fréquemment évoqué par le gouvernement, doit être nuancé avec prudence. D'abord, les recettes d'impôt sur le revenu qui entrent dans les caisses de l'Etat seront évidemment fonction non seulement de l'abaissement de tous les taux d'imposition, décidé dans le cadre de cette réforme fiscale, mais aussi de l'évolution des revenus. Concrètement, les recettes d'impôt sur le revenu ne reculeront donc que de 312,5 milliards

de francs, en 1996, à 291,8 milliards de francs en 1997, soit une baisse de seulement 20,4 milliards de francs.

En outre, des prélèvements supplémentaires sont prévus dans le cadre de ce projet de loi de finances ou de la prochaine loi de financement de la Sécurité sociale. Du fait d'un relèvement de près de 9 % des prix du tabac, l'Etat escompte une hausse de 4,5 milliards de francs de la fiscalité pesant sur les fumeurs. Les taxes sur les alcools devraient être majorées de près de 1 milliard de francs. Un relèvement de 1,9 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers est également prévu, ce qui

devrait se traduire par une hausse des prix à la pompe de 6 ou 7 centimes par litre en 1997. Enfin, la diminution de 1,3 point de la cotisation-maladie des salariés, compensée par une hausse de 1 point de la contribution sociale généralisée, devrait se traduire par une hausse des prélèvements de 7 milliards de francs.

Au total, le ministre de l'économie et des finances estime donc que l'allègement net des prélèvements fiscaux et sociaux, en 1997, pourrait atteindre 25 milliards de francs, compte tenu de la montée en puissance, en 1997, de diverses dispositions fiscales prises en 1996 afin de soutenir la consommation.

Le niveau des prélèvements a incité le gouvernement à décider, à la dernière minute, une mesure encourageant la consommation, consistant à débloquer par anticipation en faveur des ménages modestes, les primes auxquelles donnent droit, dans certains cas, les plans d'épargne populaire (Le Monde du 19 septembre).

Cette astuce financière n'est pas inutile si l'on considère l'évolution prévisible des prélèvements obligatoires : après être passés de 44,5 % du PIB en 1995 à 45,6 % en 1996 - ce qui constitue un record historique -, ces prélèvements devraient se situer à 45,5 % en 1997, selon l'estimation gouvernementale, toujours un peu minorée dans sa version publique. Autant dire que le débat fiscal qui empoisonne la vie du gouvernement est loin d'être clos.

L.M.

## Moins de fonctionnaires, surtout à l'éducation nationale

**PROMETTRE L'ENFER** pour offrir le purgatoire : telle semble avoir été la stratégie choisie par le gouvernement pour préparer les syndicats à une diminution des effectifs de la fonction publique d'Etat. Au mois d'avril, le ministre du budget, Alain Lamassoure, évoquait la suppression de trente mille emplois pour 1997, soit la moitié des départs annuels à la retraite. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, déclarait aux représentants du personnel, mécontents, que ce chiffre était « hautement fantaisiste », mais il leur faisait comprendre que le budget se préparerait sous le signe de la rigueur.

Bercy révisait ses ambitions à la baisse, pour descendre à vingt mille, puis dix mille, puis six ou sept mille. Le projet de loi de finances prévoit finalement 5 599 suppressions d'emplois civils, ce qui se traduit par une diminution de 0,3 % des effectifs : ces derniers s'élèveront à 1 681 546 en 1997, au lieu de 1 687 145 en 1996. Leur courbe, positive depuis 1980, va s'inverser.

Deux des trois ministères qui, jusqu'à présent, avaient échappé aux restrictions, sont mis à contribution : il s'agit de l'éducation nationale et de la police. L'enseignement, plus important secteur de la fonction publique avec 1 066 466 emplois en 1997, perd 2 383 postes. Ce solde ré-

sulte de la suppression de 4 777 emplois dans les maternelles, les écoles primaires et les collèges, et de la création de 2 594 emplois dans le supérieur (lire page 11).

L'intérieur (163 149 postes en 1997) perd 683 emplois. On ne sait pas encore si ces derniers concernent la police ou les préfectures. La justice, elle, s'en sort bien, avec 327 créations de postes, ce qui porte ses effectifs à 60 102 personnes. Font également partie des bénéficiaires les budgets annexes (aviation civile, imprimerie nationale, journaux officiels, Légion d'honneur...), qui gagnent 161 postes (+1,5 %), et parviennent à un total de 10 856 en 1997. La culture aussi obtient un solde positif (+0,1 %, soit 20 postes), ce qui lui donne 14 667 emplois en 1997.

**« MONTRER L'EXEMPLE »**  
Les services financiers, gros bataillons de la fonction publique avec 176 430 emplois en 1997, craignaient d'avoir à « montrer l'exemple ». Après avoir annoncé qu'ils subiraient une baisse de 0,7 %, puis de 1 %, le gouvernement s'est arrêté au chiffre de 0,8 %, qui correspond à 1 400 emplois. Autre ministère important, l'équipement compte 103 033 emplois en 1997. Alors qu'il perd à peu près mille postes par an depuis

1987, il poursuit sa chute avec 844 postes en moins, bien que Bernard Pons ait promis au personnel d'enrayer l'hémorragie.

L'agriculture, forte de 30 275 personnes en 1996, perd 60 postes. Les services du travail et de la santé, qui comptaient 24 239 personnes, en auront 150 de moins. D'autres services sont proportionnellement plus touchés, mais les baisses portent sur des effectifs plus faibles. Il en va ainsi des services du premier ministre (116 emplois), des anciens combattants (80), de la jeunesse et des sports (150), de la coopération (21), des affaires étrangères (119) ou de l'industrie (100). Sont aussi perdants l'aménagement du territoire, l'outre-mer ou la recherche, qui perdent chacun entre 1 et 12 emplois.

Quant au secteur de la défense, il est une fois de plus mis à contribution, avec une diminution de 4,4 % de ses effectifs, qui s'élèvent à 574 009 en 1997. De 1984 à 1995, il avait déjà perdu 55 000 emplois. Le personnel civil perd encore 0,9 % de ses effectifs, ce qui donne un total de 98 983 personnes en 1997. Les appelés, eux (169 550), perdent 15,9 % de leurs troupes, mais le nombre des engagés (305 476) augmente de 6 346.

Rafaële Rivais

## Au diapason de l'Europe

Les gouvernements européens s'efforcent de faire cadrer leur budget pour 1997 avec les critères définis par le traité de Maastricht pour se qualifier pour l'Union monétaire. Même les Grecs et les Italiens, les plus éloignés de l'objectif, prévoient des efforts pour progresser dans la bonne direction. Dans tous les pays, cet exercice suppose des choix draconiens.

**● Allemagne :** le gouvernement, formé de chrétiens-démocrates et de libéraux, a prévu pour 1997 un budget de 440 milliards de deutschemarks (1 496 milliards de francs), en diminution de 11 milliards de DM par rapport à 1996. Le déficit est limité à 56,5 milliards de DM, soit 2,5 % du PIB. Pour 1996, le déficit prévu était de 59,9 milliards ; il approchera des 70 milliards, en raison d'une baisse des recettes d'impôt. L'hypothèse de croissance se situe dans une fourchette entre 2 % et 2,5 %. Le gouvernement a fait adopter, le vendredi 13 septembre, un

ensemble de réformes sociales qui représentent 20 milliards de DM d'économie.

**● Pays-Bas :** le gouvernement de coalition du social-démocrate Wim Kok a présenté le 17 septembre un budget de 182,3 milliards de florins (547 milliards de francs), en diminution de 0,1 % par rapport à 1996. Les dépenses sont en diminution de 0,8 %. Le déficit est contenu à 2,2 % du PIB. L'hypothèse de croissance est de 2,75 % (2,5 % en 1996). La Haye a opté pour une faible diminution de la pression fiscale directe (compensée par une hausse des taxes sur le tabac, les carburants, l'énergie) et un désengagement de l'assurance-maladie.

**● Espagne :** les conservateurs, présentés fin septembre leur premier budget. Ils se sont engagés à contenir le déficit à 3 % du PIB, contre 4,4 % pour le dernier budget socialiste. Les dépenses croissent de 2,4 %. Des économies devront être faites dans le domaine social. Madrid a annoncé pour 1997 un gel des salaires de la fonction publique.

## Alain Juppé paie la facture de sa première année de gouvernement et de la politique du franc fort

**A EXAMINER** le projet de loi de finances pour 1997, on aurait presque envie de paraphraser Karl Marx qui, polémiquant en 1847 avec Pierre Joseph Proudhon, auteur



d'une Philosophie de la misère, lui avait répliqué avec sa fameuse Philosophie de la philosophie. Le texte du gouvernement invite en

effet à un retournement de langage identique : un budget de crise et une crise du budget.

C'est un budget de crise, le plus difficile qu'un gouvernement ait eu à dessiner depuis près de quinze ans ; mais c'est aussi un projet de loi révélateur de l'impasse sans précédent dans laquelle se trouve la politique budgétaire française.

Budget de crise pour une raison essentielle, c'est que la conjoncture est singulièrement déprimée. Le gouvernement espère une croissance de 2,3 % pour 1997, mais cette

prévision paraît fortement optimiste. On peut scruter tous les indicateurs, on n'en trouve guère qui soient rassurants. Ils suggèrent tous qu'avec une activité progressant actuellement sur un rythme annuel de 1 % à 1,5 %, l'économie est plus que jamais en léthargie, et le chômage sur la mauvaise pente.

En toute logique, le gouvernement aurait donc pu user de la politique budgétaire pour susciter l'« électrochoc » dont l'économie a besoin. A cette fin, il aurait pu jouer du levier fiscal, dans l'optique libérale qui est la sienne, pour abaisser fortement les impôts. Ce choix-là, pourtant, il n'a pas pu le faire. Il s'est borné à annoncer aux contribuables une baisse « nette » très modeste, qui, si elle peut avoir des effets politiques ou psychologiques sur les contribuables-électeurs, ne peut suffire à relancer le moteur d'une économie en panne.

Plus grave, le gouvernement, à défaut de pouvoir appuyer sur l'accélérateur fiscal, aurait pu espérer ne pas avoir à presser trop fort le

frein budgétaire. Or, dans la pire des situations, il a dû se résoudre à réorienter de fond en comble les grandes priorités de la politique budgétaire et à comprimer très fortement les dépenses. Alors que, depuis plusieurs années, celles-ci progressaient d'environ 4 % l'an en valeur, Alain Juppé a décidé qu'en 1997 elles diminueraient, en volume, du montant de l'inflation.

### EFFET RESTRICTIF

Pour justifier ce tournant, auquel il était contraint, le gouvernement argue que des finances saines sont, pour l'avenir, le gage d'une croissance durable. Pour le court et le moyen terme, il ne faut, pourtant, guère se faire d'illusions : les quelque 60 milliards de francs d'économies ainsi obtenus sont autant de moins pour l'activité économique, dont ils ne viendront pas soutenir la reprise. Sans verser dans le keynésisme, il conviendrait de se dire que ce budget aura inévitablement un effet restrictif et pèsera, au moins dans un premier temps, sur le chômage.

C'est d'autant plus probable qu'une partie de ces fameuses économies ont été réalisées sur les aides à l'emploi.

Faut-il une ultime preuve qu'il s'agit d'un budget de crise, on la trouve dans le déficit budgétaire. On aurait pu penser, en effet, qu'en limitant les baisses d'impôt au strict minimum électoral et en multipliant les mesures d'économies au-delà de ce qu'il aurait fallu dans cette conjoncture morose, le gouvernement parviendrait au moins à respecter ses objectifs de redressement des finances publiques. Certes, par un étonnant tour de passe-passe, l'homme est saut : grâce à la soude de 37,5 milliards de francs que France Télécom doit verser à l'Etat et qui, officiellement, vient diminuer son besoin de financement, la France peut prétendre qu'elle respectera les critères de convergence européenne. L'artifice ne trompe personne : le déficit budgétaire, qui devait être initialement ramené autour de 248 milliards de francs, atteindra 283,7 milliards de francs,

soit un niveau presque aussi « calamiteux » que celui de 1996.

Ayant relevé inconsidérément les impôts en 1995 et 1996, M. Juppé récolte ce qu'il a semé en peinant, aujourd'hui, pour les abaisser. En revanche, dans le domaine des finances publiques, le constat est plus nuancé. C'est là qu'intervient ce qu'il n'est pas excessif d'appeler la crise du budget.

### PHASE D'IMPLOSION

Pour en prendre l'exacte mesure, il faut avoir à l'esprit les conséquences implacables de la grande priorité de la politique économique française, celle du franc stable. Ses partisans ou ses détracteurs peuvent s'accorder au moins sur un constat : dans le contexte de ralentissement de l'économie qui s'est manifesté au début des années 90, la France a choisi une politique monétaire rigoureuse et, par contre-coup, une politique budgétaire laxiste. L'un a même été en proportion de l'autre : la politique budgétaire a été d'autant plus expansive

que la politique monétaire était plus restrictive.

On en voit aujourd'hui la conséquence : les finances de l'Etat sont entrées dans une phase d'implosion. Avec une charge de la dette qui s'envole, la politique budgétaire devait forcément être réorientée. C'est sans doute le mérite de M. Juppé de l'avoir compris. D'ailleurs, sur ce sujet, les réalistes ou les socialistes ne font guère entendre leur voix : s'ils contestent la ventilation des crédits, ils admettent, pour la plupart, que des mesures d'économies étaient globalement nécessaires et qu'on a demandé à la politique budgétaire plus qu'elle ne pouvait donner.

Pour importantes qu'elles soient, les controverses qui naissent déjà sur certains choix du premier ministre n'en paraissent pas moins secondaires, car l'essentiel est ailleurs : la France a très largement perdu la maîtrise de sa politique budgétaire.

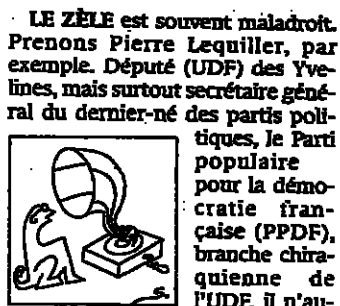
Laurent Mauduit



هكذا من الإمل

## Exercices de marketing budgétaire

Satisfecit présidentiel, journée marathon pour les ministres chargés de la présentation, applaudissements à droite, sifflets à gauche : ce mercredi 18 septembre, tout est désespérément normal...



RÉCIT

LE ZÉLE est souvent maladroît. Prenons Pierre Lequiller, par exemple. Député (UDF) des Yvelines, mais surtout secrétaire général du dernier-né des partis politiques, le Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), branche chrétienne de l'UDF, il n'aurait pour rien au monde voulu être en retard d'un soutien à la politique budgétaire du premier ministre. Ce mercredi 18 septembre, la matinée s'est déroulée. Trop doucement, même, pour le secrétaire général du PPDF, qui décide soudain de ne pas rester plus avant ses applaudissements : à 10 h 30, dans les rédactions, tombe un communiqué du secrétaire général qui « approuve pleinement le projet de budget présenté par le premier ministre » et « soutient entièrement le gouvernement dans son courage et sa détermination ». Le seul problème, c'est qu'à cette heure-là, Alain Juppé, qui assiste au conseil des ministres à l'Élysée autour du président de la République, n'a pas encore eu le temps de s'exprimer. C'est ce que l'on appelle un soutien inconditionnel.

A gauche aussi, on est impatient. Dès potron-mûnet, sur les ondes de RTL, Laurent Fabius, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avait, pour sa part, annoncé que le projet de budget « ne sera ni sincère, ni juste, ni vraiment efficace ». Applaudissements à droite, sifflets à gauche : tout est désespérément normal. Chacun est dans son rôle. Même les nuances apportées, dans les colonnes du Figaro, par Édouard Balladur, affirmant qu'« il faut aller plus loin » et traçant les contours d'une « voie nouvelle », s'inscrivent parfaitement dans le décor, comme une frise fantaisie sur le papier peint.

Dès le conseil des ministres, Jacques Chirac a donné le ton. Prenant longuement la parole, il a évoqué un « souvenir de jeunesse ». C'était en 1959 et le jeune énarque rencontre Jacques Rueff, qui sortait tout juste du bureau du général de Gaulle avec lequel il s'était entretenu des mesures qui passeraient un an plus tard à la postérité sous le nom de plan Armand-Rueff. De Gaulle, chef par Jacques Chirac, aurait dit alors qu'il était nécessaire de ne « pas dépenser plus qu'on gagne », et de « remettre de l'ordre dans la maison pour toujours chercher à dépenser mieux ». Le chef de l'État a poursuivi : « Voilà ce qu'il faut faire. Le budget du gouvernement Juppé est du même ordre ». Faisant un parallèle avec les premiers mois de la V<sup>e</sup> République, il a estimé que ce budget correspondait lui aussi à « un changement d'époque ». Alain Juppé

taillée du projet de loi de finances par le directeur de cabinet du ministre des finances, venu leur expliquer que le gouvernement était prêt à leur concéder quelques marges de manœuvre pendant la discussion parlementaire. De mémoire de ministre, on n'a jamais fait mieux pour se concilier les bonnes grâces des députés. A l'UDF, les commissaires aux finances s'étaient eux-aussi réunis en présence de François Léotard pour « colorer » leur attitude politique et éviter les fausses notes. Quant au groupe RPR, il était tout prêt à marcher droit. Le rapporteur général du budget, Philippe Aubergier, qui a appris à ses dépens, en d'autres temps, que le premier ministre-président du RPR ne goûtait guère les dissonances, a découvert les mérites de la discrétion. A la fin de la réunion, cet ancien balladurien a préféré se dé-

rober aux questions : « Je n'ai rien à dire. Excellent ! Ce budget est excellent ! » Encore plus enthousiaste, Arthur Dehaene, député RPR de l'Oise, affirme : « Ce n'est pas souvent qu'on voit un budget aussi bon que celui-ci. Et pourtant j'en suis à mon septième ! » Le président de la commission des finances, Pierre Méhaignerie (UDF-FD), habitué lui aussi à faire entendre sa différence, se voulait cette fois consensuel : « La totalité des commissaires de la majorité ont estimé que le projet de budget est un bon budget. »

Le message politique étant passé, les députés ont pu se livrer, trois heures durant, à un épilogue médicamenteux des dépenses et des recettes de l'État, chacun y cherchant de quoi satisfaire les intérêts particuliers de ses électeurs. A 14 h 35, Jean Arthuis était contraint de les abandonner pour rejoindre - sans prendre le temps de déjeuner - les sénateurs, dont il convenait de ménager, particulièrement ce jour-là, le souci de ponctualité. Au Palais du Luxembourg, il trouvait une commission des finances accueillante, bien que très sourcilieuse sur la défense des intérêts des collectivités locales. « Je n'ai pas noté d'intervention agressive », observait, à l'issue de la réunion, Christian Foncelet, président (RPR) de la commission des finances. Décidément bienveillants, les sénateurs ne se sont pas plus formalisés lorsque, une heure plus tard, le ministre de l'Économie et des finances a dû les quitter pour le troisième rendez-vous important de sa journée : la conférence de presse solennelle à Bercy.

Pendant ce temps, les collaborateurs des ministres se chargent de répandre le mot d'ordre dans les partis politiques de la majorité, pour harmoniser le ton des communiqués officiels : « Insistez sur le fait que ce budget marque un tournant. Mettez en avant la baisse de l'impôt sur le revenu, qui sera importante pour les familles », explique ainsi une collaboratrice d'Alain Lamassoure, qui tient à l'autre bout de son téléphone portable, un membre du service de presse de l'UDF. « Les familles, insiste-t-elle, c'est important pour l'UDF. »

Après les députés, les sénateurs et la presse, c'est maintenant aux familles réunies devant leur poste de télévision qu'Alain Lamassoure et Jean Arthuis doivent s'adresser dans la soirée. Le premier, sur le plateau du journal de 20 heures de France 2, le second à La Marche du siècle sur France 3. A cette heure, on n'a pas encore reçu le communiqué de réaction de l'opposition.

Résumé du service France

« Insistez sur le fait que ce budget marque un tournant. Mettez en avant la baisse de l'impôt sur le revenu, qui sera importante pour les familles »

pé l'avait précédé en demandant à l'ensemble des membres du gouvernement de « vendre » ce budget « sur le terrain ». « Ne soyez pas inquiets pour le vote de chacun de vos budgets. Je vous aiderai personnellement. Pensez d'abord à la logique globale », leur a-t-il déclaré.

Ainsi doté d'un si prestigieux paratexte, Jean Arthuis, ministre de l'Économie et des finances, et Alain Lamassoure, ministre du budget, pouvaient commencer leur journée marathon. On les attendait à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Là encore, les choses avaient été bien pensées. Les députés de la majorité avaient eu droit, auparavant, à une présentation dé-

## La majorité salue le « courage » du gouvernement tandis que le PS redoute « une asphyxie de l'économie »

● PIERRE MÉHAIGNERIE (UDF-FD) : « Cette année, la totalité des membres de la commission des finances de la majorité estime que c'est un bon budget. Le projet est positif parce que nous estimons que les conditions du retour de la croissance et de l'emploi sont réunies. » Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale a précisé que certains de ses collègues sont « tentés de remettre en question les déductions fiscales pour les DOM-TOM et de ne pas augmenter le prix de l'essence ». Pour l'avenir, l'ancien ministre a souhaité un débat pour définir s'il vaut mieux « aller vers la baisse de l'impôt sur le revenu ou l'allègement des cotisations sociales ».

● JEAN-FRANÇOIS MANCIEL (RPR) : « Nouvelle étape sur la voie du redressement engagé de la France, le budget pour 1997 donne la mesure de la détermination du gouvernement à refuser la tentation du renoncement. Il nous confirme qu'il n'existe pas de fatalité qui empêcherait d'assainir les finances publiques de notre pays. » Le secrétaire général du RPR ajoute que « le courage, c'est de ne pas céder à l'inertie du toujours plus de dépenses ».

● GILLES DE ROBIEU (UDF) : « L'appel de l'UDF a été entendu », estime le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale dans un

entretien publié jeudi 19 septembre par Le Figaro. « La baisse de la dépense publique représente une inversion historique », affirme le député de la Somme, avant d'annoncer que le groupe UDF devrait déposer des « amendements de simplification » concernant la contribution sociale généralisée (CSG).

● ANDRÉ ROSSIGNOL (Rad.) : Jugant le projet de budget « courageux et responsable », le président du Parti radical estime que « la baisse de l'impôt sur le revenu, dans [un] contexte d'assainissement des finances publiques, est un instrument fort de soutien à la croissance et donc à l'emploi ».

● BERNARD KOUCHNER (PRS) : « Le Parti radical socialiste note avec consternation que seuls les budgets sociaux marquent une réduction significative et qu'aucune initiative de redéploiement n'est envisagée. La France respectera donc les critères de convergence fixés par Maastricht au prix de quelques astuces comptables et d'une réduction sur les budgets sociaux qu'elle s'impose elle-même. »

● FRANÇOIS HOLLANDE (PS) : « C'est le budget d'un gouvernement qui n'attend pas l'objectif de réduction du déficit, qui bloque la dépense publique au risque d'asphyxier l'économie française, et qui ne procède à des allège-

ments fiscaux que microscopiques et réservés aux plus favorisés. » Concernant le déficit, le porte-parole du Parti socialiste évalue à plus de 1500 milliards de francs le montant du déficit cumulé durant « toute la législature de la droite ».

● ALAIN BOCQUET (PCF) : « En augmentant les impôts indirects, la CSG, la taxe sur l'essence et les tarifs publics, le gouvernement augmente la charge pesant sur les familles, compromettant un peu plus la relance de la consommation. » Côté dépenses, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale juge que « le budget 1997, ce sont des coupes sombres dans les budgets pour la formation, la recherche, la culture, le logement, la santé, l'agriculture ».

● JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (MDC) : « Le projet de budget 1997 constitue un pas décisif dans la voie de la paupérisation de l'État et des services publics. » Le président du Mouvement des citoyens ajoute que « le pacte de stabilité budgétaire conclu en catimini aux conditions allemandes et plaçant le déficit budgétaire au-dessus de la France, en cas de passage à la monnaie unique, à une cure d'austérité à perpétuité encore plus éprouvante que celle subie depuis quinze ans. »

### Le patronat est satisfait

Le CNPF a affiché une satisfaction sans réserve, mercredi 18 septembre, à l'annonce du projet de budget 1997. Le patronat a salué « l'effort important de maîtrise des dépenses de l'État », qui devra être « intensifié » dans « les années à venir ». Cet assainissement est « indispensable au retour à une croissance durable comme à la réalisation de l'union économique et monétaire », a souligné le CNPF, qui juge également que « la discipline budgétaire est la condition indispensable à la compétitivité de la France (...) et à la création d'emplois ».

Quant à la CGPME, elle a applaudi le premier ministre, Alain Juppé, qui « a tenu ses promesses sur un point capital » en réduisant « l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 19 % pour les bénéfices réinvestis dans le capital des petites et moyennes entreprises ».

### Les réactions des syndicats

● FORCE OUVRIÈRE : « Le projet de loi de finances pour 1997 est à la fois un budget restrictif et un budget de développement », a estimé le secrétaire général de FO, Marc Blondel. « Le gouvernement ne fait pas son budget en se fixant des objectifs qui seraient la satisfaction des besoins des concitoyens, mais il fait l'inverse. Il fixe d'abord le budget pour satisfaire les convergences économiques. La conséquence vraisemblable, c'est une augmentation du chômage », a-t-il affirmé. « Avec les orientations données », le gouvernement « ne peut pas faire d'augmentation du traitement des fonctionnaires ».

● CGT : le projet de budget pour 1997 « renforce les politiques d'austérité », et « va jouer contre l'emploi », a estimé Jean-Christophe Le Dugou, responsable des

questions économiques à la CGT. « Ce projet est peu crédible et traduit les contradictions des choix gouvernementaux nationaux et européens. Loin d'être le tournant annoncé, il renforce les politiques d'austérité, va jouer contre l'emploi et aggraver les injustices fiscales. La réforme fiscale et des finances publiques est plus urgente que jamais », a conclu M. Le Dugou. ● CFDT : le projet de budget 1997 est « un budget qui se veut rassurant, mais qui ne règle en tous cas rien au problème du chômage, qui est le problème le plus préoccupant des Français. On est en état d'urgence par rapport au chômage et cet état d'urgence n'est pas traité ».

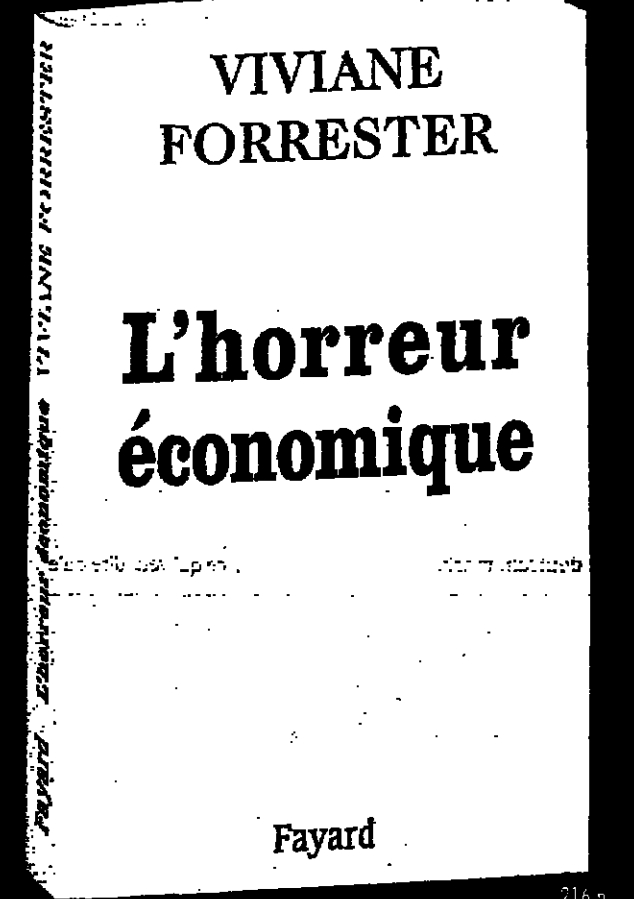
● CFTC : « La rigueur est bien au rendez-vous », a estimé la centrale chrétienne. Le budget de 1997 est « marqué par une politique de res-

triction qui pèsera sur une économie déjà très morose ». La CFTC déplore des « coupes à l'intérieur des secteurs (logement, équipement) pourtant à forte densité de main-d'œuvre et dont la relance ne remettrait pas en cause les grands équilibres fondamentaux ».

● CFB-CGC : « L'équilibre trouvé entre la maîtrise du déficit et le début de reflux d'impôt sur le revenu est sans doute le bon. La loi de finances pour 1997 marque un effort de rigueur budgétaire et de stabilisation des dépenses », note la centrale des cadres.

● FEN : « Un leitmotiv revient dans les discours de M. Arthuis et Lamassoure : réduire les dépenses, réduire les déficits, diminuer les impôts et recenser l'État sur ses missions essentielles. Nous sommes en pleine dérive libérale ! », a jugé la FEN.

## VIVIANE FORRESTER



Il se pourrait bien que L'Horreur économique soit un événement... L'Horreur économique est un outil qui se révélera indispensable à la lecture des journaux et à l'audition des hommes politiques, comme une précieuse grille de décryptage... Ce livre lance un grand débat, enfin.

Pierre Lepape, Le Monde

Si vous croyez important de remettre en cause certitudes et habitudes, je ne saurais trop vous recommander L'Horreur économique de Viviane Forrester. Voilà un livre qui déménage !

Albert du Roy, L'Événement du Jeudi

Plus personne ne pourra dire, après ce livre documenté, vif, intelligent et courageux, humain tout simplement, qu'on ne l'avait pas prévenu.

Dominique Mobailly, La Vie

Ces pages terribles témoignent contre l'état des choses existant.

Jean-Paul Monferrand, L'Humanité

Si les trompettes pouvaient encore faire tomber les murailles, ce livre provoquerait une révolution.

Catherine David, Le Nouvel Observateur

FAYARD

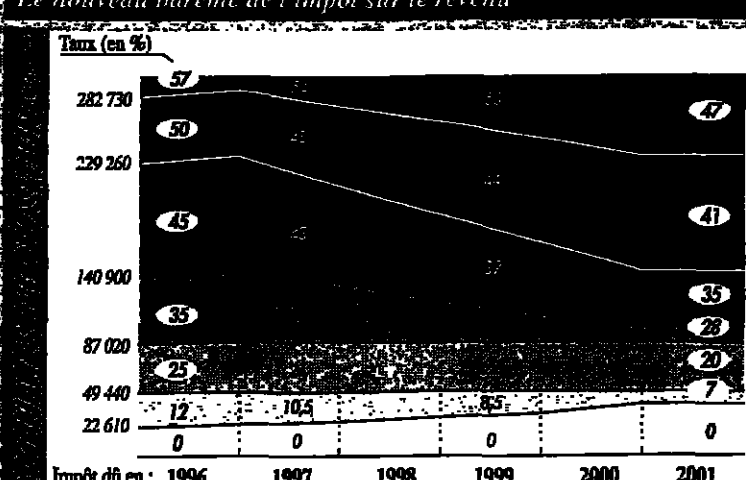


# L'impôt sur le revenu amorce une baisse programmée sur cinq ans

Évaluée à 25 milliards de francs au total, la diminution de la pression fiscale directe de l'Etat profitera aux revenus les plus élevés et aux contribuables les plus modestes. Elle s'accompagnera cependant d'une hausse des prélèvements sociaux

Les 5 étapes de la révision du barème de 1997 à 2001

Le nouveau barème de l'impôt sur le revenu



Salaires mensuels nets : 16 000 F

Montant de l'impôt annuel sur les revenus

sans enfant		Baisse	
1995 (actualisés)	17 372 F		
1996	15 579 F	- 10,3 %	
2000	10 075 F	- 42 %	
2 enfants		Baisse	
1995 (actualisés)	8 986 F		
1996	7 053 F	- 21,5 %	
2000	1 640 F	- 82 %	
3 enfants		Baisse	
1995 (actualisés)	6 221 F		
1996	4 364 F	- 29,8 %	
2000	0 F	- 100 %	

Salaires mensuels nets : 5 800 F

Montant de l'impôt annuel sur les revenus

5 800 F		Baisse	
1995 (actualisés)	2 172 F		
1996	1 952 F	- 10,1 %	
2000	717 F	- 67 %	
11 600 F		Baisse	
1995 (actualisés)	17 099 F		
1996	15 793 F	- 7,6 %	
2000	11 768 F	- 31 %	
17 500 F		Baisse	
1995 (actualisés)	35 501 F		
1996	33 187 F	- 6,5 %	
2000	29 851 F	- 16 %	

**C'EST LE GRAND VOILET** fiscal du projet de loi de finances pour 1997 : l'impôt sur le revenu sera fortement allégé. Conformément à ce qu'Alain Juppé avait annoncé, le 5 septembre, en dévoilant ses projets de réforme des prélèvements obligatoires, la baisse atteindra 25 milliards de francs dès 1997 et 75 milliards de francs sur cinq ans, soit le quart du rendement actuel de cet impôt. Il faut noter, toutefois, que compte tenu de l'évolution des revenus, les rentrées effectives dans les caisses de l'Etat au titre de l'impôt sur le revenu devraient baisser, en 1997, une baisse de seulement 20,4 milliards de francs (lire page 8). Voici les principales dispositions prévues :

● **Le nouveau barème.** La baisse fiscale, qui bénéficiera à tous les contribuables, s'effectuera par le biais d'une baisse progressive de tous les taux d'imposition qui s'échelonnent sur cinq ans (voir le graphique ci-dessus). Pour l'impôt payable en 1997, sur la base des revenus de 1996, une première étape sera donc franchie, avec une baisse des taux d'imposition allant de un à deux points selon les tranches.

Cette baisse du barème allégera l'impôt sur le revenu de 26,9 milliards de francs en 1997, mais comme certains avantages fiscaux sont dans le même temps supprimés, pour un montant de 1,9 milliard, la baisse effective est donc bien de seulement 25 milliards de francs.

● **Le paiement des premiers acomptes.** Le gouvernement estime que cette réforme se traduira en 1997 par un allègement supérieur à 10 % de l'impôt normalement dû pour environ 10 millions de contribuables. De sorte que la baisse entre en vigueur le plus vite possible, le projet de loi prévoit une réduction de 5 % immédiate de la manière suivante : soit sur le premier tiers provisionnel, acquitté en février 1997, dans la limite de 4 000 francs ; soit, pour les contribuables mensualisés, sur les prélèvements des quatre premiers mois, dans la limite mensuelle de 1 000 francs.

● **La décote.** L'intention du gouvernement est de supprimer progressivement le système très compliqué de la décote et d'y substituer une tranche d'imposition au taux de 0 % beaucoup plus large qu'actuellement, dans le but d'exclure, à terme, du champ de l'impôt près de 1,5 million de familles modestes ou nombreuses. Dans un premier temps, pour 1997, le seuil de la décote sera ramené de 4 320 francs à 3 260 francs.

● **La réévaluation des plafonds.** Comme chaque année, divers plafonds ou seuils sont modifiés. Le plafond de l'avantage en

impôt par demi-part sera porté de 15 900 francs à 16 200 francs. Le plafond de l'avantage en impôt procuré par la demi-part supplémentaire accordée aux personnes célibataires et divorcées qui ont un ou plusieurs enfants majeurs à charge sera abaissé de 15 900 francs à 13 000 francs. Celui de l'avantage en impôt pour le premier enfant à charge des personnes seules sera relevé de 19 680 francs à 20 050 francs. L'abattement par enfant marié rattaché au foyer fiscal passera de 27 990 francs à 30 000 francs.

● **Les primes d'assurance-vie.** Pour les versements déjà effectués en 1996, avant la date du 5 septembre, la réduction d'impôt est maintenue. Pour la majorité des autres contrats, la réduction d'impôt est supprimée.

● **Les déductions forfaitaires supplémentaires.** Le gouvernement souhaite remettre en cause progressivement d'ici cinq ans les fameuses « niches » fiscales dont bénéficient quelque quatre-vingts

professions (journalistes, VRP, etc.), mais, pour permettre aux contribuables qui le souhaitent de passer au système des frais réels, la réforme n'aura pas d'incidence sur l'impôt payable en 1997. Elle ne commencera à s'appliquer que sur la base des revenus de 1997, pour l'impôt payable en 1998.

● **La réduction d'impôt pour intérêts d'emprunts.** Cette réduction d'impôt, actuellement consentie pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations dans la résidence principale sera supprimée pour les intérêts d'emprunts souscrits à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

● **L'abattement de 10 % sur les pensions.** Le plafond de cet abattement sera ramené de 31 900 francs par foyer fiscal à 28 000 francs pour l'impôt dû en 1997. La baisse du plafond se poursuivra les années suivantes, pour atteindre 12 000 francs au bout de cinq ans.

● **La réduction d'impôt pour les dépenses de scolarité.** Cette

réduction d'impôt est actuellement fixée à 400 francs par enfant fréquentant un collège, 1 000 francs un lycée, et 1 200 francs dans le supérieur. Cette réduction est maintenue dans un premier temps. Elle sera réduite de moitié pour l'imposition des revenus de 1997 et supprimée pour ceux de 1998.

● **Les indemnités de maternité.** Actuellement, elles ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu. Elles le deviendront en 1997, au titre des revenus de 1996.

● **Les exonérations et allègements d'impôts locaux.** Actuellement, de nombreux dégrèvements ou réductions de taxe foncière sur les propriétés bâties ou de taxe d'habitation sont fonction de la situation du contribuable au regard de sa cotisation d'impôt sur le revenu et non de son revenu réel. Par contrepoint, certains contribuables bénéficient d'allègements au titre de l'impôt sur le revenu (emplois à domicile, etc.) ob-

teignant du même coup des réductions de taxes locales. Pour limiter cet effet de ricochet, le gouvernement a prévu une disposition pour que la référence pour les allègements en matière de fiscalité locale ne soit plus la cotisation d'impôt sur le revenu, mais le revenu lui-même.

● **L'abattement de 20 %.** Dans un premier temps, il avait été envisagé d'étendre l'abattement de 20 % à tous les contribuables, mais l'idée a été abandonnée. Finalement, le gouvernement s'est borné à prévoir une disposition faisant profiter aux artisans et membres des professions libérales adhérents des centres de gestion agréés de la totalité de l'abattement au taux de 20 %, comme l'ensemble des salariés.

● **Le seuil de recouvrement de l'impôt.** Il est actuellement de 400 francs, et aucune modification n'interviendra en 1997. D'ici cinq ans, ce seuil sera ramené à 200 francs.

## Une économie travestie en « cadeau »

C'est, en apparence, une mesure judicieuse : le gouvernement va verser par anticipation environ 15 milliards de francs de primes d'Etat aux titulaires non imposables de plans d'épargne populaire (PEP) ouverts en 1990 (*Le Monde* du 19 septembre). L'attribution de la prime sera possible après sept ans de détention d'un PEP et non plus dix ans. Il y a cependant une petite astuce, car la prime, du même coup, ne jouera plus de la septième à la dixième année. Or, comme elle peut atteindre 4 500 francs en trois ans et que 1,7 million de personnes sont concernées, l'Etat y gagnera 7,6 milliards de francs. Mieux que cela : puisque le projet du gouvernement prévoit de prolonger ce système d'anticipation pour les contrats souscrits jusqu'en 1993, l'économie, pour l'Etat, pourrait atteindre de 12 à 15 milliards de francs au total. A court terme, les épargnants modestes, s'ils profitent de cette mesure, y gagnent en trésorerie. Sur une longue période, ce sera autant qu'ils perdront en pouvoir d'achat.

## Inquiétude et colère chez les bénéficiaires de « niches fiscales »

DE A COMME « artistes dramatiques » à V comme « voyageurs, représentants et placiers », en passant par J comme « journalistes », les professions répertoriées dans le code général des impôts, annexe 4, article 5, sont mécontentes. Qu'elles soient cent seize ou soixante, selon la manière dont on calcule, toutes sont furieuses que le gouvernement leur retire, à partir de 1998, les déductions fiscales dont elles bénéficient.

Ces privilèges ont été accordés lorsque le travail se faisait à domicile et de façon indépendante. Plusieurs portent la marque d'Edgar Faure et d'Antoine Pinay. L'écu radical du Jura usa de ses nombreux postes ministériels pour faire le bonheur des poisseuses de lunettes de Morez, des éclaircisseurs de pipes de Saint-Claude, des guillocheurs, fraiseurs et autres ébarbeurs de Saint-Lupicin. Quant à l'homme au chapeau rond de Saint-Chamond, il fut le bienfaiteur de nombreuses corporations de la Loire : ouvriers-châliens et ferronniers, rubaniers, limeurs de cadres de bicyclettes.

Le gouvernement estime qu'avec le dévelop-

pement du salariat ces avantages ne se justifient plus. Nombre de professions ne descendront pas dans la rue pour protester, car elles sont en voie de disparition : il en va ainsi des poisseuses de pipes de Saint-Claude, qui ne sont plus que deux... Pourtant, certains craignent de devoir pointer au chômage, comme les trois cents tisseurs à domicile de la région Rhône-Alpes, soutenus par les patrons de la soierie, dont ils absorbent les surplus. « On gagne l'équivalent du SMIC, pourquoi ne pas s'en prendre aux gros poissons ? », demandent-ils.

Le gouvernement, certes, vise aussi des professions lucratives, comme celle de modiste dans la haute couture, mais les intéressés ont des arguments à faire valoir : « On incarne le prestige de la France, on fait entrer des devises, alors, pourquoi nous enlever ? », demande Rodolphe Sabourdy, modiste chez Jean-Paul Gaultier.

Bercy explique que ceux qui ont des frais « réels », liés à l'exercice de leur métier, pourront toujours les déduire de leurs revenus. Nombre de professions admettent qu'elles n'ont plus de frais

professionnels, mais elles considèrent l'abattement comme un « acquis social ». Les autres s'inquiètent d'avoir à « gérer de la papeterie » : « On va nous transformer en comptables ! », se plaignent les artistes. « L'abattement consenti aux VRP en 1947 était considéré par le gouvernement comme une mesure de simplification administrative, rappelle Jean-Pierre Broggi, représentant CGC de cette profession. Quel tracasserie ! Il faudra présenter 1 250 justificatifs par an ! »

La complication se fera sentir aussi chez les percepteurs, puisque certaines « niches fiscales » comptent beaucoup de monde : 25 000 artistes, 30 000 journalistes, 200 000 VRP, entre 600 000 et 800 000 ouvriers du bâtiment. En outre, quels frais pourront être déduits ? Tel VRP du sud de la France a réussi à inclure ses costumes, contrairement à son collègue du Nord. Les musiciens se demandent s'ils pourront soustraire les frais d'insonorisation de leur domicile. Un peu partout émergent des demandes de « codification ».

Rafaële Rivals

## Vingt-cinq milliards de francs d'allègements d'impôts pour les ménages

LA POLEMIQUE sur le niveau de la baisse des impôts, qui a opposé Alain Juppé à la gauche, à une partie de sa majorité et à la presse, est semble-t-il, terminée. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a indiqué, mercredi 18 septembre, que les allègements fiscaux nets pour les ménages s'élèveront à 25 milliards de francs en 1997. Les baisses de 25 milliards de l'impôt sur le revenu et les 13 milliards liés aux mesures de soutien à la consommation décidées en avril seront, en effet, partiellement annulées par trois types de prélèvements supplémentaires sur les ménages.

Ainsi, l'élargissement de l'assiette de la CSG à tous les revenus du capital rapportera environ 7 milliards de francs en 1997. Par ailleurs, 6 milliards proviendront de la hausse des taxes sur le tabac et l'alcool. Ces recettes seront affectées au renforcement des caisses de Sécurité sociale, dont le déficit serait ainsi ramené à 30 milliards fin 1997.

Outre l'impôt sur le revenu, dont la baisse s'accompagnera d'une révision du barème, le projet de loi de finances pour 1997 contient plusieurs mesures fiscales intéressant les particuliers et les entreprises.

● **Fiscalité pétrolière.** La taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) augmentera de 6 centimes au 1<sup>er</sup> janvier 1997 pour l'essence sans plomb et le gazole, et de 7 centimes pour le super.

● **Vignette automobile.** L'amende pour non-achat de la vignette sera sensiblement réduite.

● **Impôt de solidarité sur la fortune.** Toutes les tranches du barème de l'ISF seront relevées, comme chaque année, en proportion de la hausse prévisible des prix (hors tabac), soit 1,9 %. Entre 4,7 millions de francs et 7,64 millions, la fraction de la valeur nette imposable du patrimoine sera taxée de 0,5 % ; de 0,7 % entre 7,64 millions et 15,16 millions ; de 0,9 % entre 15,16 millions et 23,54 millions ; de 1,2 % entre 23,54 millions et 45,58 millions ; de 1,5 % à partir de 45,58 millions.

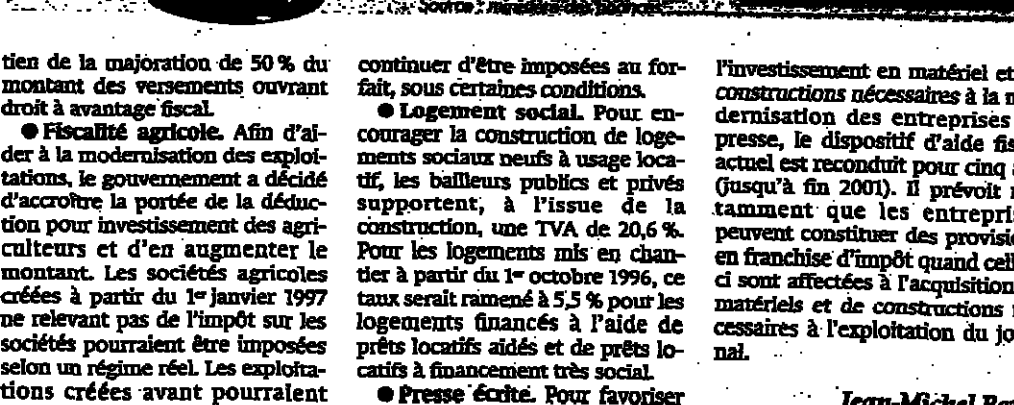
● **Impôt sur les sociétés.** Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % sur les bénéfices, qu'ils soient distribués ou non. Il serait ramené à 19 % pour les PME qui incorporeraient ces bénéfices à leur capital. Cette mesure concerne les 550 000 entreprises réalisant moins de 50 millions de francs de chiffre d'affaires. La fraction du bénéfice taxé à 19 % pourrait atteindre 25 % de celui-ci dans la limite de 200 000 francs. Coût pour l'Etat : 2,1 milliards de francs.

● **Taxe professionnelle.** Le gouvernement souhaite instaurer un taux plafond pour la part de la taxe professionnelle perçue par les départements et les régions et le fixer, comme pour les communes, à deux fois le taux moyen national constaté l'année précédente pour les mêmes collectivités. Jusqu'à présent, seul le taux voté par la commune était plafonné.

● **Sociétés non cotées.** Pour inciter les Français à souscrire au capital de sociétés non cotées, le gouvernement propose le main-

tien de la majoration de 50 % du montant des versements ouvrant droit à avantage fiscal.

● **Fiscalité agricole.** Afin d'aider à la modernisation des exploitations, le gouvernement a décidé d'accroître la portée de la déduction pour investissement des agriculteurs et d'en augmenter le montant. Les sociétés agricoles créées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 ne relevant pas de l'impôt sur les sociétés pourraient être imposées selon un régime réel. Les exploitations créées avant pourraient

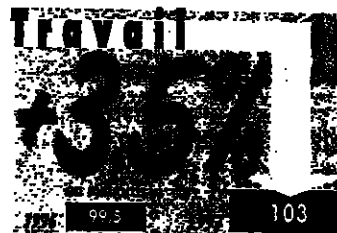


Jean-Michel Bezat



# Le gel des dépenses de l'Etat a imposé des choix draconiens

Seuls l'éducation nationale, la jeunesse et les sports, la justice, l'outre-mer, le travail, les affaires sociales et la défense vont disposer de crédits en augmentation. Les affaires étrangères, l'industrie et les routes sont les principales victimes de la rigueur



**Travail**

EN DÉPIT de la rigueur du projet de loi de finances, la lutte contre le chômage demeure une priorité gouvernementale. Budgetairement, du moins. Les crédits affectés à la politique de l'emploi progresseront de 8 % l'an prochain, pour atteindre 150,3 milliards en 1996. Le budget du ministère du travail proprement dit atteindra 103 milliards de francs (+3,5 %), une hausse non négligeable, même si elle est inférieure à la progression de 11,7 % obtenue en 1996. De plus, 47,3 milliards (+15 %) sont prévus au budget des charges communes pour financer les mesures d'allègement du coût du travail, l'un des axes forts de la politique du gouvernement.

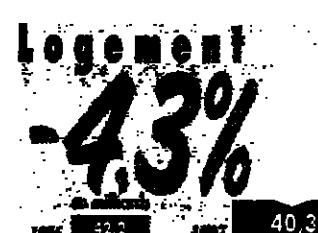
Ce dernier estime que s'il avait reconduit les mesures 1996 à l'identique en 1997 - à commencer par le contrat initiative-emploi (CIE) -, les crédits de l'emploi auraient été de près de 20 milliards. Or, il a précisé, mercredi 18 septembre, qu'il avait dégagé « 15 milliards d'économies ». Le ministre du travail, Jacques Barrot, souhaite tout particulièrement renforcer le « traitement économique du chômage », et donc concentrer les efforts sur les dispositifs de réinsertion des chômeurs dans le secteur marchand. C'est tout le sens, selon lui, de la poursuite de la politique de réduction

## La défense de l'emploi est préservée

tion du coût du travail peu qualifié. Ainsi, le projet de budget 1997 prévoit 40,3 milliards pour la mise en œuvre de la ristourne dégressive, jusqu'à 1,3 fois le SMIC (8 500 francs brut par mois). Selon le ministère du travail, elle s'élèvera à 1160 francs par mois pour un SMIC, soit une baisse de son coût de 12,6 %. Elle sera aussi valable pour les salariés à temps partiel, ce qui, ajoutée à la réduction de 30 % des charges prévues pour ce type d'emplois, réduira le coût du SMIC de 19 %. Ces baisses profiteront aussi aux PME installées dans les trente-huit « zones franches » créées cette année pour redynamiser certains quartiers.

Enfin, ces aides seront renforcées pour les entreprises du textile, de l'habillement et de la chaussure, durement concurrencées par leurs homologues italiennes ou espagnoles ou par les firmes des pays en voie de développement. Sur ce point, M. Barrot s'en est pris, mardi, à la politique de l'Europe: « Les gens du textile sont révoltés par le fait que l'Union continue de financer des investissements industriels en Turquie (...), alors même que ce sont des concurrents. Tout cela mérite une discussion plus serrée à Bruxelles ».

Le recadrage du CIE sur les publics les plus en difficulté (Le Monde daté 11 et 12 août) est, lui aussi, un point fort du budget, le gouvernement ayant reconnu qu'il subventionnait ainsi nombre d'emplois qui auraient de toute façon été créés. Sans réforme, le CIE aurait coûté 24 milliards en 1997, alors que le gouvernement a



**Logement**

POUR les seules dépenses dépendant du ministère du logement, le secteur est doté, pour 1997, d'une enveloppe de 44,6 milliards, soit une progression de 2,7 % (+4 % l'an dernier). La réforme des aides personnelles au logement, la modification du mode de financement du logement social et la contribution du « 1 % logement » - ou participation des entreprises à l'effort de construction - au financement du prêt à taux zéro pour l'accès à la propriété en constituent les trois points forts.

Avec 29,7 milliards, le budget des aides personnelles au logement, dont bénéficient 5,5 millions de personnes, augmente de 8,5 %. Mais cette enveloppe est évaluative, des ajustements étant opérés par la loi de finances rectificative en fonction des dépenses réelles. Ce sera d'autant plus vrai en 1997, puisqu'une réforme du mode de répartition des aides est annoncée. Le ministre du logement, Pierre André Périssol, devrait soumettre au Parlement, dès l'automne, une simplification des barèmes prenant en compte de manière « plus équitable » les ressources des bénéficiaires. Les aides seraient calculées

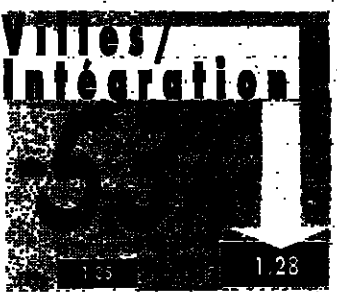
## Le « 1 % » financera le prêt à taux zéro

sur l'ensemble des ressources et à partir du « reste à vivre » des familles après paiement de leur loyer, et non plus sur les seuls revenus, le système actuel pénalisant certaines catégories de salariés à bas revenus.

Certains abattements spécifiques devraient disparaître selon le principe « à égalité de ressources, égalité d'aides », par exemple ceux dont bénéficient les retraités touchant l'APL (aide personnalisée au logement) à partir de soixante-cinq ans ou encore les assurés sociaux pendant la période de paiement des indemnités journalières en cas d'accident du travail ou de congé-maternité. Ce mode de prise en compte des ressources ne devrait pas pénaliser, assure-t-on au ministère du logement, les titulaires de minima sociaux tels que le RMI, le minimum-vieillesse, l'allocation de parent isolé, etc.

**CONSTRUCTION : BAISSA DE LA TVA**

La construction de logements sociaux devrait être maintenue au même niveau qu'en 1996 - 80 000 prêts locatifs aidés (PLA) dont 55 000 en construction neuve -, mais les 5,5 milliards de subventions, inscrits dans la loi de finance 1996, disparaissent. S'y substituent, pour les organismes HLM qui réclamaient cette réforme, une baisse du taux de TVA sur la construction qui passe de 20,6 % à 5,5 %. Le plan d'urgence pour les plus démunis est, en

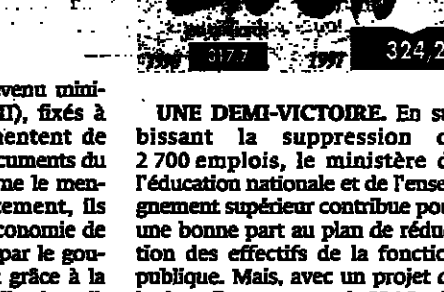


**Villes/Intégration**

AVEC 13 MILLIARDS consacrés à la politique de la ville, le gouvernement affiche pour 1997 un budget en forte hausse du fait de la montée en puissance du « pacte de relance pour la ville ». Comme chaque année cependant, l'évolution de ces crédits est particulièrement difficile à décrypter et sujette aux présentations avantageuses. En réalité, la part de ce budget gérée par le ministère de la ville et de l'intégration (1,28 milliard) enregistre une baisse de 5,3 %. Mais l'essentiel des crédits consacrés à la banlieue est dispersé dans d'autres ministères (équipement, logement, éducation, culture, intérieur, etc.). Une autre source d'incertitude, spécifique à l'année

## Une priorité clairement affichée

1997, provient de la difficulté à évaluer le coût des exonérations fiscales instituées dans les trente-huit « zones franches urbaines », s'agissant d'avantages accordés non seulement aux entreprises existantes mais à celles qui devraient être attirées. Ce coût avait été évalué à 1,2 milliard en 1997 pour seulement un milliard d'emplois créés, dans l'étude d'impact annexé au projet de loi (Le Monde du 9 mai). Cette seule mesure pèse lourdement dans l'« addition » du pacte de relance, évaluée globalement à 3 milliards pour 1997. Est notamment inclus dans cette somme le financement de 25 000 nouveaux « emplois de ville » (réservés aux jeunes des quartiers sensibles et subventionnés à 55 % par l'Etat) s'ajoutant aux 25 000 qui doivent être créés d'ici à fin 1996. Quant à l'allègement de taxe professionnelle instaurée dans les 350 « zones de redynamisation urbaine », elle coûtera 460 millions, versés par l'Etat aux collectivités territoriales en compensation du manque à ga-



**Education**

UNE DEMI-VICTOIRE. En subissant la suppression de 2 700 emplois, le ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur contribue pour une bonne part au plan de réduction des effectifs de la fonction publique. Mais, avec un projet de budget d'un montant de 32,42 milliards, en hausse de 2 %, il échappe partiellement à la rigueur imposée aux autres départements.

En fait, la priorité invoquée par le gouvernement en faveur de l'éducation profite essentiellement à l'enseignement supérieur. Avec 47 milliards, ce secteur bénéficie d'une hausse de 2,9 milliards (+6,57 %), alors que les crédits des secteurs primaire et secondaire, de l'ordre de 27,2 milliards, sont limités dans leur progression à 1,38 % au lieu de 4,3 % l'an dernier.

Cet effort particulier en faveur du supérieur est la conséquence du plan d'urgence adopté en décembre 1995 et du projet de réforme de l'université présenté au mois de juin avec la caution du

## Tout pour l'enseignement supérieur

premier ministre. C'est essentiellement dans le domaine de l'emploi que le ministère de l'éducation peut estimer avoir obtenu gain de cause. Le projet de budget prévoit en effet la création de 2 700 postes pour l'accueil des étudiants supplémentaires et le renforcement des universités les moins dotées. Au total, 1 448 postes supplémentaires d'enseignants (1 344 en 1996) sont inscrits: 900 enseignants-chercheurs et près de 600 agrégés. S'y ajoutent 1 000 emplois de personnels ingénieurs, techniques, administratifs et 200 postes dans les bibliothèques.

A l'exception de 100 millions pour la mise en place du tutorat en faveur des étudiants, ce projet de budget, en revanche, n'intègre aucun financement spécifique des orientations de la réforme de l'Université. Les crédits de bourse augmentent certes de 225 millions (+601 millions l'an dernier), mais le nouveau statut de l'étudiant, les mesures en faveur de l'orientation ou de la lutte contre l'échec en DEUG ne sont pas encore à l'ordre du jour.

Le secteur des écoles, collèges et lycées fait les frais de l'opération de redéploiement interne à ce vaste ministère. Non seulement la loi de programmation du nouveau

**● AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION :** 21,16 milliards (-5,21 %); 9 724 emplois (-1,42 %). Une partie de cette diminution est justifiée par la baisse de la participation de la France aux opérations de maintien de la paix et de ses contributions obligatoires à des organisations internationales. De même, l'apport au budget général de l'Union européenne diminuera en francs courants, le conseil des ministres européen proposant une stabilisation des dépenses.

**● AGRICULTURE :** 35,222 milliards (-0,8 %); 30 215 emplois (-0,2 %). Ce chiffre ne tient pas compte des 56,3 milliards de francs accordés par l'Union européenne. Ce budget doit permettre de maintenir l'effort pour l'installation des jeunes agriculteurs et de renforcer les services vétérinaires (création de 45 emplois).

**● CULTURE :** 15,077 milliards (-2,9 %); 14 667 emplois (-0,1 %). L'objectif de 1 % du budget de l'Etat n'est pas atteint, malgré le rattachement des crédits aux bibliothèques municipales et la diminution des sommes consacrées aux grands travaux. Cela obligera à étaler jusqu'en 1999 la loi de programme sur le patrimoine monumental.

**● DÉFENSE :** 243,338 milliards (+0,8 %); 574 009 emplois (-4,41 %). Ce budget est stricto sensu l'application de la première annuité de la loi de programmation militaire 1997-2002. Le nombre des appels diminue (-31 973) et celui des militaires d'active augmente (+6 272). Trois décisions importantes: la création d'une solde mensuelle (5 595 francs net) pour les militaires du rang engagés à partir du 1<sup>er</sup> juin 1997; le début de l'industrialisation de l'hélicoptère d'attaque Tigre (678 millions de francs) et la phase de réalisation (qui débouche sur la commande de trois modèles) du satellite espion Helios-2.

**● ENVIRONNEMENT :** 1,861 milliard (+5,9 %); 2 331 emplois (sans changement). C'est un des rares ministères dont les crédits augmentent sensiblement. Cela permettra de mettre en œuvre la loi sur l'air, de poursuivre le plan de restauration de la Loire et le programme de préventions des inondations.

**● ÉQUIPEMENT ET TRANSPORTS :** 77,857 milliards (-1,48 %); 103 635 emplois (-0,8 %). Après la forte croissance de 1996, les crédits routiers resteront, grâce au concours de divers fonds, supérieurs à ce qu'ils étaient en 1995, mais les

sommes consacrées à la sécurité routière (-14 % sur 1996) et aux transports aériens (-29,2 %) diminuent. Ce budget permet d'engager la réforme de la SNCF, les crédits qui y sont consacrés augmentant de 0,7 %.

**● INDUSTRIE :** 14,14 milliards (-16,7 %); 5 775 emplois (-1,7 %). L'innovation et la recherche industrielle constituent la priorité du ministère et se verront allouer 2,7 milliards de francs. Les moyens consacrés à la reconversion du tissu industriel s'élèvent à 640 millions. La dotation budgétaire à Charbonnages de France (2,9 milliards) et la subvention de fonctionnement du CEA (3,6 milliards) représentent les charges les plus élevées.

**● INTÉRIEUR, hors dotation aux collectivités locales :** 50,258 milliards (-0,9 %); 163 149 emplois (-0,4 %). Le maintien à leur niveau de 1996 des autorisations de programme permet au ministère de conserver sa capacité d'investissement. Les crédits pour l'achat des avions de lutte contre les feux de forêt passent de 213 millions à 299 millions de francs.

**● JEUNESSE ET SPORTS :** 2,93 milliards (-2,3 %); 6 697 emplois (-2 %). Grâce à divers fonds, les dépenses d'intervention du ministère seront de

1,787 milliard de francs contre 1,779 milliard en 1996. Les sommes destinées aux expériences d'aménagement du temps scolaire augmentent de 17,6 % et permettront d'en faire bénéficier 100 000 élèves de plus.

**● JUSTICE :** 23,89 milliards (+1,8 %); 60 102 emplois (+0,5 %). Le programme d'investissement est réduit de 6,6 % mais permettra de poursuivre la restructuration du parc immobilier des tribunaux et de continuer la construction de nouvelles places en prison. Les moyens de la protection judiciaire de la jeunesse sont renforcés.

**● OUTRE-MER :** 4,86 milliards (-0,1 %); 2 988 emplois (-0,4 %). La priorité du budget 1997 est l'emploi; les crédits du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer augmentent de 44 %. Pour honorer et finaliser les engagements pris par l'Etat dans le cadre des accords de Matignon, la Nouvelle-Calédonie bénéficiera d'une dotation d'investissement de 390 millions de francs.

**● RECHERCHE :** 28,9 milliards (+0,2 %); 311 emplois (-0,3 %). A ces crédits relevant du ministère de la recherche, il faut ajouter ceux d'autres ministères, notamment de celui gérant l'es-

Christine Garin

Michel Delberghe

## Tous les ministères ont été peu ou prou mis à contribution



**JUSTICE** L'arrêt de renvoi rendu, mercredi 18 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux est extrêmement sévère à l'égard de Maurice Papon. Al-

lant au-delà des réquisitions du parquet général de Bordeaux, les juges estiment que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde avait « acquis la conviction

que l'arrestation, la séquestration et la déportation [des juifs] vers l'Est les conduisaient inéluctablement à la mort ». LES JUGES réduisent également à néant l'un des principaux ar-

guments de sa défense : les magistrats notent qu'il « ne ressort de l'instruction aucune certitude quant à l'appartenance de Maurice Papon à la Résistance ». C'EST UN PAS ES-

SENTIEL qui vient d'être fait vers la vérité », a estimé la LICRA, rejointe en cela par les avocats des parties civiles et de nombreuses associations. (Lire aussi page 15 des extraits de l'arrêt.)

## L'arrêt Papon accable l'administration française de Vichy

Selon les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux, le secrétaire général de la préfecture de la Gironde « avait acquis la conviction que l'arrestation, la séquestration et la déportation vers l'Est [des juifs] les conduisaient inéluctablement à la mort »

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Depuis quinze ans, la procédure menée contre Maurice Papon a toujours laissé une large place au doute en manifestant, par de multiples signes, une foule d'hésitations sur le rôle de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Le réquisitoire écrit se montrait lui-même prudent sur certains faits imputés à Maurice Papon et limitait son action à deux concrets, estimant que le haut fonctionnaire ignorait le sort réservé aux juifs déportés. Certes, les avocats des parties civiles avaient observé un durcissement de la position du parquet général lors de l'audience qui s'était tenue à huis clos, en mars, mais les réquisitions étaient restées les mêmes.

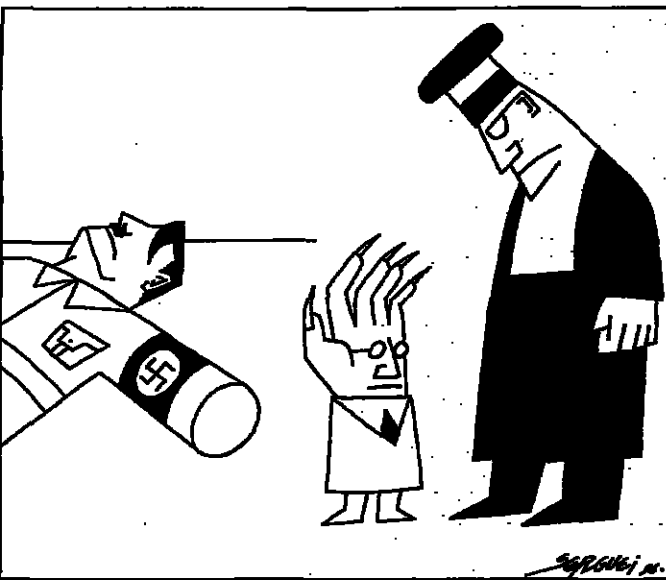
L'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation constitue un tournant radical. Dans ce document de cent soixante-neuf pages, les magistrats balayaient les derniers doutes, réduisant à néant les arguments les plus sérieux de la défense et les tergiversations de l'accusation. « Il ressort de très nombreux éléments du dossier que Maurice Papon, dès les premières opérations menées contre les juifs, a acquis la conviction que leur arrestation, leur séquestration et leur déportation vers l'Est les conduisaient inéluctablement à la mort », écrivent les magistrats. Cette conviction résulterait, selon les

juges, de sa formation et des diverses fonctions qu'il a occupées, notamment au ministère des affaires étrangères et au ministère de l'intérieur, dans la mesure où il disposait de moyens d'informations « sûrs, fiables et protégés ».

### « AU CENTRE DU DISPOSITIF »

La chambre d'accusation ajoute : « La connaissance qu'a Maurice Papon de cette volonté d'élimination des juifs qui guide sans répit l'action des nazis va s'enrichir encore de sa propre expérience, alors que, secrétaire général de l'une des plus importantes préfectures de France, il va se trouver au centre du dispositif territorial de persécution. » Insistant sur le fait que Maurice Papon a eu une connaissance « claire, raisonnée, circonstanciée et continue » du sort réservé aux juifs, les juges ne lui accordent qu'une seule concession en écrivant cette terrible phrase : « Il a pu demeurer dans l'ignorance exacte de leurs souffrances ultimes et des moyens techniques utilisés pour leur donner la mort ».

De la même manière, la cour déduit l'un des principaux arguments de la défense : la qualité de résistant invoquée par Papon et consacrée en 1982 par un jury d'honneur composé de hautes personnalités de la Résistance. « Il ne ressort de l'instruction aucune certitude quant à l'appartenance de



Maurice Papon à la Résistance », observent les juges. L'ancien fonctionnaire de la préfecture de la Gironde affirmait avoir sauvé des personnes menacées de déportation, mais les magistrats constatent : « Les vérifications opérées au cours de l'instruction sur des interventions précises ou l'audition de témoins, cités par Maurice Papon lui-même comme ayant participé aux actes de sauvetage dont il aurait pris l'initiative en faveur de membres de la communauté juive,

n'ont pas confirmé le bien-fondé de ses allégations. »

Ainsi, selon la chambre d'accusation, Maurice Papon n'était pas résistant et il connaissait le plan d'extermination des juifs mis en place par les nazis. Dès lors, la qualification juridique des faits reprochés ne présentait pas de difficultés majeures. La participation du secrétaire général de la préfecture de la Gironde à l'arrestation des juifs et à leur placement au camp de Mérignac, avant leur transfert

par convois au camp de Drancy, constitue la complicité d'assassinat et de tentatives d'assassinat, complicité d'arrestation et de séquestration arbitraire commises à l'instigation des autorités allemandes. L'arrêt précise que cette complicité a été apportée « en pleine connaissance de ce qu'elle concernait la déportation et l'extermination de membres de la communauté juive, choisis uniquement en raison de critères raciaux ou religieux ».

### DES SILENCES SUR VICHY

Cette phrase permet de caractériser le crime contre l'humanité car les juges observent que « la décision initiale d'arrestation, d'internement et de transfert à Drancy en vue d'une déportation ultérieure à Auschwitz a émané du Sipo-SD, service de sécurité nazi, organisation (...) constituant l'un des instruments de l'état national-socialiste dans sa politique d'hégémonie idéologique ». Les crimes fixés par le tribunal de Nuremberg, puis par la Cour de cassation sont donc réunis : en 1985, à l'occasion de la procédure menée contre Klaus Barbie, la Cour de cassation avait en effet précisé que constituaient des crimes contre l'humanité les actes inhumains et les persécutions commises « au nom d'un état pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ». L'arrêt n'écrit pas clairement que Maurice Papon a

« adhéré » à la politique d'hégémonie idéologique nazie, mais cette circonstance se déduit de sa connaissance du plan d'extermination.

La réelle faiblesse de l'arrêt réside en fait dans ses silences sur le rôle déterminant du gouvernement de Vichy. Il décevait ceux qui souhaitent que l'on juge enfin, au travers de Maurice Papon, la responsabilité de l'état français pendant l'Occupation. Cet oubli, qui est peut-être lié à la persistance d'une gêne qui étouffe la mémoire depuis cinquante ans, a une raison juridique : si Papon était seulement le complice de Vichy, il serait écarté du crime contre l'humanité. En 1992, lors de la procédure menée contre Paul Touvier, la Cour de cassation avait en effet précisé que les auteurs ou les complices de crimes contre l'humanité ne pouvaient être punis « que s'ils ont agi pour le compte d'un pays européen de l'Axe ».

En écrivant que les fonctionnaires français n'ignoraient rien de l'extermination des juifs, les magistrats de Bordeaux rapprochent le gouvernement de Vichy de « la politique d'hégémonie idéologique ». Les juges ont tout de même reculé à la situation personnelle de Maurice Papon, considérant cependant qu'il était possible « au vu de ses exigences allemandes ».

Maurice Peyrot

## Les juges contestent la qualité de résistant de l'ancien ministre

LES JUGES viennent de retirer à Maurice Papon, accusé de complicité de crimes contre l'humanité, l'un de ses principaux arguments de défense : ses titres de combattant de l'armée des ombres sous l'Occupation. Dans son arrêt, la chambre d'accusation de Bordeaux précise sèchement : « Il ne ressort de l'instruction aucune certitude quant à l'appartenance de Maurice Papon à la Résistance ». La chambre d'accusation, qui s'est livrée à une véritable contre-enquête, réfute point par point les bribes d'informations données par l'ancien ministre, au point qu'il apparaît comme un affabulateur, à l'instar du personnage central du roman de Jean-François Deniau, *Un héros très discret*.

Dans un premier temps, les juges expriment leurs doutes à propos de la valeur réelle des attestations présentées par Maurice Papon. Ainsi relèvent-ils que l'ancien secrétaire général de la Gironde, de 1942 à 1944, n'a obtenu son affiliation en qualité d'agent occasionnel des Forces françaises combattantes qu'en juin 1958, c'est-à-dire quelques mois après sa nomination à la tête de la préfecture de police de Paris. De même s'étonnent-ils que son chef direct dans le réseau Jade-Amiccol, Victor Souillac, n'ait signalé son rôle qu'en 1954, alors qu'un rapport détaillé, rédigé en 1946, cite d'autres noms de fonctionnaires de la préfecture. Poussant plus loin leurs in-

vestigations, les juges indiquent que, selon les archives du BCRA, service de contre-espionnage gaulliste, Maurice Papon était considéré comme opposé à la Résistance. Ils citent aussi un document établi par l'état-major de l'armée, après la Libération, qui inclut le préfet honoraire dans la catégorie des collaborateurs.

Dans un deuxième temps, la chambre d'accusation de Bordeaux met en cause la solidité des témoignages invoqués par Maurice Papon pour attester son combat clandestin. Ainsi M<sup>me</sup> Eycheenne, Chassagne et Moquay, parmi d'autres, n'auraient-elles pas prévenu, à la demande du secrétaire général, des familles juives des dangers qu'elles encouraient. M<sup>me</sup> Eycheenne, décédée, aurait pu adhérer aux idées de son époux, engagé dans la Milice. M<sup>me</sup> Chassagne a démenti s'être honorée de la sorte. M<sup>me</sup> Moquay a indiqué avoir quitté son poste à la préfecture au cours de l'été 1942. Un autre témoin cité par Maurice Papon s'est révoqué, après enquête, avoir travaillé pour les services de sécurité allemands.

Dans un autre ordre d'idées, Maurice Papon soutient qu'il a procédé à cent trente interventions individuelles ayant abouti à des radiations sur son intervention directe et à des dizaines de libérations. Les vérifications opérées au cours de l'instruction (...) n'ont pas confirmé le bien-fondé de ses allégations. »

Les juges balayent aussi deux affirmations de l'ancien secrétaire général de la Gironde. Comment, demandent-ils, aurait-il pu faire parvenir des renseignements au Père Dieudonné, du réseau Jade-Amiccol, alors que ce dernier « avait quitté Bordeaux en juin 1942, soit au tout début de son séjour » ? De même font-ils valoir que Maurice Papon, contrairement à ses dires, n'a pas mis en sécurité le grand rabbin Cohen en le cachant chez l'archevêque de Bordeaux, Mgr Feltin. Non seulement le

grand rabbin avait échappé de justesse à la police allemande, mais il s'était ensuite réfugié, jusqu'à la Libération, chez le docteur de Moranges.

Quinze ans après les premières accusations de collaboration portées contre Maurice Papon, la chambre d'accusation le dépouille de cette onction de gaullisme qu'il revendique : la participation à la Résistance. Pourtant, dès 1981, trois grands résistants - Maurice Bourges-Mannoury (1914-1993), Jacques Soustelle (1912-1990) et Gaston Cusin (1903-1993) - avaient signé un communiqué commun en sa faveur pour « témoigner de ses actions dans la Résistance ». Sans plus de précisions. En 1981 toujours, un jury d'honneur lui avait reconnu, dans une sentence particulièrement équilibrée, la qualité de résistant, tout en regrettant qu'il n'ait pas démissionné en juillet 1942, « au nom même des principes

qu'il croyait défendre ». Deux ans plus tard, Jacques Chaban-Delmas, alors maire de Bordeaux, figure emblématique du gaullisme de la Résistance, déclarait au quotidien *Sud-Ouest* qu'il avait « toujours considéré Maurice Papon comme l'un des nôtres dans la Résistance ». « Sans lui, nous aurions-il confié quelques années plus tard, il n'y aurait plus eu de Résistance à Bordeaux ».

Dans leur arrêt, les juges écartent implicitement ces cautions. Ils écartent également les maigres témoignages dont Maurice Papon peut se targuer, sans être démenti, comme d'avoir hébergé de temps à autre Roger Bloch, membre du réseau Kieffer, et d'avoir transmis quelques messages à Geneviève Thieuleux à partir de 1944. Ainsi le doute pèse-t-il sérieusement sur la qualité de son engagement, même si son donner quelques pages tardifs. Jamais la fragilité de son combat clandestin n'était apparue aussi nettement, et sa duplicité si profonde. Au point que les déclarations en sa faveur des notables de la Résistance semblent aujourd'hui trop ténues. Faut-il les tenir pour caduques ? Ne furent-elles que les vestiges d'un compagnonnage politique d'après-guerre ? Espriment-elles seulement le salut bienveillant de barbouilleurs glorieux à un pôle résistant de la dernière heure ?

L. G.

### « Des témoignages entachés d'imprécision, voire de contradictions »

L'arrêt de la chambre d'accusation précise, concernant l'activité résistante de Maurice Papon :

« Force est de constater que Maurice Papon n'a obtenu son affiliation en qualité d'agent occasionnel aux Forces françaises combattantes, ce à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1943, qu'au mois de juin 1958, quelques mois après sa nomination à la préfecture de police de Paris, bien des années après l'expiration des délais généralement prescrits pour l'accomplissement des procédures de liquidation des réseaux. »

Bien que, le 25 octobre 1944, le colonel commandant le groupe Jade-Amiccol du SR interallié ait certifié que Maurice Papon avait contribué en tant qu'agent, depuis janvier 1943, au travail effectué par le service, ce n'est qu'après maintes péripéties et rejets de demandes (...) que le colonel commandant le groupe Jade-Amiccol a établi un rap-

port sur l'activité résistante de Maurice Papon en expliquant que le chef direct de ce dernier, Victor Souillac, ne l'avait signalé qu'en 1954, ce qui avait donné lieu à un certificat du 15 novembre 1954. Par ailleurs, les témoignages qu'a produits Maurice Papon, à l'appui de ses prétentions, pour la plupart d'entre eux indirects, sont entachés d'imprécisions, voire de contradictions sur des points pourtant déterminants (...).

En outre, parmi les diverses listes des membres des antennes locales du réseau Jade-Amiccol, ne figure jamais le nom de Maurice Papon (...). Maurice Papon n'a pas sollicité son homologation auprès du réseau Kleber-Nap (noyautage des administrations publiques) auquel il s'est pourtant prévalu d'appartenir. Dans un autre ordre d'idées, Maurice Papon soutient qu'il a procédé à cent trente interventions individuelles ayant abouti à des radiations sur son intervention directe et à des dizaines de libérations. Les vérifications opérées au cours de l'instruction (...) n'ont pas confirmé le bien-fondé de ses allégations. »

### « Un pas essentiel vers la vérité »

● La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) estime que « pour la première fois sera examinée en justice la responsabilité de Vichy et de ses fonctionnaires, responsabilité assumée consciemment et non pas subie sous la pression de l'occupant nazi. Un pas essentiel vient d'être fait vers la vérité ».

● M<sup>re</sup> Arno Klarsfeld, avocat de parties civiles, estime que cette décision constitue « une belle leçon de démocratie » dont « la France sort grandie ». M<sup>re</sup> Klarsfeld se réjouit que l'arrêt « [ait] été étendu à d'autres convois, et notamment au problème des enfants ».

● M<sup>re</sup> Alain Lévy et Jean-Dominique Bloch, avocats

de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, se félicitent qu'il ait été reconnu que, « par les fonctions qu'il a acceptées d'exercer, ce haut fonctionnaire du gouvernement de Vichy s'est mis au service de la politique d'extermination nazie ».

● Le Conseil représentatif des Institutions juives de France (CRIJF) estime que la décision de la chambre d'accusation de Bordeaux est « un pas positif. Maurice Papon contribua directement à envoyer à la mort 1 690 innocents, y compris de nombreux enfants, dont le seul crime était d'appartenir à une "race inférieure", juive en l'occurrence ».

● Le Consistoire central (union des communautés juives de France), partie civile, note qu'« à un moment où resurgissent ouvertement des thèmes de différenciation des races, il est souhaitable que le procès de l'un des responsables de la déportation suivie de l'extermination de personnes en raison de l'appartenance à une prétendue "race" ait lieu et puisse rappeler le respect du principe de l'égalité entre tous les hommes ».

● L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) prend acte que « la justice de notre pays et les pouvoirs politiques sont en parfaite adéquation pour condamner la responsabilité du régime de Vichy dans l'extermination des juifs de France ».

### COMMENTAIRE UN ARRÊT HISTORIQUE

L'arrêt Papon représente davantage qu'un simple épisode dans une procédure judiciaire inaugurée en 1983. Cet arrêt de renvoi est à sa manière un jugement glaçant. Ainsi les juges vont-ils au-delà des demandes formulées dans son réquisitoire par le parquet général. Le ministère public mettait en cause Maurice Papon dans quatre convois déportant des juifs. La chambre d'accusation de Bordeaux en retient à charge dix. Le procureur, faute d'éléments matériels, s'abstenait de poursuivre l'ancien ministre gaulliste pour enlèvements d'en-

fants. Les juges, après avoir reçu des documents des parties civiles, retiennent ces éléments, qui auront le retentissement que l'on imagine devant une cour d'assises.

L'arrêt Papon marque également une rupture. A sa manière, il s'agit d'un contre-arrêt Touvier. La chambre d'accusation pulvérise les titres de Résistance de Papon, réduisant celle-ci à l'état de légende douteuse. Elle cible aussi les responsabilités du régime de Vichy qui ne pourront pas être évacuées au cours du procès à venir. Bref, les juges de Bordeaux, avec égard et rudesse, signifient que Papon « savait » quand la chambre d'accusation de Paris s'était mobilisée pour accorder un non-

lieu général à l'ancien chef militaire avant que la Cour de cassation n'y remette bon ordre.

Enfin, l'arrêt Papon symbolise un changement radical. La France n'a plus le même regard sur son histoire depuis que Jacques Chirac a publiquement reconnu sa « dette imprescriptible » à l'égard des déportés juifs de France. La longue parenthèse de la mythologie gaulliste, qui surestimait la France résistante pour mieux voiler la France collaboratrice, est terminée. Officiellement. Les juges, si souvent pusillanimes par rapport au passé français, se retrouvent en phase avec la société.

Laurent Greilsamer



## Le campus « de luxe » d'Ille-et-Vilaine essuie un feu nourri de critiques

Un rapport de la chambre régionale des comptes stigmatise les conditions dont il a bénéficié

Créé en 1990 au sud de Rennes, le campus de Ker-Lann fait l'objet d'une polémique. La chambre régionale des comptes, dans un rap-

port de septembre 1995, s'interrogeait sur les conditions « précipitées » de son lancement et sur les aides dont il avait bénéficié en pro-

vince du conseil général. L'UNEF-ID s'insurge à son tour et dénonce les « privilèges » accordés à ce site de formation.

SIX ANS après sa création, en juillet 1990, le campus de Ker-Lann, implanté sur 170 hectares à Bruz, à quelques kilomètres au sud de Rennes, par le conseil général d'Ille-et-Vilaine et son président, Pierre Méhaignerie (UDF-Force démocrate), continue d'alimenter la polémique. Le syndicat d'étudiants UNEF-ID s'insurge, à la veille de la rentrée, contre les conditions accordées par le département à l'implantation d'établissements d'enseignement supérieur privés. Il entend surtout dénoncer le déséquilibre de traitement entre quelques centaines de « privilégiés » et les 60 000 étudiants des universités de la ville.

L'affaire a été relancée en juillet, lorsque plusieurs centaines de candidats ont été refusés dans la filière activités physiques et sportives pour cause d'installations surchargées. Non loin de là, à Ker-Lann, à peine plus d'un millier d'étudiants – il en est prévu trois mille à terme – disposent de gymnases, tennis, terrains de sport, dans un parc paysager agrémenté de plans d'eau artificiels. Une

Maison de l'étudiant, une bibliothèque, des résidences et un restaurant universitaire complètent les équipements communs de cette « zone mixte d'activités entre l'enseignement, les entreprises et la recherche », selon la description de Pierre Méhaignerie.

### PRÊT À TITRE GRATUIT

Un rapport de la chambre régionale des comptes, passé inaperçu lors de sa publication, en septembre 1995, s'interrogeait, déjà, des conditions de lancement « précipitées » de ce projet. Les magistrats relèvent ainsi que « le bilan financier prévisionnel de l'opération » a été examiné par le bureau de l'assemblée six mois après le début des travaux. Les terrains ont été acquis parfois plus d'un an après la livraison des bâtiments. Ils évoquent également des régularisations de marchés après leur exécution ou des absences de mise en concurrence. M. Méhaignerie reconnaît que « les procédures ont été un peu bousculées. Il fallait aller vite. Les délais et les coûts ont été tenus. C'est à ce prix que nous avons pu accueillir des écoles comme l'EINS et l'Ensi ».

Les magistrats de la cour des comptes s'interrogent surtout à propos des avantages consentis à la réalisation du bâtiment de l'école Louis-de-Broglie et de l'institut Saint-Melaine, rétrocedés à une association immobilière présidée par le responsable des œuvres du diocèse de Rennes. Les 50 millions de francs de construction, ainsi que les équipements, ont été entièrement financés par le département, avec l'aide de la région. Cette opération a été régularisée sous la forme d'un « prêt consenti à titre gratuit pour une durée de 99 ans ; le bénéficiaire pouvant acquiescer l'immeuble après un délai de 12 ans au prix de 1 franc (...) ne devra supporter les charges de grosses réparations qu'au terme d'une période de 30 ans ».

Pierre Méhaignerie admet que cette « aide indirecte » couvrant la totalité des dépenses n'est pas « une bonne solution ». C'était, selon lui, la seule envisageable pour ne pas faire supporter aux 180 étudiants et à leurs familles la charge de l'investissement, malgré des droits de scolarité d'environ 30 000 francs. Cette école d'ingénieurs n'est pas encore tirée d'affaire. Bien qu'elle se rap-

proche de l'équilibre, elle a accumulé les déficits de fonctionnement depuis sa création.

La chambre régionale s'étonne également du versement d'une subvention de 22,5 millions de francs à une association, l'Ageik, relais du groupe privé Educinvest, correspondant à 50 % du coût de l'école des métiers de l'environnement (EME). « La garantie sollicitée par la collectivité publique n'exigeait pas nécessairement le recours à cette association, qui ne constitue en définitive qu'un moyen de rendre licite l'intervention du département au profit d'une société commerciale », soulignent les magistrats.

Dans sa réponse, le président du conseil général invoque l'absence de législation sur l'aide des collectivités locales au financement de l'enseignement supérieur privé. « Nous étions surtout intéressés par la création d'un pôle de formation à l'environnement dans le Grand Ouest », précise-t-il.

Ce projet avait séduit des entreprises, mais aussi des universitaires, tel Maurice Lièvremont, nommé depuis administrateur provisoire de l'université Bre-

tagne-Sud, qui ont apporté leur caution scientifique à ce projet. Après dix-huit mois d'incertitudes liées à la chute du groupe Educinvest et au départ de son dirigeant, Bertrand Chazel, l'EME a été reprise par la compagnie de formation, filiale de la Compagnie générale des eaux.

Depuis la publication du rapport, M. Méhaignerie a corrigé certaines « anomalies ». Au printemps, les conseillers généraux ont reçu un budget détaillé de l'opération. « Dans quelques années, on s'apercevra que ce projet est une chance pour la région », reste-t-il persuadé. « Ce lieu a été conçu pour accueillir les établissements sans distinction. Si l'université veut y installer un institut de langues, l'institut de sciences politiques ou tout autre établissement, pourquoi pas ? » De toute évidence, il en faudrait beaucoup plus pour convaincre les étudiants et les enseignants qui ne manquent pas de dénoncer l'insuffisance des moyens accordés par l'Etat et les collectivités au service public.

Michel Delberghe

## L'invitation de M. Bayrou à réfléchir sur la violence est diversement reçue

L'INITIATIVE du ministre de l'éducation François Bayrou, après la mort accidentelle d'un collégien tué par balle, mardi 17 septembre, à Montreuil (Le Monde du 19 septembre), engageant parents, élèves et enseignants à réfléchir, vendredi matin, aux moyens de lutter contre la violence, a été généralement bien accueillie. Le SGEN-CFDT rejette cependant l'idée des « comités antiviolen- » faisant valoir que l'on « n'a pas besoin d'une structure de plus ». La FCPE rappelle l'existence de « comités d'environnement social » créés en 1990 et attend « les moyens de les mettre en place ». L'Unapei, qui rassemble 800 000 familles de l'enseignement privé, a demandé à ses adhérents de « s'associer totalement » aux deux heures de réflexion dans les établissements. FO s'estime en revanche « très nettement en désaccord » avec M. Bayrou, qui « se défait » du problème sur les élèves. Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a qualifié, de « tentative de récupération » l'inter- » ruption des cours.

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE: le procureur général de Grenoble, Michel Albareda, a adressé une demande d'explication au substitut du procureur de la République, Claire Poulain, sur sa participation à deux manifestations organisées les 23 et 28 août, à Grenoble, en faveur des « sans-papiers ». Au moment de l'une de ces manifestations, le substitut était de permanence au parquet, ce qui, selon ses supérieurs hiérarchiques, l'aurait placé à une « obligation de réserve ».

■ ACCIDENT: le chauffeur du poids lourd qui avait percuté, mardi 17 septembre, un autocar scolaire dans la Nièvre, provoquant la mort de trois enfants et blessant douze personnes (Le Monde du 19 septembre), a été mis en examen, mercredi, pour homicides involontaires avec circonstances aggravantes et écoué.

■ TRAVAIL CLANDESTIN: le directeur général adjoint de la Société d'application et de revêtement (SAR), Hubert Carrette, a été mis en examen pour « emploi illicite de main-d'œuvre » par un juge d'instruction de Versailles, a-t-on appris mercredi 18 septembre. Il a été écoué. La SAR est présidée par Francis Poulain, par ailleurs mis en examen dans l'affaire des fausses factures des HLM de Paris.

■ VAR: les défenseurs de Marco Di Caro, soupçonné de l'assassinat du député Yann Piat le 25 février 1994, à Hyères (Var), ont demandé, mercredi 18 septembre, au juge Thierry Rolland d'entendre l'ancien procureur de Toulon, André Rides. Selon eux, cette audition permettrait de savoir si Yann Piat, qui se disait menacé, avait fait « des confidences intéressantes l'affaire » au procureur.

## LAGARDERE

### Message aux Actionnaires de THOMSON CSF

La privatisation de THOMSON SA (qui détient 58 % de THOMSON CSF) amènera un changement de majorité de votre société.

Au moment où LAGARDERE SCA remet sa proposition à l'Administration Française, je considère qu'il est de mon devoir de vous indiquer quelles propositions vous seront faites si nous sommes retenus par l'Etat. Bien entendu, je ne puis, à ce stade, vous communiquer que des informations partielles, mais celles-ci répondront – j'en suis sûr – aux questions les plus importantes que vous vous posez à juste titre. Cette communication s'inscrit dans la droite ligne de l'esprit d'équité et de transparence que je souhaite voir caractériser cette opération.

Nous connaissons bien THOMSON CSF depuis des dizaines d'années car notre société MATRA coopère étroitement avec elle sur les grands programmes de défense dont – outre le Gouvernement Français – de nombreux pays du monde sont les clients. Les équipes d'ingénieurs, techniciens, ouvriers des deux groupes sont parmi les meilleures au monde. Leurs domaines de compétence sont très souvent complémentaires et leur niveau d'excellence, leur dynamisme, leur rigueur, leur volonté de réussite sur les marchés mondiaux, leur réputation sont identiques. Le mariage de THOMSON CSF et de MATRA, c'est la même culture d'entreprise au service d'une force unique en Europe qui constitue un ensemble immédiatement hissé au tout premier niveau mondial. Au moment de la restructuration inévitable des industries de défense en Europe, c'est – dans le domaine prioritaire des systèmes d'électronique qui vont des satellites aux radars et aux missiles – le groupe incontournable, le socle sur lequel les autres acteurs viendront converger.

C'est pour cela que nous avons décidé – si nous sommes choisis – d'apporter à la société THOMSON CSF, les activités de haute technologie du groupe MATRA, de maintenir la cotation sur le marché à terme de votre société, que nous vous proposerions d'appeler désormais THOMSON-MATRA. Le rapprochement symbolique des deux noms prestigieux est à la mesure de l'avenir brillant que nous envisageons pour cette nouvelle société.

Néanmoins, il est clair que la libre décision des actionnaires minoritaires de THOMSON CSF que vous êtes aujourd'hui sera garantie de la façon la plus indiscutable. Afin d'assurer cette liberté de décision, nous vous ferons une proposition de sortie, dans des conditions conformes à la réglementation boursière.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires, par respect et courtoisie à votre égard, je voulais, le jour même où nous formulons à l'Etat, actionnaire majoritaire, nos propositions pour la reprise de THOMSON SA, vous indiquer ce que je suis en mesure de vous communiquer aujourd'hui, afin de confirmer chez vous la confiance que vous témoignez à THOMSON CSF et que j'espère, vous reporterez sur THOMSON-MATRA.

Paris, le 16 septembre 1996

Jean-Luc LAGARDERE

## La gauche européenne propose une régularisation de sans-papiers

STRASBOURG  
(Union européenne)  
de notre correspondant

La gauche du Parlement européen tente de porter l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard sur le terrain communautaire. A l'invitation des communistes, des socialistes, des Verts et des élus de la liste conduite en 1994 par Bernard Tapie, les représentants de différents collectifs de France sont venus plaider leur cause, mercredi 18 septembre, à Strasbourg. Pour leurs représentants, il s'agissait d'expliquer que, pour lutter contre l'« arbitraire » des Etats, il fallait une réponse européenne.

Immanquablement le débat a porté sur les lois Pasqua et les provocations de Jean-Marie Le Pen, mais aussi sur ce qui se passe dans d'autres pays membres de l'Union. Au Royaume-Uni, les « charters de la honte » n'existent pas, mais les départs sont comparables. Le résultat, explique cet expert venu de Londres, est que douze mille demandeurs d'asile attendent depuis des mois une réponse du gouvernement de John Major. Aux Pays-Bas, les spécialistes font état de quarante mille « sans-papiers », dont seize mille demandeurs d'asile. L'Espagne, qui vient pourtant de conduire, comme l'Italie, une vaste campagne de régularisations, n'en a pas moins expulsé une centaine de Marocains vers

leur pays d'origine en utilisant des « méthodes particulièrement brutales », accuse le parlementaire européen Mohamed Ali (communiste espagnol).

La gauche de l'hémicycle européen devait tenter, jeudi 19 septembre, de faire voter une résolution demandant aux Quinze de régulariser les immigrés « installés dans l'Union pour des raisons légitimes dans le respect des critères conformes aux droits humains, à la législation du travail et aux conventions internationales ». Le projet de texte était volontairement libellé en termes généraux afin qu'il puisse obtenir l'aval du groupe libéral et avoit, ainsi, une chance d'être adopté.

Les défenseurs des sans-papiers ont conscience qu'il s'agit là d'un simple geste symbolique de la part de l'Assemblée de Strasbourg. Celui-ci pourrait néanmoins amorcer un vrai débat sur l'opportunité de conduire une politique commune en matière d'immigration. Daniel Cohn-Bendit (Verts, Allemagne), très favorable à ce que les Quinze s'engagent sur cette voie, a toutefois lancé une mise en garde contre l'« angélisme » de certains: « Aucune directive européenne, aussi bonne soit-elle, ne pourra nous dispenser d'avoir à l'égard des immigrés un surplus d'humanité », a-t-il averti.

Marcel Scotto



# ANNONCE MATRIMONIALE

Entreprise ambitieuse, leader sur son marché, intervenant aussi bien en secteur concurrentiel que dans le cadre de missions d'intérêt général, cherche partenariat pour assurer dans le respect de chacun pérennité et développement.

## Apporte au mariage :

- une production de 12,5 milliards de francs de prêts pour les huit premiers mois de 1996 ;
- un bénéfice récurrent pour l'essentiel de plus de 400 millions de francs au titre du premier semestre 1996 (1 milliard hors filiales) ;
- une connaissance de ses métiers datant de 1852 et une expérience inégalable du financement du logement, et plus particulièrement du logement social ;
- un personnel performant, mobilisé malgré les menaces extérieures.
- une clientèle dont la fidélité résiste aux messages externes les plus négatifs et qui permet à la Société de prendre des parts de marché enviables (prêts à taux zéro et prêts à l'accession sociale) ;
- une rentabilité sur fonds propres de près de 10 %, difficilement trouvable sur la place aujourd'hui ;
- un encours de prêts de plus de 300 milliards.

## Conditions préalables :

- faire connaître son offre rapidement ;
- arrêter un assassinat politique en cours ;
- prendre connaissance du projet économique alternatif diffusé par la presse spécialisée.

## Contexte à prendre en considération :

- arrêt d'un processus de destruction d'un intervenant essentiel dans le financement du logement social dont la disparition serait dangereuse pour la collectivité nationale ;
- viabilité et rentabilité d'un Etablissement reconnues par la presse économique, la masse des petits actionnaires, la Direction de l'entreprise et les parlementaires ayant examiné le dossier de l'intersyndicale de la Société ;
- ne pas mettre à la charge de la collectivité nationale le poids de licenciements de salariés d'une entreprise qui fait des bénéfices.

## LE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE ? UN PARTENAIRE DANS LE TEMPS ET PLUS SI AFFINITÉS

INTERSYNDICALE DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

C.F.D.T.-C.F.T.C.-C.F.E./C.G.C.-C.G.T. S.N.A.-F.O.

19, rue des Capucines, 75001 PARIS

Maurice



هكذا من الامل

## HORIZONS

DOCUMENT

# Maurice Papon en accusation

**L**a chambre d'accusation de Bordeaux, présidée par Claude Arrighi, a rendu, mercredi 18 septembre, son arrêt dans le dossier visant Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde de 1942 à 1944 et ancien ministre de la V<sup>e</sup> République.

Mis en examen pour complicité de crimes contre l'humanité, Maurice Papon est renvoyé devant la cour d'assises de la Gironde. Nous publions ci-dessous des extraits de l'arrêt de renvoi.



Maurice Papon, ministre du budget en 1978.

Il apparaît que sous son autorité, le Service des questions juives a toujours cherché à assurer le maximum d'efficacité aux mesures antijuives qui étaient de sa compétence, tant en ce qui concerne la tenue et la mise à jour du fichier des juifs indispensables aux opérations d'arrestation, ainsi que la communication régulière de renseignements qu'il contenait tant à la SIPO (service de police de sûreté allemande) qu'à la SEC (Section d'enquête et de contrôle des juifs), Maurice Papon ayant lui-même signé des lettres en ce sens (lettre au commissaire de police de Lescarpe du 31 décembre 1942, lettre à l'intendant régional de police déjà citée, instructions du 9 février 1944 à Madame Eychemme du Service des questions juives en vue du recensement des juifs hospitalisés).

Bien plus, il apparaît qu'au lieu de redresser, de régulariser les situations, voire d'opérer des libérations, le Service des questions juives dont Maurice Papon avait la responsabilité a négligé d'écarter dans les délais rapides les menaces graves qui pesaient sur les intéressés, les mesures d'exemption dont ils auraient pu bénéficier, même au vu de la législation raciale en vigueur. On peut aussi s'interroger sur la finalité réelle des rapports adressés aux autorités du gouvernement de Vichy dans la mesure où ils n'ont jamais abouti à l'annulation ou même l'infériorisation des opérations projetées par les autorités allemandes et qu'invariablement, les instructions reçues sont allées dans le sens, voire au-delà des exigences allemandes.

(...) Le 24 novembre 1942 Maurice Papon sollicitait l'avis du commissaire général aux questions juives pour savoir sur quel budget devaient être imputées les dépenses se rapportant aux transferts de juifs. Le 27 novembre 1942, Danquels de Pellepoix répondait que « bien qu'il s'agisse de frais consécutifs à une mesure de sûreté générale, lesquels en principe doivent rester à la charge du budget de l'Etat, je ne fais pas obstacle, à titre exceptionnel, à leur remboursement par l'intermédiaire de l'Union générale des Israélites de France ». Il demandait donc de saisir l'agent comptable de l'UGIF d'un ordre de paiement ou d'un arrêté de paiement des sommes réclamées par les fournisseurs. Dans ces conditions, le conseiller de la préfecture adressait au comptable de l'UGIF les factures de ravitaillement qui seront réglées le 16 décembre 1942. De la même façon, le paiement des frais concernant leurs propres arrestations et leurs transferts seront mis à la charge des juifs, ainsi qu'il résulte de documents saisis et signés par M. Boncourt ou par Maurice Papon lui-même (opérations de juillet 1942).

Il apparaît que dans le domaine des persécutions antijuives, Maurice Papon a réagi en technicien, cherchant à faire preuve en toutes circonstances de son incontestable compétence et de son efficacité.

Le concours de Maurice Papon aux faits criminels visés dans les poursuites s'est manifesté de façon continue depuis le 20 juin 1942 et jusqu'au 16 mai 1944, dans le cadre des délégations de signatures qui lui étaient consenties pour le Service des questions juives, en transmettant régulièrement à la SIPO des renseignements concernant les juifs comme en signalant l'arrivée au camp de Mérignac des juifs en infraction aux ordonnances allemandes.

Il s'est encore manifesté par l'action permanente du Service des questions juives sur lequel il avait un pouvoir hiérarchique qui a :

- assuré la mise à jour du fichier et du registre des juifs et sa communication indispensable au programme allemand d'extermination des juifs ;
- établi en certaines occasions les listes de juifs à déporter ;
- communiqué à la SIPO les renseignements permettant l'établissement de listes de juifs à arrêter ;
- entretenu des contacts permanents avec la SIPO ;
- préparé en collaboration avec la SIPO des examens de situation des personnes internées et devant être transférées à Drancy ;
- assisté aux opérations d'arrestation ;
- opéré en collaboration avec la SIPO des examens de situation des personnes internées et devant être transférées à Drancy ;
- coordonné l'organisation matérielle et la surveillance des transports à destination de Drancy, ordonnées par les Allemands.

Ainsi de nombreuses factures relatives à des frais exposés à l'occasion d'arrestations ou de transferts de juifs figurent au dossier notamment dans une chemise, saisie au cours de l'instruction, portant la mention « factures déportation ». Elles concernent le transfert à Drancy de Léon Librach, les opérations menées contre les juifs les 15 et 18 juillet 1942, le 26 août 1942, le 21 septembre 1942, le 26 octobre 1942, le 2 février 1943, le 7 juin 1943.

L'information a démontré que Pierre Garat et Jacques Dubarry (subordonnés de Maurice Papon) rendaient systématiquement compte des actions qu'ils menaient à Maurice Papon. Celui-ci a d'ailleurs indiqué que le chef du Service des questions juives de la préfecture était « dépositaire de ses instructions ». Dès l'organisation des premières rafles, Maurice Papon avait délégué à Pierre Garat une habilitation à caractère permanent lui permettant de demander à toutes les autorités de faciliter sa tâche. Jacques Dubarry a bénéficié par la suite de la même facilité. Le concours de Maurice Papon aux faits criminels visés dans les poursuites s'est encore manifesté par les pouvoirs qu'il a exercés en fait :

- sur les autorités de police et de gendarmerie en leur adressant des ordres d'arrestations de juifs, en leur ordonnant des transferts de la prison du Fort du Hâ au camp de Mérignac, du camp de Mérignac au camp de Drancy, en signant des réquisitions pour escorter des convois à destination de Drancy et en leur prescrivant des mesures d'enquête ou destinées à localiser les juifs. La preuve de ses agissements rejoint d'ailleurs, bien que Maurice Papon conteste avoir disposé de pouvoirs sur la police, sa propre appréciation selon laquelle il existait une relation logique et imposée par « la force des choses » entre l'intendance

de police et le Service des questions juives ; - sur le directeur du camp de Mérignac en prescrivant à la police d'amener des juifs aux fins d'internement et en lui donnant des ordres, en lui fournissant les moyens matériels nécessaires à son action, notamment le carburant.

Le rôle du Service des questions juives dans l'application rigoureuse des mesures antijuives est encore attesté par les instructions relatives par l'inspecteur Niel dans son rapport du 25 juillet 1942, ayant trait à « l'oubli » de la famille Weiss lors de la rafle des 15 et 16 février 1942. Pierre Garat écrit d'ailleurs dans son rapport du 18 juillet 1942 que « l'autorité allemande a témoigné sa satisfaction des conditions générales dans lesquelles elle (l'opération) s'est déroulée ». Dans un rapport du 1<sup>er</sup> février 1944 émanant de la délégation régionale de la SEC, le rédacteur indiquait que lors des arrestations du 10 au 11 janvier 1944 ses inspecteurs ont agi en liaison directe avec les services de la préfecture représentés par M. Dubarry et M<sup>me</sup> Eychemme pour régler les cas litigieux et il se félicitait de la compréhension mutuelle des autorités allemandes et françaises.

L'instruction a établi que Maurice Papon avait une connaissance précise de la politique antijuive menée par le gouvernement de Vichy depuis la signature de l'armistice. En effet, il a occupé à partir d'octobre 1940, le poste de directeur de cabinet du secrétaire général pour l'administration au ministère de l'Intérieur, au moment où étaient prises les premières lois discriminatoires contre les juifs. Quand il va rejoindre son poste de secrétaire général à Bordeaux, la quasi totalité des textes législatifs organisant l'exclusion, le fichage et la persécution des juifs était déjà en vigueur. Trois grandes rafles de juifs avaient été faites à Paris les 14 mars, 20 août et 12 décembre 1941. La rafle du 20 août 1941 concerne 4 232 hommes juifs dont 1 500 Français parmi lesquels 6 avocats réputés du barreau de Paris dont l'arrestation fut largement diffusée dans la presse à des fins de propagande.

Les internements de juifs étaient devenus de plus en plus nombreux au cours de cette période tant en zone libre qu'en zone occupée. Les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande (Loiret) et le camp de Drancy, ouverts en 1941, étaient affectés exclusivement aux internés juifs de zone occupée comme le confirme la circulaire du ministère de l'Intérieur du 31 janvier 1942.

Les affirmations de Maurice Papon selon lesquelles il aurait dû quitter Vichy en raison de ses sentiments bien connus pour être défavorables au gouvernement de l'époque et selon lesquelles il n'aurait pas eu le choix d'avoir le Service des questions juives de la préfecture dans ses attributions sont contredites par les faits. Il est en effet inconcevable qu'un fonctionnaire dont la loyauté au gouvernement de Vichy pouvait passer pour douteuse, soit nommé secrétaire général d'une des plus importantes préfectures de France et de zone occupée, se trouvant de surcroît en zone interdite où l'occupation allemande était particulièrement présente et où les rapports avec l'occupant étaient spécialement délicats. En outre Maurice Sabatier (préfet de la Gironde et supérieur hiérarchique de Maurice Papon) connaissait Maurice Papon de longue date et c'est lui qui l'avait pressenti pour devenir secrétaire général de la Gironde. Il avait une confiance particulière en Maurice Papon comme en témoignent l'étendue des délégations qu'il lui a consenties dans des domaines aussi sensibles que les affaires nées de l'occupation et le Service des questions juives. Il est encore inconcevable que Maurice Sabatier n'ait pas informé Maurice Papon des attributions qui seraient les siennes à Bordeaux avant qu'il accepte le poste de secrétaire général. C'est donc en pleine connaissance de ce que le Service des questions juives de la préfecture serait placé sous son autorité et aurait à pratiquer une politique antijuive, que Maurice Papon a accepté son affectation à Bordeaux.

(...) Les craintes qu'on pouvait avoir quant au sort des juifs n'ont pu qu'être renforcées lorsque, le 8 août 1942, Oberg (chef des SS en France) exposa au cours d'une conférence au Kommandeur des SS et aux préfets régionaux de zone occupée réunis à Paris - à laquelle Maurice Sabatier a participé et dont Maurice Papon reconnaît avoir par la suite été informé - les modalités de l'action coordonnée des polices allemande et française contre les terroristes et les « ennemis de l'Allemagne ». Bousquet (secrétaire général du ministère de l'Intérieur) reprendra d'ailleurs ces instructions dans une note circulaire adressée aux préfets de région de la zone occupée le 13 août 1942. Là encore, Maurice Papon a nécessairement eu connaissance de ce document.

Les renseignements recueillis par Pierre Garat lors de son entretien avec Doberschütz (responsable allemand à Bordeaux) le 21 août 1942 et le rapport de Pierre Garat au préfet régional du 29 août 1942 à la suite de son voyage à Drancy et de son entretien avec Jean Leguay confortaient encore les craintes qu'on pouvait avoir sur le déclenchement du plan de persécution de la communauté juive annoncé par les Allemands.

Maurice Papon a pu aussi constater, dès le 21 août 1942, lorsque les autorités allemandes ont refusé de libérer les vieillards et les enfants juifs arrêtés et ont ordonné au contraire que les 18 enfants qui avaient été interpellés lors de l'arrestation de leurs parents les 16 et 17 juillet 1942 puis placés auprès de personnes de confiance, soient transférés à Drancy que les Allemands n'entendaient nullement respecter les « accords » Oberg-Bousquet.

La réalité d'une déportation à l'Est, hors du territoire allemand, a été portée à la connaissance de Pierre Garat lorsque Marie Reille a réussi à revenir d'Auschwitz après une intervention parisienne en septembre 1942 et qu'elle s'est présentée au Service des questions juives de la préfecture pour faire régulariser sa situation. La politique d'organisation des biens des juifs impliquait aussi le départ sans retour de ceux-ci. (...) Il ressort de très nombreux éléments du dossier que Maurice Papon, dès les premières opérations menées contre les juifs, a acquis la conviction que leur arrestation, leur séquestration et leur déportation vers l'Est les conduisaient inéluctablement à la mort.

Un haut fonctionnaire du gouvernement de Vichy, successivement en poste auprès d'organes très agissants, d'abord présidence du Conseil, puis ministères des affaires étrangères et de l'Intérieur, organes disposant au surplus de moyens d'information - et de contrôle de cette information - sûrs, fiables et protégés, permettant d'exploiter toutes les sources, y compris les productions clandestines, et d'apprécier la concordance des renseignements recueillis par leur capacité d'en isoler les éléments de propagande perturbateurs, ne pouvait d'ores et déjà avoir de doutes sur la finalité des rafles qu'il allait contribuer à organiser à Bordeaux à la demande des nazis et dont les juifs allaient être victimes comme leurs coreligionnaires allemands persécutés avant la guerre.

D'ailleurs sur place, alors qu'un printemps a été présentée au public bordelais l'exposition itinérante « Le juif et la France », le capitaine Sezille, directeur de l'Institut d'études des questions juives, l'avait lui-même annoncé lors d'une conférence à l'Alhambra en termes péremptoires : « Le juif doit disparaître pour le bien des générations futures. »

La connaissance qu'a Maurice Papon de cette volonté déjà ancienne et affirmée d'élimination des juifs qui guide sans répit l'action des nazis va s'enrichir encore de sa propre expérience alors que, secrétaire général de l'une des plus importantes préfectures de France, il va se trouver au centre du dispositif territorial de persécution.

(...) Ces opérations donnent lieu, dès le début de l'année 1942, à la multiplication des instructions du ministère de l'Intérieur, dont les services tiennent des statistiques, à l'effet de respecter les quotas et cadences imposés par les autorités allemandes, d'éviter toute fuite des intéressés, de prendre toutes mesures pour rechercher ceux qui se soustraient à leur appréhension, y compris ceux qui se blessent en s'évadant ou ceux dont l'arrestation a été oubliée, tel le ménage Weiss comprenant le père, la mère et une fillette de sept ans résidant au Bouscat.

Le 8 septembre 1942, le chef de la Kommandantur 529 à Bordeaux écrit à la préfecture de la Gironde sous le couvert de Garat en termes explicites : « Vous êtes prié de vous présenter lundi 14 septembre 1942... pour faire votre rapport sur la situation de l'élimination juive. Prière d'apporter les documents et statistiques ».

Est ainsi, très tôt, nécessairement mise à néant dans l'esprit de Maurice Papon, la légende colportée d'une déportation massive en vue de la confiscation, au profit de l'Allemagne, d'un important réservoir de main-d'œuvre nécessaire par la poursuite de l'effort de guerre.

D'ailleurs, à la différence du processus d'enrôlement des jeunes travailleurs astreints au Service du travail obligatoire, les regroupements de juifs qui ont suivi les grandes rafles parisiennes conduites au grand jour, s'exécutent désormais dans la clandestinité de la nuit à l'effet, certes, de réduire tout risque d'évasion et de dispersion de la communauté dont les membres ont l'intention de déplacer leur résidence, mais aussi dans le souci de prévenir les réactions du reste de la population dont les rapports des préfets ont traduit la vive émotion. En outre, les conditions dégradées du traitement imposé aux juifs de tous âges, entassés dans des wagons à bestiaux, dépourvus d'hygiène, enchaînés si nécessaire - ainsi que le rappellent les rapports d'escorte - puis regroupés au camp de Drancy dont des documents de septembre 1941, décembre 1941 et mars 1942 révèlent l'inhumanité, ne s'expliquent pas autrement que par l'intensité du mépris dans lequel ils sont tenus et qui n'annonce pas autre chose que

leur prochaine élimination physique, une fois qu'ils ont été dépossédés de leurs biens avariés et vendus à l'encan, des outils de travail indispensables à leur simple survie, du viatique qui leur est confisqué dès leur arrivée dans les camps et soigneusement consigné sur les « états nominatifs des juifs ayant déposé une somme lors de leur déportation », significatifs, comme d'ailleurs le renvoi à leurs expéditeurs du courrier adressé aux internés de Mérignac, du peu d'espoir que l'on pouvait concevoir de leur retour, tout étant fait comme si, d'ores et déjà, les juifs n'existaient plus.

Mais, malgré la clandestinité dans laquelle s'efforcent d'agir maîtres d'œuvre et exécutants de ce sinistre programme, sa poursuite elle-même va provoquer des réactions et retentissements dont le haut fonctionnaire qu'est Maurice Papon, déjà au fait de l'idéologie qui le sous-tend, de l'appareil législatif et policier qui le précipite et du dispositif logistique qui le rationalise, ne peut ignorer l'ampleur. (...) Sur le territoire français, malgré la censure et les risques encourus, plusieurs dignitaires de l'Eglise se sont élevés, dans des lettres pastorales lues en chaire et dont la distribution a été largement assurée, contre le traitement réservé aux juifs en se référant expressément aux droits imprescriptibles de la personne humaine et en manifestant leur angoisse sur le devenir de ces victimes.

(...) Maurice Papon lui, qui a choisi de s'interroger à maintes reprises au cours de l'instruction sur le sort judiciaire réservé aux juifs internés à Drancy et contraints d'y procéder à la sélection de leurs coreligionnaires en vue de la constitution des convois vers l'Est, n'était pas non plus un Français ordinaire. Homme de culture raffinée et administrateur de valeur reconnue, dont Yvette Chassagne (subordonnée de Maurice Papon) dira, en un propos qu'il qualifiera d'« élucubrations », qu'il en savait « sans doute plus que l'homme de la rue », Maurice Papon a préféré demeurer à son poste.

Ainsi Maurice Papon, par son parcours personnel et socio-professionnel, qui l'a mis au contact immédiat de sources d'informations privilégiées, multiples et concordantes sur le déroulement en Europe, et spécialement en France et à Bordeaux, du programme hitlérien d'extermination des juifs au service duquel il a placé la logistique des bureaux de la préfecture, rouage indispensable du processus de destruction, a eu, dès avant sa prise de fonctions, une connaissance claire, raisonnée, circonstanciée et continue du dessin formé par les nazis d'attenter à la vie de ces personnes, constitué de préméditation, même s'il a pu demeurer dans l'ignorance des conditions exactes de leurs souffrances ultimes et des moyens techniques utilisés pour leur donner la mort.

Il existe dès lors des charges suffisantes contre lui de s'être rendu coupable de complicité d'assassinats.

**« Il ressort de très nombreux éléments du dossier que Maurice Papon, dès les premières opérations menées contre les juifs, a acquis la conviction que leur arrestation, leur séquestration et leur déportation vers l'Est les conduisaient inéluctablement à la mort »**



# Ne laissez pas Le Pen incarner la France ! par Max Gallo

**F** RONT national : en 1944, ces deux mots désignaient des organisations issues de la résistance au nazisme. Aujourd'hui, Le Pen et les siens. Dans ce détournement et ce retournement de sens, il y a l'histoire symbolique d'un échec et l'explication principale du succès du lepénisme. Mais de cela, nul ne parle. Secret indigne ou cécité des docteurs et des grands prêtres ?

Pourtant que de conciliabules entre eux pour faire rentrer le monstre dans sa tanière. Faut-il de nouvelles lois ? Faut-il organiser une battue ? Comment le priver de ce qui le nourrit : la crise, le

chômage, le désespoir, l'insécurité, la fin des idéologies, l'immigration, la disparition du militantisme, etc., etc. ?

On s'accuse entre chasseurs de vouloir exciter le monstre, pour utiliser la peur qu'il inspire. On lui lance un peu de proportionnelle ou de droit de vote aux immigrés. Puis on le condamne en chœur : raciste, xénophobe, antisémite. Et Le Pen, malgré les diagnostics et les anathèmes, dépasse ici et là 30 % des votants.

Alors, osons le dire : Le Pen parle de la nation, de la France, son Front se veut « national » et c'est pourquoi, dans le terrain fidèle de la crise sociale, c'est lui

qui s'est enraciné, c'est lui qui profite des maux du temps.

Il faut ne rien connaître de l'histoire tragique de ce siècle pour ignorer que le fascisme et le nazisme ont conquis le pouvoir en brandissant le drapeau de la nation, contre des gauches qui l'avaient abandonné. Qu'en France, en 1936, si les cortèges du Front populaire ont fait rentrer les factieux en cage dans leurs souterrains, c'est parce que, de la Bastille à la République, on avait coiffé le bonnet phrygien et chanté la Marseillaise.

A la France hargneuse, rabougrie, antisémite des jeunes blancs-becs d'Action française et des anciens combattants ligueurs, ils opposaient une France de la Carmagnole et de la Belle équipe. Une idée de la nation et de la patrie pleine de souffle et d'avenir, comme le film de Duvivier.

C'est cette France-là qui a permis de Gaulle, Moulou, Mahaux, et le Front national de 1944. L'autre France, c'était l'attentisme, la collaboration, la milice, Pétain, Tournier, Darmand, Brailach, le Vélodrome d'hiver et Bousquet.

Mais qu'est devenue la France du vrai Front national ? Où s'est-elle perdue ? Dans l'abandon, depuis les années 70, de l'idée de nation. Allez donc parler de la

France, de l'exception républicaine, de la nécessité de l'indépendance et du patriotisme, à ceux qui comptent, qui prétendent penser à droite et à gauche ! La nation ? Un archaïsme ! Le patriotisme ? Une crispation ! La République ? Une tarte à la crème rance !

Parions société, parions Europe,

néanmoins, personne ne tient plus le discours de la nation française universaliste. Ringard, démodé, primaire, n'est-ce pas ?

Seulement, le XXI<sup>e</sup> siècle est, bien plus que le XIX<sup>e</sup>, celui de l'émergence des nations. Et pour quoi le peuple de l'une des plus vieilles nations du monde, renoncera-t-il à sa patrie, à son patri-

moiaux mais d'abord entre deux idées de la nation. France de Tournier ou France de Jean Moulin ? Il n'y a pas d'autre choix. Mais à laisser en fiche l'héritage de la « grande nation », on laisse Le Pen incarner seul le pays, aux yeux de ceux pour qui l'appartenance nationale est encore une richesse et une fierté.

Les nations, loin d'être mortes, sont des corps vivants. Les nier — au nom de l'internationalisme du capital ou de l'esprit —, c'est favoriser le repliement chauvin et xénophobe.

Et ici, dans ce pays, voir renaitre la France des antidreyfusards, des miliciens des Waffen SS de la division Charlemagne, et des tueurs qui voulaient assassiner de Gaulle.

Un comble, dans ce pays où la nation s'est si souvent confondue avec l'universel !

On va bientôt porter Mahaux au Panthéon. L'homme de l'Espoir, celui du poing dressé des Brigades internationales, celui de la Résistance et celui du discours pour Jean Moulin, celui des maisons de la culture, l'homme d'une certaine idée de la nation et de sa grandeur. Est-ce pour mieux l'oublier ?

Max Gallo est écrivain.

## Faire l'Europe plutôt que la monnaie unique

par Jean-Pierre Vesperini

**D** ans Le Monde du 4 novembre 1995, Henri Lachmann et Jean-Marie Messier expriment l'idée que les taux d'intérêt étaient beaucoup trop élevés, qu'il convenait de les baisser d'environ deux points et que cette baisse ne mettrait pas le franc en danger. Quelques jours plus tard, tout en approuvant leurs raisonnements, j'indiquais dans vos colonnes que la baisse des taux qu'ils préconisaient ne suffisait pas à sortir l'économie française de la stagnation.

Dix mois plus tard, que constatons-nous ? Tout d'abord, que les taux d'intérêt ont baissé dans les proportions souhaitées par les auteurs. Ensuite, que cette baisse n'a pas mis le franc en danger. En revanche, cette baisse n'a pas permis à l'économie française de retrouver le chemin de la croissance.

La baisse des taux d'intérêt est, en effet, plus une condition permissive de l'expansion des composantes de la demande, sensibles aux variations de taux, qu'une cause directe de leur croissance. Aujourd'hui comme il y a dix mois, le seul moyen de débloquent l'ensemble des composantes de la demande est de provoquer une croissance des exportations par le biais d'un changement de parité de la monnaie en mettant fin à la surévaluation du franc par rapport au dollar et aux monnaies européennes extérieures au SME. La croissance des exportations entraînera à son tour la hausse des investissements et de la consommation.

Ainsi, lorsque l'on compare l'état de l'économie française aujourd'hui à celui qui prévalait il y a dix mois, nous constatons que les taux d'intérêt se situent à des niveaux beaucoup plus adaptés à la situation de sous-emploi de l'économie, bien qu'il subsiste encore une marge de baisse pour amener les taux courts réels à zéro. En revanche, les taux de change du franc par rapport au dollar, à la livre ou à la lire restent toujours profondément inadaptes.

Cette situation résulte du dogme d'intangibilité de la parité du franc par rapport au mark qui est l'alpha et l'oméga de toute la politique économique française depuis maintenant huit ans. Du fait de ce dogme, les taux de change du franc contre le dollar, la livre ou la lire sont en fait indirectement déterminés par les taux de change du mark par rapport à ces monnaies. En clair, les taux de change du franc ne sont pas fixés, comme ils devraient l'être, à Paris, mais à Francfort par la Bundesbank.

Cette observation conduit à poser la question économique essentielle à laquelle l'économie française se trouve confrontée : quel cours du dollar et des autres grandes monnaies est-il souhaitable d'atteindre pour que l'économie française retrouve la croissance ? Souhaitons-nous un dollar à 6,50 francs, à 6 francs ou pouvons-nous nous satisfaire, avec 12,5 % de chômage, d'un dollar à 5 francs ? Cette question économique, qui est la clé du développement de l'activité en France dans les prochains mois, renvoie elle-même à une question politique. En effet, une fois déterminé le niveau souhaité pour le franc par rapport au dollar et aux autres monnaies

extérieures au SME, il convient alors de se concerter avec l'Allemagne et de se demander si ces niveaux correspondent à ceux qu'elle-même désire pour le mark.

Plutôt que de publier des communiqués communs inspirés par la méthode Coué et rédigés en langue de bois, ou de savoir s'ils parviendront à remplir les critères de Maastricht, qui ont sans doute leur intérêt mais qui ne sont nullement essentiels, Français et Allemands devraient répondre à la double question fondamentale suivante : avons-nous une idée commune du niveau auquel les taux d'intérêt courts doivent être fixés dans nos deux pays ? Avons-nous une idée commune de ce que doivent être les parités de l'entité franc-mark par rapport au dollar et aux autres monnaies extérieures au SME ?

**Les Européens sont-ils à ce point dépourvus de foi et d'idéal pour croire qu'ils ne peuvent être unis que par leur monnaie ?**

Si Français et Allemands peuvent répondre par l'affirmative à cette double question, ils peuvent instituer une monnaie unique.

Mais si, comme on peut le penser, tout en le regrettant, la France et l'Allemagne n'ont pas atteint un degré de convergence non seulement de leurs conjonctures, mais aussi de leurs structures, qui leur permettent de répondre positivement à cette double question, alors mieux vaudrait, pour la France et pour l'Europe, différer la création d'une monnaie unique. Car il est certain que la politique monétaire qui serait décidée à Francfort par la banque centrale européenne serait essentiellement commandée par l'Allemagne et ne correspondrait pas nécessairement aux intérêts de la France et des autres pays européens. On peut ainsi penser que très vite les peuples de l'Europe se rebelleront contre les oukases des experts de Francfort et que le processus d'unification sera gravement compromis.

Le fait de différer la réalisation de la monnaie unique, loin d'arrêter la construction de l'Europe, libérerait au contraire les imaginations et les énergies aujourd'hui hypnotisées par la monnaie unique. D'autres projets naîtraient concernant les institutions, la politique étrangère, la coopération scientifique, industrielle et militaire, qui sont des domaines au moins aussi importants que la monnaie.

Les Européens sont-ils à ce point dépourvus de foi et d'idéal pour croire qu'ils ne peuvent être unis que par leur monnaie ?

Jean-Pierre Vesperini est professeur à l'université de Rouen.

**VOICI LA MEILLEURE ÉTIQUETTE**

**QUE LES ALLEMANDS POUVAIENT NOUS C...**

**MEGANE PREMIERE VOITURE**

**PORTÉE EN ALLE...**



هكذا من الإصملى

HORIZONS-DÉBATS

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996 / 17

a France!

par May

## (Vraie) justice pour Abdelhamid Hakkar

par Sabine Mariette, Chantal Méral et Isabelle Vindras

## L'or nazi et l'actualité

**A**BDELHAMID Hakkar est actuellement détenu à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Ce ressortissant algérien de quarante et un ans est incarcéré depuis douze ans en France. Il a été condamné en décembre 1989 par la cour d'assises de l'Yonne à une peine de réclusion à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de dix-huit années. En 1984, une tentative de hold-up tourne mal et se solde par la mort d'un policier. Dix personnes seront arrêtées et jugées. Abdelhamid Hakkar va être reconnu coupable du meurtre, alors même qu'il n'a pu bénéficier pendant toute la durée du procès de l'assistance d'un avocat.

Il ne s'agit pas d'une affirmation du seul défenseur de M. Hakkar. La commission européenne des droits de l'homme a conclu qu'il y avait violation par la France de plusieurs dispositions de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDH). Les deux violations constatées concernent, d'une part, la longueur de la procédure pénale, d'autre part, l'impossibilité d'organiser de manière appropriée et sans restriction la défense et de faire assurer celle-ci de manière effective.

Saisi à son tour, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a lui aussi reconnu ces deux violations.

Reste la vraie question : que va-t-il se passer aujourd'hui ? Au-delà du problème soulevé par une procédure qui excède le « *délai raisonnable* » dont la convention impose le respect (plus de six ans et demi, y compris le pourvoi en cassation), un homme a été condamné à la peine la plus lourde prévue par le code pénal sans avoir pu bénéficier de l'assistance d'un avocat.

La simple logique voudrait qu'un pays de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen il soit immédiatement libéré, ou qu'à tout le moins son procès soit révisé. Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, rien, en l'état actuel de notre législation interne, n'impose l'une ou l'autre de ces perspectives.

Le comité des ministres du Conseil de l'Europe doit bien fixer le montant de l'indemnité financière due à M. Hakkar en raison du préjudice subi. Et l'État français devra alors verser les sommes arrêtées par les instances européennes. Mais, au-delà de cette réparation pécuniaire, le gouvernement français n'est pas tenu - juridiquement en tout cas - de procéder à un quelconque élargissement de ce prisonnier.

En raison des conditions légales qui en déterminent la mise en œuvre, la révision du procès est en effet, dans le cas présent, impos-

sible. Et la seule possibilité d'une remise en liberté d'Abdelhamid Hakkar réside dans l'octroi d'une grâce présidentielle.

L'institution judiciaire se retrouve aujourd'hui dans une situation inédite. La double condamnation de la France par la commission européenne des droits de l'homme est un fâcheux camouflet. Celle qui concerne la durée excessive de la procédure est désormais chose courante. Pour ce qui est de la violation du principe fondamental d'un droit à une défense réelle et effective, cette condamnation constitue un regrettable précédent. Les plus hautes autorités judiciaires françaises demeurent inertes et muettes.

Comment accepter que, dans une affaire criminelle où celui qui est jugé risque la peine maximale, les droits les plus élémentaires de la défense ne soient pas respectés, le procès ne soit pas équitable ? Abdelhamid Hakkar a été condamné à la prison à vie, alors même qu'il n'était ni présent ni représenté à l'audience de la cour d'assises.

La commission européenne est encore appelée à se prononcer sur la légalité et la régularité de certains actes introductifs de la procédure (réquisitoire introductif du procureur de la République et désignation du juge d'instruction). Des irrégularités survenues en

amont du procès qui, si elles étaient reconnues, entraîneraient la nullité de la procédure elle-même. A ce titre, il faudrait dès lors invoquer le caractère arbitraire de la détention d'Abdelhamid Hakkar en l'absence de fondement juridique du mandat de dépôt.

Abdelhamid Hakkar tente de mener, depuis des années, un combat dans le respect des dispositions réglementaires, légales et supranationales. Face à une situation dénuée de perspective, il a commencé une grève de la faim le 17 août 1996. Il a déjà perdu plus de dix kilos. Il est dans un état jugé préoccupant par les médecins. Il vient pourtant de se déclarer aussi en grève de la soif et des soins médicaux.

Il n'est pas admissible qu'un détenu paye du prix de sa liberté, depuis plus de douze années, les errements de l'institution judiciaire. Il n'est pas tolérable qu'un homme paye de sa vie demain un tel déni de justice.

**Sabine Mariette** est présidente du Syndicat de la magistrature.

**Chantal Méral** est avocate.

**Isabelle Vindras** est présidente de la section française de l'Observatoire international des prisons.

Suite de la première page

En 1989, l'historien américain Arthur L. Smith publia un remarquable compte rendu sur la façon dont les nazis avaient pillé les banques centrales d'Europe, sur la recherche par les alliés de cet argent, sa récupération, sa redistribution. Malgré la « nouveauté » des documents et l'accès à des informations classées, le récent rapport du Foreign Office n'ajoute pas grand-chose à cette étude.

Pour le grand public, cependant, l'information est neuve : et les médias ont cultivé l'idée fautive que personne ne connaissait les faits avant qu'ils ne soient « révélés » par eux. Ainsi répondent-ils à un besoin chez ceux des contemporains qui ne peuvent établir de lien avec le passé que lorsque l'événement se produit de nos jours.

Nous vivons à une époque de mode à outrance, qui se satisfait de l'instant, où tout ce qui est « vieux » est périmé et sans intérêt. Le passé ne « devient vivant » que s'il est nouveau lui aussi. Les seules bribes du passé ainsi utilisables sont les événements « secrets », ou bien leurs causes qui étaient inconnues lorsqu'ils sont survenus, et qui sont depuis restées « occultées ». « Exhumés », ces événements seront vécus au présent. Le spectateur d'un documentaire télévisé ou le lecteur d'un article révélant l'histoire secrète participe à son dévoilement. Nous n'étions pas « là », mais ce « là » est présent, aujourd'hui, dans notre journal ou sur notre écran. L'histoire cesse alors d'appartenir au domaine sans intérêt des morts, pour devenir quelque chose à quoi nous participons. « Dite ici pour la première fois », elle devient l'histoire véritable dont nous sommes les acteurs.

Même des historiens sérieux estiment devoir jouer ce jeu, en vendant à des éditeurs privés ou universitaires leur idée d'une « révision majeure », d'un ouvrage qui « s'appuie sur des documents inconnus jusqu'ici » et provenant souvent « des archives soviétiques accessibles depuis peu ». Il en résulte une inflation des attentes du public. Ce phénomène nourrit aussi la suspicion et la paranoïa. Si l'information est « neuve » cinquante ans après, pourquoi a-t-elle été cachée ? Le sentiment de trahison est extrêmement vif chez les laissés-pour-compte de l'histoire. Pourtant, les voix qui se sont bruyamment élevées ces derniers temps parmi les survivants juifs du génocide nazi ont d'autres causes que la colère contre le silence si longtemps gardé sur leur triste sort.

Nous vivons dans une époque de plaintes et de dédommagements. Il y a cinquante ans, la grande majorité des survivants de l'Holocauste se sont ressaisis et ont refait leur vie. Certains ont commencé par retourner chez eux, afin de voir s'ils pouvaient reprendre possession de leur maison et de leurs biens, mais beaucoup y ont renoncé. Etre en vie était déjà beau, et habitués au cynisme, ils n'attendaient pas d'être traités avec justice.

Quand Israël a négocié avec l'Allemagne de l'Ouest des réparations dans les années 50, des milliers de ces survivants ont manifesté devant la Knesset, le Parlement israélien, pour condamner « l'argent du sang ». Rien ne pourrait leur rendre leur vie d'avant, ni ne les dédommagerait de la perte de ceux qu'ils aimaient. Une telle attitude est à peine croyable dans le climat d'aujourd'hui, où nous sommes tous des « survivants », et où chacun est un plaideur en puissance. En vérité, certains des vieux réfugiés et survivants, qui ont refusé les accords finalement signés avec les Allemands, sont aujourd'hui poussés à réclamer des compensations par leurs enfants ou leurs petits-enfants pour lesquels un tel recours est plus naturel et acceptable.

Les juifs ne sont pas les seuls à demander des dédommagements. Les Allemands expulsés des territoires sudètes après la guerre de 1939-1945 par le gouvernement tchécoslovaque exigent restitution de leurs terres et de leurs biens perdus. Les victimes des expropriations communistes partout en Europe centrale et de l'Est

réclament des restitutions. Sans oublier les Britanniques qui ont survécu aux camps de travail japonais. Dans ce cas - et dans d'autres, semblables -, l'histoire a été réduite au litige. L'objet de la mémoire, le passé, est devenu une mémoire des objets : la terre, les biens, l'argent. Cela rend le passé instantanément accessible aux amnésiques lecteurs des journaux et autres téléspectateurs de l'histoire secrète.

Nous connaissons tous les tribunaux et les dédommagements. Les nazis deviennent ainsi le pire employeur de tous les temps, le cas extrême de discrimination raciale, l'ultime diffamateur. Femmes battues, policiers, survivants de l'Holocauste : tous paraissent aujourd'hui en justice, et portent plainte. Est-ce un bien, en vérité ?

Cette histoire vécue comme actuelle est pour beaucoup nourrie de stéréotypes. La question de l'or nazi apparaît logique par le jeu des symboles. Associer le juif à l'or est un stéréotype fondamental de l'antisémitisme. En fait, l'immense masse des juifs assassinés par les nazis étaient des pauvres gens qui vivaient en Pologne, dans les États baltes ou en URSS. Les biens qui leur furent dérobés sont sans rapport avec les tonnes d'or pillées par les nazis dans les banques centrales des pays vaincus.

L'histoire vécue comme actuelle est pour beaucoup nourrie de stéréotypes. La question de l'or nazi apparaît logique par le jeu des symboles

C'est bien pourquoi, en 1945-1946, les Alliés se sont lavés les mains de « l'or non monétaire » ; il leur était plus difficile de le récupérer que cela n'en valait la peine ; même si, pour les survivants, c'était là toute leur richesse.

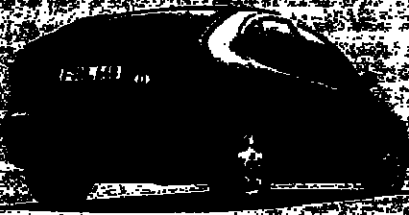
L'image des méchants « gnomes de Zurich » sert systématiquement à expliquer l'attitude des Suisses. Mais les Suisses ont été confrontés pendant la guerre à de vrais dilemmes de neutralité, et les Alliés autant que les nazis ont utilisé leurs services. L'expression « *perfidie Albion* » met l'accent sur la façon dont a été perçu le rôle des Britanniques. Rétrospectivement, il est scandaleux que les Britanniques aient participé à la dissimulation de l'or volé et n'aient en rien aidé les survivants des persécutions nazies à récupérer leurs biens. La Grande-Bretagne, cependant, s'estimaient redevable aux Suisses d'avoir préservé un flot de démocratie dans l'Europe nazie, et leur était reconnaissante des services rendus. Sans compter que d'autres questions plus importantes la préoccupaient.

L'utilisation des stéréotypes a court-circuité une pensée claire. L'histoire est devenue le champ de bataille des défenseurs de la morale les plus inattendus. Dans un éditorial sur les banques suisses, le *Financial Times* déclarait qu'« il n'est pas trop tard pour reconnaître que l'or volé soulève une question morale ». Sans doute. Mais le cas n'est, bien sûr, pas unique et, de fait, ces pratiques ne continuent-elles pas de nos jours ? L'idée attriste, mais l'intérêt du public pour bien des questions posées par l'époque nazie peut s'expliquer en fin de compte par ce qu'elles nous permettent d'exprimer d'indignation face à un cas de Realpolitik et aux mœurs des milieux d'affaires, sans nous attaquer aux trahisons et aux formes d'exploitation qui se produisent sous nos yeux, aujourd'hui.

David Cesarani  
(Traduction de l'anglais par Sylvette Gletzer)  
© The Guardian.

VOICI LA MRE ÉTIQUETTE

ES ALLEMANDS VAIENT NOUS COLLER.



TEE EN ALLEMAGNE.

RENAULT  
LES VOITURES  
A VIVRE

MIÈRE VOITURE



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani  
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier  
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Frenet, Jean-Yves Lhôte, Robert Solé  
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Carpi, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Michel Jérome, Bernard Le Goff, Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Ayan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmont  
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaussegros  
Conseiller de la direction : Alain Roubin ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Médiateur : André Laurent  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1941-1969), Jacques Frenet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance  
Société civile « Les rédacteurs du Monde » : 100 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance  
Société civile « Les rédacteurs du Monde » : 100 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance  
Société civile « Les rédacteurs du Monde » : 100 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

## Le réveil de la société civile au Japon

LE RÉCENT référendum par lequel la population d'Osaka a exprimé son hostilité à la présence des bases militaires américaines dans l'archipel (*Le Monde* des 10 et 14 septembre), venant après le vote des habitants de Maki (préfecture de Niigata) contre la construction d'une centrale nucléaire (*Le Monde* du 6 août) est révélateur d'un sur-saut de conscience citoyenne au Japon. Alors que le jeu des partis laisse l'opinion indifférente, la société civile manifeste un rejet multiforme du système de gestion du pouvoir.

En l'espace de deux ans, trois édifices du pouvoir – la politique, l'administration et les finances – se sont lézardés. Depuis la perte de majorité par le Parti libéral démocrate en 1993, les partis donnent l'affligeant spectacle de leur incapacité à se renouveler. La bureaucratie est partie prenante à une série de scandales dont certains (comme la contamination des hémophiles par le virus du sida) démontrent que de la prébende, la concussion est passée à l'irresponsabilité criminelle. Au tremblement de terre de Kôbe, qui a révélé l'impréparation du Japon à une situation de crise, s'est ajouté un « séisme financier » : monceau de dettes des banques, aggravé par la faillite des organismes de crédit dans leur mouvement (*jiusen*), dont une partie devra être assumée par le contribuable.

En avril 1995, les électeurs de Tokyo et d'Osaka ont désavoué les partis en plaçant à la tête des deux plus grandes métropoles du pays d'anciens comédiens. Aujourd'hui, ils se rebiffent. Le contribuable exige que soit mis le holà aux bombes des bureaucraties, révélées par le montant faramineux des dépenses d'invitation des collectivités locales. Quant au petit actionnaire, il traîne en justice entreprises et banques pour leur incurie gestionnaire. Tel est le cas de la société pharmaceutique Croix verte, qui a continué à mettre sur le marché du sang non chauffé tout en connaissant les risques de contamination par le sida, de la banque Daiwa, dont la filiale aux États-Unis s'est livrée à des malversations financières ; de Sumitomo Metal, qui a perdu 1,8 milliard de yens dans des transactions illicites sur le marché du cuivre ; ou du grand magasin Takashimaya, qui recourait aux truands pour contrôler ses assemblées d'actionnaires.

**ESSOR DE LA VIE ASSOCIATIVE**  
A cette rébellion des actionnaires et des contribuables, qui suit celle des consommateurs (dupes de la force du yen, ils se sont tournés vers les réseaux de distribution parallèle qui cassent les prix), s'ajoute un nouvel essor de la vie associative. On compte plus de 100 000 mouvements de citoyens à travers le pays. D'une dizaine de personnes à des milliers, ces groupes se mobilisent sur des questions variées : l'énergie nucléaire, l'alimentation, l'éducation, les droits de l'homme ou l'aide aux personnes âgées. La rubrique locale des journaux rapporte quotidiennement ce pulvérisement de micro-initiatives : dans tel quartier les habitants s'organisent en vue d'un séisme, dans tel autre ils prennent en main les problèmes de voirie, ailleurs des mères inspectent les parcs pour vérifier s'ils ne présentent pas de danger pour leur progéniture, etc.

Ces mouvements interviennent comme des groupes de pression dans les assemblées locales. A Onodoko, les femmes de cette petite municipalité d'agriculteurs de la préfecture de Hiroshima ont « débauché » le conseil municipal et le maire, à la faveur d'un référendum

sur la question de la construction d'un hôpital. Longtemps, l'harmonie de la vie communautaire avait été considérée comme un principe de gestion politique, laissant la bride sur le cou aux potentiels locaux. Aujourd'hui, des villages de montagne ou d'îles isolées soufflent un vent de fronde : les besoins de la communauté passent avant la quiétude sociale.

Les mouvements locaux, qui échappent aux machines politiques, sont devenus une force dont les maires ne peuvent se passer. Mais ils ne sont pas non plus sans influence sur la vie nationale : la colère d'une partie de l'opinion après la reprise des essais nucléaires français a contraint Tokyo à durcir sa position et l'indignation qu'a suscitée le viol d'une fillette d'Osaka par des GI a accéléré le réaménagement de l'alliance militaire américaine.

**« L'ÉGOÏSME LOCAL »**  
Ce réveil de la société civile n'est pas étranger à une culture politique qui tend à dévaloriser la perception des problèmes socio-économiques en termes généraux. Un vieux fonds matérialiste incite à se méfier des grands discours. Aujourd'hui, une crise de confiance généralisée dans les appareils du pouvoir encourage l'esprit de révolte. Celui-ci est aiguillonné par le bourgeoisie des bonnes volontés des jeunes bénévoles depuis le séisme de Kôbe et surtout par l'activisme des femmes qui, marginalisées dans leur carrière professionnelle, sont le fer de lance de cette démocratie à la base.

Il s'enracine aussi dans une solide tradition contestataire. Comme les autres, la société japonaise est conflictuelle. Si les années 60, placées sous le signe de la croissance et de l'amélioration des conditions de vie, ont favorisé un consensus, à peine ébranlé par les crises pétrolières de la décennie suivante, la soumission n'est pas pour autant un atavisme des Japonais. Depuis la défaite, « deux Japon » sont en conflit, estime le politologue Yoshikazu Sakamoto : le Japon officiel, productiviste et supposé consensuel, et un autre, celui de la masse anonyme. Au cours des cinquante dernières années, ce deuxième Japon a secrété de puissants contre-pouvoirs : syndicats virulents, mouvement social actif (dont les batailles contre le traité de sécurité nippo-américain en 1960 puis contre la construction de l'aéroport de Narita furent des moments forts), révélateur des « pollés » contre les agressions d'un capitalisme sauvage. Aujourd'hui, les scandales de la « bulle spéculative » de la fin des années 80 ont entamé les bases du consensus.

De quelle solidarité sont porteurs les mouvements de citoyens d'aujourd'hui ? Différents, en raison de leur dépolitisation, du « peuple sans voix » des années 60, ils le sont aussi, pour une part, des mouvements contre les nuisances, qui se focalisaient sur un problème unique. En faisant référence à des principes humanitaires, une minorité se dégage de l'« égoïsme local » pour s'ouvrir à des solidarités plus larges. Bien que la majorité d'entre eux restent l'expression de refus localisés, ces nouveaux mouvements n'en confèrent pas moins une valeur prioritaire à l'allégeance citoyenne qui est une promesse pour une démocratie enlisée. Les partis sauront-ils récupérer cette volonté populaire en miettes ? S'ils échouent, l'égoïsme local et les réactions émotives risquent de rendre le Japon de plus en plus difficile à gouverner.

Philippe Pons

## Le Monde

EDITORIAL

## Le nécessaire débat sur l'Europe

**E**TRANGES circonstances ! Après Alain Madelin et Charles Pasqua, des dirigeants politiques aussi différents que Laurent Fabius et Philippe Séguin s'inquiètent, l'un après l'autre, dans les colonnes du *Monde*, d'un climat économique et social pour le moins morose. Avec d'autres, ils appellent à une « voie nouvelle », notamment dans les relations franco-allemandes. Craignant qu'une lecture trop dogmatique de Maastricht 1 et qu'une soumission trop forte aux exigences allemandes pour Maastricht 2 ne conduisent l'Europe à l'impasse, ils demandent à Jacques Chirac de reprendre l'initiative.

Insensible à ces appels, l'exécutif poursuit pour l'instant son chemin, celui qui mène à la monnaie unique. Mercredi 18 septembre, c'était la présentation d'un budget « maastrichtien ». Samedi, ce sera l'acceptation, à Dublin et presque en catimini, d'un nouveau cadre, très contraignant, pour les participants à l'Euro. A ceux qui jugent, comme M. Pasqua, que « le chemin suivi n'est pas le bon » – et ils sont nombreux –, le président doit, au moins, une explication.

Jacques Chirac peut certes se prévaloir d'une victoire : sa conversion à l'Euro, il y a

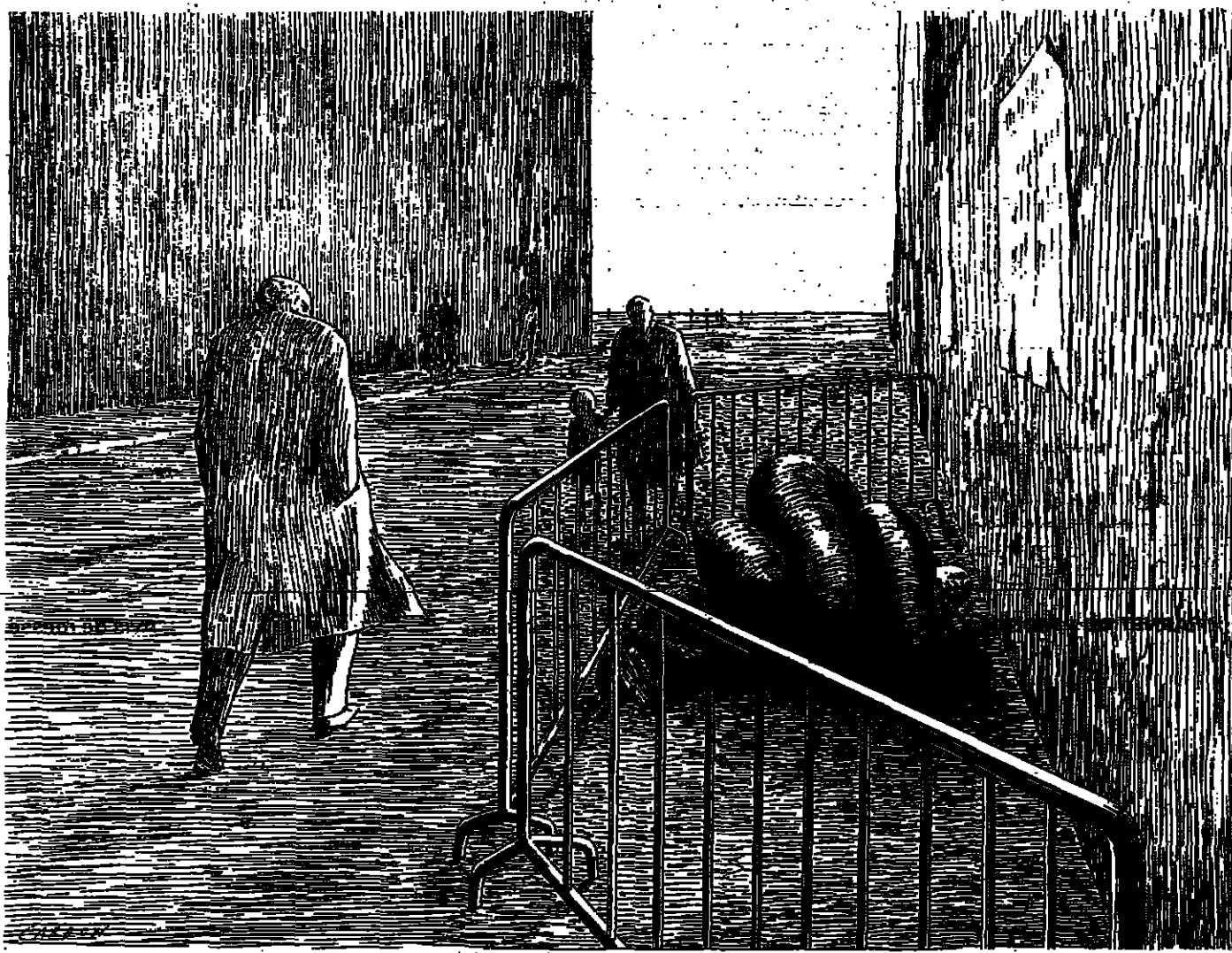
un an, a convaincu les marchés financiers internationaux de sa détermination européenne. Quand, en 1993 encore, M. Madelin ou M. Séguin attaquaient le franc fort et dénonçaient son ancrage au mark allemand, la monnaie française se trouvait immédiatement embarquée dans la tourmente. Aujourd'hui, le débat sur « l'autre politique » a beau être de retour, les comptes publics et sociaux dérapent et le chômage s'accroît, le franc reste imperturbable ou presque. Pour les marchés, Alain Madelin et Philippe Séguin n'existent plus. Ils peuvent crier haut et fort, ils n'y sont plus entendus. Les investisseurs internationaux estiment désormais que la monnaie unique verra le jour, quel qu'il arrive, qu'elle est d'abord et avant tout, pour Helmut Kohl comme pour Jacques Chirac, un engagement politique profond.

Mais les cris de MM. Madelin et Séguin, ainsi que des pro-européens qui les re-

joignent aujourd'hui, rencontrent quelques échos, à juste titre, dans le pays. L'Europe doit se faire. Elle ne doit pas conduire, par maladresse, à la constitution d'une zone de dépression dans un monde en pleine expansion. Les signes encore ténu d'une reprise outre-Rhin ont retourné quelques têtes à nos voisins. A Bruxelles, ils ont repris les choses en main.

La crainte permanente des Français à l'égard d'une « Europe allemande » – en matière économique comme sur le plan politique – n'est pas totalement injustifiée. Dans les négociations en cours, la France s'est-elle bien assurée que l'économie européenne ne sera pas étouffée par l'obsession, allemande, de la stabilité ? Il ne faudrait pas qu'un « euro fort », inutilement surévalué, succède à un « mark fort », cause d'une grande partie des difficultés communes, actuellement, aux Français et aux Allemands. La France est-elle sûre aussi que la croissance et l'emploi sont bien au centre de la construction en cours ? Les Français, même et surtout tous ceux qu'anime la flamme européenne, attendent du président, sinon de nouvelles initiatives, au moins quelques réponses à ces questions, essentielles.

## Aménagement par Cardon



## Etat-providence : convergences franco-allemandes

EN FRANCE comme en Allemagne, les mêmes évolutions démographiques, économiques et sociales imposent une profonde transformation de l'Etat-providence tel qu'il a été construit au cours des cinquante dernières années. Des deux côtés du Rhin, le chantier de la réforme de la protection sociale est désormais engagé, et cela dans des termes finalement assez proches. Vendredi 12 septembre, le Bundestag adoptait un plan d'austérité qui marque une véritable révolution (*Le Monde* du 14 et du 15 septembre). Mercredi 18, le gouvernement français présentait un budget pour 1997 dont diverses dispositions contribuent à la réforme du système (les fonds d'épargne retraite, le trans-

fert de cotisations sur la CSG, etc.).

Comment, face à cette crise commune de l'Etat-providence, les peuples français et allemands réagissent-ils ? Dans ces domaines – la retraite, l'assurance maladie ou la lutte contre la pauvreté –, chaque Etat-nation conserve une large souveraineté. Dans le détail, les systèmes, fruits de l'histoire, diffèrent. Les opinions des Français et des Allemands convergent pourtant. Les problèmes de la protection sociale plongent les peuples dans un même abîme de perplexité et d'angoisse. Convergence de vues et confusion commune dans les esprits : c'est ce que révèle l'enquête réalisée par la Sofres et l'Emnid pour les V<sup>e</sup> Rencontres franco-allemandes d'Evian, une manifestation organisée du 12 au 14 septembre par les groupes Danone, Bosch et Mercedes. C'est ce qui explique aussi, sans doute, les difficultés de la réforme dans les deux pays.

### RECTIFICATIF

**JEAN-MICHEL BELORGEY**  
Dans l'article consacré à la nomination de Colette Codacci-Pignardi (*Le Monde* du 11 septembre) à la présidence du Fonds d'action sociale, nous avons annoncé par erreur la prochaine nomination de Jean-Michel Belorgey comme vice-président du Service social d'aide aux émigrants (SSAE). M. Belorgey est et demeure membre du conseil d'administration de cette association, dont le président est Pierre Nicolas, vice-président honoraire du Conseil d'Etat, et des deux vice-présidents Jacqueline Ancelin, ancien directeur de l'action sociale de la Caisse nationale d'allocations familiales, et Michel Gentot, conseiller d'Etat.

### UNE MÊME « AMBIVALENCE »

Plus encore que les Français, les Allemands dénoncent la responsabilité des pouvoirs publics et des fonctionnaires – considérés comme des « privilégiés » par 64 % des Allemands, mais par seulement 52 % des Français. On comprend qu'une « grève-thrombose » des agents de la fonction publique soit inimaginable en Allemagne alors qu'elle a pu rencontrer en France, dans un passé récent, une certaine sympathie dans la population. Pourtant, les Français adoptent une analyse plus « libérale » de la réalité : ils sont plus nombreux que les Allemands à considérer qu'une protection sociale développée peut être une source de chômage – car elle coûte cher aux entreprises – et qu'elle peut favoriser des comportements d'assistés.

La dernière série de convergences franco-allemandes porte sur la thérapie. Elle révèle les mêmes incohérences. Les Français

comme les Allemands se disent convaincus de la nécessité d'une réforme de l'Etat-providence. Ils en approuvent le principe, mais ils la refusent systématiquement dès qu'il s'agit de mesures concrètes. Les uns et les autres prônent la prudence. Ils acceptent que l'on réserve par exemple les allocations familiales aux foyers les moins aisés. Mais ils jugent inacceptable l'idée de reculer l'âge de la retraite, de diminuer les indemnités maladie, les pensions ou les allocations chômage. A chaque fois, le refus est commun et massif – à 80 % ou 90 %.

Face à un problème identique – la crise de la protection sociale –, les Français et les Allemands ont donc aujourd'hui des réactions très proches, une même « ambivalence », note la Sofres. On peut y voir, au moins, une preuve de l'existence de l'Europe – de la réalité de l'axe franco-allemand notamment. Lucides quant à l'analyse de leurs privilèges, les populations des deux pays sont aussi conscientes des menaces qui pèsent sur l'avenir de leur Etat-providence. Convaincues de la nécessité d'une réforme profonde, elles n'en rejettent pas moins chacune des pistes proposées. Organiser cette mutation sans provoquer de trop profonds traumatismes : face à ce défi commun, les deux pays disposent, du fait de leurs traditions, d'une « ingénierie » politique et sociale différente. Aucun des deux pays n'a, pour l'instant, révélé une incontestable supériorité en la matière.

Erik Izraelwicz



DISPARITIONS

**JACQUES AUBERT**, ancien préfet et président de section honoraire au Conseil d'Etat, est décédé, mercredi 11 septembre. Né le 6 août 1913 à Cherbourg, docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Jacques Aubert a d'abord été avocat avant d'entrer au ministère des affaires étrangères en 1939. En mars 1942, il est reçu au concours de chef de cabinet de préfet. Après avoir occupé différents postes territoriaux, il est nommé, en février 1960, au lendemain de l'affaire des barriques d'Alger, directeur de la sûreté nationale en Algérie. Après un bref passage à la préfecture de Blois, il devient, en janvier 1962, directeur général de la sûreté nationale. De janvier 1963 à décembre 1966, il est directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Roger Frey. C'est à cette époque qu'il est mis en cause par certains des protagonistes de l'affaire Ben Barka. Il est alors nommé secrétaire général pour la police au ministère de l'Intérieur; c'est lui qui procède à la fusion de la sûreté nationale et de la préfecture de police de Paris au sein de la police nationale. En septembre 1969, il est nommé conseiller d'Etat, se faisant une spécialité des dossiers d'aménagement du territoire, notamment lors de la préparation du VII<sup>e</sup> Plan. En mars 1981, il devient président de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat. Jacques Aubert était le père de Raymond-Max Aubert, secrétaire d'Etat à l'aménagement rural dans le premier gouvernement d'Alain Juppé, et actuellement maire RPR de Tulle et délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

**ETIENNE JUNG**, ancien président de l'Eglise de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (Ecaal), branche luthérienne du protestantisme, est décédé, samedi 14 septembre, à Strasbourg, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Né le 14 février 1908 à Petite-Rosselle (Moselle), il avait fait carrière dans l'administration préfectorale, devenant secrétaire général de la préfecture de Moselle, avant de présider, de 1954 à 1974, l'Ecaal.

NOMINATIONS

**McGEORGE BUNDY**, ancien conseiller pour les affaires de sécurité nationale des présidents américains Kennedy et Johnson, est mort, lundi 16 septembre, à Boston, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. John Kennedy avait nommé ce sympathisant du Parti républicain, qui avait été son camarade d'études à Harvard, assistant spécial pour la sécurité, poste qu'il occupa de 1961 à 1966. A ce titre, McGeorge Bundy joua un rôle central dans l'affaire de la baie des Cochons, ce débarquement avorté de troupes anticomunistes à Cuba en 1961, et dans la crise des missiles d'octobre 1962. Il présida aussi la fondation Ford de 1966 à 1979.

**JANE BAXTER**, actrice britannique, est morte dans sa maison de Londres, vendredi 13 septembre, d'un cancer de l'estomac. Elle était âgée de quatre-vingt-sept ans. Celle que Winston Churchill, l'un de ses fervents admirateurs, décrivait en 1941 comme « une femme charmante dont la grâce personnelle le meilleur de la féminité britannique », s'est illustrée aussi bien sur les scènes de théâtre du West End et de Broadway qu'au cinéma, où elle a été l'épouse de vingt-neuf films britanniques et américains. Après des études à l'Ethel Court School et des débuts, à l'âge de quinze ans, sur la scène de l'Adelphi en 1925 dans une comédie musicale oubliée, *Love's Prisoner*, Jane Baxter interprète le rôle-titre de *Peter Pan* trois ans plus tard, ce qui lui vaut d'être remarquée par B.G. Woodhouse, qui lui confie sa comédie à succès, *A Damsel in Distress*. Pour son premier grand rôle au cinéma, elle côtoie Charles Laughton dans *Down River* à la fin des années 20. C'est le début de confrontations sur scène ou à l'écran, à Londres ou aux Etats-Unis — où elle ne se résignera jamais à vivre — avec plusieurs des acteurs importants de ces dernières décennies, tels John Gielgud, Fredric March, Michael Redgrave, Charles Laughton, John Clements, Donald Sinden ou Margaret Rutherford. En 1952, elle crée le rôle féminin de *Dial M for Murder* à Londres, l'un des plus grands succès de sa carrière.

DEPENSE

Le conseil des ministres du mercredi 18 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :  
 • **Terrain** : Sont nommés : gouverneur militaire de Paris et commandant militaire d'Ile-de-France, le général de corps d'armée Michel Billot, en remplacement du général d'armée Michel Guignon admis dans la deuxième section (réserve); directeur du personnel militaire de l'armée de terre, le général de division Robert Bideau; commandant de la doctrine et de l'entraînement, le général de division Xavier de Lambert; adjoint au

général commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée, le général de division Joël Rousseau.

Est mis à la disposition du chef d'état-major des armées le général de corps d'armée Marc Waymel.

Sont promus : général de division, le général de brigade Jean-Claude Lafourcade; général de brigade, le colonel Jean-Marie Pauly.

**Marine** : Sont promus : contre-amiral, les capitaines de vaisseau François Pézard, Jean-Louis Battet et Lucien Uzan (nommé commandant le groupe d'action sous-marine).

Est nommé adjoint territorial au commandant la zone maritime Méditerranée, commandant

la région maritime Méditerranée et préfet maritime pour la Méditerranée, le contre-amiral Olivier Ménille d'Hautville.

**Gendarmerie** : Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée le général de corps d'armée Pierre Jacquet, nommé inspecteur général des armées (gendarmerie).

**Armement** : Est nommé responsable ministériel pour la normalisation l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Pierre Laplane.

RECHERCHE

Bernard Bachelier a été nommé directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le dé-

veloppement (Cirad), pour un mandat de trois ans, au conseil des ministres du 18 septembre. Il succède à Michel de Nuce de Lamoignon, devenu président de l'association de laboratoires de recherche Agropolis.

[Né le 27 juillet 1950 à Levallois-Perret, Bernard Bachelier est diplômé de l'Institut national agronomique de Paris-Grignon. Après une expérience de plusieurs années en Afrique (1974-1978), il a occupé un poste de délégué géographique pour l'Afrique et l'Océan indien au siège du Cirad, à Paris (1988-1990), puis celui de président du centre Cirad de Montpellier (1990-1993). Il a ensuite été chargé de mission « recherche pour le développement » au sein de la délégation aux relations internationales et à la coopération du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 12 septembre sont publiés :  
 • **Médecins** : un décret relatif au fonds de réorientation et de modernisation de la médecine libérale. Ce fonds, destiné notamment à permettre l'information et la réorientation professionnelle de certains médecins, est créé au sein de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés; un décret précisant les modalités de mise en place des filières et des réseaux de soins expérimentaux.

• **Transports** : une circulaire relative aux modalités de mise en œuvre des nouvelles dispositions législatives relatives à la sous-traitance et aux prix trop bas dans le transport routier de marchandises.  
 • **Sida** : un arrêté portant agrément d'appareils de coordination thérapeutique pour les personnes malades du sida.

• **Vache folle** : un arrêté suspendant la mise sur le marché et la mise à la consommation de certains tissus animaux issus de ruminants et de produits les incorporant; un arrêté fixant une condition sanitaire complémentaire pour l'introduction en France de certains tissus nerveux de ruminants; un arrêté relatif aux conditions sanitaires régissant

la commercialisation et l'importation des aliments pour animaux; un arrêté portant interdiction d'emploi de certains produits d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments pour animaux.

• **Vie politique** : le septième rapport de la Commission pour la transparence financière de la vie politique.

Au *Journal officiel* du vendredi 14 septembre sont publiés :  
 • **Jouets** : un décret relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des jouets. Ce texte prévoit notamment des peines d'amendes pour ceux qui vendent des jouets non revêtus d'un certain marquage de conformité.

• **Législative partielle** : un décret portant convocation des électeurs de la 10<sup>e</sup> circonscription du département des Bouches-du-Rhône, le dimanche 13 octobre, pour l'élection d'un député à l'Assemblée nationale, qui succèdera à Bernard Tapie, déchu de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Un second tour aura lieu, si nécessaire, le 20 octobre.

• **Sécurité sociale** : un décret relatif aux modalités de consultation des organismes nationaux du régime général de Sécurité sociale; un décret relatif à l'autorisation d'utiliser

le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques et à l'institution d'un répertoire national interregimes des bénéficiaires de l'assurance-maladie.

• **Droits de l'homme** : un décret relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Au *Journal officiel* du samedi 14 septembre sont publiés :  
 • **Accords internationaux** : un décret portant publication du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Ouzbékistan, signé à Paris le 27 octobre 1993.

• **Assurances** : un décret relatif aux opérations des institutions de prévoyance et à leur contrôle.

Au *Journal officiel* du dimanche 15 septembre sont publiés :

• **Accords internationaux** : deux décrets concernant un accord du 14 avril 1992 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Turquie, relatif à l'établissement d'enseignement intégré de Galatasaray.

• **Sida** : plusieurs arrêtés portant agrément d'appareils de coordination thérapeutique pour les personnes

malades du sida; ces arrêtés concernent plusieurs départements : Savoie, Paris, Val-d'Oise, Hauts-de-Seine, Bas-Rhin, Hautes-Pyrénées, Hautes-Alpes, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Essonne, Seine-Maritime, Aube, Loire-Atlantique, Haute-Garonne.

• **Impôts** : un décret ainsi que plusieurs arrêtés relatifs à la compétence des fonctionnaires de la direction générale des impôts en matière d'assistance, taxes et redevances.

Au *Journal officiel* daté lundi 16-mardi 17 septembre sont publiés :

• **Rome** : un décret relatif à l'Ecole française de Rome, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège à Rome et ayant pour mission de « développer la recherche et la formation sur toutes les civilisations qui se sont succédé en Italie ou dont Rome a été le centre de rayonnement, de la préhistoire à nos jours ».

• **Défense** : un arrêté portant création, au sein du ministère de la défense, d'un comité de coordination des études prospectives de défense à caractère politico-militaire, économique et social.

• **Sectes** : un arrêté portant nomination des membres de l'observatoire interministériel sur les sectes.

AU CARNET DU MONDE

Mariages

— Lyon.  
 — **Laure CARTILLIER**  
 David REQUIEN  
 se sont mariés le 7 septembre 1996, en l'église de Saint-Jean-de-Bien.

Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Michel PÉRENNES  
 ont la joie de faire part du mariage de

Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Daniel GUYOT,  
 Nicolas, Nathalie et Yan GUYOT,  
 M. Patrick Maje,

Mariages

ont l'honneur d'annoncer le mariage de

Mariages

à Athènes, le 6 septembre 1996, à l'âge de soixante-trois ans.

Mariages

Seul son volonté, il a été incriminé dans l'infamie familiale.

Mariages

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mariages

50, rue Madeleine-Michelin, 92200 Nanterre-la-Seine, 75, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

Mariages

— M. et M<sup>me</sup> Eugène FRASCA,  
 leurs enfants et petits-enfants,  
 font part du décès accidentel du

Mariages

docteur Jean-Louis FRASCA,  
 survenu le 14 septembre 1996.

Mariages

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 18 septembre.

Mariages

55, rue Pierre-Séguin, 54310 Hancourt.

Mariages

— Sa fille, Betty,  
 — Ses petits-enfants,  
 Les familles Habermann et Levy,  
 ont la douleur de faire part du décès de

Mariages

**Cyria HABERMANN,**  
 née HELMKEICKE,

Mariages

le 17 septembre 1996.

Mariages

Les obsèques auront lieu ce jeudi 19 septembre, au cimetière parisien de Bagneux.

Mariages

On se réunira à 17 heures, à la porte principale.

Mariages

Ni fleurs ni couronnes.

Mariages

On y associera la mémoire de son époux.

Mariages

**Jacob HABERMANN.**

Mariages

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Mariages

Le 17 septembre 1996, dans sa soixante-dix-huitième année.

Mariages

Les obsèques ont eu lieu le 19 septembre, à Balaruc-les-Bains.

Mariages

35, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris.

Mariages

1, rue Charles-Nodet, 31500 Toulouse.

Mariages

5, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris.

Avis de messe

— La cérémonie à la mémoire de

Avis de messe

**Emile NOËL**  
 ancien secrétaire général  
 de la Commission  
 des Communautés européennes,  
 ancien président de l'Institut  
 universitaire européen (Florence),

Avis de messe

disparaissant le 24 août 1996, aura lieu le samedi 21 septembre, à 15 heures, église Saint-Etienne-du-Mont (place Sainte-Geneviève, Paris-5).

Avis de messe

De la part de  
 Sa famille  
 Et de ses amis.

Avis de messe

16, rue Casanova, 75005 Paris.

Avis de messe

**Messes annuelles**  
 — Une messe pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Avis de messe

**Anne CELLIER,**

Avis de messe

sera célébrée à 10 heures, le samedi 28 septembre 1996, chapelle de l'Institut de l'Assomption, 6, rue de Lubec, Paris-16.

Avis de messe

Beaucoup ont été surpris, consolés ou aidés par l'association qui porte son nom.

Avis de messe

Ceux qui l'ont connue et aimée soient remerciés de leur présence ou de leur pensée.

Avis de messe

— Il y a vingt ans, disparaissait

Avis de messe

**Souvenirs**  
 Spartaco GUISCO,  
 ancien combattant des Brigades internationales, ancien résistant (O.S.), avait été arrêté, torturé, jugé et fusillé par les nazis, le 17 avril 1942 au mont Valérien.

Avis de messe

Après cinquante-quatre années, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre lui rendra la mémoire « au mont pour la France ».

Avis de messe

— M<sup>me</sup> Péria,  
 sa sœur,  
 Roger Codon,  
 son meilleur ami,  
 Louis Oury, écrivain,  
 Jean-Marie Rossi, historien,  
 s'associent à la mémoire d'un juste.

Avis de messe

— Nous rappelons à votre souvenir

Avis de messe

**Abraham LIVNI,**  
 qui nous quittait il y a dix ans, à Jérusalem, le dimanche de Roch Hachana, nous laissent son message :

Avis de messe

« Le retour d'Israël et l'expérience du monde. »

Avis de messe

Nous associons à sa mémoire ses parents.

Avis de messe

**André et Simone BLANC,**  
 instituteurs au Chambon-sur-Lignon de 1943 à 1945.

Avis de messe

**Commemoration**  
 — La traditionnelle cérémonie de la HAZKARAH, dédiée à toutes les victimes sans sépulture de la Shoah, sera célébrée le

Conférences

« Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence au temple de l'Etoile par A. Houziaux et L. Pernot, pasteurs. Mercredi 25 septembre à 20 h 30, au 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17. Entrée libre.

Conférences

— Les cours d'histoire de l'art gratuits et publics de la donation LANNÉ-LONGUE reprennent le 1<sup>er</sup> octobre. Cette année, ils auront lieu :

Conférences

« Le jeudi à 18 h 45 : au lycée Edgar-Quinet, 61, rue des Martyrs, 9<sup>e</sup>, au collège Pierre-Abel, 88, rue Maitre, 5<sup>e</sup>, au foyer de Jeanne D'Albi, 41, rue Diderot, 14<sup>e</sup>, à la salle Saint-Denis, 66 bis, rue de Turenne, 3<sup>e</sup>.

Conférences

« Le mercredi à 18 h 45 : au lycée Marie-Dominique, 19, rue Marie-Dominique, 17<sup>e</sup>.

Conférences

« Le jeudi à 18 h 45 : au lycée Jean-Baptiste, 47, boulevard de Fregin, 12<sup>e</sup>.

Conférences

« Le jeudi à 18 h 45 : au C.N.R., 11, rue Lamoignon, 13<sup>e</sup>.

Conférences

— Maison de l'Ébreux : stages individuels du professeur Jacques Beaumont pour une maîtrise experte par le langage moderne et biblique : 82-43-45-76 ou 47-97-30-22.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard  
 75002 Paris Cedex 02  
 Renseignements :  
 42-17-00-94  
 ou 20-96 ou 38-42  
 Télécopieur : 42-17-03-36  
 Tarif de la ligne H.T.

CARNET DU MONDE

Toutes rubriques ..... 106 F  
 Abonnements et actionnaires ..... 95 F  
 Thèmes étudiants ..... 85 F  
 Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

CAHEN & C<sup>e</sup>

Pompes Funèbres - Marbrerie  
 Le premier site funéraire, français et indépendant sur Internet.  
 POUR UN DEVIS PRÉVISIONNEL :  
 www.cahen-cie.fr  
 24, boulevard Edgar-Quinet  
 75014 PARIS - Tél. 43 20 74 52



**EMPLOI** Pierre Blayau, président du Moulinex, cherche à réduire massivement le temps de travail chez Moulinex pour limiter les licenciements secs. ● LA DURÉE HEBDOMADAIRE du travail de-

vrait passer à 31 heures d'ici à 1999. La diminution du salaire net serait très réduite, grâce à l'application de la loi Robien et à la suppression de certains congés supplémentaires accordés aux

salariés à la suite d'une grève en 1979. ● LA DIRECTION souhaite aussi réorganiser son exploitation en fonction de la saisonnalité de l'exploitation en faisant moins appel à des travailleurs inté-

maires. ● CETTE RÉORGANISATION implique le passage, à terme, à trois équipes de travail au lieu de deux et le travail des ouvrières jusqu'à minuit, ce qui suscite une vive opposition. ● EN

1997, le projet de budget consacre 800 millions de francs à la loi Robien. Celle-ci devrait concerner 50 000 personnes et une grande majorité des plans sociaux.

## Moulinex cherche à réduire le temps de travail pour limiter les licenciements

Les salaires nets baisseraient peu, grâce à la loi Robien et à la suppression de jours de congé supplémentaires. A terme, la réorganisation devrait entraîner le travail des femmes jusqu'à minuit, ce qui suscite une vive opposition

**PIERRE BLAYAU**, président du Moulinex, poursuit ses négociations informelles avec les syndicats pour réduire le temps de travail et limiter les licenciements secs en Normandie. La direction fera des propositions écrites dans les jours qui viennent, avant la prochaine réunion avec les syndicats, qui se tiendra vendredi 27 septembre. Le deuxième groupe français de petit électroménager, derrière Seb, a annoncé, en juin, un plan de restructuration impliquant la suppression de 2 600 emplois dont 2 100 en France et 1 800 dans l'ouest de la France, berceau industriel de l'entreprise (*Le Monde* du 19 juin). Ce plan prévoit, entre autres, la fermeture de deux usines, l'une à Marnes (Sarthe), l'autre à Argentan (Orne).

Cette restructuration industrielle,

jugée indispensable par la quasi-totalité des observateurs, pose des problèmes cruciaux d'aménagement du territoire, dans une région où Moulinex est le premier employeur privé. La réduction du temps de travail chez les ouvriers permettrait de limiter les dégâts. Dans l'état actuel des discussions, l'année 1997 serait consacrée à la réalisation de gains de productivité. Dans les usines, le temps de travail commencerait à être réduit. Cette baisse atteindrait 15 % en 1998 à 33 heures hebdomadaires et 20 % en 1999 à 31 heures.

La direction pense ainsi éviter des licenciements secs : entre 800 et 1 000, selon FO et la CGT. Moulinex négocie parallèlement avec l'Etat des départs en préretraite dans le cadre du Fonds national pour l'em-

ploi (FNE). Plus de 300 salariés pourraient être concernés, estime la CGT. Enfin, l'entreprise compte reclasser une partie de ses salariés grâce à sa cellule de reconversion. M. Blayau sait qu'il n'évitera pas tous les licenciements secs, mais espère les limiter à quelques centaines.

### MOINS DE « PONTS »

La réduction massive du temps de travail serait rendue possible par l'application de la loi Robien, qui, pour réduire les suppressions d'emplois, compense partiellement le coût pour l'entreprise de la baisse du temps de travail d'au moins 10 %. Pour éviter aux salariés de voir leur salaire annuel baisser, la direction envisage de revenir sur certains avantages accordés aux salariés de Moulinex dans le cadre d'un accord

d'entreprise signé en 1979 à l'issue d'une grève de trois semaines. Ces derniers ont droit à deux « ponts » par an accordés par l'entreprise : « Si on abandonnait ces ponts, on gagnerait 1 % de la masse salariale », indique Force ouvrière. S'y ajoutent des congés d'ancienneté, pour événements familiaux, etc., qui pourraient être aussi supprimés. La réduction du temps de travail est bien accueillie par les syndicats, à l'exception de la CGT. Elle accuse la direction de faire du « chantage à l'emploi » pour faire travailler les salariés « dans des conditions plus difficiles et moins chères ».

La diminution du temps de travail s'accompagnerait d'une réorganisation complète du travail qui correspondrait mieux à la saisonnalité de l'activité de Moulinex. Actuellement, les ouvriers - principa-

lement des femmes - travaillent cinq jours par semaine en deux équipes, de 6 heures à 14 heures et de 14 heures à 22 heures. M. Blayau souhaite, à terme, les faire passer en trois équipes (6 h-13 h, 13 h-19 h, 19 h-24 h), six jours sur sept pendant les mois de haute activité, notamment l'automne. « Lors du travail le samedi, la direction compte laisser des primes aux salariés, pour lutter contre l'absentéisme, qui était monté les dernières années à 8 % », indique la CFDT. Mais le travail de femmes la nuit suscite une opposition des salariés. Ce sujet qui fâche est soigneusement évité dans les discussions actuelles, même si M. Blayau n'a pas renoncé à ses projets. « Les gens se moquent de la réduction du temps de travail, si c'est pour travailler jusqu'à minuit », accuse la CGT, rappelant que les sala-

riés concernés sont surtout des femmes, ayant à élever - parfois seules - leurs enfants. « On veut bien que les hommes travaillent la nuit. Mais pas nous, les femmes : c'est trop dur », indique une ouvrière CFDT.

### LA FIN DE L'INTÉRIM

En annualisant le temps de travail et en faisant travailler ses salariés jusqu'à quarante-six heures certaines semaines, Moulinex entend éviter définitivement le recours aux travailleurs intérimaires, dont le nombre atteint cinq cents en période de forte activité. « En réalité, ce n'est pas 2 100 emplois que la direction veut supprimer en France, mais 2 600 », en déduit la CGT. Les syndicats ne contestent pas la nécessité de réorganiser l'entreprise, davantage victime de ses dysfonctionnements que de la mondialisation de l'économie. « Si on ne le fait pas, dans trois ans, on ne sera plus là. On sera en faillite », indique la CFDT. Dans la pratique, toutefois, la réduction du temps de travail va poser des problèmes de réorganisation : les sureffectifs ou les besoins de main-d'œuvre varient considérablement d'un site à l'autre, ce qui explique que 1997 sera une année de transition. Les syndicats contestent le recours à la sous-traitance, qui va conduire à des suppressions d'emplois, et s'opposent à la fermeture des sites de Marnes et Argentan. Cette fermeture a d'ailleurs été reportée de quelques mois, au mois de juin 1997, tandis que le comité central d'entreprise, qui, selon les syndicats, aurait dû se tenir autour du 20 septembre, a été repoussé, probablement au début octobre. Signe, selon les syndicats, que la réorganisation du groupe telle que l'a décrite M. Blayau en juin est simple sur le papier, mais beaucoup plus complexe dans la réalité. La direction précise, de son côté, qu'elle prend son temps pour finaliser un plan dont la mise en place s'étalera sur trois ans.

## Alcatel CIT veut convertir son site d'Ormes

PEU DE TEMPS après sa nomination à la tête d'Alcatel Alsthom, mi-1995, Serge Tchuruk avait indiqué que le groupe devrait amplifier la restructuration de son outil industriel, notamment au sein des activités télécommunications. C'est dans ce cadre que s'inscrit la décision d'Alcatel CIT de fermer en 1997 l'unité de production d'équipements de transmission à Ormes (Loiret). Gérard Dega, son PDG, l'a indiqué le 16 septembre lors d'une visite à Ormes. La décision devrait être officiellement exposée aux instances représentatives du personnel fin octobre.

Cette ligne de fabrication, qui emploie environ 270 personnes, selon la direction, serait déplacée sur un autre site. Lequel ? Alcatel CIT ne le précise pas, mais laisse entendre qu'une production française dans ce secteur demeurera.

De plus le site d'Ormes héberge des activités industrielles liées à Submarcom (équipements pour câbles sous-marins), qui sont, elles aussi, appelées à fermer en 1997. Le projet d'Alcatel CIT est de conver-

tir Ormes, où a déjà été concentrée l'activité d'installation de centraux téléphoniques, en un centre national de services aux clients. Reste à savoir comment le personnel (1 200 personnes au total), dont la moyenne d'âge est de quarante-trois ans et dont les compétences sont largement industrielles, pourra, lui, être reconverti.

Le problème de la réduction et du rajout de main-d'œuvre est effectif pour l'ensemble d'Alcatel CIT, confronté à d'importantes baisses de charges. Si la direction n'a pas encore fait connaître les baisses d'effectifs pour 1997 et 1998, elle a défini un plan à cinq ans qu'elle a présenté aux élus du comité central d'entreprise et aux délégués syndicaux le 16 septembre. Il passe notamment par la réduction du temps de travail et des fins de carrière pour les plus de cinquante-deux ans (1 500 personnes éligibles), associées à l'embauche de jeunes « à chaque fois que ce sera possible ».

Philippe Le Cœur

## La loi Robien concernera 50 000 personnes en 1997

UN MOIS APRÈS SA PROMULGATION au Journal officiel du 15 août, la « loi Robien » fait, comme prévu, de nombreux adeptes. Avant même qu'elle ne soit publiée, Thomson-CSF Services Industriels (TSI) et l'entreprise de BTP Rabot Dutilleul (*Le Monde* du 17 septembre) avaient signé des accords pour l'utiliser. Dans le cadre des négociations de branche sur le temps de travail, la fédération nationale des coopératives laitières signait en juillet un accord visant à encourager les entreprises de ce secteur à l'expérimentation. Fin août, Thomson-CSF Passive Composites signait un texte très proche de celui de TSI. Moulinex, Giat Industries, Pechiney, le Crédit lyonnais, devraient prochainement leur emboîter le pas.

### CUMUL POSSIBLE

Il est vrai que le dispositif est généreux. Une entreprise qui réduit le temps de travail de 10 % et passe, par exemple, de 39 heures à 35 heures voit ses charges sociales patronales diminuer de 40 % la première année et de 30 % les deux années suivantes. Si cette baisse atteint 15 %, la diminution est de 50 % puis de 40 %. La durée de l'exonération peut même atteindre sept ans.

De plus, cette mesure est cumulée avec d'autres aides, comme celles favorisant le temps partiel ou les bas salaires. Chez Moulinex, la plupart des ouvrières ne touchent pas plus de 1,33 SMIC si leur horaire est réduit à 33 heures. L'entreprise bénéficiera donc également des « exonérations bas salaires ». Faut-il

en conclure que la loi Robien est trop généreuse ? Jean Gandois, président du CNPF, a récemment souligné ses « effets pervers », estimant qu'elle « ne maintient pas la compétitivité globale du pays ».

Le projet de budget 1997 a prévu une enveloppe de 800 millions de francs pour cette loi, qui concerne aussi les entreprises qui réduisent le temps de travail pour embaucher (Fonderies Bouhyer, Remafer, sans doute Whirlpool à Amiens, Philips au Mans, Gaz de Bordeaux...). Sachant que le coût par emploi créé ou sauvegardé est d'environ 120 000 francs, un peu plus de 50 000 personnes pourraient être concernées en 1997. Comme environ 70 000 personnes s'inscrivent chaque année à l'ANPE à la suite d'un plan social, il est facile de prévoir que, dès l'année prochaine, une grande majorité des plans sociaux inclura une réduction du temps de travail.

Bon gré, mal gré, les directions s'y préparent. « Hélas, je ne vois pas comment nous pourrions l'éviter dans notre prochain plan », estime un dirigeant d'une entreprise automobile. « Bien sûr que nous allons l'utiliser. C'est une très bonne mesure qui finance l'emploi au lieu de financer le chômage », estime, au contraire, un de ses homologues de l'industrie électronique. Tous sont cependant d'accord sur un point : la mesure est tellement favorable que personne n'envisage son maintien au-delà de la prochaine échéance électorale.

Frédéric Lemaître

Arnaud Leparmentier

R E X E L

## RÉSULTAT NET EN PROGRESSION DE 14 %

Le conseil d'administration de REXEL, réuni le 17 septembre 1996 sous la présidence de M. Serge Weinberg, a arrêté les comptes du premier semestre 1996 dont les principaux éléments sont :

(en millions de francs)	1er sem. 1996	1er sem. 1995 (révisé)	%
Chiffre d'affaires	11 595	10 851	+ 6,9
Résultat d'exploitation	509	469	+ 8,6
Résultat courant	514	412	+ 24,7
Résultat net des sociétés intégrées	291,9	250,8	+ 16,4
Résultat net des sociétés consolidées	287,1	247,3	+ 16,1
Résultat net part REXEL	236,6	207,4	+ 14,1

Le chiffre d'affaires est en progression de 6,9 % par rapport au premier semestre de 1995 du fait de l'intégration de nouvelles sociétés : ELEKTRA et HÜGLER en Allemagne, ELECTRA en Italie, SCHÄCKE en Autriche (n°1) et SELGA en Suède (n°2), consolidées depuis le 1er juin 1996. REXEL n'était jusqu'alors pas présent dans ces deux derniers pays.

Enfin, REXEL est devenu actionnaire à hauteur de 99,5 % de WOLFF aux Pays-Bas, société désormais consolidée par intégration globale.

À structure et taux de change comparables, l'évolution du chiffre d'affaires est négative de 2 %. Cette baisse est due à un nouveau recul de l'activité en Allemagne, conséquence de la récession économique, particulièrement sensible dans le secteur de la construction. En France, GROUPELEC Distribution a souffert

plus que CDME et l'indice général de l'activité de REXEL en France est négatif de 0,2 %. Enfin, le chiffre d'affaires de REXEL Inc. aux États-Unis, à taux de change constant, a diminué de 1,9 % par rapport à une base de comparaison particulièrement élevée.

Malgré ce fléchissement d'activité, la défense de la marge et la maîtrise des charges ont permis de porter le résultat d'exploitation de 4,3 % à 4,4 % du chiffre d'affaires hors taxes.

La réduction des taux d'intérêt de la dette financière, l'augmentation des fonds propres intervenue fin 1995 et la poursuite d'une gestion rigoureuse des besoins en fonds de roulement ont permis une chute des charges financières consolidées de 61,7 millions de francs. Le résultat financier est devenu positif contre une charge nette de 0,5 % du chiffre d'affaires durant le premier semestre de 1995. Le ratio d'endettement net sur fonds propres a diminué de 0,76 au 30 juin 1995 à 0,63 au 30 juin 1996.

Le ralentissement qu'ont connu les marchés de REXEL durant le premier semestre, s'est poursuivi en juillet et en août. Les mesures prises pour compenser les effets des baisses d'activité les plus sensibles devraient jouer favorablement durant le deuxième semestre et les acquisitions réalisées durant la première moitié de l'année devraient avoir un impact positif sur le résultat.

Le conseil d'administration a nommé M. Alain Redheuil Président-Directeur général de REXEL en remplacement de M. Serge Weinberg qui présidait REXEL depuis janvier 1991. M. Alain Redheuil prendra ses fonctions le 1er octobre 1996.

M. Alain Redheuil, 48 ans, a réalisé toute sa carrière dans l'industrie et la distribution, en Europe et en Amérique du Nord, au sein des groupes Lhoist, Leroy Somer et Michelin.

**GROUPE PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE**

## Jean-Luc Lagardère précise ses intentions sur Thomson

QUELQUES HEURES après la présentation, le 18 septembre, par Serge Tchuruk de l'offre d'Alcatel Alsthom pour la reprise de Thomson SA (*Le Monde* du 19 septembre), Jean-Luc Lagardère, gérant du groupe coté en Bourse qui porte son nom, a lui aussi précisé sa proposition dans deux lettres. L'une, datée du 16 septembre, est adressée à ses actionnaires. L'autre - lettre ouverte publiée dans la presse - est adressée aux actionnaires minoritaires de Thomson-CSF, la filiale à 58 % de Thomson SA spécialisée dans l'électronique de défense, à laquelle M. Lagardère entend apporter ses actifs dans les hautes technologies.

Dans la première, M. Lagardère confirme qu'il ne souhaite pas reprendre Thomson Multimédia, filiale à 100 % de Thomson SA spécialisée dans l'électronique grand public, dont le sort serait confié au sud-coréen Daewoo. Présentant le rapprochement avec Thomson-CSF comme « une opportunité majeure », il promet un niveau d'endettement inférieur au tiers des fonds propres consolidés de Lagardère Groupe et « une croissance durable du résultat net consolidé par action ».

Aux minoritaires de Thomson-CSF, M. Lagardère précise que le titre ne sera pas retiré de la cote et qu'une « sortie » leur sera proposée. Les modalités dépendront des termes de la cession des 58 % détenus par l'Etat. Si sa proposition était retenue, Lagardère Groupe apporterait au nouvel ensemble, rebaptisé Thomson-Matra, ses activités de défense et d'espace, y compris les deux joint-ventures franco-britanniques Matra-BAE Dynamics et Matra Marconi Space, ainsi que la partie de Matra Communication spécialisée dans le cryptage, la radio et les mobiles destinés à la gendarmerie et à la police.

Dix-huit milliards de francs d'activités de Matra seraient transférés dans la nouvelle structure, qui pèserait environ 70 milliards. Lagardère Groupe souhaite en détenir au minimum 60 %, une « faible » partie étant confiée à des groupes amis, tels British Aerospace et le soldat restant dans le public. Cette fusion modifierait considérablement le profil du groupe Lagardère qui ne conserverait plus en direct que quatre activités : l'automobile, les télécommunications, les transports, et surtout le pôle presse-édition d'Hachette.

A.-M. R.

## Olivetti change à nouveau de patron

LA CRISE que traverse Olivetti depuis l'annonce, début septembre, de résultats semestriels marqués par de lourdes pertes a produit de nouveaux effets mercredi 18 septembre. Réuni en séance extraordinaire, le conseil d'administration du groupe italien a enregistré la démission de l'administrateur délégué, Francesco Caio, qui occupait ce poste depuis début juillet. Il a nommé à sa place Roberto Colaninno, patron de la Sogefi (composants pour l'automobile) et ami personnel de l'ancien président d'Olivetti, Carlo De Benedetti. Ce dernier, qui a dû renoncer à toutes ses fonctions chez Olivetti, détient, via sa holding Cir, 57 % de Sogefi, mais aussi 15 %

d'Olivetti. En début de semaine, le parquet d'Ivrea, où Olivetti a son siège, a ouvert une enquête pour faux en écriture à l'encontre de M. Caio. Cette procédure, qui concerne aussi M. De Benedetti et l'actuel président du conseil d'administration d'Olivetti, Antonio Tesone, a été déclenchée par des déclarations de Renzo Francesconi, qui, en démissionnant le 4 septembre de son poste de directeur financier, a critiqué les méthodes d'élaboration du bilan semestriel.

Parallèlement, la Commission des opérations boursières italienne (Consob) a convoqué à plusieurs reprises M. Caio afin d'obtenir des explications détaillées sur les résul-



هذه زمن للإمهل

## Bruxelles se prononce sur les dossiers financiers français

LA COMMISSION européenne a approuvé, mercredi 18 septembre, le plan de restructuration du groupe d'assurances français GAN. « La Commission est d'avis que la cession de la majorité du capital du CIC et les autres cessions envisagées représentent des conditions nécessaires pour résoudre les problèmes de liquidité du groupe et assurer l'équilibre financier et la viabilité du GAN », a souligné un porte-parole de la Commission. Le plan de restructuration du GAN prévoit la cession de la majorité du groupe bancaire CIC et la privatisation du GAN à partir de 1997 pour accompagner une augmentation de capital de 2,8 milliards de francs réalisée en 1995.

En revanche, Bruxelles a demandé aux autorités françaises des explications sur les augmentations de capital accordées à la Société marseillaise de crédit (SMC). La SMC, dont l'état français est l'actionnaire unique, a bénéficié d'augmentations de capital de 1,2 milliard de francs en 1994 et 1995 et devrait bénéficier d'une tranche supplémentaire de 850 millions de francs en 1996. Pour les experts de Bruxelles, le plan de restructuration qui accompagne ces augmentations de capital n'est pas suffisant pour assurer un retour à la rentabilité de la SMC d'ici à 1998.

Par ailleurs, la Commission a entamé une enquête officielle sur le rachat par le Crédit lyonnais d'une partie des activités de son ancienne filiale la Société de banque occidentale (SBO) au Consortium de réalisation, la structure de cantonnement de ses actifs à l'étranger.

## Les réseaux bancaires s'épient dans la perspective de la restructuration du secteur

La privatisation du CIC et la cession du Crédit du Nord créent des convoitises

« NOUS SOMMES dans un marché ouvert dans lequel des banquiers d'affaires sont payés pour fabriquer des alliances. Un rapprochement de la Société générale avec le Crédit lyonnais ferait un ensemble de plusieurs millions de comptes clients. Avec la BNP, nous constituerions le plus beau réseau européen. On peut tout imaginer sur le papier. Tout cela n'a qu'un intérêt limité. » Daniel Bouton, directeur général de la banque privée, et son futur président, a réagi mercredi 18 septembre aux nombreuses rumeurs qui agitent actuellement le secteur bancaire. Mais sous cette indifférence de façade, au sein des sièges des banques AFB (Association française des banques) comme dans les réseaux mutualistes ou les caisses d'épargne, les état-majors préparent les grandes manœuvres.

Trois gros dossiers sont sur la place : la privatisation du Crédit industriel et commercial (CIC), la cession programmée du Crédit du Nord par Paribas et l'avenir du Crédit lyonnais. Si, comme l'a affirmé Marc Véniot, le patron de la Générale, mercredi 18 septembre, lors de la présentation de ses comptes semestriels, « il n'est absolument pas évident que la Société générale ait un besoin stratégique de s'élargir », aucune banque ne peut se permettre de constater le renforcement d'un concurrent sans réagir. Ce que M. Véniot a implicitement admis. « Le réseau domestique de la maison est convenable. Mais nous n'avons pas une grosse part de marché et nous ne pouvons pas être un contrepoids aux excès concurrentiels de certains autres », l'allusion aux appétits des réseaux mutualistes est claire. Les caisses d'épargne savent que le Crédit mutuel ou les banques popu-

laire ne veulent pas être absentes de la partie. Mais les décisions, fondées sur l'adhésion des caisses régionales, sont délicates. Le Crédit agricole en avait fait l'expérience en 1995, lorsque la caisse centrale s'était heurtée au veto des caisses régionales pour la reprise de la Banque française du commerce extérieur (BFCE). Depuis, la banque verte a joué sa carte en rachetant Indosuez au groupe Suez.

### LETTRE D'INTENTION

Le Cencop, qui fédère les Caisses d'épargne, a dû repousser à plus tard sa décision de déposer ou non une offre sur le CIC (Le Monde du 19 septembre). Les banques populaires figurent également sur la liste des candidats à la reprise du CIC. Mais, selon le quotidien financier l'Aggrif du 18 septembre, elles auraient également déposé une lettre d'intention à la Compagnie de Paribas pour le rachat du Crédit du Nord. Une information démentie de part et d'autre. Les banques AFB n'entendent pas laisser les réseaux mutualistes faire irruption dans leur secteur sans livrer bataille. Bien que M. Véniot se soit retranché derrière

la signature d'un accord de confidentialité, le conseil d'administration de la Générale a donné son accord pour que la banque dépose une offre. « On ne peut pas repousser du pied un truc comme le CIC lorsqu'il vient sur le marché », s'est-il contenté de dire. « à condition qu'une telle opération ne remette en cause ni le bénéfice par action, ni la rentabilité sur fonds propres, ni le ratio Cooke, ni la notation de la banque ». Un pari quasiment insurmontable, mais qu'il faudra peut-être prendre pour barrer la route à ses concurrents, qu'il s'agisse de la BNP ou du Crédit commercial de France (CCF).

Quant à la candidature des Caisses d'épargne, ne comblerait-elle pas, au fond, M. Véniot ? Pour lui, la reprise par l'Écureuil de la filiale du Gan « signifierait la mort du CIC et du monopole du Livret A ». Le président de la Société générale a toujours affirmé que la France était surbanalisée. Comme ses confrères, il réclame l'accès à la distribution du Livret A. Dans le secteur bancaire, le jeu de rôles n'en est qu'à ses débuts.

Babette Stern

### Hausse des bénéfices à la Société générale

La Société générale a affiché une hausse « encourageante » de 20,9 % de son bénéfice net à 2,73 milliards de francs au premier semestre 1996 dans un contexte français « toujours difficile », grâce à une forte progression des activités de marché et de l'international, a annoncé, le 18 septembre, son président Marc Véniot. Les trois branches du groupe ont contribué à la hausse de 12,4 % à 6,2 milliards du résultat brut d'exploitation, mais à des degrés divers. L'activité internationale et finance progresse de 32,1 % à 2,1 milliards de francs, sous l'effet d'une forte hausse des transactions (+43 %), du « corporate finance » (+21,6 %) et du réseau commercial à l'étranger (+16,8 %). La contribution croissante de cette branche permet de réduire le poids de l'activité domestique, qui représente moins de 50 % du résultat net.

## Air Liberté pourrait déposer son bilan lundi 23 septembre

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION qui s'est tenu le 18 septembre à Air Liberté a été suspendu jusqu'au lundi 23 septembre. La banque Rivaud, principal actionnaire de la compagnie aérienne avec 34 % des actions, a refusé le plan de redressement d'Air Liberté présenté par Lotfi Belhassine, son président. Celui-ci prévoyait la cession de quatre Airbus, la fermeture en octobre de la ligne Paris-Montréal, et la sous-traitance de la ligne Bordeaux-Londres. M. Belhassine a également demandé que 450 millions de francs soient réinjectés dans Air Liberté, la compagnie pouvant déposer son bilan dans le cas contraire. La banque Rivaud refuse pour l'instant de suivre. Elle doit donner sa réponse définitive lundi. Selon un proche du dossier, la banque Rivaud, pour remettre de l'argent, voudrait avoir l'assurance que la fusion entre Air Liberté et AOM se fera. Le projet semble aujourd'hui compromis.

### DÉPÊCHES

■ **SBS** : la deuxième banque helvétique, la Société de banque suisse, a annoncé mercredi 18 septembre qu'elle allait supprimer 1700 postes de travail dans sa « division Suisse » durant les trois années à venir. Cette diminution sera obtenue « pour l'essentiel » par le biais de départs naturels, de mises à la retraite et de reconversion interne. Quatre vingt agences doivent disparaître. La SBS va également opérer « un changement radical de sa méthode de provisionnement ». Ces deux aménagements entraîneront pour l'exercice 1996, par suite de charges extraordinaires, « une perte comptable unique d'environ 1,9 milliard de francs suisses (8 milliards de francs français) face à un résultat ordinaire qui devrait dégager selon toute attente un bénéfice net consolidé de près de 1,4 milliard de francs suisses après impôts ».

■ **BRITISH AIRWAYS** : la compagnie aérienne va supprimer 5 000 emplois dans les dix-huit mois avant de recruter « environ » le même nombre de personnes. La compagnie envisage également de sous-traiter ou de vendre certaines de ses activités. Elle dégage ainsi 1 milliard de livres (8 milliards de francs) d'économies au cours des trois prochaines années.

■ **DEUTSCHE MORGAN GRENPELL** : le coût des déboires de trois fonds d'investissement de Deutsche Morgan Grenfell, la filiale britannique de la Deutsche Bank, n'aura pas d'effet notable sur le résultat 1996 de la maison-mère, ont indiqué, mercredi 18 septembre, deux de ses directeurs dans le quotidien *Boersen-Zeitung*.

■ **AEROSPATIALE** : le groupe aéronautique a dégagé un bénéfice net part du groupe de 273 millions de francs sur les six premiers mois de l'année, contre 105 millions de pertes au premier semestre 1995, ce qui lui permet d'annoncer le retour aux bénéfices pour l'ensemble de l'exercice, pour la première fois depuis 1991 (Le Monde du 3 septembre).

■ **CRÉDIT NATIONAL-BFCE** : les Intersyndicats des deux établissements ont appelé mercredi les salariés à débrayer durant trois heures, vendredi 20 septembre, afin d'exiger « un moratoire sur les 600 suppressions d'emplois » qu'occasionnera le regroupement des deux banques.

■ **SUMITOMO** : la maison de commerce Sumitomo Corp. a l'intention d'augmenter l'évaluation de ses pertes issues des opérations frauduleuses sur le cuivre de 1,8 milliard de dollars à 2,6 milliards de dollars (13,4 milliards de francs), a annoncé jeudi 19 septembre la chaîne de télévision publique japonaise NHK.

■ **PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE** : le groupe de distribution a annoncé, mercredi 18 septembre, une hausse de 65,5 % de son résultat net consolidé au premier semestre de 1996, à 748 millions de francs.

## RÉSULTATS DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 1996

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PRO FORMA en MF

37 841 38 133

+0,8%

30/06/95 30/06/96

RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ PRO FORMA en MF

1 150 1 325

+15,2%

30/06/95 30/06/96

RÉSULTAT D'EXPLOITATION/CA

3,04% 3,47%

30/06/95 30/06/96

ENDETTEMENT NET ET CAPITAUX PROPRES en MF

15 117 16 970

+12,2%

30/06/95 30/06/96

ENDETTEMENT NET

12 380 13 781

+11,3%

30/06/95 30/06/96

RATIO D'ENDETTEMENT

0,99 0,66 0,67

30/06/95 31/12/95 30/06/96

## PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

■ CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 1,5 %

■ RÉSULTAT D'EXPLOITATION EN PROGRESSION DE 19,5 %

■ Le résultat courant s'élève à 1 134 MF et le résultat net part du Groupe à 748 MF

Le Conseil de Surveillance de Pinault-Printemps-Redoute, sous la présidence de Monsieur Ambroise ROUX, a examiné dans sa séance du 18 septembre 1996, les comptes sociaux et consolidés du Groupe au 30 juin 1996, tels qu'arrêtés par le Directoire et attestés par les commissaires aux comptes.

(en millions de francs)	30.06.95	Variation	31.12.95
Chiffre d'affaires	37 187	+1,5%	77 799
Résultat d'exploitation	1 084	+19,5%	2 991
Résultat financier	-281	-42,7%	-554
Résultat courant avant impôt	803	+41,2%	2 437
Résultat exceptionnel	-207	-69,1%	-171
Résultat net des sociétés intégrées	384	+83,1%	1 549
Résultat des sociétés mises en équivalence	267	+9,7%	503
Résultat net consolidé av. amort. de la surveillance	651	+53,0%	2 052
Résultat net part du Groupe	452	+65,5%	1 516

■ Dans un climat économique toujours empreint de morosité, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 37 187 MF, en progression de 1,5 % et de 0,8 % en pro forma. Les principaux effets de périmètre concernent les sorties de PÉNAULT SPA, VESTRO et PINAULT ÉQUIPEMENT et l'entrée de SCOA, SELGA, SCHACK, ELEKTRA, HÜGLER et ELECTRA dans le périmètre de consolidation. Conformément aux ambitions internationales du Groupe, la part du chiffre d'affaires réalisée à l'étranger a été maintenue, malgré les cessions opérées à fin 1995 et la fermeture de VESTRO.

■ L'analyse des données pro forma révèle l'évolution suivante dans les 3 pôles d'activité consolidés : Le chiffre d'affaires du pôle Grand Public progresse de 2,6 %. En l'absence de reprise de la consommation, cette performance, qui masque de fortes disparités entre enseignes, est le fruit des premiers efforts de repositionnement entrepris dans le pôle.

Le recul de 2,2 % du chiffre d'affaires du pôle Professionnel reflète principalement l'évolution défavorable anticipée des marchés américains et allemands de REXEL sur la période, conjuguée à une situation de ralentissement en France. Il traduit également un recul de l'activité de Négoce de PINAULT DISTRIBUTION dans un marché français de la construction en retrait.

Après une année de forte croissance, le Commerce International s'est stabilisé à un niveau satisfaisant (+2,6 %).

■ Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1996, le Groupe a concrétisé un certain nombre de projets de développement tant internes qu'externes. Dans le Grand Public, les ouvertures récentes de magasins (FNAC Vélizy et Monaco, CONFORAMA Barcelone, magasins CYRILLUS) et le lancement de catalogues sur de nouveaux marchés (REDOUTE Royaume-Uni et Allemagne), contribuent au développement du pôle. Les acquisitions de CFAO et de REXEL renforçant les activités professionnelles et internationales du Groupe et lui apportant 4,3 milliards de francs de chiffre d'affaires supplémentaire en année pleine.

■ Le résultat d'exploitation consolidé affiche une progression de 19,5 %, à 2 991 MF. A structure pro forma, la hausse de 15,2 % de ce résultat s'explique par l'augmentation du taux de marge brute, une évolution favorable de la productivité du personnel et une moindre croissance des autres charges d'exploitation. En conséquence, la rentabilité d'exploitation pro forma s'établit à 3,47 % contre 3,04 % en 1995, soit une progression de 0,43 point.

■ La réduction de l'endettement et la baisse des taux d'intérêt ont contribué significativement à la diminution de la charge financière nette, qui s'élève à -161 MF contre -281 MF en fin 1995.

■ La forte diminution des pertes exceptionnelles (-44 MF contre -207 MF) qui enregistraient notamment en 1995 la dépréciation COMIPAR a contribué à la progression du résultat net des sociétés intégrées, qui s'élève à 703 MF contre 384 MF l'an passé.

■ Le résultat des sociétés mises en équivalence progresse à nouveau de 9,7 %, après une hausse de 59,9 % lors du 1<sup>er</sup> semestre 1995. Le pôle Crédit et Services Financiers dont la production a augmenté de 14,6 % sur la période, voit sa contribution au résultat du Groupe progresser de 15,8 %.

■ Le résultat net part du Groupe s'élève à 748 MF en hausse de 65,5 %, après amortissements des survalues (93 MF contre 70 MF en 1995) qui enregistrent notamment, en 1996, les dotations sur la FNAC.

(en millions de francs)	30.06.95	30.06.95	31.12.95
Actif immobilisé	26 514	25 849	25 307
Besoin en fonds de roulement	4 741	6 323	4 795
Capitaux propres	16 970	15 117	16 494
Provisions	2 861	2 103	2 483
Endettement financier net	11 424	14 953	10 925
*dont capitaux propres part du Groupe	13 263	12 360	13 529

■ Malgré les opérations de croissance externe le besoin en fonds de roulement est resté stable par rapport au niveau du 31 Décembre 1995.

■ L'endettement financier net s'élève à 11 424 MF, en baisse significative par rapport au 30 Juin 1995, et en légère progression par rapport au 31 Décembre 1995 en raison de la saisonnalité habituelle des activités. Il n'inclut pas le paiement pour l'acquisition de SELGA effectué courant Juillet.

■ Le ratio d'endettement du Groupe passe de 0,99 à fin Juin 1995, à 0,67 à fin Juin 1996, proche du niveau atteint fin 1995.

### FLUX CONSOLIDÉS

■ La capacité d'autofinancement progresse de 32,7 % à 1 371 MF.

■ Les investissements opérationnels nets se sont élevés à 492 MF.

### ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

■ Au 1<sup>er</sup> Juillet, le Groupe a acquis auprès de la Compagnie Générale des Eaux les 33,34 % de SI IENA (holding de contrôle de la FNAC) qu'il ne détenait pas encore, pour un montant de 1 044 MF.

■ Au début Août, la FNAC a repris la participation de 60 % du Groupe GIB, dans SODAL SA, pour 140 MF, ce qui lui assure le contrôle total de ses activités belges.

■ A fin Août, le chiffre d'affaires du Groupe, à structures comparables, est en hausse de 1 %.

### PERSPECTIVES

La Direction du Groupe ne prévoit pas d'amélioration sensible de la conjoncture sur la deuxième partie de l'année. Compte tenu du poids du second semestre dans la formation du résultat annuel, la progression du résultat net part du Groupe observée au premier semestre ne peut être extrapolée sur l'ensemble de l'année.

Le Groupe maintiendra ses efforts de productivité dans tous les domaines. La recherche de nouveaux moteurs de croissance interne et externe sera poursuivie avec, en priorité, l'accroissement du développement international.

### COMPTES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le résultat courant de la société mère s'élève à 562 MF au 30 Juin 1996 contre 360 MF au 30 Juin 1995 et 1 441 MF au 31 Décembre 1995.

Le résultat net de la société mère s'inscrit à 962 MF au 30 Juin 1996 contre 565 MF au 30 Juin 1995 et 1 482 MF au 31 Décembre 1995.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires seront appelés à délibérer courant Décembre 1996 sur une opération de restructuration interne effectuée par voie de fusion-absorption de trois filiales du Groupe, la Société Française d'Entrepos, la Société Allocataire de Magasins et la Société d'Investissement IENA. Cette opération est la conséquence de la prise du contrôle total de la FNAC.





Les Lorrains souhaitent

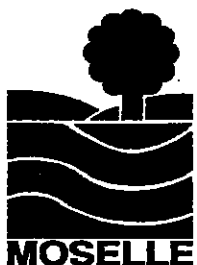
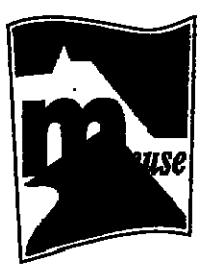
**“ Bienvenue  
à DHL ! ”**

- parce que pour les Lorrains, la première qualité de la vie c'est avoir du **travail** ;
- parce que les Lorrains aiment le **travail** ;
- parce que, depuis l'acier jusqu'à l'automobile en passant par le charbon et l'électronique, les Lorrains savent accueillir le **travail**, à l'exemple des investissements très lourds réalisés ces dernières années par MERCEDES et SWATCH, DAEWOO, MINOLTA, RENAULT, ALLIED SIGNAL...

*Gérard Longuet*

**Gérard LONGUET**  
Président du Conseil Régional de Lorraine

**La Lorraine : grande terre européenne d'industrie**





هكذا من الإمل

# FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996 / 23

■ LA BOURSE DE TOKYO s'est ressaisie, jeudi 19 septembre, grâce à des opérations d'arbitrage. L'indice Nikkei a gagné 166,10 points à 21 322,85 points (+ 0,79 %).

■ LE DOLLAR s'échangeait à 109,42 yens jeudi à Tokyo, en hausse par rapport à New York (109,12 yens) mais en baisse par rapport à la veille sur le marché local (110,23 yens).

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi sur le marché international de Hong Kong. L'once s'échangeait à 383,30-383,60 dollars contre 382,75-383,05 dollars la veille en clôture.

■ LE PÉTROLE BRUT a fortement progressé, mercredi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de brut de référence aux Etats-Unis a gagné 58 cents à 23,89 dollars.

■ LES RECETTES DE PRIVATISATION devaient représenter 22 milliards de francs en 1996, soit l'objectif prévu. Le gouvernement aurait aimé atteindre les 40 milliards.

## LES PLACES BORSIÈRES



### Timide reprise à la Bourse de Paris

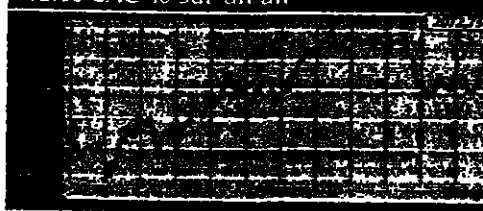
LA BOURSE DE Paris était orientée à la hausse jeudi 19 septembre en milieu de journée sur un marché peu échauffé, les opérateurs attendant les résultats des réunions des banques centrales allemande et française sans exclure une légère dérive du loyer de l'argent. Après avoir ouvert en baisse de 0,25 %, à 2 067,73 points, l'indice CAC 40 s'inversait une heure trois quarts plus tard en hausse de 0,19 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,20 %, à 2 076,80 points. Les échanges portaient sur 12 milliards de francs.

Mercredi, la Bourse de Paris avait perdu un peu de terrain (- 0,39 %) sous l'effet conjugué du budget 1997 présenté par le gouvernement Juppé et du recul de Wall Street, qui a finalement clôturé en baisse de 0,19 %.

Du côté des valeurs, ces dernières restent soumises au rythme de la publication des résultats semestriels.

Pinaut-Printemps-Redoute dominait le volume avec plus de

Indice CAC 40 sur un an



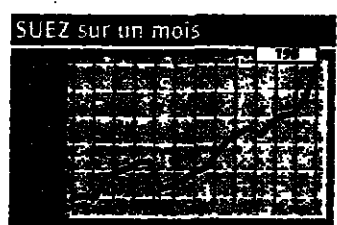
100 millions de francs échangés sur le titre et une hausse de 2,75 %, à 1 871 francs. Le groupe a annoncé mercredi soir une hausse de 65,5 % de son résultat net p/g à 748 millions

de francs pour le premier semestre. Sa filiale Renel suivait la tendance (+ 1,89 %, à 1 345 francs) après avoir annoncé un bénéfice net en hausse de 14,07 %.

### Suez, valeur du jour

SUEZ, qui a annoncé mardi 17 septembre le rachat par sa filiale belge, la Société générale de Belgique, de la participation du groupe d'Albert Frère dans Tractebel, a nettement progressé, mercredi 18 septembre, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 2,33 %, à 198 francs, dans un volume de 545 767 pièces. Depuis le début de l'année, le titre affiche toujours un repli de 1,98 %. Selon les intervenants, le marché a bien accueilli cette opération, qui s'inscrit dans

la stratégie de recentrage du groupe. Le groupe Suez devrait publier ses résultats semestriels le 9 octobre.



### Reprise à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO s'est ressaisie jeudi 19 septembre grâce à des opérations d'arbitrage avec les contrats à terme. L'indice Nikkei, qui avait perdu 0,72 % mercredi, a regagné 0,79 %, soit une hausse de 166,10 points à 21 322,85 points.

La veille, Wall Street avait terminé en modeste baisse, les opérateurs commençant à mettre à jour leurs positions avant l'expiration trimestrielle vendredi d'options et de contrats à terme liés aux indices boursiers (« journée des trois sorcières »). Les spéculations sur un éventuel relèvement des taux directeurs américains la semaine prochaine, ont également pesé sur la Bourse new-yorkaise. L'indice Dow Jones a perdu 11,47 points, soit 0,19 %, à 5 877,36 points. En Europe, la publication de chiffres sur la consommation en Grande-Bre-

tagne et le départ à la baisse de Wall Street ont fait reculer la Bourse de Londres. L'indice Footsie a terminé en baisse de 16,6 points, soit 0,42 %, à 3 955,7 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a été stable après les niveaux records atteints en début de semaine. L'indice DAX a terminé la séance à 2 625,70 points, soit une baisse de 0,09 % par rapport à la veille.

### INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
Paris CAC 40	2076,80	+0,19
New-York NYSE	5877,36	-0,19
Londres FT100	3955,70	-0,42
Francfort DAX	2625,70	-0,09
Bruxelles Euronext	2090,54	-0,09
Amsterdam AEX	1754,65	-0,09
Milano MIB	969	-0,52
Osaka Nikkei	21322,85	+0,79
Hong Kong Hang Seng	11194	+0,24
Singapore Straits	2182,91	-0,31

### NEW YORK

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
Alcoa	62,75	+0,12
American Express	44,62	+0,25
Allied Signal	62,50	+0,12
AT & T	41,25	+0,12
Boeing Co	91,12	+0,12
Caterpillar Inc.	75,12	+0,12
Chemical Bank	62,62	+0,12
Coca-Cola Co	51,87	+0,12
Du Pont Nemours & Co	61,25	+0,12
Eastman Kodak Co	74,87	+0,12
Exxon Corp.	65,75	+0,12
Gen. Electric Co	50	+0,12
Gen. Motors Corp.	62,57	+0,12
Goldman Sachs & Co	67,12	+0,12
IBM	124,50	+0,12
Imperial Chemical	44,25	+0,12
Intel Corp.	91,25	+0,12
J.P. Morgan Co	51,37	+0,12
Mc Don Douglas	61,25	+0,12
Merck & Co Inc.	44,25	+0,12
Minerals Mfg. & Mktg.	70,75	+0,12
Philip Morris	95,25	+0,12
Procter & Gamble Co	52,25	+0,12
Sears Roebuck & Co	44,87	+0,12
Shell International	65,12	+0,12
Union Carb.	45,50	+0,12
Unit Technol.	118,50	+0,12
Westingh. Electric	18,37	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12

## LES TAUX



### Baisse initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en légère baisse, jeudi 19 septembre. Le contrat échéance décembre perdait 2 centimes, à 123,92, des premières transactions. La veille, il avait déjà perdu 22 centimes après l'annonce des mesures budgétaires du gouvernement. Les marchés restent partagés sur les chances d'une baisse des taux de la Banque de

France ce jeudi. Pour saluer l'effort de rigueur du gouvernement, la banque centrale pourrait faire un geste en abaissant son taux d'appel d'offres (actuellement à 3,35 %) de quelque 10 centimes de point, selon des analystes. Toutefois, ajoutent-ils, la Banque de France pourrait aussi rester prudente et se contenter de réduire le taux au jour le jour (actuellement à 3,50 %) pour donner un signal de détermination monétaire.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Devise	Cours au 19/09/96	Var. %
Allemagne (100 dm)	340,7800	+0,08
Belgique (100 B)	363,5400	+0,02
Canada (100 C)	37,5400	+0,02
France (100 F)	6,5500	+0,02
Grande-Bretagne (1 £)	163,5400	+0,02
Italie (100 L)	3,3745	+0,02
Japon (100 ¥)	109,4200	+0,02
Maroc (100 M)	2,2500	+0,02
Norvège (100 N)	48,4350	+0,02
Pays-Bas (100 G)	3,6000	+0,02
Portugal (100 P)	200,4800	+0,02
Espagne (100 P)	166,6400	+0,02
Suède (100 S)	8,4600	+0,02
Suisse (100 S)	1,3300	+0,02
Union Sov. (100 R)	1,9300	+0,02
Yen (100 ¥)	109,4200	+0,02

### MATIF

Échéance	18/09	19/09	20/09
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92
Notionnel 10 %	123,92	123,92	123,92

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance	18/09	19/09	20/09
Sept. 96	2076,80	2076,80	2076,80
Oct. 96	2076,80	2076,80	2076,80
Nov. 96	2076,80	2076,80	2076,80
Déc. 96	2076,80	2076,80	2076,80

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
HAUSSES, 12h30	1809	31,12
British Airways	77,5	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
Comptech Group	11,50	+0,12
Volvo	23,5	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12
BAISSES, 12h30	1809	31,12
Shell	15,4	+0,12
Unilever	18,37	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
HAUSSES, 12h30	1809	31,12
British Airways	77,5	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
Comptech Group	11,50	+0,12
Volvo	23,5	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12
BAISSES, 12h30	1809	31,12
Shell	15,4	+0,12
Unilever	18,37	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
SBF 120	1457,11	+0,30
SBF 250	1407,22	+0,26
SBF Second Marché	26,51	+0,17
SBF MidCac	150,45	+0,41

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
SEANCE, 12h30	1809	31,12
British Airways	77,5	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
Comptech Group	11,50	+0,12
Volvo	23,5	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
SBF 120	1457,11	+0,30
SBF 250	1407,22	+0,26
SBF Second Marché	26,51	+0,17
SBF MidCac	150,45	+0,41

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
SEANCE, 12h30	1809	31,12
British Airways	77,5	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
Comptech Group	11,50	+0,12
Volvo	23,5	+0,12
Woolworth	21,62	+0,12

### LONDRES

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
Allied Lyons	4,65	+0,12
Barclays Bank	9,48	+0,12
B.A.T. Industries	4,58	+0,12
British Airways	10,75	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
British Airways	10,75	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
British Airways	10,75	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12
British Airways	10,75	+0,12
British Telecom	13,8	+0,12

### FRANCFORT

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
Allianz Holding N	2096	2708
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47
Bayer AG	47,16	47

## LES MONNAIES

### Léger accès de faiblesse du franc

Le franc était victime d'un léger accès de faiblesse, jeudi 19 septembre, dès les premières transactions interbancaires. La devise française cotait 3,4091 francs face au deutschemark. La veille, le franc avait terminé à 3,4070 francs face à la monnaie allemande. Le franc a cédé du terrain après l'annonce de mesures budgétaires du gouvernement qui a donné lieu à des prises de bénéfices et après la dégringolade du dollar dans l'après-midi

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devise	Cours au 19/09/96	Var. %
Allemagne (100 dm)	340,7800	+0,08
Belgique (100 B)	363,5400	+0,02
Canada (100 C)	37,5400	+0,02
France (100 F)	6,5500	+0,02
Grande-Bretagne (1 £)	163,5400	+0,02
Italie (100 L)	3,3745	+0,02
Japon (100 ¥)	109,4200	+0,02
Maroc (100 M)	2,2500	+0,02
Norvège (100 N)	48,4350	+0,02
Pays-Bas (100 G)	3,6000	+0,02
Portugal (100 P)	200,4800	+0,02
Espagne (100 P)	166,6400	+0,02
Suède (100 S)	8,4600	+0,02
Suisse (100 S)	1,3300	+0,02
Union Sov. (100 R)	1,9300	+0,02
Yen (100 ¥)	109,4200	+0,02

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devise	Cours au 19/09/96	Var. %
Allemagne (100 dm)	340,7800	+0,08
Belgique (100 B)	363,5400	+0,02
Canada (100 C)	37,5400	+0,02
France (100 F)	6,5500	+0,02
Grande-Bretagne (1 £)	163,5400	+0,02
Italie (100 L)	3,3745	+0,02
Japon (100 ¥)	109,4200	+0,02
Maroc (100 M)	2,2500	+0,02
Norvège (100 N)	48,4350	+0,02
Pays-Bas (100 G)	3,6000	+0,02
Portugal (100 P)	200,4800	+0,02
Espagne (100 P)	166,6400	+0,02
Suède (100 S)	8,4600	+0,02
Suisse (100 S)	1,3300	+0,02
Union Sov. (100 R)	1,9300	+0,02
Yen (100 ¥)	109,4200	+0,02

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devise	Cours au 19/09/96	Var. %
Allemagne (100 dm)	340,7800	+0,08
Belgique (100 B)	363,5400	+0,02
Canada (100 C)	37,5400	+0,02
France (100 F)	6,5500	+0,02
Grande-Bretagne (1 £)	163,5400	+0,02
Italie (100 L)	3,3745	+0,02
Japon (100 ¥)	109,4200	+0,02
Maroc (100 M)	2,2500	+0,02
Norvège (100 N)	48,4350	+0,02
Pays-Bas (100 G)	3,6000	+0,02
Portugal (100 P)	200,4800	+0,02
Espagne (100 P)	166,6400	+0,02
Suède (100 S)	8,4600	+0,02
Suisse (100 S)	1,3300	+0,02
Union Sov. (100 R)	1,9300	+0,02
Yen (100 ¥)	109,4200	+0,02

### LE PÉTROLE

Indice	Cours au 19/09/96	Var. %
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02
Crude Oil (New York)	23,89	+0,02

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devise	Cours au 19/09/96	Var. %
Allemagne (100 dm)	340,7800	+0,08
Belgique (100 B)	363,5400	+0,02
Canada (100 C)	37,5400	+0,02
France (100 F)	6,5500	+0,02
Grande-Bretagne (1 £)	163,5400	+0,02
Italie (100 L)	3,3745	+0,02
Japon (100 ¥)	109,4200	+0,02
Maroc (100 M)	2,2500	+0,02
Norvège (100 N)	48,4350	+0,02
Pays-Bas (100 G)	3,6000	+0,02
Portugal (100 P)	200,4800	+0,02
Espagne (100 P)	166,6400	+0,02
Suède (100 S)	8,4600	+0,02
Suisse (100 S)	1,3300	+0,02
Union Sov. (100 R)	1,9300	+0,02
Yen (100 ¥)	109,4200	+0,02

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

LES MATIÈRES	
INDICES	
	18/09
Dow-Jones comptant	218,06
Dow-Jones à terme	363,80
CRB	245,13
MÉTALLS (Londres) dollars	
Cuivre comptant	1912
Cuivre à 3 mois	1910
Aluminium comptant	1592
Aluminium à 3 mois	1427



صحة الامن للإم

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 19 SEPTEMBRE  
Liquidation : 23 septembre  
Taux de report : 3,75  
Cours relevés à 12h30



+0,50%  
CAC 40 : 2083,07

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
B.N.P. (L.P.)	890	895	+0,56	
C.I. Lyonnais (L.P.)	150	150	0,00	
Renault (L.P.)	1629	1629	0,00	
Rhone-Poulenc (L.P.)	1964	1964	0,00	
Saint-Gobain (L.P.)	1176	1176	0,00	
Thomson SA (L.P.)	990	990	0,00	
Accor	446	446	0,00	
AGF-Act. France	142	142	0,00	
Alcatel	841	841	0,00	
Alcatel Alsthom	356,60	356,60	0,00	
Amis	286,30	286,30	0,00	
Avia	567	567	0,00	
Banque Paribas	780	780	0,00	
Banque de France	538	538	0,00	
Banque de Paris	458	458	0,00	
Banque de la Réunion	185	185	0,00	
Banque de l'Inde	717	717	0,00	
Banque de l'Inde	115	115	0,00	
Banque de l'Inde	188	188	0,00	
Banque de l'Inde	518	518	0,00	
Banque de l'Inde	2350	2350	0,00	
Banque de l'Inde	499,39	499,39	0,00	
Banque de l'Inde	1155	1155	0,00	
Banque de l'Inde	230	230	0,00	
Banque de l'Inde	720	720	0,00	
Banque de l'Inde	286,30	286,30	0,00	
Banque de l'Inde	139	139	0,00	
Banque de l'Inde	969	969	0,00	
Banque de l'Inde	236,30	236,30	0,00	
Banque de l'Inde	44,30	44,30	0,00	
Banque de l'Inde	466	466	0,00	
Banque de l'Inde	370	370	0,00	
Banque de l'Inde	126,40	126,40	0,00	
Banque de l'Inde	1145	1145	0,00	
Banque de l'Inde	1200	1200	0,00	
Banque de l'Inde	191,30	191,30	0,00	
Banque de l'Inde	647	647	0,00	
Banque de l'Inde	178,10	178,10	0,00	
Banque de l'Inde	466	466	0,00	
Banque de l'Inde	733	733	0,00	
Banque de l'Inde	391,30	391,30	0,00	
Banque de l'Inde	1216,10	1216,10	0,00	
Banque de l'Inde	762	762	0,00	
Banque de l'Inde	11,10	11,10	0,00	
Banque de l'Inde	2329	2329	0,00	
Banque de l'Inde	499,39	499,39	0,00	
Banque de l'Inde	69,55	69,55	0,00	

Credit Local For	456,80	456,80	0,00	
Credit Lyonnais	136	136	0,00	
Credit National	385	385	0,00	
Ci Signaux	219	219	0,00	
Demat	3602	3602	0,00	
Dinamo	712	712	0,00	
Dinamo	900	900	0,00	
Dinamo	346	346	0,00	
Dinamo	202,50	202,50	0,00	
Dinamo	165,60	165,60	0,00	
Dinamo	634	634	0,00	
Dinamo	37,20	37,20	0,00	
Dinamo	185	185	0,00	
Dinamo	1230	1230	0,00	
Dinamo	118,50	118,50	0,00	
Dinamo	527	527	0,00	
Dinamo	1245	1245	0,00	
Dinamo	326,20	326,20	0,00	
Dinamo	396,60	396,60	0,00	
Dinamo	322,40	322,40	0,00	
Dinamo	740	740	0,00	
Dinamo	1270	1270	0,00	
Dinamo	999	999	0,00	
Dinamo	565	565	0,00	
Dinamo	2070	2070	0,00	
Dinamo	138	138	0,00	
Dinamo	1129	1129	0,00	
Dinamo	6,95	6,95	0,00	
Dinamo	973	973	0,00	
Dinamo	418	418	0,00	
Dinamo	73,30	73,30	0,00	
Dinamo	470,10	470,10	0,00	
Dinamo	4469	4469	0,00	
Dinamo	1470	1470	0,00	
Dinamo	117	117	0,00	
Dinamo	434	434	0,00	
Dinamo	370	370	0,00	
Dinamo	2059	2059	0,00	
Dinamo	324,90	324,90	0,00	
Dinamo	405	405	0,00	
Dinamo	374	374	0,00	
Dinamo	88	88	0,00	
Dinamo	302	302	0,00	
Dinamo	725	725	0,00	
Dinamo	1772	1772	0,00	
Dinamo	324,30	324,30	0,00	
Dinamo	245	245	0,00	
Dinamo	735	735	0,00	
Dinamo	328	328	0,00	
Dinamo	65	65	0,00	
Dinamo	202	202	0,00	
Dinamo	623	623	0,00	
Dinamo	297	297	0,00	
Dinamo	630	630	0,00	
Dinamo	175	175	0,00	
Dinamo	299	299	0,00	
Dinamo	119,50	119,50	0,00	
Dinamo	265	265	0,00	
Dinamo	175	175	0,00	
Dinamo	645	645	0,00	
Dinamo	535	535	0,00	
Dinamo	215	215	0,00	
Dinamo	695	695	0,00	
Dinamo	166	166	0,00	

LYMHE Most Vultoon	1115	1115	0,00	
Lyonnaise	420,30	420,30	0,00	
Lyonnaise	49,50	49,50	0,00	
Lyonnaise	14,40	14,40	0,00	
Lyonnaise	227,50	227,50	0,00	
Lyonnaise	71	71	0,00	
Lyonnaise	128	128	0,00	
Lyonnaise	235	235	0,00	
Lyonnaise	165,60	165,60	0,00	
Lyonnaise	440	440	0,00	
Lyonnaise	138,60	138,60	0,00	
Lyonnaise	335	335	0,00	
Lyonnaise	1359	1359	0,00	
Lyonnaise	274	274	0,00	
Lyonnaise	294	294	0,00	
Lyonnaise	586	586	0,00	
Lyonnaise	1621	1621	0,00	
Lyonnaise	490	490	0,00	
Lyonnaise	536	536	0,00	
Lyonnaise	1362	1362	0,00	
Lyonnaise	425	425	0,00	
Lyonnaise	131	131	0,00	
Lyonnaise	116,10	116,10	0,00	
Lyonnaise	1320	1320	0,00	
Lyonnaise	424	424	0,00	
Lyonnaise	27,50	27,50	0,00	
Lyonnaise	1215	1215	0,00	
Lyonnaise	1710	1710	0,00	
Lyonnaise	310	310	0,00	
Lyonnaise	658	658	0,00	
Lyonnaise	1197	1197	0,00	
Lyonnaise	425	425	0,00	
Lyonnaise	47,50	47,50	0,00	
Lyonnaise	420,30	420,30	0,00	
Lyonnaise	1684	1684	0,00	
Lyonnaise	425	425	0,00	
Lyonnaise	299	299	0,00	
Lyonnaise	205,90	205,90	0,00	
Lyonnaise	193,50	193,50	0,00	
Lyonnaise	91	91	0,00	
Lyonnaise	1701	1701	0,00	
Lyonnaise	95,50	95,50	0,00	
Lyonnaise	30	30	0,00	
Lyonnaise	402	402	0,00	
Lyonnaise	1020	1020	0,00	
Lyonnaise	1699	1699	0,00	
Lyonnaise	369	369	0,00	
Lyonnaise	290	290	0,00	
Lyonnaise	2330	2330	0,00	
Lyonnaise	139,30	139,30	0,00	
Lyonnaise	109	109	0,00	
Lyonnaise	466	466	0,00	
Lyonnaise	409,30	409,30	0,00	
Lyonnaise	198	198	0,00	
Lyonnaise	175	175	0,00	
Lyonnaise	468,80	468,80	0,00	
Lyonnaise	154,40	154,40	0,00	
Lyonnaise	394,80	394,80	0,00	
Lyonnaise	101,50	101,50	0,00	
Lyonnaise	425,30	425,30	0,00	

UCC DA (M)	280	280	0,00	
UCC	45	45	0,00	
UCC	400	400	0,00	
UCC	130	130	0,00	
UCC	523	523	0,00	
UCC	625	625	0,00	
UCC	79	79	0,00	
UCC	279,20	279,20	0,00	
UCC	226	226	0,00	
UCC	131	131	0,00	
UCC	288,60	288,60	0,00	
UCC	1327	1327	0,00	
UCC	1145	1145	0,00	

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Compensation (1)
ABN AMRO HOLL.	284	284	0,00	
Adco SA	1375	1375	0,00	
Adco AG	456,80	456,80	0,00	
Adco AG	125,20	125,20	0,00	
Adco AG	315,10	315,10	0,00	
Adco AG	405	405	0,00	
Adco AG	13,55	13,55	0,00	
Adco AG	22,30	22,30	0,00	
Adco AG	260	260	0,00	
Adco AG	137,10	137,10	0,00	
Adco AG	160,10	160,10	0,00	
Adco AG	166,80	166,80	0,00	
Adco AG	93,30	93,30	0,00	
Adco AG	6,55	6,55	0,00	
Adco AG	237,30	237,30	0,00	
Adco AG	240	240	0,00	
Adco AG	265,90	265,90	0,00	
Adco AG	138,50	138,50	0,00	
Adco AG	245	245	0,00	
Adco AG	137,40	137,40	0,00	
Adco AG	61,05	61,05	0,00	
Adco AG	403	403	0,00	
Adco AG	381	381	0,00	
Adco AG	278	278	0,00	
Adco AG	46,80	46,80	0,00	
Adco AG	29,80	29,80	0,00	
Adco AG	127,70	127,70	0,00	
Adco AG	440	440	0,00	
Adco AG	165	165	0,00	
Adco AG	53,15	53,15	0,00	
Adco AG	18,75	18,75	0,00	
Adco AG	445	445	0,00	
Adco AG	22,30	22,30	0,00	
Adco AG	477,20	477,20	0,00	
Adco AG	36,90	36,90	0,00	
Adco AG	36,10	36,10	0,00	
Adco AG	13,25	13,25	0,00	
Adco AG	47,50	47,50	0,00	

Hutchinson	46,85	46,85	+2,02	
Hutchinson	183,70	183,70	+1,52	
Hutchinson	640	640	+0,15	
Hutchinson	66,90	66,90	+2,24	
Hutchinson	280,30	280,30	+0,53	
Hutchinson	243	243	+0,34	
Hutchinson	349,60	349,60	+0,33	
Hutchinson	63,05	63,05	+0,59	
Hutchinson	465,30	465,30	+0,79	
Hutchinson	5730	5730	+0,52	
Hutchinson	69,50	69,50	+0,57	
Hutchinson	221	221	+0,44	
Hutchinson	237,70	237,70	+0,68	
Hutchinson	1690	1690	+0,30	
Hutchinson	484,40	484,40	+0,50	
Hutchinson	174,20	174,20	+0,28	
Hutchinson	127	127	+1,96	
Hutchinson	475	475	+0,46	
Hutchinson	39,30	39,30	+0,64	
Hutchinson	362,30	362,30	+0,60	
Hutchinson	791	791	+0,87	
Hutchinson	74,35	74,35	+0,88	
Hutchinson	36	36	+2,08	
Hutchinson	432	432	+1,73	
Hutchinson	24,40	24,40	+0,79	
Hutchinson	74,70	74,70	+0,75	
Hutchinson	268,70	268,70	+0,76	
Hutchinson	328	328	+0,34	
Hutchinson	92,48	92,48	+3,07	
Hutchinson	309,10	309,10	+0,68	
Hutchinson	97,45	97,45	+0,05	
Hutchinson	33,75	33,75	+0,39	
Hutchinson	828	828	+0,61	
Hutchinson	611	611	+0,34	
Hutchinson	490	490	+0,33	
Hutchinson	1955	1955	+0,58	
Hutchinson	112,20	112,20	+0,26	
Hutchinson	180,10	180,10	+0,68	
Hutchinson	106,50	106,50	+0,64	
Hutchinson	4,18	4,18	+0,47	

	46,85
	16,59
	66,90
F	280,50
F	19
	245
Cs	349,60
Corp.	694
Corp.	694
Corp.	694
Corp.	5730
Pecher	69,30
	221
	337,70
	1690
	174,30
	46,30
Inc	127
Inc	475
	265
	39,70
	302,30
	74,35
Prises	225
	36
Prises	432
Micro	244,80
Prises	78,75
	268,70
Bank	328
	97,65
	209,19
	33,75
	69
Bank	1595
	81
	172,50
	108,90
Dep	418
	418

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon;  
M = Marseille; N = Nancy;  
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLS**  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
3 = coupon détaché; 4 = droit de souscription  
5 = droit de souscription; 6 = droit de souscription  
7 = droit de souscription; 8 = droit de souscription  
9 = droit de souscription; 10 = droit de souscription  
11 = droit de souscription; 12 = droit de souscription  
13 = droit de souscription; 14 = droit de souscription  
15 = droit de souscription; 16 = droit de souscription  
17 = droit de souscription; 18 = droit de souscription  
19 = droit de souscription; 20 = droit de souscription  
21 = droit de souscription; 22 = droit de souscription  
23 = droit de souscription; 24 = droit de souscription  
25 = droit de souscription; 26 = droit de souscription  
27 = droit de souscription; 28 = droit de souscription  
29 = droit de souscription; 30 = droit de souscription  
31 = droit de souscription; 32 = droit de souscription  
33 = droit de souscription; 34 = droit de souscription  
35 = droit de souscription; 36 = droit de souscription  
37 = droit de souscription; 38 = droit de souscription  
39 = droit de souscription; 40 = droit de souscription  
41 = droit de souscription; 42 = droit de souscription  
43 = droit de souscription; 44 = droit de souscription  
45 = droit de souscription; 46 = droit de souscription  
47 = droit de souscription; 48 = droit de souscription  
49 = droit de souscription; 50 = droit de souscription  
51 = droit de souscription; 52 = droit de souscription  
53 = droit de souscription; 54 = droit de souscription  
55 = droit de souscription; 56 = droit de souscription  
57 = droit de souscription; 58 = droit de souscription  
59 = droit de souscription; 60 = droit de souscription  
61 = droit de souscription; 62 = droit de souscription  
63 = droit de souscription; 64 = droit de souscription  
65 = droit de souscription; 66 = droit de souscription  
67 = droit de souscription; 68 = droit de souscription  
69 = droit de souscription; 70 = droit de souscription  
71 = droit de souscription; 72 = droit de souscription  
73 = droit de souscription; 74 = droit de souscription  
75 = droit de souscription; 76 = droit de souscription  
77 = droit de souscription; 78 = droit de souscription  
79 = droit de souscription; 80 = droit de souscription  
81 = droit de souscription; 82 = droit de souscription  
83 = droit de souscription; 84 = droit de souscription  
85 = droit de souscription; 86 = droit de souscription  
87 = droit de souscription; 88 = droit de souscription  
89 = droit de souscription; 90 = droit de souscription  
91 = droit de souscription; 92 = droit de souscription  
93 = droit de souscription; 94 = droit de souscription  
95 = droit de souscription; 96 = droit de souscription  
97 = droit de souscription; 98 = droit de souscription  
99 = droit de souscription; 100 = droit de souscription  
101 = droit de souscription; 102 = droit de souscription  
103 = droit de souscription; 104 = droit de souscription  
105 = droit de souscription; 106 = droit de souscription  
107 = droit de souscription; 108 = droit de souscription  
109 = droit de souscription; 110 = droit de souscription  
111 = droit de souscription; 112 = droit de souscription  
113 = droit de souscription; 114 = droit de souscription  
115 = droit de souscription; 116 = droit de souscription  
117 = droit de souscription; 118 = droit de souscription  
119 = droit de souscription; 120 = droit de souscription  
121 = droit de souscription; 122 = droit de souscription  
123 = droit de souscription; 124 = droit de souscription  
125 = droit de souscription; 126 = droit de souscription  
127 = droit de souscription; 128 = droit de souscription  
129 = droit de souscription; 130 = droit de souscription  
131 = droit de souscription; 132 = droit de souscription  
133 = droit de souscription; 134 = droit de souscription  
135 = droit de souscription; 136 = droit de souscription  
137 = droit de souscription; 138 = droit de souscription  
139 = droit de souscription; 140 = droit de souscription  
141 = droit de souscription; 142 = droit de souscription  
143 = droit de souscription; 144 = droit de souscription  
145 = droit de souscription; 146 = droit de souscription  
147 = droit de souscription; 148 = droit de souscription  
149 = droit de souscription; 150 = droit de souscription  
151 = droit de souscription; 152 = droit de souscription  
153 = droit de souscription; 154 = droit de souscription  
155 = droit de souscription; 156 = droit de souscription  
157 = droit de souscription; 158 = droit de souscription  
159 = droit de souscription; 160 = droit de souscription  
161 = droit de souscription; 162 = droit de souscription  
163 = droit de souscription; 164 = droit de souscription  
165 = droit de souscription; 166 = droit de souscription  
167 = droit de souscription; 168 = droit de souscription  
169 = droit de souscription; 170 = droit de souscription  
171 = droit de souscription; 172 = droit de souscription  
173 = droit de souscription; 174 = droit de souscription  
175 = droit de souscription; 176 = droit de souscription  
177 = droit de souscription; 178 = droit de souscription  
179 = droit de souscription; 180 = droit de souscription  
181 = droit de souscription; 182 = droit de souscription  
183 = droit de souscription; 184 = droit de souscription  
185 = droit de souscription; 186 = droit de souscription  
187 = droit de souscription; 188 = droit de souscription  
189 = droit de souscription; 190 = droit de souscription  
191 = droit de souscription; 192 = droit de souscription  
193 = droit de souscription; 194 = droit de souscription  
195 = droit de souscription; 196 = droit de souscription  
197 = droit de souscription; 198 = droit de souscription  
199 = droit de souscription; 200 = droit de souscription  
201 = droit de souscription; 202 = droit de souscription  
203 = droit de souscription; 204 = droit de souscription  
205 = droit de souscription; 206 = droit de souscription  
207 = droit de souscription; 208 = droit de souscription  
209 = droit de souscription; 210 = droit de souscription  
211 = droit de souscription; 212 = droit de souscription  
213 = droit de souscription; 214 = droit de souscription  
215 = droit de souscription; 216 = droit de souscription  
217 = droit de souscription; 218 = droit de souscription  
219 = droit de souscription; 220 = droit de souscription  
221 = droit de souscription; 222 = droit de souscription  
223 = droit de souscription; 224 = droit de souscription  
225 = droit de souscription; 226 = droit de souscription  
227 = droit de souscription; 228 = droit de souscription  
229 = droit de souscription; 230 = droit de souscription  
231 = droit de souscription; 232 = droit de souscription  
233 = droit de souscription; 234 = droit de souscription  
235 = droit de souscription; 236 = droit de souscription  
237 = droit de souscription; 238 = droit de souscription  
239 = droit de souscription; 240 = droit de souscription  
241 = droit de souscription; 242 = droit de souscription  
243 = droit de souscription; 244 = droit de souscription  
245 = droit de souscription; 246 = droit de souscription  
247 = droit de souscription; 248 = droit de souscription  
249 = droit de souscription; 250 = droit de souscription  
251 = droit de souscription; 252 = droit de souscription  
253 = droit de souscription; 254 = droit de souscription  
255 = droit de souscription; 256 = droit de souscription  
257 = droit de souscription; 258 = droit de souscription  
259 = droit de souscription; 260 = droit de souscription  
261 = droit de souscription; 262 = droit de souscription  
263 = droit de souscription; 264 = droit de souscription  
265 = droit de souscription; 266 = droit de souscription  
267 = droit de souscription; 268 = droit de souscription  
269 = droit de souscription; 270 = droit de souscription  
271 = droit de souscription; 272 = droit de souscription  
273 = droit de souscription; 274 = droit de souscription  
275 = droit de souscription; 276 = droit de souscription  
277 = droit de souscription; 278 = droit de souscription  
279 = droit de souscription; 280 = droit de souscription  
281 = droit de souscription; 282 = droit de souscription  
283 = droit de souscription; 284 = droit de souscription  
285 = droit de souscription; 286 = droit de souscription  
287 = droit de souscription; 288 = droit de souscription  
289 = droit de souscription; 290 = droit de souscription  
291 = droit de souscription; 292 = droit de souscription  
293 = droit de souscription; 294 = droit de souscription  
295 = droit de souscription; 296 = droit de souscription  
297 = droit de souscription; 298 = droit de souscription  
299 = droit de souscription; 300 = droit de souscription  
301 = droit de souscription; 302 = droit de souscription  
303 = droit de souscription; 304 = droit de souscription  
305 = droit de souscription; 306 = droit de souscription  
307 = droit de souscription; 308 = droit de souscription  
309 = droit de souscription; 310 = droit de souscription  
311 = droit de souscription; 312 = droit de souscription  
313 = droit de souscription; 314 = droit de souscription  
315 = droit de souscription; 316 = droit de souscription  
317 = droit de souscription; 318 = droit de souscription  
319 = droit de souscription; 320 = droit de souscription  
321 = droit de souscription; 322 = droit de souscription  
323 = droit de souscription; 324 = droit de souscription  
325 = droit de souscription; 326 = droit de souscription  
327 = droit de souscription; 328 = droit de souscription  
329 = droit de souscription; 330 = droit de souscription  
331 = droit de souscription; 332 = droit de souscription  
333 = droit de souscription; 334 = droit de souscription  
335 = droit de souscription; 336 = droit de souscription  
337 = droit de souscription; 338 = droit de souscription  
339 = droit de souscription; 340 = droit de souscription  
341 = droit de souscription; 342 = droit de souscription  
343 = droit de souscription; 344 = droit de souscription  
345 = droit de souscription; 346 = droit de souscription  
347 = droit de souscription; 348 = droit de souscription  
349 = droit de souscription; 350 = droit de souscription  
351 = droit de souscription; 352 = droit de souscription  
353 = droit de souscription; 354 = droit de souscription  
355 = droit de souscription; 356 = droit de souscription  
357 = droit de souscription; 358 = droit de souscription  
359 = droit de souscription; 360 = droit de souscription  
361 = droit de souscription; 362 = droit de souscription  
363 = droit de souscription; 364 = droit de souscription  
365 = droit de souscription; 366 = droit de souscription  
367 = droit de souscription; 368 = droit de souscription  
369 = droit de souscription; 370 = droit de souscription  
371 = droit de souscription; 372 = droit de souscription  
373 = droit de souscription; 374 = droit de souscription  
375 = droit de souscription; 376 = droit de souscription  
377 = droit de souscription; 378 = droit de souscription  
379 = droit de souscription; 380 = droit de souscription  
381 = droit de souscription; 382 = droit de souscription  
383 = droit de souscription; 384 = droit de souscription  
385 = droit de souscription; 386 = droit de souscription  
387 = droit de souscription; 388 = droit de souscription  
389 = droit de souscription; 390 = droit de souscription  
391 = droit de souscription; 392 = droit de souscription  
393 = droit de souscription; 394 = droit de souscription  
395 = droit de souscription; 396 = droit de souscription  
397 = droit de souscription; 398 = droit de souscription  
399 = droit de souscription; 400 = droit de souscription  
401 = droit de souscription; 402 = droit de souscription  
403 = droit de souscription; 404 = droit de souscription  
405 = droit de souscription; 406 = droit de souscription  
407 = droit de souscription; 408 = droit de souscription  
409 = droit de souscription; 410 = droit de souscription  
411 = droit de souscription; 412 = droit de souscription  
413 = droit de souscription; 414 = droit de souscription  
415 = droit de souscription; 416 = droit de souscription  
417 = droit de souscription; 418 = droit de souscription  
419 = droit de souscription; 420 = droit de souscription  
421 = droit de souscription; 422 = droit de souscription  
423 = droit de souscription; 424 = droit de souscription  
425 = droit de souscription; 426 = droit de souscription  
427 = droit de souscription; 428 = droit de souscription  
429 = droit de souscription; 430 = droit de souscription  
431 = droit de souscription; 432 = droit de souscription  
433 = droit de souscription; 434 = droit de souscription  
435 = droit de souscription; 436 = droit de souscription  
437 = droit de souscription; 438 = droit de souscription  
439 = droit de souscription; 440 = droit de souscription  
441 = droit de souscription; 442 = droit de souscription  
443 = droit de souscription; 444 = droit de souscription  
445 = droit de souscription; 446 = droit de souscription  
447 = droit de souscription; 448 = droit de souscription  
449 = droit de souscription; 450 = droit de souscription  
451 = droit de souscription; 452 = droit de souscription  
453 = droit de souscription; 454 = droit de souscription  
455 = droit de souscription; 456 = droit de souscription  
457 = droit de souscription; 458 = droit de souscription  
459 = droit de souscription; 460 = droit de souscription  
461 = droit de souscription; 462 = droit de souscription  
463 = droit de souscription; 464 = droit de souscription  
465 = droit de souscription; 466 = droit de souscription  
467 = droit de souscription; 468 = droit de souscription  
469 = droit de souscription; 470 = droit de souscription  
471 = droit de souscription; 472 = droit de souscription  
473 = droit de souscription; 474 = droit de souscription  
475 = droit de souscription; 476 = droit de souscription  
477 = droit de souscription; 478 = droit de souscription  
479 = droit de souscription; 480 = droit de souscription  
481 = droit de souscription; 482 = droit de souscription  
483 = droit de souscription; 484 = droit de souscription  
485 = droit de souscription; 486 = droit de souscription  
487 = droit de souscription; 488 = droit de souscription  
489 = droit de souscription; 490 = droit de souscription  
491 = droit de souscription; 492 = droit de souscription  
493 = droit de souscription; 494 = droit de souscription  
495 = droit de souscription; 496 = droit de souscription  
497 = droit de souscription; 498 = droit de souscription  
499 = droit de souscription; 500 = droit de souscription  
501 = droit de souscription; 502 = droit de souscription  
503 = droit de souscription; 504 = droit de souscription  
505 = droit de souscription; 506 = droit de souscription  
507 = droit de souscription; 508 = droit de souscription  
509 = droit de souscription; 510 = droit de souscription  
511 = droit de souscription; 512 = droit de souscription  
513 = droit de souscription; 514 = droit de souscription  
515 = droit de souscription; 516 = droit de souscription  
517 = droit de souscription; 518 = droit de souscription  
519 = droit de souscription; 520 = droit de souscription  
521 = droit de souscription; 522 = droit de souscription  
523 = droit de souscription; 524 = droit de souscription  
525 = droit de souscription; 526 = droit de souscription  
527 = droit de souscription; 528 = droit de souscription  
529 = droit de souscription; 530 = droit de souscription  
531 = droit de souscription; 532 = droit de souscription  
533 = droit de souscription; 534 = droit de souscription  
535 = droit de souscription; 536 = droit de souscription  
537 = droit de souscription; 538 = droit de souscription  
539 = droit de souscription; 540 = droit de souscription  
541 = droit de souscription; 542 = droit de souscription  
543 = droit de souscription; 544 = droit de souscription  
545 = droit de souscription; 546 = droit de souscription  
547 = droit de souscription; 548 = droit de souscription  
549 = droit de souscription; 550 = droit de souscription  
551 = droit de souscription; 552 = droit de souscription  
553 = droit de souscription; 554 = droit de souscription  
555 = droit de souscription; 556 = droit de souscription  
557 = droit de souscription; 558 = droit de souscription  
559 = droit de souscription; 560 = droit de souscription  
561 = droit de souscription; 562 = droit de souscription  
563 = droit de souscription; 564 = droit de souscription  
565 = droit de souscription; 566 = droit de souscription  
567 = droit de souscription; 568 = droit de souscription  
569 = droit de souscription; 570 = droit de souscription  
571 = droit de souscription; 572 = droit de souscription  
573 = droit de souscription; 574 = droit de souscription  
575 = droit de souscription; 576 = droit de souscription  
577 = droit de souscription; 578 = droit de souscription  
579 = droit de souscription; 580 = droit de souscription  
581 = droit de souscription; 582 = droit de souscription  
583 = droit de souscription; 584 = droit de souscription  
585 = droit de souscription; 586 = droit de souscription  
587 = droit de souscription; 588 = droit de souscription  
589 = droit de souscription; 590 = droit de souscription  
591 = droit de souscription; 592 = droit de souscription  
593 = droit de souscription; 594 = droit de souscription  
595 = droit de souscription; 596 = droit de souscription  
597 = droit de souscription; 598 = droit de souscription  
599 = droit de souscription; 600 = droit de souscription  
601 = droit de souscription; 602 = droit de souscription  
603 = droit de souscription; 604 = droit de souscription  
605 = droit de souscription; 606 = droit de souscription  
607 = droit de souscription; 608 = droit de souscription  
609 = droit de souscription; 610 = droit de souscription  
611 = droit de souscription; 612 = droit de souscription  
613 = droit de souscription; 614 = droit de souscription  
615 = droit de souscription; 616 = droit de souscription  
617 = droit de souscription; 618 = droit de souscription  
619 = droit de souscription; 620 = droit de souscription  
621 = droit de souscription; 622 = droit de souscription  
623 = droit de souscription; 624 = droit de souscription  
625 = droit de souscription; 626 = droit de souscription  
627 = droit de souscription; 628 = droit de souscription  
629 = droit de souscription; 630 = droit de souscription  
631 = droit de souscription; 632 = droit de souscription  
633 = droit de souscription; 634 = droit de souscription  
635 = droit de souscription; 636 = droit de souscription  
637 = droit de souscription; 638 = droit de souscription  
639 = droit de souscription; 640 = droit de souscription  
641 = droit de souscription; 642 = droit de souscription  
643 = droit de souscription; 644 = droit de souscription  
645 = droit de souscription; 646 = droit de souscription  
647 = droit de souscription; 648 = droit de souscription  
649 = droit de souscription; 650 = droit de souscription  
651 = droit de souscription; 652 = droit de souscription  
653 = droit de souscription; 654 = droit de souscription  
655 = droit de souscription; 656 = droit de souscription  
657 = droit de souscription; 658 = droit de souscription  
659 = droit de souscription; 660 = droit de souscription  
661 = droit de souscription; 662 = droit de souscription  
663 = droit de souscription; 664 = droit de souscription  
665 = droit de souscription; 666 = droit de souscription  
667 = droit de souscription; 668 = droit de souscription  
669 = droit de souscription; 670 = droit de souscription  
671 = droit de souscription; 672 = droit de souscription  
673 = droit de souscription; 674 = droit de souscription  
675 = droit de souscription; 676 = droit de souscription  
677 = droit de souscription; 678 = droit de souscription  
679 = droit de souscription; 680 = droit de souscription  
681 = droit de souscription; 682 = droit de souscription  
683 = droit de souscription; 684 = droit de souscription  
685 = droit de souscription; 686 = droit de souscription  
687 = droit de souscription; 688 = droit de souscription  
689 = droit de souscription; 690 = droit de souscription  
691 = droit de souscription; 692 = droit de souscription  
693 = droit de souscription; 694 = droit de souscription  
695 = droit de souscription; 696 = droit de souscription  
697 = droit de souscription; 698 = droit de souscription  
699 = droit de souscription; 700 = droit de souscription  
701 = droit de souscription; 702 = droit de souscription  
703 = droit de souscription; 704 = droit de souscription  
705 = droit de souscription; 706 = droit de souscription  
707 = droit de souscription; 708 = droit de souscription  
709 = droit de souscription; 710 = droit de souscription  
711 = droit de souscription; 712 = droit de souscription  
713 = droit de souscription; 714 = droit de souscription  
715 = droit de souscription; 716 = droit de souscription  
717 = droit de souscription; 718 = droit de souscription  
719 = droit de souscription; 720 = droit de souscription  
721 = droit de souscription; 722 = droit de souscription  
723 = droit de souscription; 724 = droit de souscription  
725 = droit de souscription; 726 = droit de souscription  
727 = droit de souscription; 728 = droit de souscription  
729 = droit de souscription; 730 = droit de souscription  
731 = droit de souscription; 732 = droit de souscription  
733 = droit de souscription; 734 = droit de souscription  
735 = droit de souscription; 736 = droit de souscription  
737 = droit de souscription; 738 = droit de souscription  
739 = droit de souscription; 740 = droit de souscription  
741 = droit de souscription; 742 = droit de souscription  
743 = droit de souscription; 744 = droit de souscription  
745 = droit de souscription; 746 = droit de souscription  
747 = droit de souscription; 748 = droit de souscription  
749 = droit de souscription; 750 = droit de souscription  
751 = droit de souscription; 752 = droit de souscription  
753 = droit de souscription; 754 = droit de souscription  
755 = droit de souscription; 756 = droit de souscription  
757 = droit de souscription; 758 = droit de souscription  
759 = droit de souscription; 760 = droit de souscription  
761 = droit de souscription; 762 = droit de souscription  
763 = droit de souscription; 764 = droit de souscription  
765 = droit de souscription; 766 = droit de souscription  
767 = droit de souscription; 768 = droit de souscription  
769 = droit de souscription; 770 = droit de souscription  
771 = droit de souscription; 772 = droit de souscription  
773 = droit de souscription; 774 = droit de souscription  
775 = droit de souscription; 776 = droit de souscription  
777 = droit de souscription; 778 = droit de souscription  
779 = droit de souscription; 780 = droit de souscription  
781 = droit de souscription; 782 = droit de souscription  
783 = droit de souscription; 784 = droit de souscription  
785 = droit de souscription; 786 = droit de souscription  
787 = droit de souscription; 788 = droit de souscription  
789 = droit de souscription; 790 = droit de souscription  
791 = droit de souscription; 792 = droit de souscription  
793 = droit de souscription; 794 = droit de souscription  
795 = droit de souscription; 796 = droit de souscription  
797 = droit de souscription; 798 = droit de souscription  
799 = droit de souscription; 800 = droit de souscription  
801 = droit de souscription; 802 = droit de souscription  
803 = droit de souscription; 804 = droit de souscription  
805 = droit de souscription; 806 = droit de souscription  
807 = droit de souscription; 808 = droit de souscription  
809 = droit de souscription; 810 = droit de souscription  
811 = droit de souscription; 812 = droit de souscription  
813 = droit de souscription; 814 = droit de souscription  
815 = droit de souscription; 816 = droit de souscription  
817 = droit de souscription; 818 = droit de souscription  
819 = droit de souscription; 820 = droit de souscription  
821 = droit de souscription; 822 = droit de souscription  
823 = droit de souscription; 824 = droit de souscription  
825 = droit de souscription; 826 = droit de souscription  
827 = droit de souscription; 828 = droit de souscription  
829 = droit de souscription; 830 = droit de souscription  
831 = droit de souscription; 832 = droit de souscription  
833 = droit de souscription; 834 = droit de souscription  
835 = droit de souscription; 836 = droit de souscription  
837 = droit de souscription; 838 = droit de souscription  
839 = droit de souscription; 840 = droit de souscription  
841 = droit de souscription; 842 = droit de souscription  
843 = droit de souscription; 844 = droit de souscription  
845 = droit de souscription; 846 = droit de souscription  
847 = droit de souscription; 848 = droit de souscription  
849 = droit de souscription; 850 = droit de souscription  
851 = droit de souscription; 852 = droit de souscription  
853 = droit de souscription; 854 = droit de souscription  
855 = droit de souscription; 856 = droit de souscription  
857 = droit de souscription; 858 = droit de souscription  
859 = droit de souscription; 860 = droit de souscription  
861 = droit de souscription; 862 = droit de souscription  
863 = droit de souscription; 864 = droit de souscription  
865 = droit de souscription; 866 = droit de souscription  
867 = droit de souscription; 868 = droit de souscription  
869 = droit de souscription; 870 = droit de souscription  
871 = droit de souscription; 872 = droit de souscription  
873 = droit de souscription; 874 = droit de souscription  
875 = droit de souscription; 876 = droit de souscription  
877 = droit de souscription; 878 = droit de souscription  
879 = droit de souscription; 880 = droit de souscription  
881 = droit de souscription; 882 = droit de souscription  
883 = droit de souscription; 884 = droit de souscription  
885 = droit de souscription; 886 = droit de souscription  
887 = droit de souscription; 888 = droit de souscription  
889 = droit de souscription; 890 = droit de souscription  
891 = droit de souscription; 892 = droit de souscription  
893 = droit de souscription; 894 = droit de souscription  
895 = droit de souscription; 896 = droit de souscription  
897 = droit de souscription; 898 = droit de souscription  
899 = droit de souscription; 900 = droit de souscription  
901 = droit de souscription; 902 = droit de souscription  
903 = droit de souscription; 904 = droit de souscription  
905 = droit de souscription; 906 = droit de souscription  
907 = droit de souscription; 908 = droit de souscription  
909 = droit de souscription; 910 = droit de souscription  
911 = droit de souscription; 912 = droit de souscription  
913 = droit de souscription; 914 = droit de souscription  
915 = droit de souscription; 916 = droit de souscription  
917 = droit de souscription; 918 = droit de souscription  
919 = droit de souscription; 920 = droit de souscription  
921 = droit de souscription; 922 = droit de souscription  
923 = droit de souscription; 924 = droit de souscription  
925 = droit de souscription; 926 = droit de souscription  
927 = droit de souscription; 928 = droit de souscription  
929 = droit de souscription; 930 = droit de souscription  
931 = droit de souscription; 932 = droit de souscription  
933 = droit de souscription; 934 = droit de souscription  
935 = droit de souscription; 936 = droit de souscription  
937 = droit de souscription; 938 = droit de souscription  
939 = droit de souscription; 940 = droit de souscription  
941 = droit de souscription; 942 = droit de souscription  
943 = droit de souscription; 944 = droit de souscription  
945 = droit de souscription; 946 = droit de souscription  
947 = droit de souscription; 948 = droit de souscription  
949 = droit de souscription; 950 = droit de souscription  
951 = droit de souscription; 952 = droit de souscription  
953 = droit de souscription; 954 = droit de souscription  
955 = droit de souscription; 956 = droit de souscription  
957 = droit de souscription; 958 = droit de souscription  
959 = droit de souscription; 960 = droit de souscription  
961 = droit de souscription; 962 = droit de souscription  
963 = droit de souscription; 964 = droit de souscription  
965 = droit de souscription; 966 = droit de souscription  
967 = droit de souscription; 968 = droit de souscription  
969 = droit de souscription; 970 = droit de souscription  
971 = droit de souscription; 972 = droit de souscription  
973 = droit de souscription; 974 = droit de souscription  
975 = droit de souscription; 976 = droit de souscription  
977 = droit de souscription; 978 = droit de souscription  
979 = droit de souscription; 980 = droit de souscription  
981 = droit de souscription; 982 = droit de souscription  
983 = droit de souscription; 984 = droit de souscription  
985 = droit de souscription; 986 = droit de souscription  
987 = droit de souscription; 988 = droit de souscription  
989 = droit de souscription; 990 = droit de souscription  
991 = droit de souscription; 992 = droit de souscription  
993 = droit de souscription; 994 = droit de souscription  
995 = droit de souscription; 996 = droit de souscription  
997 = droit de souscription; 998 = droit de souscription  
999 = droit de souscription; 1000 = droit de souscription



هكذا من الإلهام

## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ORIGINES** Les plus anciens fossiles connus sur la Terre, découverts en 1986, sont vieux de plus de 3,5 milliards d'années. ● POUR CERTAINS, l'existence de ces algues rudi-

mentaires qui se sont formées moins d'un milliard d'années après la formation de la Terre suggère que l'apparition de la vie fut une conséquence ordinaire de la formation

planétaire. ● POUR D'AUTRES, elle étaye l'hypothèse de la « panspermie », selon laquelle la Terre, dès ses débuts, aurait été « ensemencée » par des germes venus de l'espace.

● AUTRE ÉNIGME : des trois types de molécules essentielles au fonctionnement d'une cellule - ADN, ARN et protéines - laquelle est apparue la première ? Depuis la découverte

des « ribozymes » (molécules d'ARN se comportant comme des protéines), des chercheurs pensent que notre monde originel fut un « monde à ARN ».

# Des fossiles suggèrent que la vie sur Terre a été incroyablement précoce

Un milliard d'années seulement après la formation de notre planète, des algues auraient colonisé les côtes ouest de l'Australie. Les chercheurs s'interrogent sur leur origine certains avançant la possibilité de germes venus de l'espace

LA TERRE est vieille de 4,5 milliards d'années. Les plus anciens fossiles visibles à l'œil nu sont apparus voilà quelque 700 millions d'années. Mais notre planète, depuis bien plus longtemps, possédait un riche patrimoine microscopique. Depuis au moins



3,5 milliards d'années. Compte tenu des débuts vraisemblablement tumultueux de la Terre, cette rapide apparition de la vie est un fait remarquable. Sans doute une conséquence ordinaire, sinon inévitable, de la formation planétaire. Les plus anciens fossiles connus sont des cellules, parfaitement conservées, d'organismes appelés cyanobactéries. Ces « algues » bleu-vert ont été retrouvées sur une variété particulière de siltite, portant le nom de « chert », dans des roches voisines de la côte nord-ouest de l'Australie. Elles s'y sont déposées il y a environ 3-465 millions d'années.

**La « récente » explosion du vivant**

An regard des formes de vie archaïques recensées depuis lors, les fossiles découverts dans les Apex Cherts paraissent incroyablement anciens. Les premières « vraies » algues, découvertes par l'Australien Bruce Runnegar - un collègue de Bill Schopf, lui aussi chercheur à l'UCLA - remontent à environ 1,9 milliard d'années. D'après l'étude des galeries et des empreintes qu'ils ont laissées dans le sol, il semble que des êtres vermiformes ont vécu il y a un milliard d'années.

Les plus anciens organismes multicellulaires connus, quant à eux, datent de 600 à 700 millions d'années. A partir de cette époque, et surtout du cambrien (-570 millions d'années), le grand cortège de la vie commence à s'ébranler. Jusqu'à l'apparition de l'homme, il y a seulement quelques millions d'années.

aussi anciens sont rarissimes. Elles proviennent d'antiques fragments arrachés aux tout premiers continents qui, pour des raisons tectoniques, n'ont pas été « recyclés » dans la croûte terrestre. On les retrouve dans certaines zones du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Australie occidentale. Précision d'importance : les Apex Cherts dans lesquels ont été retrouvés les fossiles australiens étaient étroitement mêlés à diverses roches volcaniques. Ils pourraient donc être plus anciens encore qu'on ne l'a estimé, la datation connue étant celle de leur assemblage.

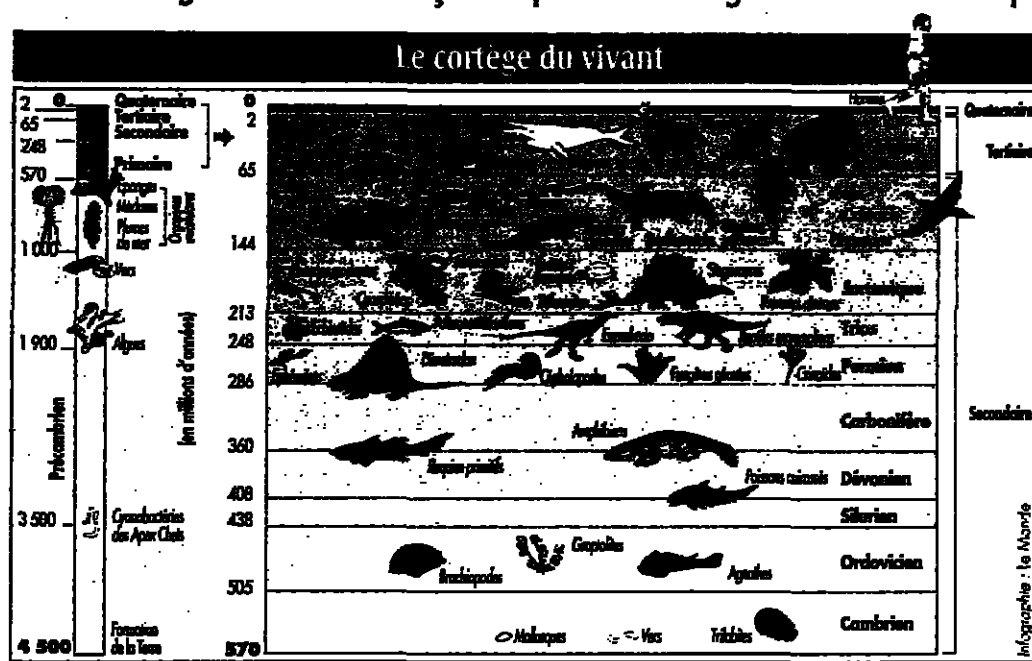
C'est en 1986 que la microflore des Apex Cherts fut découverte. On sait aujourd'hui qu'elle comporte au moins onze espèces différentes de cyanobactéries, qui doivent leur conservation aux épaisses gaines de mucus qu'elles sécrètent de leur vivant, et qui forment, après leur mort, un formidable linceul protecteur. Ces fossiles sont loin de revêtir des formes approximatives. On en discerne chaque cellule, dont les caractéristiques semblent très proches de celles des cyanobactéries vivant actuellement.

Ce dernier point est tout à fait étonnant. S'il se confirme, on peut en déduire deux choses. D'une part que l'évolution de cette espèce primitive est incroyablement lente. De l'autre que l'ancêtre commun de la cyanobactérie, des autres bactéries et des organismes qui ont donné naissance aux plantes et aux animaux remonte à plus de 3,5 milliards d'années.

La vie est-elle vraiment apparue à si peu de distance de la formation de la Terre ? Est-elle venue d'ailleurs ? On ne le saura peut-être jamais. Certains résolvent le problème en mettant en doute l'existence de fossiles aussi anciens, laissant entendre que l'ancêtre commun des formes modernes de la vie est apparu beaucoup plus tard. Mais il n'y a guère de doute sur l'authenticité de ces fossiles découverts par le professeur américain Bill Schopf, de l'université de Californie de Los Angeles (UCLA).

D'un naturel bouillant, Schopf aime convaincre et s'enthousiasme pour tout. Mais toujours avec une grande rigueur. Ses travaux font en permanence l'objet d'un soin extrême, fruit d'une formation au cours de laquelle pratiquement tout matériau présenté comme microfossile précambrien (datant d'une période antérieure à 570 millions d'années) était objet de scepticisme, sinon de moqueries.

Dans les années 60, une révélation décisive - à laquelle Schopf participa activement - l'amena



La composition chimique de l'atmosphère primitive de la Terre contenait 5-10% de méthane, 21% d'hydrogène, 78% d'azote, 0,9% d'oxygène, et des traces de gaz rares et d'hydrogène.

pourtant à changer d'état d'esprit avec la découverte par son professeur, Elso Barghoorn, et son collègue S.A. Tyler de microfossiles datant d'un peu plus de 2 milliards d'années dans les Gunflint Cherts du Canada.

Reste aujourd'hui ce vide, à donner le frisson, qui sépare les Gunflint Cherts des Apex Cherts.

Un vide temporel de 1,4 milliard d'années, soit deux fois la durée de la vie animale connue ! Ce gouffre dans l'histoire de la vie, dont on ne sait quasiment rien, place les fossiles des Apex Cherts à deux pas géologiques des premières conditions possibles de la vie sur Terre. Personne n'a cependant de raisons de douter, ni de

l'âge estimé de ces roches, ni de l'interprétation donnée par Schopf, pour qui ces fossiles seraient des cyanobactéries étroitement apparentées à celles qui vivent de nos jours. Autrement dit des êtres extrêmement évolués, ce qui laisse supposer que la vie existait alors depuis déjà des centaines de millions d'années. Un

paradoxe auquel la cosmologie est actuellement confrontée avec d'un côté un Univers relativement jeune et de l'autre des étoiles si vieilles qu'elles ne peuvent lui appartenir.

Pour sortir de l'impasse, certains avancent l'hypothèse de la « pans-

**Reste aujourd'hui un vide temporel de 1,4 milliard d'années, dont on ne sait quasiment rien**

permie », qui suggère que la Terre a été ensemencée, dès ses débuts, par des germes venus de l'espace.

Ce que l'on sait avec certitude, c'est que notre planète fut, dès son origine, soumise à un bombardement de météorites ; que ces météorites - issues de la formation du système solaire - comportent des molécules organiques complexes ; que certaines de ces molécules, enfin, ont pu survivre à leur chute brutale sur Terre. Mais personne ne prend la panspermie vraiment au sérieux. Du moins, pas encore.

Henry Gee

## La biologie rajeunit l'ancêtre commun de tous les êtres vivants

LA BIOLOGIE moléculaire, discipline récente, conteste les chiffres de l'ancienneté de la vie donnés par la paléontologie. En effet, selon de récents travaux sur la structure chimique des organismes, l'ancêtre commun de toute vie actuelle remonterait aux environs de 2 milliards d'années.

Une donnée en contradiction flagrante avec les 3,5 milliards que laissent supposer les fossiles des Apex Cherts. Cela ne signifie pas forcément que la vie est apparue plus tard, mais, tout simplement, que les organismes vivants actuellement pourraient ne pas descendre de ces cyanobactéries, qui constitueraient alors une branche à part dans la chaîne de la vie.

Ces travaux, dus à l'équipe américaine de Russell F. Doolittle (université de Californie, San Diego), s'appuient sur un domaine des sciences de l'évolution en pleine expansion, la phylogénétique moléculaire. La théorie est la suivante : les gènes et les protéines qui composent les organismes vivants sont constitués de sous-unités plus petites, appelées respectivement nucléotides et acides aminés.

Pour un gène ou une protéine donnés, l'enchaînement de ces sous-unités (la séquence) diffère légèrement d'un organisme à l'autre. Les différences s'accumulent à mesure que deux organismes divergent de leur ancêtre

commun - la dissimilitude mesurant leur « distance » évolutive. Mesurées sur un ensemble d'organismes vivants, ces dissimilitudes permettent de construire des arbres phylogénétiques qui indiquent leurs rapports de filiation. De nombreux biologistes soutiennent même que l'évolution des séquences de gènes ou de protéines peut se mesurer dans le temps, et servir d'horloge moléculaire pour évaluer le rythme des divergences.

**Sous-estimations grossières**

Doolittle et son équipe ont établi une filiation à partir des séquences protéiques de quinze êtres vivants (animaux, végétaux, champignons, organismes unicellulaires et bactéries). Puis ils ont évalué, chez plusieurs espèces animales, certaines des divergences les plus récentes en se fondant sur les données fournies par les fossiles.

Partant de là, ils ont extrapolé, remontant jusqu'à l'époque où les formes modernes de bactéries ont divergé les unes des autres, ainsi qu'à celles qui ont conduit aux êtres multicellulaires (animaux, plantes, etc.). Ils sont arrivés au chiffre approximatif de 2 milliards d'années, soit à peine plus de la moitié de l'estimation fournie par les Apex Cherts.

Ces travaux, publiés dans la revue améri-

caine Science, ont été menés avec un soin extrême. Mais, leurs auteurs le reconnaissent eux-mêmes, de telles extrapolations sont éminemment risquées. Les chiffres peuvent en être considérablement faussés, non pas du fait d'un problème propre à l'information moléculaire, mais en raison d'un mauvais calibrage de départ.

Ce calibrage est en effet établi à partir des fossiles et de leurs divergences morphologiques. Or la preuve fossile d'une division en deux branches distinctes, qui par principe ne laisse pas de traces, est impossible à établir. On ne peut donc noter la première apparition des représentants de l'une ou de l'autre de ces branches qu'après leur partition, et une fois qu'ils ont acquis les caractères permettant de les reconnaître comme tels.

Si l'on ajoute à cette limite que les fossiles anciens sont extrêmement rares, on conçoit que les calculs fondés sur cette première apparition conduisent parfois aux sous-estimations les plus grossières. Il n'est donc pas étonnant que Doolittle et ses collègues, au sortir d'extrapolations dans un si lointain passé, aient situé l'origine de la vie il y a 2 milliards d'années, quand elle semble remonter beaucoup plus loin en vérité.

H. G.

## Frisson d'existence aux frontières de l'inanimé

L'hypothèse d'un « monde à ARN » originel, qui aurait préexisté au monde biologique actuel, gagne en crédibilité dans la communauté scientifique

QUE se passa-t-il il y a 4,5 à 3,5 milliards d'années ? A l'aube du vivant, quels événements survinrent qui produisirent un jour cette merveille : l'apparition d'une cellule ? Sur les prémices de la vie, les scientifiques ont établi un scénario aussi passionnant qu'incertain. Premier acte : l'émergence sur Terre de petites molécules organiques, venues soit de l'espace, soit des constituants de l'atmosphère terrestre primitive. Deuxième acte : l'organisation de ces molécules en une structure porteuse d'une information biologique. Troisième acte : la constitution, autour ou à partir de cette structure biologique fondamentale, des premières cellules.

Dans cette pièce en trois temps, le suspense culmine aujourd'hui au deuxième acte. Dans une cellule vivante actuellement, il existe en effet trois types de molécules essentielles et étroitement liées les

unes aux autres : l'ADN (acide désoxyribonucléique), l'ARN (acide ribonucléique) et les protéines. Les acides nucléiques (ADN et ARN) assurent à la cellule une mémoire génétique d'elle-même ; les protéines, qui comportent notamment la longue famille des enzymes, lui permettent de mettre en œuvre les réactions chimiques nécessaires à sa survie.

**L'œuf et la poule**

ADN, ARN ou protéine, laquelle de ces molécules émergea la première de la soupe originelle ? Pendant des décennies, ce ménage à trois défia l'entendement des bâtisseurs théoriques du vivant. Jusqu'à ce que, en 1982, survienne une découverte décisive. Cette année-là, en étudiant de très près le protozoaire *Tetrahymena pyriformis*, le Canadien Sydney Altman (université Yale) et l'Américain Thomas Cech (université du Colo-

rado) y découvrirent l'impossible : un fragment d'ARN capable de se modifier tout seul, sans le secours d'aucune enzyme ni d'aucune énergie.

Un ARN autonome et capable de réactions chimiques, lui que l'on croyait dévolu à la seule transmission de l'information génétique ! La découverte valut à ses auteurs le prix Nobel de chimie 1989, et bouleversa les hypothèses des chercheurs quant à l'émergence de la vie. En se comportant à la fois comme des acides nucléiques et comme des protéines, ces « ribozymes » (pour « enzymes à ARN ») faisaient en effet disparaître le paradoxe de l'œuf et de la poule (il faut des acides nucléiques pour fabriquer des enzymes, et des enzymes pour fabriquer des acides nucléiques)... D'où l'hypothèse, qui n'a cessé depuis lors de gagner en crédibilité dans la communauté scientifique, d'un

« monde à ARN » originel, qui aurait pré-existé au monde biologique que nous connaissons aujourd'hui.

**Soupe primordiale**

Ce scénario est d'autant plus séduisant que le chimiste Jim Ferris, de l'Institut polytechnique Rensselaer (New-York), démontra en 1993 que de petits fragments d'ARN pouvaient se former spontanément, dans un milieu argileux, à partir de molécules élémentaires. Mieux encore : les ribozymes, dans une certaine mesure, semblent remplir les deux conditions sine qua non pour être retenus comme candidats originels : la capacité de s'autoreproduire et celle de se transformer.

Dans son laboratoire de la Scripps Clinic de La Jolla (Californie), le biochimiste Gerald Joyce parvient ainsi, depuis plusieurs années, à faire évoluer des ribozymes

au fond d'une éprouvette, et à obtenir des molécules capables de réactions chimiques qu'elles n'effectuaient pas à l'origine. De l'autre côté des Etats-Unis, à la Harvard Medical School de Boston (Massachusetts), le biologiste Jack Szostak démontre quant à lui que ces molécules, placées *in vitro* dans des conditions de culture adéquates, sont capables d'autoréplication. Si l'hypothèse du « monde à ARN » trouve de plus en plus d'adeptes, elle n'en reste pas moins une hypothèse. Avec ses zones d'ombre - personne, notamment, n'est encore parvenu à synthétiser une molécule d'ARN dans des conditions prébiotiques, c'est-à-dire dans le milieu que l'on suppose avoir régné sur Terre il y a 4,5 milliards d'années. Avec, aussi, ses détracteurs, qui peuvent parfois se montrer virulents.

Ainsi Stuart Kauffman, biologiste théoricien à l'Institut Santa Fe

(Nouveau Mexique), ne croit pas que l'émergence de la vie sur Terre réside dans le succès d'un type premier de molécule, ni qu'elle soit le fruit du hasard. Selon lui, le degré de complexité moléculaire qui régnait dans la soupe primordiale était tel qu'il ne pouvait, au-delà d'un certain stade, que générer un degré de complexité supérieur. Ce fut le vivant. Et celui-ci, estime Stuart, a peut-être pris forme en utilisant dès le départ les trois constituants essentiels que sont l'ADN, l'ARN et les protéines. Auquel cas le ménage à trois que nous connaissons aujourd'hui aurait été, de tout temps, biologiquement indissoluble.

Catherine Vincent

\* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature. Traduction de Sylvette Gleise.



هكذا من الإهل

## L'équipe de France de Coupe Davis est favorite de sa demi-finale contre l'Italie à Nantes

La science d'Adriano Panatta à l'épreuve de l'enthousiasme de Yannick Noah

Opposée à l'Italie en demi-finale de la Coupe Davis du 20 au 22 septembre à Nantes, l'équipe de France de tennis constituée par

Yannick Noah a de bonnes chances d'accéder à la douzième finale de son histoire, contre le vainqueur de la rencontre République

tchèque-Suède qui a lieu à Prague. Les joueurs transalpins sélectionnés par Adriano Panatta ont provoqué la surprise en élimi-

nant l'Allemagne et l'Afrique du Sud. Mais ils seront handicapés par la surface de jeu rapide retenue par les Français.

**NANTES**  
de notre envoyée spéciale  
« Avant de parler de la demi-finale France-Italie, je ne peux pas avoir un petit regret pour la rencontre manquée entre l'Italie et l'Allemagne (défaite par la France en avril). Elle aurait offert au public trois nouvelles journées de grand tennis sur la terre battue du Foro Italico. Avec la présence étonnante de Boris Becker et de Michael Stich, nous aurions eu encore moins de chances de gagner que contre notre voisin transalpin. Mais nous avons compris, en cette fin de saison, que l'Italie doit jouer à Rome où l'atmosphère insuffle de l'enthousiasme à tout le tennis italien... »

Pour Claudio Pisolini, ancien joueur italien, qui écrit dans les colonnes du mensuel *Tennis Oggi* de septembre, comme pour nombre d'amateurs italiens, l'exceptionnel cheminement de l'équipe nationale est une bouffée d'oxygène pour le tennis italien. Et le Foro Italico est devenu, en 1996, le temple des exploits des « Azzurri ».

En février, sur la terre battue, sa surface favorite, l'Italie avait battu la Russie, finaliste du Sud, puis, en avril, l'Afrique du Sud. Après des pérégrinations sur les terres battues de Naples ou de Palerme, la fédération italienne de tennis (FIT) a décidé de consacrer Rome comme unique lieu du culte de la Coupe Davis : « Nous aurions pu rêver, soupire un amateur. Et si nous avions perdu, nous aurions

sans doute pu faire apprécier le tennis à une poignée de ceux qui doutent encore de son intérêt ».

En Italie, le tennis est un sport mineur, laissé loin derrière le football ou le cyclisme. La FIT annonce 183 267 membres mais reconnaît que seuls 43 % d'entre eux (77 765) sont des joueurs, alors qu'en France, le nombre des licenciés, pour la plupart actifs, oscille entre 850 000 et 900 000. Les équipements laissent à désirer et les petits clubs ne peuvent entretenir de nombreux courts en terre battue. La fédération italienne, de surcroît, ne fait rien pour arranger les

choses : « C'est un peu n'importe quoi, lance un journaliste romain. Le peu d'argent part on ne sait où et le plan « 2000 » lancé pour les juniors lancé en 1994 n'existe pour ainsi dire plus. »

Les juniors, qui représentent le tiers des joueurs, sont pourtant parmi les meilleurs du monde. En juillet, à Venise, les garçons ont été finalistes de la Coupe Galea qui rassemble quatre équipes d'espoirs. Ils ont été battus par... la France. Mais lorsqu'ils grandissent, les jeunes jouent le plus souvent dans le désert, les structures n'étant pas suffisantes pour

accueillir et entraîner correctement le haut niveau.

Numéro un mondial juniors en 1990 après avoir gagné les Internationaux de France de Roland-Garros juniors, Andrea Gaudenzi s'est exilé en Autriche, puis à Monte Carlo où il travaille avec Thomas Muster sous la direction de Ronnie Leifer. Avec l'Autrichien, l'Italien a confirmé son goût et ses dispositions pour la terre battue. Agé de 23 ans, il est 48<sup>e</sup> mondial mais fut 18<sup>e</sup> en février 1995. Ses compatriotes, pourtant, ne l'attendent guère pour des exploits. Il n'a pas encore gagné de tournoi

sur le circuit et son tennis est souvent limité dès lors qu'Andrea met les pieds sur une surface dure. D'où le choix, par les Français, du greenset, un revêtement ultra-rapide.

### LA SPLENDEUR D'ADRIANO

Les Italiens cultivent leurs souvenirs. La rencontre France-Italie célèbre aussi un anniversaire : celui de 1976, l'année de la splendeur d'Adriano Panatta, vainqueur à Roland-Garros et, surtout, l'année du triomphe en Coupe Davis face au Chili à Santiago. Après, trois nouvelles finales en 1977, 1979 et 1980. Pour atteindre celle de 1977, ils avaient battu la France à Rome.

Ce fut la dernière rencontre entre les deux nations. Elle fut épre. Au Foro Italico, les Italiens Adriano Panatta, Corrado Barazzutti et Paolo Bertolucci, gagnèrent dès le samedi par trois victoires à zéro, mais après avoir dû batailler quatre sets contre François Jauffret et Patrice Dominguez.

Dis-neuf ans plus tard, la rencontre est moins difficile et à l'avantage de la France. Adriano Panatta, qui roule des airs de conspirateurs depuis son arrivée à Nantes, jure que ses troupes sont bien plus prêtes que les Français ne le pensent.

Le capitaine veut croire au passé, celui de la France, trop habituée, depuis sa victoire en 1991, à perdre contre les outsiders, la Suisse en 1992 et l'Inde en 1993, en quarts de finale. Aujourd'hui, selon les avisés, Nantes est bien trop loin de Rome pour croire au miracle.

Bénédicte Mathieu

### Les équipes et le palmarès

● **FRANCE**  
Capitaine : Yannick Noah, 36 ans, champion de Roland-Garros en 1983.  
Joueurs : Cédric Pioline, 27 ans, 1,89 m, 79 kg, droitier ; 17<sup>e</sup> mondial ; 5 sélections depuis 1994.  
Arnaud Boetsch, 27 ans, 1,83 m, 76 kg, 23<sup>e</sup> mondial ; 9 sélections depuis 1991.  
Guy Forget, 31 ans, 1,90 m, 80 kg, gaucher ; 41<sup>e</sup> mondial ; 23 sélections depuis 1984.  
Guillaume Raoux, 26 ans, 1,80 m, 77 kg, droitier ; 75<sup>e</sup> mondial ; 1 sélection en 1996.

● **ITALIE**  
Capitaine : Adriano Panatta, 46 ans, champion de Roland-Garros en 1976.  
Joueurs : Renzo Furlan, 26 ans, 1,76 m, 70 kg, droitier ; 38<sup>e</sup> mondial ; 6 sélections depuis 1993.

Andrea Gaudenzi, 23 ans, 1,83 m, 75 kg, droitier ; 48<sup>e</sup> mondial ; 6 sélections depuis 1994.  
Stefano Pescosolidi, 25 ans, 1,85 m, 82 kg, droitier ; 118<sup>e</sup> mondial ; 6 sélections depuis 1992.  
Diego Nargiso, 26 ans, 1,88 m, 82 kg, gaucher ; 301<sup>e</sup> mondial ; 14 sélections depuis 1988.

● **LE PALMARÈS**  
En Coupe Davis, la France compte 7 victoires pour 11 finales et l'Italie 1 victoire pour 6 finales.

-1925 : France-Italie 5-0  
-1927 : Italie-France 2-3  
-1938 : France-Italie 4-1  
-1949 : France-Italie 2-3  
-1956 : France-Italie 2-3  
-1959 : Italie-France 4-1  
-1961 : France-Italie 1-4  
-1975 : France-Italie 3-2  
-1977 : Italie-France 4-1

### Les Suédois diminués contre les Tchèques

L'autre demi-finale de Coupe Davis opposera, à Prague, la République tchèque à la Suède du vendredi 20 au dimanche 22 septembre. La formation suédoise, composée de Thomas Enqvist, Jonas Björkman et Niklas Pietrangeli, pourrait être diminuée par l'absence de Stefan Edberg, qui prendra sa retraite à la fin de la saison, souffrant d'une tendinite et devrait être remplacé par Magnus Larsson. La Suède s'était déjà passée des services d'Edberg lors des quarts de finale contre l'Inde pour s'imposer sans difficulté (5-0). Mais la République tchèque, qui s'est qualifiée chez elle face aux États-Unis (3-2), opposera une plus sérieuse résistance aux Suédois en alignant Bohdan Ulichar, Daniel Vacek, Jiri Novak et Petr Korda.

### RÉSULTATS

#### FOOTBALL

##### Championnat de France D1

Nantes-Juvis	0-1
Mulhouse-Saint-Brieuc	0-1
Red Star-Antony	1-1
Louhans-Chaumont-Toulon	2-0
Charleville-La Mans	0-0
Lorient-Perpignan	1-0
Valence-Châteauneuf	2-1
Bordeaux-Guyon	5-0
Troyes-Toulon	3-0
Saint-Etienne-Épinal	0-0
Stade de Reims	0-0
Classé : 1. Nantes, 19 pts ; 2. Toulon, 18 ; 3. St-Etienne, 15 ; 4. Charleville, 14 ; 5. Perpignan, 14 ; 6. Troyes, 14 ; 7. Red Star, 13 ; 8. Valence, 12 ; 9. Lorient, 12 ; 10. Lorient, 11 ; 11. La Mans, 10 ; 12. Valence, 10 ; 13. Amiens, 8 ; 14. Épinal, 7 ; 15. Bordeaux, 7 ; 16. Mulhouse, 6 ; 17. Charleville, 6.	

#### CYCLISME

##### Tour d'Espagne

Orléans étape, Aute-Salermarque, 188 km  
1. M. Di Rocco (Ita., Castelli) ; 2. L. Garde Camacho (Esp.) ; 3. A. Edo (Esp.) ; 4. M. Llo (Ita.) ; 5. F. Baldato (Ita.), m.t.  
Classé général : 1. Alex Zülle (Sui., Oros) ; 2. M. Indurain (Esp.) ; 3. L. Jalebert (Fra.) ; 4. M. Mauri (Esp.) ; 5. N. Stephens (Aus.) ; 6. M. 37 a.

#### HOCKEY SUR GLACE

##### Championnat de France

Toulon-Juvis, match en retard  
Bordeaux-Grandville 4-7

■ **OLYMPISME** : le ministre de la jeunesse et des sports, Guy Druet, après avoir assisté aux Jeux olympiques d'Atlanta et s'être réjoui de la moisson française de médailles, a repris des activités plus administratives. Mardi 17 septembre, il a annoncé au Comité national sportif olympique français (Cnosf) sa décision, tant qu'il serait au gouvernement, de se mettre en congé de son conseil d'administration, dont il est membre de droit depuis sa cooptation comme membre du Comité international olympique (CIO). Selon le président du Cnosf, Henri Sérandour, Guy Druet souhaite ainsi « éviter toute ambiguïté de par sa fonction de ministre ». Reste que cette décision intervient au moment de l'annonce d'un projet de budget pour 1997 jugé « trop rigoureux » par le Cnosf, qui demande l'obtention de crédits supplémentaires.

## La pelouse du Stade de France devrait être plus résistante que les gazons traditionnels

Cultivés près de Fontainebleau, 12 500 mètres carrés de ray-grass et de pâturin des prés seront transplantés dans un an à Saint-Denis

CE NE SONT encore que de frêles et tendres pousses. Mais, lorsque s'ouvrira la Coupe du monde de football en juin 1998, l'herbe sera devenue dure et vigoureuse. Les experts le promettent, et Michel Platini veut s'en persuader. « Le monde entier, prévient-il, ne verra de la France qu'une image : ses pelouses. Nous sommes donc très attentifs à leur qualité. »

L'ancien capitaine de l'équipe de France, aujourd'hui coprésident du Comité d'organisation du Mondial, sait mieux que personne que les stades de l'Hexagone - à commencer par le Parc des princes - se sont souvent illustrés par la piètre tenue de leur tapis vert.

Le revêtement du Stade de France devrait, en principe, mieux se comporter. Le consortium en charge du grand chantier, à Saint-Denis, lui a affecté 0,5 % du budget total - évalué, pour l'instant, à 1,8 milliard de francs. Il s'est tout entouré de spécialistes : les gazons, cultivateurs, techniciens du sport et chercheurs.

La construction du stade ne sera achevée qu'à l'automne 1997, la future pelouse a été semée, cet été, dans une « gazonnière » proche de la forêt de Fontainebleau. Pour faire bonne mesure, près d'un milliard de graines ont été plantées sur 12 500 mètres carrés, alors que le Stade de France n'en utilisera que 9 000.

La « transplantation » interviendra en octobre 1997. Des pavés rectangulaires de gazon seront alors prélevés de la pépinière par une machine à découper, puis roulés sur eux-mêmes comme une vulgaire moquette et posés, moins de vingt-quatre heures plus tard, dans l'enceinte de Saint-Denis.

Ce n'est pourtant pas à ce transfert que le gazon devra les

« hautes performances » annoncées aux joueurs et aux spectateurs, mais à la nature de son sol. Après avoir visité une quarantaine de stades européens et comparé les mérites respectifs des terres entièrement végétales (de moins en moins utilisées), semi-végétales (les plus fréquentes) ou minérales, l'équipe du Stade de France a opté pour un type de revêtement déjà largement répandu en Allemagne, en Suisse ou en Hollande.

En France, seuls quelques modestes terrains de sport situés dans la région parisienne, à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne) et au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), y ont eu recours.

#### UN MEILLEUR DRAINAGE

Le gazon du Mondial est cultivé sur un substrat composé d'un mélange de roches volcaniques concassées et de sable de quartz, enrichi de fertilisants non organiques. Selon les techniciens, ce support, très perméable en surface, draine mieux les eaux de pluie que les sols traditionnels. De surcroît, il permet aux racines de plonger jusqu'à près de 15 centimètres de profondeur, ce qui

améliore très sensiblement la résistance du tapis végétal à l'arrachement.

Ces propriétés devraient être renforcées par le choix des graminées. Deux espèces, le ray-grass anglais et le pâturin des prés, ont été sélectionnées. « L'une et l'autre donnent un tapis dense et capable de « tolérer », c'est-à-dire de se régénérer rapidement, ce qui favorise une utilisation intensive », décrit Marc Ghesquière, responsable du Laboratoire d'amélioration des graminées fourragères et à gazon de Lusignan (Vienne), dépendant de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

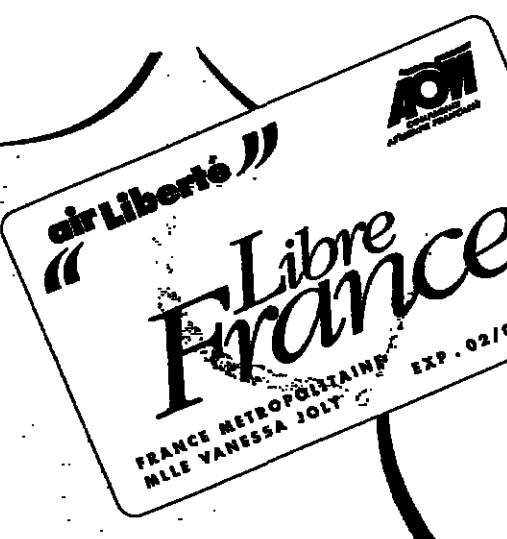
La pelouse de Saint-Denis, affirment ses concepteurs, pourra supporter sans dommages trois ou quatre matches par semaine. D'autant que la verrière qui recouvre les tribunes du Stade de France a été prévue pour laisser filtrer, même en hiver, la lumière nécessaire à sa croissance. Reste à savoir comment, sur le terrain, elle résistera aux outrages que lui feront subir les joueurs et aux débordements du ciel.

Pierre Le Hir

### Huit partenaires pour le Comité d'organisation de la Coupe du monde 1998


Fernand Sastre et Michel Platini, coprésidents du Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde de football 1998, ont annoncé, jeudi 19 septembre à Paris, le nom du huitième et dernier partenaire officiel du comité France 98. Ce sera l'entreprise Danone, qui rejoindra ainsi les sociétés EDS, Hewlett-Packard, France Télécom, La Poste, Sybase, le Crédit agricole et Manpower, qui se sont engagées auprès de France 98 au cours des derniers mois.

Les recettes apportées par ces huit sponsors officiels devraient atteindre 600 millions de francs, pour un budget total d'organisation estimé à 1,555 milliard de francs, qui doit être complété par la billetterie et les recettes diverses. Par comparaison, lors des Jeux olympiques d'Atlanta, les dix principaux sponsors du comité d'organisation avaient versé chacun 40 millions de dollars (environ 200 millions de francs), et le budget global atteignait 8,5 milliards de francs.




VOICI LA CARTE QUI COMPTE DOUBLE.

Voyager en Classe Affaires peut être une affaire ! Air Liberté et AOM vous proposent une carte qui compte double. Pour 1500 F par an, sur 11 lignes métropolitaines, profitez des tarifs abonnés en Classe Affaires Air Liberté et en Classes Opale ou Espace Affaires AOM. Bénéficiez en plus des meilleures prestations, sièges confortables, petit déjeuner, repas ou collation...



Réervations: 01 49 79 23 49.  
3615 Air Liberté\*



Réervations: 01 49 79 12 34  
3615 AOM\*\*

ou auprès de votre agence de voyages.



## La voile en montagne

Jouant en finesse avec les courants d'air, le parapentiste assouvit enfin un rêve mythique...

D'ABORD VÉRIFIER que le harnais-selle est bien sanglé, que, sur la crête, la brise est légère et bien orientée, que la voile rectangulaire de 25 m<sup>2</sup> est bien étalée au sol et les suspentes dépliées (ah ! ces fils de Nylon qui ressemblent à un paquet de nouilles cuites et qu'il faut dénouer !). Puis gonfler la toile (les pratiquants disent plutôt l'aile) et s'élancer dans la pente herbeuse, se sentir soudain aspiré vers le haut et décoller.

Ca y est ! Dans un chuintement grisant, le parapentiste s'est affranchi de la pesanteur, il actionne ses commandes afin de modifier sa « configuration ». Il cherche alors les ascendances, les vents dynamiques et thermiques formés et accentués par le relief, tous ces mouvements secrets de l'air qui le portent comme un oiseau. Il frôle les falaises, tourbillonne autour des sommets, plane au-dessus des vallées. Il vole...

Dernier-né des sports aériens, le parapente emprunte pourtant beaucoup au caractère montagnard. Para et pente : le mot composé est d'ailleurs sans équivoque. Tout a commencé il y a une vingtaine d'années, du côté de Mieussy (Haute-Savoie) avec des casse-cou, des parachutistes inventifs qui cherchaient à s'émanciper de l'avion et des alpinistes écoliers sachant dominer la peur du vide.

### UN ENGIN HYBRIDE

Du coup, ce n'était plus le vertige de la chute libre qui comptait mais bien le moyen de rester en l'air le plus longtemps possible... Le parapente est devenu une discipline à part entière.

En fait, s'il est assurément le sésame le plus pratique pour conquérir l'air des cimes, l'engin est hybride. Et s'il doit en partie son évolution technique au cerf volant (un art millénaire), il a supplanté sans vergogne le deltaplane (inventé auparavant par des ingénieurs de la NASA), certes plus



### Mode d'emploi

● **Événement** : la coupe Icare (29<sup>e</sup> édition), du 19 au 22 septembre 1996, tout près de Grenoble. Clou du festival : une parade aérienne (plusieurs centaines de pilotes déguisés) qui laisse rêveurs près de 40 000 spectateurs. Renseignements : office du tourisme de Saint-Hilaire-du-Touvet, tél. : 76-08-33-99.

● **Structures** : la Fédération française de vol libre (FFVL), rassemble les pratiquants de l'aile-delta et du parapente

moyennant l'acquisition d'une licence. Adresse : 4, rue de Suisse, 06000 Nice. Tél. : 93-88-62-89. Le club Rhône-Alpes Parapente rassemble 21 écoles agréées et offre des réductions avec la carte Blue Bird, comité régional du tourisme Rhône-Alpes, tél. : 72-59-21-59.

● **Pratique** : la FFVL organise une action pédagogique auprès de certains collèges et ouvre cette année une section sport-études "vol libre" au lycée de Font-Romeu.

Un vol-baptême : 350 F environ. Version décollage à skis possible dans de nombreuses stations de

sports d'hiver ! En région de plaine ou de littoral, le treuil ascensionnel permet aussi de pratiquer le parapente.

Participer à un stage : 2 400 F environ pour 6 jours (avec prêt du matériel). Le ciel d'automne est idéal, moins fantasmagique que celui de l'été.

● **L'équipement** : une aile (replée dans un sac à dos) qui pèse 7 à 10 kilogrammes (avec le harnais-selle) et coûte de 12 000 à 24 000 francs ; il faut y ajouter un casque et l'instrumentation indispensable (altimètre, variomètre, boussole).

performant mais moins commode à manipuler.

En toute logique, ce sont surtout les versants des Pyrénées, des Alpes et de la Provence qui accaparent la majorité des 400 sites conventionnés (lieux de décollage autorisés par les communes et aménagés par la fédération de tutelle). Ceux-ci sont reconnus pour leur aérologie favorable et prévoient des terrains d'atterrissage hors des champs cultivés, évitant ainsi les courroux légitimes des paysans !

Partout, on trouve des monteurs brevetés d'Etat (500 clubs et 140 écoles agréées), qui pro-

posent des baptêmes en biplace (100 000 personnes auraient déjà vécu l'expérience) et des stages d'initiation : on compte 22 000 licenciés en France, « volants autonomes » et élèves (contre 4 000 pratiquants de l'aile delta).

La logistique est éprouvée et le succès démontré, notamment avec la coupe Icare (le plus grand rendez-vous du genre), qui a lieu du 20 au 22 septembre sur le rebord des falaises de Chartreuse, à Saint-Hilaire du Touvet. Le parapente n'en reste pas moins une pratique très exigeante, à risques, malgré des statistiques plus rassurantes et même avec un maté-

riel désormais très fiable. Le parapentiste le plus chevronné pratique ainsi son sport individuel en groupe (c'est mieux pour la sécurité) et s'autorise des vols-randonnées de longue distance (un témoin de la compétition dépasse allégrement les 100 kilomètres). Mais il sait aussi rester modeste et accepter la pite frustration : arriver sur un perchoir et décider finalement de ne pas voler parce que l'aérologie est décidément trop turbulente ce jour-là !

A ces conditions, chassant les barbares et les petits cumulus (images caractéristiques et annonciateurs de masses d'air réchauffées), l'homme-oiseau peut voler un peu de bonheur au ciel montagnard... en toute impunité.

Philippe Bardiau



### L'AIR DE PARIS

Jeunesse qui se cherche. Retrouver le fringant Gélén, Brigitte Aubert et Maurice Ronet, « vingt-deux ans, 1,80 m ». Guetter le moment où les trois montent dans la voiture amphibie de Pierrot, le fils du boucher. Regarder la voiture descendre le quai Malaquais avant de flotter sous le pont des Arts et emporter les rires du quatuor qui gagne la rive droite en quatre minutes, son record de traversée. Guetter ensuite Ronet jouant de la trompette avec Claude Luter au

Lorientais, la cave très agitée de l'Hôtel des Cammes. Noter que la mode, pour les garçons, est à la chemise à grands carreaux, et que les filles font beaucoup dans la rayure. Se laisser porter par le jazz Nouvelle-Orléans. Avoir la cravate bariolée de Luter le clarinetiste et repenser soudain à la photo de Miles Davis avec Juliette Gréco dans une loge de la salle Pleyel. Se dire que la photo date aussi de 1949 et revoir en instant les doigts de Gréco sur les pistons de la

trompette du Noir américain... La séance terminée, gagner la rive gauche à la hauteur du pont des Arts. Réaliser que c'est là aussi, dans le film de Renoir, que Boudou est sauté des eaux par le libraire du quai.

Suivre la Seine jusqu'à la rue Saint-Jacques et atterrir finalement au bas de la rue des Cammes, près du commissariat du 5<sup>e</sup> qu'a filmé Depardon dans *Faits divers*. Constaté que l'Hôtel des Cammes est toujours là, au n° 5. Apprendre que la cave est devenue un espace on ne peut plus privé. Songer tout de même à prendre une chambre, avec l'espoir d'être mutuellement réveillé par la trompette fantôme du jeune Maurice Ronet.

Daniel Percheron

### Au temps du Lorientais

Laisser flotter sur ses lèvres il n'y a plus de dinosaures dans les rues de Paris, que chantait jadis le comédien Jacques Fabry. Puis songer au drogiste Saint-Germain qui, lui aussi, n'est plus qu'historique ancienne. Se souvenir y avoir vu, dans son cinéma tout neuf, en septembre 1965, *Répulsion* de Roman Polanski. Avoir une pensée pour la grande époque de Saint-Germain-des-Près et retourner voir *Rendez-vous de juillet*, 1949, à la Cinéma-thèque de Chailot. La « *Thèque* », comme disait Paul Xill. Ecouter une présentatrice nous dire que le film de Jacques Becker est « le portrait chaleureux d'une

### VENTES

## Les prix à la Biennale

COMMENCÉE depuis une semaine, la XVIII<sup>e</sup> Biennale Internationale des antiquaires s'annonce comme un bon cru dont les professionnels attendent beaucoup : le public vient en nombre (au-delà des prévisions initiales), les marchands vendent et on y trouve le meilleur du marché de l'art.

On a remarqué le retour des clients américains, mais les Français achètent aussi, ce qui n'était pas le cas il y a deux ans. Enfin, malgré les critiques émisées ci et là par nos confrères, la qualité des meubles et de certains objets de curiosité est toujours très élevée.

Dans l'ensemble, les prix restent au même niveau qu'en 1994, sauf pour les tableaux modernes, qui ont progressé. Parmi les chefs-d'œuvre de ce secteur, on peut ad-

mirer un important portrait de femme par Picasso, une toile de 1949 dont la galerie Odermatt attend 20 millions de francs, un pastel de Degas représentant M. et M<sup>me</sup> Louis Rouart annoncé à 2 millions de francs (galerie Cazeau-La Béraudière). Pour les tableaux et dessins anciens, citons une œuvre de Nicolas Poussin, *Le Repos pendant la fuite en Egypte*, une peinture sur panneau exécutée vers 1625 (6,5 millions de francs, Habbold & Co) et un portrait de femme à la sanguine de Greuze acquis auprès de l'artiste par Diderot pour le compte de Catherine II, puis revendu par les Soviets dans les années 30 (450 000 francs, Nicolas Joly-Yves Mikaeloff).

Le mobilier et les objets d'art du XVIII<sup>e</sup> siècle demeurent un des pôles d'attraction de la Biennale, avec la mise en scène fastueuse qui les met en valeur. Toujours très demandés, les bureaux plats illustrent la grande élégance classique : modèle de François Lieutaud en marqueterie de païs-sandre ornée de bronzes dorés,

époque Régence (1,8 million de francs, Gismoond), table-bureau de Bernard Vanrisamburgh (dit BVRB) en marqueterie de fleurs et bronzes dorés (4,9 millions, Didier Aaron). Cette année, le meuble le plus cher est une desserte à resaut d'Adam Weisweiler, d'époque Louis XVI, à décor en laque, annoncée à 12 millions de francs par Camille Burgi. Pour la première fois, et après quelques polémiques, les organisateurs ont admis le mobilier des années 50 : table-console en fer forgé par André Arbus vers 1947-1950 (150 000 francs, Gastou).

Les domaines de la curiosité et des objets de collection font aussi partie des attributs de la Biennale, et l'archéologie y tient une place de choix. Le marchand new-yorkais Ariadne expose un guerrier grec en bronze du V<sup>e</sup> siècle avant J.C. parfaitement conservé (4,4 millions de francs) et la galerie Blondeel-Derooyan un dignitaire égyptien en bois d'époque ramés-side (1306-1070 avant J.C., 2,75 millions de francs). Autre spécialité

classique, la numismatique est représentée par Sabine Bourgey, qui propose un ducat du pape Léon X en or, avec au revers une représentation des rois mages, un décor exceptionnel sur une monnaie (90 000 francs).

On trouve aussi quelques chefs-d'œuvre de la céramique, par exemple une paire de carlins « au naturel » en porcelaine de Meissen montée sur bronze doré (Lefebvre et Fils, 750 000 francs).

Les spécialistes de l'art d'Extrême-Orient se réjouissent assez nombreux, et parmi les vedettes figure un cheval Tang (618-916) en terre cuite émaillée à trois couleurs (5,8 millions de francs, Christian Deydier).

Catherine Bedel

★ Biennale Internationale des antiquaires, Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli 75001, jusqu'au 29 septembre. Tous les jours de 12 à 21 heures. Nocturne les lundis et mercredis jusqu'à 23 heures. Entrée 70 F.

## ESCAPADES

■ **WEEK-END PÊCHE**. Capturer une truite et repartir avec elle, c'est ce que propose notamment, du 20 au 22 septembre à Paris, le Salon de la pêche de loisir dans les deux bassins destinés à initier adultes et enfants à la pêche au coup et à la mouche. Une animation permettra également au public de découvrir les nouveaux équipements nécessaires à la pratique de cette discipline, de choisir un stage ou un séjour de pêche, de participer à divers ateliers techniques et d'assister à de nombreuses démonstrations.

★ SAPEL, Parc des expositions (hall 4), porte de Versailles à Paris. Du 20 au 22 septembre, de 12 heures à 22 heures le vendredi, de 9 heures à 19 heures les samedi et dimanche. Entrée : 50 francs. Gratuit pour les moins de 16 ans.

■ **LA FÊTE DU VTT**. Dimanche 22 septembre, plusieurs milliers de vététistes, amateurs ou spécialistes, se retrouveront sur les chemins, sentiers et prairies du parc naturel régional du Haut-Jura à l'occasion de la sixième édition de la Forestière, premier rassemblement français de VTT sur un jour en nombre de participants et en longue distance. La course, au profil descendant (on part de 1 160 mètres pour arriver à 520 mètres), offre 1 300 mètres de dénivelé positif et des pentes allant jusqu'à 35 %. Au choix, deux formules (course ou randonnée) et trois parcours (de 50, 65 et 80 kilomètres), au départ de trois villes différentes (arrivées à Oyonnax) ainsi qu'une course d'initiation de 12 kilomètres pour les 9-15 ans. Parmi les animations proposées au public, le samedi et le dimanche, des démonstrations de figures et acrobaties, de la danse et de la musique.

★ Renseignements au 74-77-20-88.

■ **JARDINS DE PARIS**. Des 420 jardins publics qui font la fierté des Parisiens et le charme de la capitale, plus d'un tiers, représentant 135 hectares, a été créé ces vingt dernières années. Un patrimoine dont la Mairie propose de découvrir ou de redécouvrir une cinquantaine de sites, le dimanche 22 septembre, à l'occasion de la première journée des jardins de Paris. Au menu : expositions, concerts, visites guidées et ateliers de jardinage.

★ Programme disponible dans les mairies d'arrondissement, au (1) 40-71-76-07 et par Minitel 3615 Paris.

■ **UN PARC EN FÊTE**. Célébration de la nature, de l'homme, des traditions, des spectacles, des produits de terroir et de l'artisanat, la 12<sup>e</sup> Fête du parc naturel régional du Nord-Pas-de-Calais invite le public à découvrir les spécificités de chacun de ses secteurs. Ainsi, après l'Avesnois, qui a ouvert le bal avec sa fête du lait, ce sera au tour de l'Audomarois et de sa fête champêtre de prendre le relais, dimanche 22 septembre à Tilques. Quant au Boulonnais et à la plaine de la Scarpe et de l'Escaut, ils organiseront respectivement le dimanche 29 septembre, la Fête du bocage, au Wast, et la Fête du parc, au centre d'Amaury, à Hergnies.

★ Renseignements au 21-98-62-98 (Audomarois), au 21-83-38-79 (Boulonnais) et au 27-19-19-70 (plaine de la Scarpe).

■ **L'AUTOMNE A SAINT-TROPEZ**. Après l'animation des mois d'été, le petit port de pêche, cher à Colette et à Signac, retrouve calme et authenticité. Pour profiter de la douceur automnale de la presqu'île, admirer la lumière sur la célèbre baie, flâner dans les ruelles et profiter des soldes dans les magasins locaux, le Château de la Messardière joue les prolongations jusqu'à la Toussaint avec un forfait « été indien » de six nuits en chambre double avec petit déjeuner continental et une voiture de location pendant sept jours, disponible à l'hôtel ou aux aéroports de Toulon ou Nice : 4 900 francs par personne jusqu'au 6 octobre, 3 900 francs du 7 octobre au 4 novembre.

★ Château de la Messardière, route de Tahiti, 83990 Saint-Tropez, tél. : 94-56-76-00.

■ **RHÔNE-ALPES FAIT SON CINÉMA**. Entre Rhône-Alpes et le cinéma, une histoire d'amour a commencé il y a cent ans avec l'épopée des frères Louis et Auguste Lumière. Depuis, 46 films y ont été tournés en cinq ans dont *Le Hussard sur le toit* de Jean-Paul Rappeneau et *Tout ça pour ça* de Claude Lelouch. Une brochure, intitulée *Le cinéma : les itinéraires de Rhône-Alpes* a été éditée par le comité régional de tourisme. Elle propose huit circuits sur les sites des tournages, pour partir sur les traces de Huston, Truffaut, Blier, Malle, Cayatte, Tavernier, Vadim, Cocteau et bien d'autres.

★ Renseignements au 72-59-21-59.

### ANTIQUITÉS

● Arles (Bouches-du-Rhône), Palais des congrès, 90 exposants, entrée 35 F. 21-29 septembre, de 10 à 19 h 30.

● Pacy-sur-Eure (Eure), château de Brécourt, 50 exposants, entrée 30 F. 20-22 septembre, vendredi de 16 à 22 heures ; samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

● Barbotan-Les-Thermes (Gers), Maison du tourisme et du thermalisme, 25 exposants, 15 F, de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

● Bar-le-Duc (Meuse), avenue du 4<sup>e</sup> RI, 50 exposants, entrée 25 F, 20-22 septembre, de 10 à 20 heures.

● Privas (Ardèche), château de Liviers, 30 exposants, entrée 20 F, 21-22 septembre, de 9 à 19 heures.

● Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), sous les Halles, 25 exposants, entrée 20 F, 21-22 septembre, de 10 à 20 heures le samedi, de 10 à 19 heures le dimanche.

● Uzès (Gard), salle polyvalente, 25 exposants, entrée 15 F, 21-22 septembre, de 9 h à 18 h 30.

● Salbris (Loir-et-Cher), salle des fêtes, 25 exposants, entrée 15 F, 21-22 septembre, de 9 h 30 à 19 heures.

### BROCANTES

● Nantes (Loire-Atlantique), centre-ville, 160 exposants, 20-22 septembre.

● Paris, avenue du Maine, 120 exposants, 20-29 septembre.

● Eggen (Bouches-du-Rhône), centre-ville, 40 exposants, 21-22 septembre.

● Parc de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), 300 exposants, 21-22 septembre.

● Elbeuf (Seine-Maritime), Foire Saint-Gilles, 70 exposants, 21-22 septembre.

● Draveil (Essonne), rue Port-aux-Dames, 350 exposants, 21-22 septembre.

● Gevèze (Ille-et-Vilaine), centre-ville, 120 exposants, samedi 21 septembre.

## Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ?  
Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

**3615 LEMONDE**



# Un temps maussade

UNE ZONE dépressionnaire va rester quasi stationnaire sur la France. Une perturbation active s'enroule dans cette dépression et donne des pluies assez fortes. Une nouvelle onde pluvieuse arrivera dans le golfe de Gascogne puis dans tout le sud-ouest du pays.

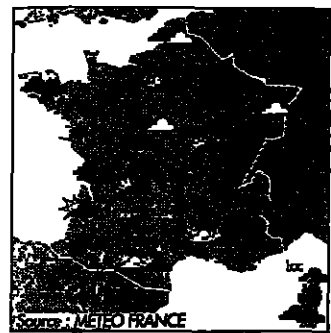
Vendredi matin, des pluies modérées toucheront la Bretagne, la Normandie, le Nord, la Picardie, l'Île-de-France, la Champagne, les Ardennes, la Bourgogne, la Lor-

raine, l'Alsace et la Franche-Comté. Les pays de la Loire et le Centre seront concernés en cours de matinée. Dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ciel sera couvert avec des pluies faibles. Les averses les plus fortes, parfois orageuses, se produiront en Corse. Ailleurs, nuages et éclaircies alterneront avec des risques d'averses.

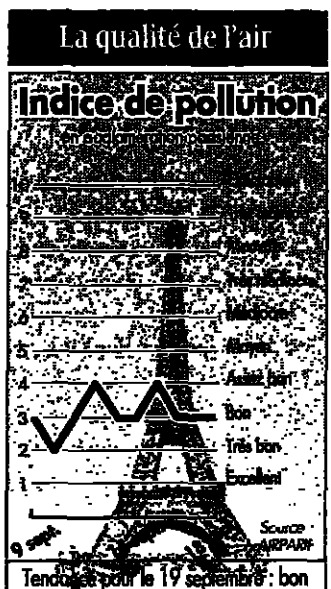
L'après-midi, une nouvelle aggravation pluvieuse abordera l'Aquitaine puis la région Midi-Pyrénées, et elle s'étendra en soirée vers le Massif Central et le Languedoc-Roussillon. Dans le reste du pays, les pluies deviendront intermittentes, mais le temps restera globalement assez gris et humide. Des éclaircies pourront toutefois se développer de la Lorraine à la vallée du Rhône.

Les températures seront fraîches pour la saison. Le matin, il fera de 6 à 9 degrés en général dans l'intérieur et de 9 à 12 degrés près des côtes. L'après-midi, le thermomètre indiquera de 15 à 20 degrés du nord au sud, et localement de 21 à 22 degrés près de la Méditerranée. Ces températures se situent 3 ou 4 degrés environ au-dessous des normales saisonnières.

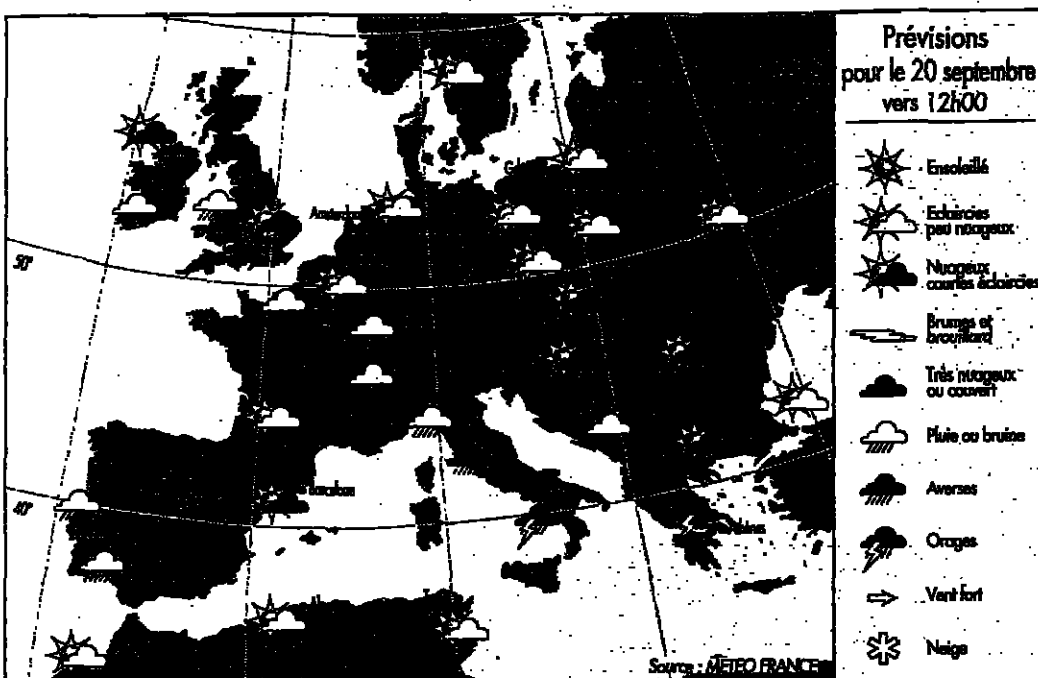
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 20 septembre vers 12h00



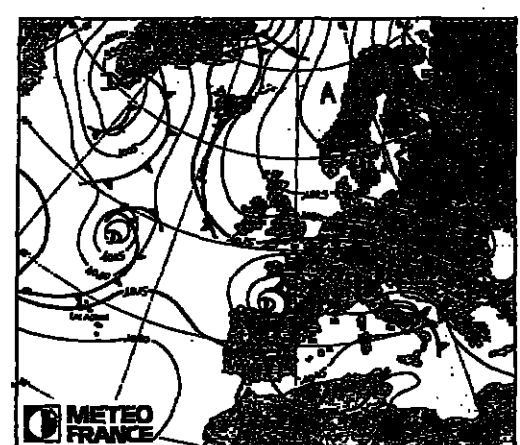
Tendances pour le 19 septembre: bon



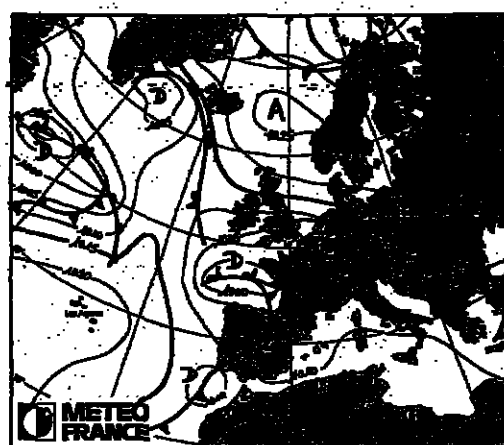
Prévisions pour le 20 septembre vers 12h00

- Ensoleillé
- Ensoleillé partiellement nuageux
- Nuageux
- Ensemble nuageux
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 18 septembre maxima/minima	GRENOBLE	17/1	TOURS	21/9	CHICAGO	21/2	LISBONNE	21/5	PRETORIA	30/7
	LILLE	15/8			DURBAN	21/2	LONDRES	17/11	KABAT	25/18
	LYON	20/13			DUBAI	34/28	LOS ANGELES	24/18	RIO DE JANEIRO	27/18
	MARSEILLE	22/16			AMSTERDAM	15/8	MADRID	24/14	SAN FRANCISCO	22/13
	NANCY	18/8			ATLANTES	21/1	MEXICO	26/13	SEVILLE	25/13
	NANTES	19/10			BANGKOK	34/28	MILAN	17/10	ST-PETERSBURG	14/5
	PARIS	20/17			BARCELONE	23/15	MONTREAL	21/11	STOCKHOLM	18/4
	PERPIGNAN	20/15			BERLIN	16/6	MOSCOW	11/4	SYDNEY	28/13
	RENNES	18/11			BOMBAY	30/24	MUNICH	11/3	TENERIFE	22/24
	STRASBOURG	20/12			BRASILIA	24/18	NAPLES	24/13	TOYO	27/20
	TOULOUSE	21/13			BUENOS AIRES	22/15	NEW DELHI	32/24	TUNIS	29/18
					CARACAS	32/26	NEW YORK	17/15	VARSOVIE	19/7
							PRAGUE	12/5	VIENNE	12/5



Situation le 19 septembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 21 septembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Vacances basques

LE MOIS de septembre, où beaucoup se résignent déjà à la fin des vacances, faisait avant la guerre la réputation de la côte basque et la fortune de Biarritz. Autrefois Hendaye, Saint-Jean-de-Luz, Guéthary, Biarritz, attendaient chaque été leurs habitués - les familles qui bâtaient les villas de la côte et qui, tout en restant des étrangers pour les purs accents du pays, l'adoptaient trois mois par an.

La région, sûre de ses fidèles, espérait surtout ceux qui ne s'habituèrent nulle part et se sentaient à l'aise partout - les clients des palaces, du baccara de Biarritz et du Maxim's de Saint-Jean-de-Luz. Espagnols après la saison de Saint-Sébastien, Anglais qui de Deauville s'attardaient dans le Midi, Parisiens de retour de quelque station thermale ou de la Méditerranée, servaient de cadre à l'incognito d'Alphonse XIII et du prince de Galles.

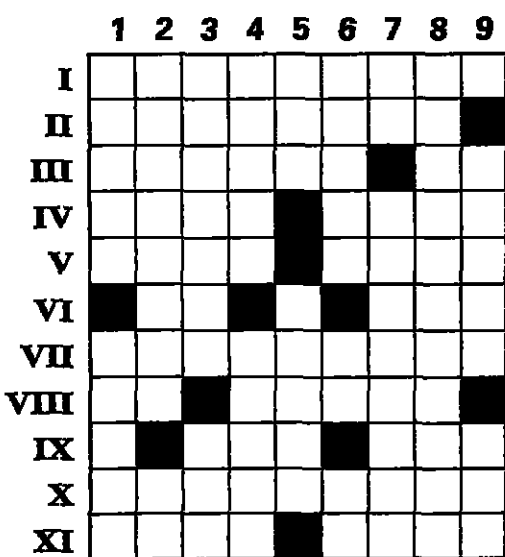
Mais aujourd'hui les estivants n'auront stationné que quinze jours ou trois semaines jusqu'à consommation du budget prévu. Les commerçants non spécialisés dans l'hôtellerie ou l'alimentation se plaignent, crient au désastre et regrettent les belles années, bien que Biarritz ait retrouvé cet été sa foule d'avant la guerre et Saint-Jean-de-Luz dépassé ses statistiques record.

Où sont, pensent les marchands, tous ces instants où les estivants s'oubliaient à leurs premiers désirs? Les « Henry à la Pensée » dont le bon goût triomphait des plus sages résolutions ne font même plus picher. Même en vacances les gens semblent constamment se souvenir cette année que d'abord il faut vivre tous les jours.

Charles Vergely (20 septembre 1946.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6913



**HORIZONTALEMENT**  
I. Quand elles sont chaudes, il y a beaucoup de gens qui dégustent. - II. Mises dans de bonnes dispositions. - III. Évoque une bonne odeur de cuir. Adverbe. - IV. On l'a dans le nez quand elle est noire. Langue de serpent. -

V. D'un auxiliaire. A la dent dure. - VI. En Suisse. N'est pas belle quand elle est noire. - VII. Forment des petits nuages. - VIII. Élément de jupe. Le mot de la fin. - IX. N'est pas un livre sérieux. Grecque. - X. Un homme qui peut faire des salades. - XI. Table. Donna des raisons de se plaindre.

**VERTICALEMENT**  
I. Est de bon goût quand elle est à papa. Une douche avec un bon savon. - 2. Quand on ne trouve plus de goût à rien. Élément radioactif. - 3. Qui ont été éprouvés. Un beau parler. - 4. S'enfoncent dans les côtes. Comme un four, autrefois. - 5. Bas, ce n'est pas le paradis. Retrait l'intérieur. - 6. Ville de Grande-Bretagne. Mesure. Symbole. - 7. Article. Aurélie, par exemple. - 8. Des femmes qui recherchent les nouvelles rencontres. - 9. Quand elles sont noires, rien ne va plus. D'un verbe actif.

**SOLUTION DU N° 6912**  
**HORIZONTALEMENT**  
I. Découvertes. - II. Existence. - III. Lové. Mire. - IV. Enième. - V. Gel. Erse. - VI. Aride. - VII. Tatouages. - VIII. Item. Na. - IX. Oisiveté. - X. Nô. Nasseau. - XI. Néon. Sur.

**VERTICALEMENT**  
1. Dégustation. - 2. Exonération. - 3. Civilités. - 4. Osée. Domino. - 5. Ut. Eu. Va. - 6. Semés. Anes. - 7. Uni. Régates. - 8. Ecrus. Eau. - 9. Sée. Esse. Ur.

Guy Broudy

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements 24, avenue du 6<sup>e</sup> Octobre - 69646 Chantilly Cedex - Tél.: 16 (1) 42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	Région	France	Europe	Autres pays
1 an		1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois		1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois		536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-8923) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11, rue de la Harpe, 75004 Paris. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75004 Paris. Pour les abonnements étrangers: LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75004 Paris. Single copies: 100 F.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels. 33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE. accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe: GO LEMONDE

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel 3617LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 44-08-78-50

Index et microfilms: (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé au Monde: 12, rue M. Guesbroux, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Alduy

Directeur général: Gérard Morin

133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **TOURISME D'AFFAIRES.** A l'intention des organisateurs de congrès, colloques, séminaires ou conventions, la société Forum Communication vient de lancer un cédérom qui se veut « le premier salon virtuel du tourisme d'affaires ». CD-Forum présente quarante-sept exposants dans toute la France. Une « mallette fax » permet d'envoyer un fax pré-enregistré aux exposants sélectionnés pour obtenir une demande d'information ou un devis. - (AFB)

■ **POLOGNE.** L'accord de partage des codes conclu pour environ trois ans par American Airlines et la compagnie polonaise Lot est entré en vigueur lundi 16 septembre. Deux avions ont décollé de l'aéroport de Varsovie à destination de Chicago et New York. - (AR)

■ **SYRIE.** A partir du 1<sup>er</sup> octobre, tous les vols intérieurs et internationaux de la compagnie Syrian Arab Airlines seront non fumeurs. - (AFB)

■ **ITALIE.** Pour endiguer le flux des touristes chaque année plus nombreux dans Florence, les autorités de la ville ont décidé de limiter le nombre de cars qui tentent d'accéder au baptistère de San Giovanni et d'installer un système de réservations pour le Musée des Offices. - (AR)

■ **ROISSY.** Depuis le lundi 16 septembre, un nouveau comptoir est à la disposition des voyageurs sans bagages à l'aéroport 1 de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Situé au niveau départ à la porte 22 et ouvert de 6 h 30 à 22 heures, ce comptoir permet aux passagers sans bagages d'une vingtaine de compagnies étrangères assistées par Aéroports de Paris de bénéficier d'un enregistrement plus rapide. - (AFB)

■ **CHINE.** La société Accor Pacific vient d'être nommée administratrice de l'hôtel Grace de Pékin qui a devancé le Novotel Parkview. Il s'agit du cinquième établissement de la compagnie hôtelière en Chine qui en possède déjà à Pékin, Shanghai et Zhengzhou. D'autres devraient voir le jour dans les prochains mois à Hangzhou, Hefei et Jinan. - (AFB)

## PARIS EN VISITE

Samedi 21 septembre

■ **DE LA PLACÉ VENDÔME** à la place des Victoires (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Tuileries (Paris passé, présent).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **LA RUE DE REUILLY** (45 F), 10 h 30, 103, rue de Reuilly (Le Paris simple).

■ **MARAI:** le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures, sortie du métro Saint-Paul (Claude Mart).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée): La Dame à la licorne et les tapisseries médiévales, 11 heures; les thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures; l'Hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **L'ASSEMBLÉE NATIONALE** (carte d'identité, 55 F), 11 h 30, angle de la rue de Lille et de la rue de Courty (Christine Merle).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée): les antiquités égyptiennes, 11 h 30; la peinture vénitienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE:** exposition Calder, 13 heures (55 F + prix d'entrée), 11, avenue

du Président-Wilson (Paris-Vives Jaslet); 14 h 30 (25 F + prix d'entrée), 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, quai de Condé (Europ expio).

■ **LE Cimetière du Père-Lachaise** (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).

■ **LE CONSEIL D'ÉTAT** (55 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place du Palais-Royal (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE CARNAVALET:** Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE D'ORSAY:** visite par thème: images de la paysannerie (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

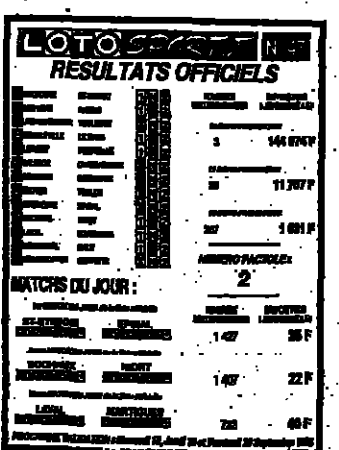
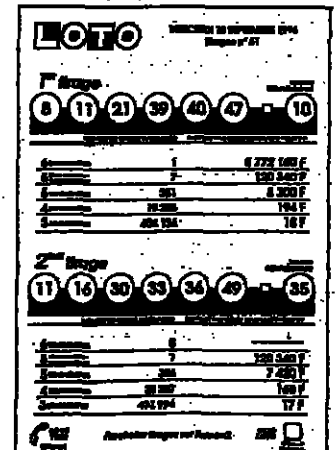
■ **LE PARC ANDRÉ-CITROËN** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Balard côté rue Balard (Institut culturel de Paris).

■ **LE VIEUX BELLEVILLE** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Pyrénées devant Twenty (Christine Merle).

■ **BAGATELLE:** les plantes d'orangerie (35 F), 14 h 30, entrée ouest du parc devant la grille de Sévres; le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

## JEUX





هكذا من الإلهام

29

## CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996

**ART** Le Musée d'Unterlinden, à Colmar, consacre au peintre allemand Otto Dix une importante rétrospective. Ce qui n'était pas arrivé en France, où il reste méconnu, depuis

celle du Musée national d'art moderne en 1971. ● CETTE exposition permet de voir des dessins et des peintures d'Otto Dix qui mettent en relief les relations qui unirent le

peintre, né en 1891, qui devait devenir une des figures essentielles de la peinture moderne, aux maîtres anciens. Ainsi les œuvres d'Albrecht Dürer, Grünewald, Lucas Cranach ou

Hans Holbein par exemple inspireront la peinture et les dessins de Dix. ● MARQUÉ par la première guerre mondiale – il combat au milieu des bombardements et des charniers –, il

en rend l'horreur dans son travail. Il peint aussi la vie nocturne des années 20 et 30. Les nazis interdiront ou détruiront certaines de ses œuvres.

# L'Allemand Otto Dix aux sources de l'épouvante

Comment peindre la vérité de son siècle ? Pour cet artiste majeur, à qui le Musée d'Unterlinden, à Colmar, consacre une rétrospective, la réponse est venue des maîtres anciens, comme Dürer et Grünewald, qui ont inspiré son œuvre

**OTTO DIX ET LES MAÎTRES ANCIENS.** Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, Colmar. De 9 heures à 18 heures, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre (fermé le mardi). Tél. : 89-20-15-50. Catalogue, 184 pages, 200 F.

### COLMAR

de notre envoyé spécial  
Otto Dix est l'un des deux ou trois peintres majeurs du XX<sup>e</sup> siècle allemand. Il n'empêche : très peu présent dans les collections publiques françaises, il ne bénéficie pas non plus de l'attention des commissaires d'exposition. Une rétrospective a eu lieu en 1971 au Musée national d'art moderne – et rien depuis, rien en un quart de siècle. L'excellent ensemble réuni en 1992 à la Tate Gallery n'est pas venu de Londres à Paris, ni celui conçu pour Bruxelles en 1975.

Il est vrai que la peinture germanique ne reçoit d'ordinaire en France qu'accueil froid et attention distraite et que Max Beckmann – l'autre titan allemand – attend toujours sa première commémoration parisienne, qui devrait avoir lieu, enfin, en 1998, quarante ans après sa mort.

Dans ces conditions, le travail

### D'une guerre à l'autre

1891 : naissance d'Otto Dix en Thuringe.  
1909-1914 : élève à l'école des arts décoratifs de Dresde, il y découvre les maîtres anciens, Van Gogh et l'expressionnisme.  
1914-1918 : il combat sur le front de l'Est, puis en France, tout en dessinant ce qu'il voit de la guerre.

1920 : il participe à la première foire dada à Berlin, tout en se rapprochant peu à peu des maîtres anciens.

1922-1925 : établi à Düsseldorf, il s'impose comme la figure essentielle du courant dit « nouvelle objectivité ». Sa toute la Tranchée fait scandale, on le moine que ses eaux-fortes de la Guerre.

1925-1927 : à Berlin, il peint la vie nocturne de la métropole. Sa notoriété est désormais assurée en Allemagne.

1927-1933 : professeur à Dresde, il participe à des expositions en Europe et aux États-Unis.

1933 : il est démis de ses fonctions par les nazis et exclu de l'Académie prussienne des beaux-arts.

1934 : artiste « dégénéré », il est interdit d'exposition.

1936 : il se retire sur le lac de Constance.

1937 : ses œuvres figurent à l'exposition « L'art dégénéré ». Plusieurs sont ensuite brûlées.

1945 : enrôlé de force, il est fait prisonnier et interné à Colmar.

1946 : il retourne dans sa retraite et reprend des suites de tableaux religieux de style expressionniste.

1969 : mort d'Otto Dix.

### LA LIBRAIRIE LUCIOLES

13 place du Palais à VIENNE

**VOUS INVITE A FÊTER SES 20 ANS**

LE SAMEDI 21 SEPTEMBRE

DE 14H A 19H

en compagnie de JACQUES A. BERTRAND, FRANÇOIS BODDAERT, FRANÇOIS JOY, LAX, JEAN-YVES LOUDE, MICHEL

ORCEL, PIERRE PETU, JEAN-PIERRE SPILMONT et de nombreux auteurs et éditeurs qui vous feront partager leurs coups de cœur.

Renseignements au 74.85.63.08



Détail du « Marchand d'allumettes I », d'Otto Dix, 1920. Staatsgalerie, Stuttgart. Extrait du catalogue de l'exposition.



« Le Retable d'Issenheim », de Grünewald, 1510-1516, détail de la « Crucifixion », Musée d'Unterlinden, Colmar.

entrepris à Colmar par Sylvie Le-coq-Ramond apparaît d'autant plus méritoire, d'autant plus nécessaire. Elle montre ce qui n'avait pas été montré jusqu'ici, des dessins et des peintures d'Otto Dix. Mieux : elle les choisit afin de développer une analyse démonstrative et de permettre à des visiteurs qui, selon toute vraisemblance, ne connaissent Dix que fort mal, de comprendre pourquoi son œuvre est si considérable. Le musée d'Unterlinden étant celui de Grünewald et Dix ayant proclamé son admiration sans réserve pour le maître du retable d'Issenheim, l'exposition traite donc des relations qui unirent le moderne aux anciens, relations nombreuses et complexes.

Elle ne montre donc pas tout Dix, mais un certain Dix, celui qui s'interroge sur son art, son but, ses moyens et les références qui peuvent le nourrir. Montrer tout Dix serait une tâche presque impossible : les tableaux, souvent exécutés sur bois, ne se déplacent plus que très rarement et le coût des assurances a grimpé au même

rythme que la gloire du peintre. Or il n'y a plus guère qu'en France que celle-ci demeure modeste.

Otto Dix et les maîtres anciens, donc. La question, réduite à ses grandes lignes, peut se résumer ainsi : soit, vers 1923, un peintre né en 1891 et très tôt convaincu de sa vocation. Ce peintre a jus-

qu'ailleurs été successivement expressionniste, cubo-futuriste et dadaïste. Il a été jadis élève à Dresde, la ville d'Ernst Ludwig Kirchner. Dix a participé en 1920 à la première foire dada et lié amitié avec George Grosz. Il n'ignore rien de l'art de ses contemporains, qu'ils soient français ou italiens. Mais – expérience tout autre – Otto Dix a aussi accompli trois années de guerre en première ligne, en Flandres, en Russie, en Champagne. Il a connu les bombardements et les charniers et, en dépit des tranchées, n'a cessé de dessiner les tranchées, les abris, les explosions et, parfois, les cadavres. Il a vu l'envers de l'histoire, son horreur. Sur la nature humaine – les deux sexes confondus – sur les passions, les vertus et les vices, il ne se fait plus

aucune illusion. L'Allemagne de l'après-guerre telle qu'il l'observe et telle que l'observe le Morand de L'Europe galante, nation de mutilés et de fétards, d'anciens combattants et de filles faciles, confirme ses idées les plus noires.

Il lui faut donc les peindre. Il lui faut trouver le mode de représentation qui révèle intensément la barbarie et la fausseté dont il reconnaît partout les signes. L'expressionnisme le lasse, rhétorique de la véhémence. Le cubo-futurisme, après l'avoir séduit, le déçoit, style trop elliptique. Du dadaïsme auquel il collabore brièvement, il ne retient qu'un principe, mais le plus important : il faut que l'œuvre hurle.

Or, quelles peintures hurlent plus fort que celles des plus grands peintres allemands ? Grünewald, évidemment, et Lucas Cranach, et Hans Baldung Grien, et Albrecht Dürer ont allié le réalisme le plus minutieux à la violence la plus tourmentée. Ils ont peint l'horreur du vrai. Leur peinture s'élève jusqu'à l'irréfutable, qui est aussi l'insupportable. Dix cherchant à peindre l'épouvante

contemporaine ne peut donc faire mieux que suivre leurs leçons. Il le fait admirablement.

Dès le début des années 20, il s'exerce à dessiner dans un style naturaliste, à la pointe d'argent, à la sanguine, au fusain. Nus, portraits, draperies, fleurs des champs, grands arbres, nouveaunés, vieillards, chiens : il commence son inventaire du monde, méthodique. Impossible alors de ne pas songer à Dürer explorant le visible d'un œil qui ne cille pas. Impossible, devant les huiles sur bois à la facture lisse,

au réalisme impeccable, de ne pas évoquer la tradition des Cranach et des Hans Holbein, celle d'un art sans concession ni idéalisme. Du chromatisme à la composition, les similitudes abondent et les mêmes moyens produisent les mêmes effets, ceux d'une description faussement neutre, véritablement cynique.

Chaque section de l'exposition traite d'un thème et de ses sources d'autrefois et ce principe de présentation accentue peut-être à l'excès le côté encyclopédique de l'œuvre, aux dépens de l'ironie et de l'invention propres à Dix. Elle cherche des citations et en trouve là où il n'y a peut-être que des rencontres de hasard. Elle veut en somme un peu trop prouver sa thèse. Mais elle révèle l'acuité terrible des autoportraits, où se lisent le travail du temps et l'approche de la vieillesse, et la force indécise des nus – de fortes femmes accroupies ou agenouillées.

**Il ne retient qu'un principe, mais le plus important : il faut que l'œuvre hurle**

Il y a là encore la suite d'aquarelles et d'huiles qui figurent Ursus, le fils du peintre, à l'instinct même de sa naissance – stupéfiant exercice de peinture médicale – et des paysages où les références anciennes s'expriment en une sorte de maniérisme étrange.

Reste la question de la guerre. Elle a été, pour le peintre, décisive. Il en a gravé les images abominables en cinquante eaux-fortes, dont une anthologie figure ici. Il l'a peinte aussi, à plusieurs reprises, de 1923 à 1936.

Le premier de ces tableaux, La Tranchée, a provoqué aussitôt un scandale et a sans doute été détruit par les nazis en 1939. Le deuxième est un triptyque, le chef-d'œuvre de Dix et un hommage admirable rendu à Grünewald. Trop précieux, trop grand, il n'a pas quitté Dresde pour Colmar, cruelle absence. Le face-à-face eut été l'apothéose de l'exposition. A défaut, elle s'achève sur les toiles où Dix montre à nu une autre guerre mondiale, la deuxième, et une autre horreur, celle des camps. Ainsi sont vérifiées la constance et la grandeur d'Otto Dix, le peintre qui a refusé de fermer les yeux.

Philippe Dagen

## Le Mémorial de Péronne retrace l'histoire « vraie » des « indigènes » de l'armée française de 1914-1918

**MÉMOIRE D'OUTRE-MER.** Les colonies et la première guerre mondiale. Jusqu'au 20 octobre. HISTORIAL DE LA GRANDE GUERRE, château de Péronne. Tél. : 22-83-14-18. Catalogue sous la direction de Marc Michel, coéd. Encrage, 112 pages, 150 F.

### PÉRONNE (Somme)

de notre envoyé spécial  
« Y'a bon Banania » : le slogan publicitaire est né en France avec la guerre de 1914. Longtemps sur les affiches, le tirailleur sénégalais, infantile et débouaillonné, aura la tâche d'assurer la promotion du fameux chocolat en poudre. Quelques années plus tard, au début des années 20, pour stigmatiser l'occupation de la rive gauche du Rhin par les troupes françaises, des Allemands firent frapper une médaille : côté face le profil d'un Noir lippu coiffé du casque réglementaire de l'armée française, côté pile, une femme (allemande), liée à un gigantesque phallus sombre, lui aussi casqué.

La légende des troupes coloniales françaises tient dans ces deux images : celle du bon sauvage venu au secours de la mère patrie, d'une part, et celle du mercenaire barbare, employé comme chair à canon par un maître sans scrupule, d'autre part.

L'exposition présentée au Mé-

morial de Péronne retrace l'histoire de ces « indigènes » recrutés – parfois de force – pour servir d'appoint aux forces françaises pendant la première guerre mondiale. Tableaux, affiches, photos, films, journaux, livres, uniformes, mille objets divers évoquent le mythe et la réalité quotidienne de ces soldats venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne, des Antilles, d'Indochine ou des îles du Pacifique.

Au total 608 000 hommes furent mobilisés et 81 000 ne revirent jamais leurs pays. Ces pertes (12 % environ) sont inférieures à celles des régiments métropolitains (près de 16 %). Des chiffres qui infirment donc une première légende : celle des troupes sacrifiées lors des grandes offensives.

### TÂCHES D'APPOINT

Un autre mythe s'écroule de ce fait, celui de « la force noire », élaboré avant le conflit par des généraux « africains », comme Mangin, auteur d'un ouvrage où il prônait l'emploi systématique de troupes coloniales pour pallier la faible démographie française. Les troupes levées aux antipodes se révélèrent peu combattives, surtout au début du conflit. Dépay-sées, désorientées, démoralisées, médiocrement instruites, elles furent vite cantonnées à des tâches d'appoint. Leur intégration

dans l'armée française fut effective à ce prix.

L'ordre militaire s'est révélé finalement moins oppressif et moins discriminatoire que l'ordre colonial. « Non que la discrimination ait disparu, nous dit Marc Michel. [Mais] la bouche qui broie indistinctement les hommes, le sentiment qu'une vie en vaut une autre la fait sérieusement régresser. »

L'exposition aborde également le système économique qui régit dans cette période de crise métropole et territoires d'outre-mer, sévèrement taxés. Quelles ont été les conséquences du conflit pour ces populations ? L'Empire sort de la guerre apparemment renforcé mais en réalité profondément affecté par des séquelles. La fraternisation pratiquée dans les tranchées tourne court, l'aliénation démultiplie l'humiliation née de la discrimination.

Les premiers mouvements indépendantistes vont naître dans la foulée du retour des anciens combattants en Tunisie, en Algérie et en Indochine avec des personnalités comme Messali Hadj, Habib Bourguiba ou le jeune Nguyen Ai Quoc (le futur Ho Chi Minh), et les tirailleurs décorés, choyés par la puissance coloniale, feront vite figure de collaborateurs.

Emmanuel de Roux

## GRAND CIRQUE DE PÉKIN

**au Cirque d'Hiver  
Bouglione  
à partir du  
23 oct 1996**

réservations : 01 49 87 53 53

collectivités : 01 53 41 10 01

en vente dans les lieux, 3615 Fois (22F la minute)

Virgin Magastore, Agences, France Billet - Carrefour

Parigramme PARIS PREMIER le Parisien LAVIE OTIS



هكذا من لاجل

## « Hippolyte et Aricie » ou le combat du drame et de la musique

Le Palais-Garnier présente une production scéniquement un peu décevante de l'opéra de Rameau.

Quand William Christie, étudiant à Harvard, découvrit sa passion pour la musique de Rameau, ce fut à travers *Hippolyte et Aricie*, opéra qu'il

devait diriger vingt ans plus tard. Aujourd'hui, il reprend la « tragédie en musique » de Rameau au Palais-Garnier, dans un spectacle un peu dé-

cevant scéniquement, mais musicalement très réussi, où l'orchestre et le chœur des Arts florissants sont magnifiques.

**HIPPOLYTE ET ARICIE** de Jean-Philippe Rameau. Lorraine Hunt, Isabelle Vernet (Phèdre), Anna-Maria Panzarella, Annick Massis (Aricie), Laurent Naouri, Thierry Félix (Thésée), Mark Padmore, Paul Agnew (Hippolyte), Eliran James (Diane), Nathan Berg (Pluton, Jupiter, Neptune), Orchestre et chœur Les Arts florissants, William Christie (direction), Ensemble chorégraphique Les Fragments réunis, Ana Yepes (chorégraphie), Jean-Marie Villégier (mise en scène), Nicolas de Lajarte (décors), Patrice Cauchetier (costumes), Bruno Boyer (lumière). Opéra de Paris, Palais-Garnier, les 17 et 18 septembre. Prochain spectacle : le 20 septembre à 19 h 30. Tél. : 40-17-35-35 et 44-73-13-00.

*Hippolyte et Aricie* fut le premier choc romantique de William Christie, encore étudiant à Harvard. Vingt ans plus tard, il devait diriger la « tragédie en musique » de Rameau, dans la production de Pier Luigi Pizzi. Aujourd'hui, il réitère avec l'essentiel de l'équipe qui a fait le succès d'*Atys* et de *Médée*. Jean-Marie Villégier n'a pas la même impétueuse passion pour l'ouvrage, du moins pas la même fréquentation. Il connaît sa Phèdre (de Racine)

sur le bout des doigts. Mais, de Phèdre à Hippolyte, il faut compter avec l'abbé Pellegrin, honnête talent de convertisseur de tragédie en drame lyrique à la mode du temps. Pellegrin n'était pas Voltairien, avec qui Rameau ne fit jamais affaire.

Et Villégier d'asséner doucement, mine de rien, dans une note à la fin de son beau texte (« Musicien dans un champ de ruines ») : « Dirions-nous que Voltaire devine le secret de Rameau, un secret que Rameau ne s'avoue pas à lui-même ? Qu'il est plus ramiste que Rameau lui-même ? » Pourtant, le metteur en scène coupe court à la tentation d'élagage : « Il fut un temps où l'on rognait les divertissements de Rameau dans la bonne intention (...) de mettre en valeur le fil rouge de l'action dramatique, noyé, pensait-on, dans un tapis multicolore. (...) Le drame ne mérite pas tant d'honneur. Jeter le tapis pour sauver le fil, c'est, pour manger l'écorce du fruit, en jeter la chair. »

Il n'empêche : l'écorce résiste un peu. La musique, pourtant infiniment audacieuse, n'envahit pas tout ainsi qu'elle le fait dans *Les Boréades*, ultime ouvrage où le drame est gonflé à bloc de musique, jusque dans la moindre danse. Dans *Hippolyte*, on continuera de trouver certaines scènes de divertissement

(celle des matelots ou celle des chasseurs) faibles dramatiquement et musicalement. C'est d'ailleurs ce que Villégier réussit le moins bien : sur fond de nuages orange bleu nuit ou vus forestiers évoquant les choristes et danseurs, minant ici un mouvement de calvaire ou singeant là une chorale dévouée et dissipée chantant devant un Thésée à peine revenu des enfers.

A vrai dire, l'ensemble du spectacle souffre d'une vacance. Ces lumières blafardes, ces gestes à demi stylisés, ces croisements de personnages se disputant (et le public de suivre de la tête, comme à Roland-Garros), ces chaises que Thésée bouscule dans sa fureur : tout cela sonne parfois faux. Du « champ de ruines », Villégier n'a pas su faire un jardin zen.

### COULEURS VOILÉES

Christie a le beau rôle, et il le tient impeccablement. L'orchestre (très fourni) et le chœur des Arts florissants sont magnifiques de présence et de texture (un accord entre les actes II et III est cependant permis une meilleure justesse dans les extraordinaires harmonies de l'air de Phèdre, notamment de la part des basses). Des deux distributions, on préférera la première (Hunt, Panzarella, Padmore, Naouri), plus forte dramatiquement. Pourtant, le fran-

çais d'Isabelle Vernet est plus pur de couleurs que celui de Lorraine Hunt. Mais la Phèdre de la Française est trop maternelle, trop ronde, malgré un chant plus ductile dans son air de l'acte III.

Derrière Hunt, l'herbe ne repousse pas. Brian James cabotine et poitrine plus que de raison ; Nathan Berg, du haut de son arbre de Noël garni de têtes de mort, annonce un français approximatif. Laurent Naouri a le chant moins « cultivé » que celui de Thierry Félix. Mais à ce dernier manquent les notes graves et l'étoffe du héros. Paul Agnew a plus de graves et plus d'harmoniques dans la voix que Mark Padmore, mais la caractérisation dramatique du second est plus fine.

De toute la distribution, envahie par un voile de couleurs anglosaxonnes et par une approximation stylistique inquiétante. (Les deux Phèdre font exactement les mêmes ornements stéréotypés appris en répétition, les autres s'en tiennent à des « tremblements », au sens premier du mot). Anna-Maria Panzarella est celle qui chante le français le plus pur et qui joue avec le plus de naturel. On aimera la réentendre dans un rôle plus consistant. Les opéras de Rameau n'en manquent pas.

Renaud Machart

## L'empire parisien de Marin Karmitz s'agrandit

DU VIEIL ENTREPÔT remis à neuf, sortent, à chaque extrémité, deux blocs de béton brut teints d'ocre clair. Là, le 18 septembre, Marin Karmitz a ouvert 14, quai de la Seine, sur les bords du bassin de la Villette à Paris, six salles nouvelles baptisées « 14 juillet-sur-Seine ». Vers le milieu des années 50, le XIX<sup>e</sup> arrondissement comptait une trentaine de salles. Depuis 1989, l'exception des écrans du Parc et de la Cité des sciences, tous avaient disparu.

La Ville de Paris a concédé pour cinquante ans à la société de production de Marin Karmitz, MK2, un bâtiment construit pour l'Exposition universelle de 1872 et remonté ici un an après pour servir d'entrepôt. Il s'agit d'une sorte de halle métallique, tout en longueur, surmontée d'un auvent coté bassin.

Le parti de l'architecte, Frédéric Namur, est simple : insérer sous cet édifice, qui garde ses structures apparentes - sa charpente, en particulier - deux boîtes de béton qui contiennent chacune trois salles. Entre elles, un espace ou-

vert permet de passer de la rue au quai. Le rez-de-chaussée abrite une salle d'exposition et un restaurant - sol de bitume, décor urbain. Au premier, une longue galerie domant sur le bassin permet de gagner les six salles (300, 120 et 80 places) - moquette grise, fauteuils rouges, plafond noir. L'ensemble a coûté 35 millions de francs.

**34 SALLES ET 10% DES PARTS DE MARCHÉ**  
Avec ce septième complexe de 1 000 fauteuils, MK2 possède donc 34 salles dans Paris, c'est-à-dire 10 % de parts de marché. Pour mieux défendre son « cinéma différent », Marin Karmitz a annoncé le 16 septembre l'acquisition d'un terrain de 6 400 mètres carrés jouxtant la Bibliothèque de France, Jacques Toubon, réjouit, était à son côté en tant que maire du XIII<sup>e</sup> arrondissement : ce n'est pas tous les jours que la Sema, société aménageuse de la zone Seine-Rive Gauche, peut annoncer une bonne nouvelle.

Les partenaires sont restés très discrets sur le montant de l'opération financière. Ils ont été plus discrets sur le projet lui-même. Le PDG de MK2 veut créer en contrebas de la BNF et de l'avenue de France, une « Cité de l'image et du son ». Cette Cité sera constituée d'un complexe de sept ou huit salles, baptisé « 14 juillet-Tolbiac ». Les plus petites seront équipées pour recevoir des formations musicales. Elles recevront les studios nécessaires aux chaînes de télévision thématiques que veut développer Marin Karmitz. Des bars, « thématiques » eux aussi, agrémentent un ensemble qui sera, l'été, flanqué d'une salle de cinéma de plein air.

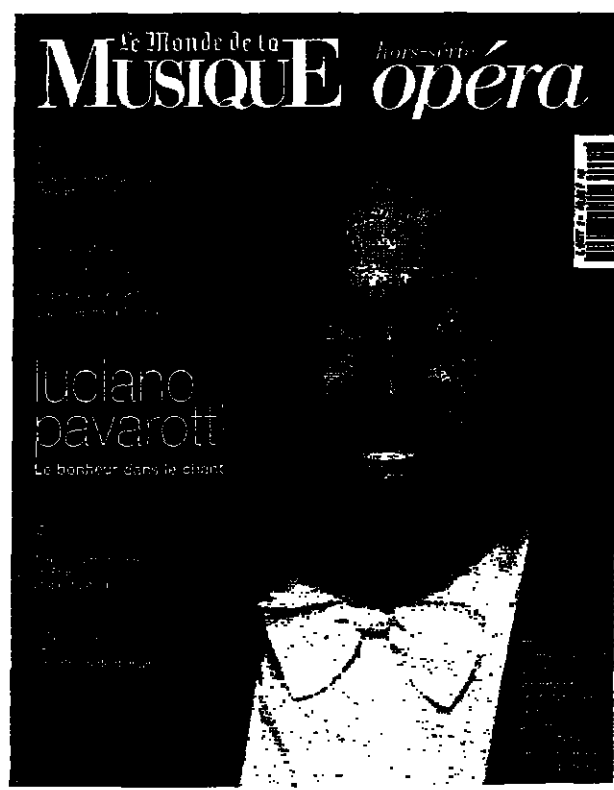
Les architectes chargés du projet sont Jean-Marie Wilmette et Frédéric Namur pour la partie proprement cinématographique. Cette Cité de l'image et du son devrait ouvrir au public en 1998 - en même temps que la BNF et que la ligne de métro Météor.

Emmanuel de Roux

# Hors-série opéra

Le Monde de la  
**MUSIQUE**

Un numéro exceptionnel :  
tout sur l'opéra



- Un entretien exclusif avec Luciano Pavarotti
- Les plus grands chanteurs et les étoiles de demain
- Les chœurs
- Les grands chefs d'opéra
- La mise en scène
- Couillisses : la genèse d'une production
- Les plus belles salles lyriques du monde
- Le calendrier 96/97 des plus grandes scènes lyriques
- La discographie idéale en 300 opéras

+ un CD cadeau

offert par Decca et le Monde de la Musique  
AVEC Luciano Pavarotti, Carlo Bergonzi, Renata Tebaldi, Mirella Freni, Kathleen Ferrier, Cecilia Bartoli, Angela Gheorghiu, Régine Crespin, Joana Sutherland, Kirsten Flagstad...

En vente chez votre marchand de journaux ou sur commande au Monde de la Musique.  
17 bis place René Berthou, 75001 Paris.  
Tél. : 47-33-11-11. Fax : 47-33-11-12.  
23 francs incluant le port et les frais de livraison.

## Un choix de concerts de la rentrée

Nous publions, jusqu'au vendredi 20 septembre (daté samedi 21), un choix de concerts, spectacles, films et expositions de la rentrée à Paris et en régions. Après les concerts, chansons, musiques du monde et rock (*Le Monde* du 17 septembre), les spectacles de théâtre et de danse (*Le Monde* du 18 septembre), les films (*Le Monde* du 19 septembre), cette sélection est consacrée aux concerts classiques et jazz.

### CLASSIQUE

« THE RAKE'S PROGRESS » d'Igor Stravinsky  
au Théâtre du Châtelet

■ Après une éclipse, cet opéra néo-classique est à nouveau représenté régulièrement sur les scènes lyriques. Ces scènes de la vie d'un libertin laissent une grande marge de manœuvre au metteur en scène, mais contraignent les interprètes à une tenue impeccable. Ceux qui ont été réunis par le Châtelet promettent beaucoup.  
\* Théâtre du Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Les 28 et 30 septembre, les 3, 7, 9 et 12 octobre. Tél. : 40-28-28-40. De 80F à 660F.

LE RETOUR DE MYUNG-WHUN CHUNG A PARIS

■ Chassé de l'Opéra-Bastille en septembre 1994, le chef d'orchestre américain n'avait pas dirigé à Paris depuis. Il revient à l'invitation de l'Orchestre de Paris pour diriger *Les Offrandes oubliées* d'Olivier Messiaen et la *Cinquième Symphonie* de Gustav Mahler. Faut-il rappeler que ce chef est l'un des musiciens qui comptent aujourd'hui ? Le public parisien lui avait montré son attachement indéfectible lors des dernières représentations qu'il avait dirigées à l'Opéra. Son concert du 5 octobre est réservé aux motifs de 25 ans.  
\* Salle Pleyel, 252 rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pleyel. Les 2 et 3 octobre ; le 5 au théâtre du Châtelet (30F tarif unique). De 60F à 240F.

RICCARDO MUTI DIRIGE L'ORCHESTRE NATIONAL au Théâtre des Champs-Élysées

■ La venue de Riccardo Muti à l'Orchestre national de France est assurément le grand événement de la saison de la formation de Radio-France. Le chef italien a inscrit cette année *Pelléas et Mélisande* de Gabriel Fauré à son programme, ainsi que *l'Inachevée* de Franz Schubert et les *Tableaux d'une exposition* de Modeste Moussorgski dans l'orchestration de Maurice Ravel.  
\* Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Les 30 et 31 octobre. Location par téléphone exclusivement à Radio France : 42-30-15-16. De 60F à 250F.

ERIC WATSON/JOHN LINDBERGH/THIGPEN au Café de la danse

■ Pour amoureux fous du trio piano basse batterie, une formation qui porte une même attention aux codes de la musique contemporaine qu'à l'histoire des standards.  
\* Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 20 h 30, le 25 octobre. Tél. : 47-00-57-59. 100 F.

AHMAD JAMAL Salle Pleyel

■ Les pianistes tiennent Ahmad Jamal pour l'un des maîtres du jazz moderne. Ce modèle de concentration à la musicalité exceptionnelle, jouera en sextette avec notamment George Coleman, Yoron Israel et un violoniste, Joe Kennedy.  
\* Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 h 45, le 26 octobre. Tél. : 40-50-66-98. De 140 F à 190F. Tournée européenne en octobre et novembre.

SONNY ROLLINS à l'Olympia

■ Au Zénith, en 1994, Sonny Rollins, le poing levé, avait emmené les gradins - jeunes - dans une fête superbe, tout le monde de bout. L'Olympia sera-t-il à son tour prêt à être renversé de bonheur par le saxophoniste ? Le prix d'entrée est lui, en tout cas, renversant.  
\* Olympia, 28, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra ou Madeleine. 20 h 30, le 28. Tél. : 47-42-25-49. De 205 F à 385 F.

Classique : Alain Lompech, Jazz : Sylvain Sicler et Francis Marmade



### JAZZ

FESTIVAL DE RIVE-DE-GIER

■ Dans un programme exigeant (Pascal Lloret, Paul Bley, Philip Glass, Louis Sclavis, Marc Duret, Steve Coleman...), les retrouvailles de Michel Portal, John Surman, Barre Phillips et Jean-Pierre Drouot, membres d'un quintette - avec Stu Martin (mort) - qui a marqué l'histoire des musiques improvisées européennes en 1970. Pierre Favre remplacera Stu Martin pour cette soirée du 12 octobre.  
\* 18<sup>e</sup> Festival de Rive-de-Gier, du 2 au 19 octobre. Tél. : 77-83-07-94.

FESTIVAL NEW YORK IS NOW au Hot Brass

■ La Grösse Pomme envoie notamment au Hot Brass l'une des nouvelles équipes de Steve Coleman, le « veterax » Benny Golson, Vernon Reid dans des versions plus improvisées du hard funk de Living Color, et surtout le prolongement scénique du projet Masada de John Zorn (avec Joey Baron et Marc Ribot).  
\* Hot Brass, 211, av. Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Du 12 octobre au 4 novembre. Tél. : 42-00-14-14. 140 F, abonnements trois et cinq soirées 300 F et 450 F.

ERIC WATSON/JOHN LINDBERGH/THIGPEN au Café de la danse

■ Pour amoureux fous du trio piano basse batterie, une formation qui porte une même attention aux codes de la musique contemporaine qu'à l'histoire des standards.  
\* Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 20 h 30, le 25 octobre. Tél. : 47-00-57-59. 100 F.

AHMAD JAMAL Salle Pleyel

■ Les pianistes tiennent Ahmad Jamal pour l'un des maîtres du jazz moderne. Ce modèle de concentration à la musicalité exceptionnelle, jouera en sextette avec notamment George Coleman, Yoron Israel et un violoniste, Joe Kennedy.  
\* Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 h 45, le 26 octobre. Tél. : 40-50-66-98. De 140 F à 190F. Tournée européenne en octobre et novembre.

SONNY ROLLINS à l'Olympia

■ Au Zénith, en 1994, Sonny Rollins, le poing levé, avait emmené les gradins - jeunes - dans une fête superbe, tout le monde de bout. L'Olympia sera-t-il à son tour prêt à être renversé de bonheur par le saxophoniste ? Le prix d'entrée est lui, en tout cas, renversant.  
\* Olympia, 28, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra ou Madeleine. 20 h 30, le 28. Tél. : 47-42-25-49. De 205 F à 385 F.

Classique : Alain Lompech, Jazz : Sylvain Sicler et Francis Marmade

DEMAIN : Expositions.







## RFO entend poursuivre sa réforme

Gérard Bélorgey, Pdg de la chaîne d'outre-mer, souhaite relocaliser les centres de Guadeloupe et de Guyane et développer la production

C'EST sans « espoir abusif » que Gérard Bélorgey, PDG de la Radio-Télévision française d'outre-mer (RFO), attendait l'annonce du budget qui doit être attribué pour 1997 à l'audiovisuel public. Il tenait cependant à prévenir : « les disciplines budgétaires, qui comptent-tu de l'état de la France, sont fondées, seraient d'autant plus dures à supporter si elles étaient inéquitables à l'égard d'une chaîne de radio et de télévision qui est en retard par rapport à l'accomplissement de ses missions et à l'état des autres chaînes ».

Le budget attribué à RFO en 1996 était de 1,1 milliard, soit 4 % de plus qu'en 1995. D'un côté, M. Bélorgey reconnaît que l'état a tenu ses promesses, en comblant les pertes entraînées par la suppression de la publicité sur la deuxième chaîne de RFO (RFO 2) et la réduction de l'accès gratuit de la chaîne aux images de TF 1 (Le Monde du 16 janvier). De l'autre, il s'inquiète des retards techniques et immobiliers que subissent certaines stations. C'est pourquoi, après celles de la Polynésie et des services nationaux, le PDG de RFO compte engager la relocalisation des centres de Guadeloupe et de Guyane dont la vétusté est porteuse de menaces de conflit social.

De plus, chaque année, RFO doit supporter des déficits d'équipements antérieurs, des dérivés de coûts salariaux résultant de la mise en œuvre de la convention collective et des négociations salariales nationales, des suppléments de facturation de services, à travers, en particulier, les contrats passés

avec Télédiffusion de France (TDF).

Malgré ces contraintes et ces restrictions budgétaires, RFO espère continuer le chemin qu'elle a entrepris. Aujourd'hui, il s'agit désormais pour elle, de consolider les principales orientations du plan d'entreprise, RFO 2000, qui a été mis en place en 1995 et a permis d'engager plusieurs réformes.

En matière d'information d'abord, il a fallu substituer à la dualité d'un journal national (fabriqué à Paris) et d'un journal régional, une édition unique, mêlant informations locales, nationales et internationales. Cette formule, selon la direction de RFO, permet de mieux répondre à la demande des téléspectateurs d'un journal homogène et de libérer la rédaction parisienne.

### OBJECTIFS QUINQUENNAUX

En matière de programme, la réforme s'est surtout attachée à renforcer la complémentarité entre les deux canaux de la chaîne. « Prolongation du service public national, RFO a pour mission d'avoir d'une part Canal 1, chaîne généraliste et grand public dont la grille de programme mêle le meilleur de France Télévision et des émissions de proximité ; et d'autre part, Canal 2 qui a une mission pédagogique et thématique, grâce à une large présence - très appréciée - de La Cinquième et qui devrait pouvoir rendre compte de la vie associative et institutionnelle », précise Gérard Bélorgey.

Comme France 3 en son temps, RFO souffrait aussi d'un mauvais

habillage, travers qu'elle a tenté de rectifier. Aujourd'hui, le PDG de RFO estime que des progrès sensibles ont été effectués en matière d'habillage, d'animation, d'information, de programmation et de production. « A de très rares exceptions, je peux affirmer que RFO a atteint pour ses antennes, une qualité de diffusion largement comparable à celle des chaînes nationales », dit-il.

En matière de production, les difficultés budgétaires - dues essentiellement aux pertes d'audience qu'une concurrence accrue a fait subir à RFO ces dernières années - ont incité la société publique à restreindre ses ambitions. Dans ce secteur, les améliorations ont ainsi été plus qualitatives que quantitatives.

Aujourd'hui, Gérard Bélorgey espère pouvoir continuer sur sa lancée. L'audit de Jean-Michel Bloch Laine sur l'audiovisuel l'a conforté. « Je souhaite que toutes les préconisations de l'audit s'inscrivent dans RFO soient mises en œuvre », remarque-t-il. Mais surtout, le PDG de la chaîne publique, dont l'une des fiertés est d'avoir encouragé une meilleure entente au sein de son entreprise - « la chaîne se déchire moins qu'avant » - voudrait obtenir la mise en place d'un contrat d'objectifs sur une période quinquennale. Ce mode de fonctionnement serait, selon lui, la condition de la clarté et de la paix au sein de l'entreprise.

Veronique Cauhapé

## Bertelsmann, troisième groupe mondial de communication, renonce à lancer en Allemagne son « bouquet » numérique

L'INFORMATION est désormais officielle. Bertelsmann renonce au lancement de Club RTL, son bouquet de programmes numériques pour l'Allemagne. Thomas Middelhoff, chargé du développement du groupe allemand, a confirmé, mercredi 18 septembre, le report à une date non déterminée de la mise en œuvre de cet ensemble de onze chaînes thématiques numériques sur lequel des équipes de la CLT travaillaient depuis des années.

Bertelsmann « se refuse à engager des milliards sur un marché qui commencera à rapporter seulement dans dix ou quinze ans », a précisé le membre du directoire du géant européen de la communication. Jamais le groupe allemand n'a fait montre d'un grand empressement à développer une véritable offre de programmes numériques. Canal Plus, allié de Bertelsmann, pour développer un projet de plate-forme numérique en Allemagne, a eu maintes occasions de s'en plaindre.

Mais le véritable coup d'arrêt aux ambitions numériques de Bertelsmann a été l'annonce de la fusion de la UFA, sa filiale audiovisuelle, avec la CLT (Le Monde du 4 avril). Dès ce moment, le groupe n'a pas fait mystère que sa priorité était de prendre le contrôle des chaînes privées RTL, RTL 2 et Super RTL. Privées dans la corbeille de mariage par la CLT. En outre, la soule de 5 milliards de francs versée par Bertelsmann à la CLT pour équilibrer la fusion a réduit les moyens financiers du groupe de Guetersloh (siège de Bertelsmann).

Prendant acte des nouvelles priorités du groupe allemand, Canal Plus a, au final, choisi de fusionner avec NetHeld pour redéployer ses activités sur l'Europe du Sud, le Bénélux et la Scandinavie (Le Monde daté 8 et 9 septembre).

Le forfait (provisoire ?) du groupe allemand, le troisième au monde dans le domaine de la communication, pourrait aussi signifier que l'aventure numérique en Allemagne ne tiendra pas toutes ses promesses financières. Déjà, il y a peu encore, par tous les opérateurs, de Canal Plus à Kirch en passant par la CLT, comme un écho, le marché donne quelques signes de faiblesse.

Le lancement, à la fin du mois de juillet, de DFL, bouquet numérique contrôlé par Leo Kirch, semble être loin du succès attendu. Avec 15 millions de foyers câblés, et 10 millions de ménages équipés du satellite, l'Allemagne est un marché déjà bien pourvu. Trop ? Selon les analystes, un seul bouquet numérique pourrait à terme trouver sa rentabilité. C'est là le sens du renoncement de Bertelsmann. Pour autant, le groupe reste actionnaire (37,5 %) de Première, chaîne cryptée allemande en compagnie de Canal Plus (37,5 %) et Leo Kirch (25 %). Déjà, des négociations tripartites (Kirch, CLT-Bertelsmann et Canal Plus) ont lieu pour harmoniser les modalités et les tarifs d'abonnements à Première.

En revanche, la France, l'Italie et l'Espagne seront le théâtre d'une âpre compétition, jouant la situa-

tion française. Rupert Murdoch avait déclaré : « On peut considérer qu'un pays où quatre millions de personnes sont prêtes à dépenser 2 200 francs par an pour être abonnés à une seule chaîne (Canal Plus) est, sur le plan audiovisuel, totalement vierge » (Le Monde du 11-12 février).

Bertelsmann a fait sienne cette analyse : allié à la CLT, le groupe allemand est indirectement présent dans Télévision par satellite (TPS), futur bouquet de programmes numériques concurrent de Canal Satellite. Selon Remy Sauter, directeur général de la CLT : « La CLT-UFA va développer le numérique comme complément et protection de ses activités de télévision en clair » les deux axes seront Première, en Allemagne, et TPS, en France. Cette stratégie a pour but de « faire face à l'érosion des téléspectateurs des chaînes en clair, 15 % à 20 % selon les pays », séduits par la télévision payante. Pour la CLT comme pour TF 1, la présence dans le numérique et la télévision à péage « sont des activités complémentaires dans l'achat des droits de retransmission de films », précise Remy Sauter. Cette double présence, sur la télévision en clair et à péage, aura aussi son importance pour « l'achat des droits de football et de sport », au moment où gouvernements et instances européennes commencent de s'inquiéter du monopole grandissant des chaînes à péage dans la diffusion des manifestations sportives.

Guy Duthell

JEUDI 19 SEPTEMBRE

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Foux de l'amour. Feuilleton.  
14.35 Dallas. Feuilleton.  
14.40 Le furet de l'enfer. Série.  
15.30 Hôtel. Série.  
16.25 Une famille en or. Jeu.  
16.35 Club Dorothée.  
17.40 Jumeaux 2 sans toit. Série.  
18.00 Le Rebelle. Série.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
20.00 Journal, Météo.

### 20.50

**NAVARRO**  
Série. Un village de ange, de Patrick Jamain, avec Roger Hanin, Jacques Maril (90 min). 310071  
Le commissaire et ses « mules » enquêtent sur une série de meurtres perpétrés sur de jeunes touristes...

### 22.20

**TOUT EST POSSIBLE**  
Magazine présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Mireille Darc. La médiocratie (les paparazzi) la prostitution : déjà adulte (100 min). 8221451  
0.00 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine. Pierre Richard, président du Crédit local de France (25 min). 94040  
0.25 Journal, Météo.  
0.35 Brant Landau ou le Roman de la biologie. 1.30 et 4.35, 5.10 Histoires de bêtises. 2.25 et 3.05, 4.05 TF 1 nuit. 2.30 C'est de divorce. 3.45 Histoire des investissements. 5.05 Montparnasse.

### France 2

12.20 Pyramide. Jeu.  
12.55 et 13.40 Météo.  
12.59 Journal, Loto.  
13.30 Secret de chef. Série.  
13.50 Derrick. Série. Cavale.  
14.55 Le Renard. Série.  
15.55 Tiroc. Feuilleton.  
16.10 et 5.00 La Chance aux chansons.  
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.40 Sauvés par le gong. Série. La chorale.  
18.10 Code Lisa. Série.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits. Attention mes lascar, voilà Oscar.  
19.20 et 2.45 Studio Gabriel. Invité : Jane Birkin.  
19.59 Journal, A cheval, Météo, Point route.

### 20.55

**ENVOYÉ SPÉCIAL**  
Documentaire. 10 ans de messageries : Dakar, l'économie de la débrouille : Post-scriptum : Nabil, le coarlier (130 min). 664678  
23.05 Expression directe. RPR.

### 23.15

**CONTRE-ENQUÊTE**  
Film de Sidney Lumet. (1990, 135 min). 7082109  
Un jeune juge d'instruction doit, pour sa première affaire, instruire le cas d'un policier new-yorkais à la dévotion facile qui a abattu un gangster. Dénonciation de la corruption policière à New York.  
1.40 Le Cercle de minuit. Actualité du cinéma.  
Invités : Jacques Dillou ; Pascal Bonitzer ; Gail Morel (75 min). 7889310  
5.30 Ardennes. 4.30 et 24 heures d'info. 4.30 Météo. 4.35 Boîte des Boîtes. 4.30 Voltigeur du Mont-Blanc.

### France 3

12.30 Journal.  
13.32 Keno.  
13.40 La croisière s'annule.  
14.30 Simon et Simon. Série.  
15.20 Les Enquêtes de Remington Steele. Série (22). A s'arracher les cheveux.  
16.10 Les deux font la loi.  
16.40 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.45 Je passe à la télé. Divertissement.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.45 Un livre, un jour. Trésors de la littérature.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
19.08, Journal régional.  
20.05 Fa si la chanson. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

### 20.50

**IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION**  
Film de Sergio Leone (1971, 151 min). 3678715  
Action picaresque, mise en scène efficace pour un western plein de tumulte.  
23.25 Journal, Météo.

### 0.00

**NEW YORK DISTRICT**  
Série. La fin d'un rêve, de Gus Marris, avec Jerry Orbach, Christopher North (45 min). 97469  
Le spectacle d'un homme est retrouvé dans les fondations d'une construction de Manhattan.  
0.45 Espace francophone. Festival d'Avignon : une cinéastrophie francophone. 1.25 Capitaine Corcoran. Série. Les rétrovis. Parole mais une enquête pour son propre commissariat pour savoir si les occasions perdues sur certains de ses hommes sont fondées. 2.05 Montparnasse (20 min).

### La Cinquième

13.30 Nouveaux Horizons. Pologne, musique au cœur. 14.00 La Rivière sacrée des Tibétains. 15.00 Que deviennent-ils ? 16.00 Le Journal de la création. 16.30 Les Yeux de la découverte. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours. 17.30 ALF. 18.00 Des religions et des hommes. 18.15 Cinq sur cinq inventions. 18.30 Le Monde des animaux.

### Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (12/26) Le colporteur, de Philippe Landrot, d'après Morris et Goscinny (30 min). 6008  
19.30 7/12. Magazine présenté par Vivienne Rademacher. Jean Paul II : Bienvenue en France ? (30 min). 1567  
20.00 Architecture. Documentaire. (15) La ville Dall'Avà, de Richard Copans (30 min). 1180  
20.30 8/12 Journal.

### 20.45

**SOIRÉE THÉMATIQUE : BOSSER N'EST PAS JOUER**  
L'exploitation des enfants.  
20.15 Les Enfants oubliés de Moscou. Documentaire (15 min). 6074461  
21.00 Les Larmes du monde. Documentaire. Le droit au travail (v.o., 45 min). 723345  
21.50 et 23.00, 23.45 Débat.  
22.05 Travailler ne nuit point. Documentaire (15 min). 6731880  
22.20 Voleurs d'enfance. Documentaire (20 min). 9220283  
22.40 Garami sans travail d'enfant. Documentaire (v.o., 20 min). 9240258  
23.20 Je n'ai plus de larmes pour pleurer. Documentaire (10 min). 4427242  
23.30 Les Larmes des fillettes thaïlandaises. Documentaire (15 min). 330383  
0.00 Il reste encore des rêves à rêver. 75759  
0.45 Interview de Gordian Troeller par Sabine Christensen.  
0.50 Education et mensonge. Documentaire (30 min). 6835594  
1.20 Car ils savent ce qu'ils font. Documentaire (30 min). 6827769  
1.50 Professeur de rue. Documentaire (20 min). 7781489  
2.20 Victimes du progrès. Documentaire (30 min). 7785862

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. Au secours. Série.  
13.25 La Double Vie de moussieur le Juge. Téléfilm de L. Rudolph (95 min). 1574428  
15.15 Droles de dames. Copies conformes. Série.  
16.25 Hit Machine. Vérités. 17.00 Ratinatin Junior. Série.  
17.30 Classe mannequin. 18.00 Sliders. Les mondes parallèles. Un monde clairvoyant. Série.  
18.55 Highlander. Série. Le manipulateur. Série.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Une comédie d'enter. 20.35 Passé simple. Magazine. 1938 : les dictateurs.

### 20.50

**LES AMIES DE MA FEMME**  
Film de Oliver von Cramon, avec Michel Leeb, Christine Boisson (92, 94 min). 554703  
Le directeur de l'information d'une chaîne télévisée est dévié. Il le cache à sa femme.

### 22.30

**OBSESSION**  
Film de Brian De Palma (1976, 95 min). 2867428  
Seize ans après l'enlèvement dramatique et la mort violente de sa femme et de sa petite fille, un homme d'affaires américain croit retrouver l'épouse disparue à Florence, sous les traits d'une jeune étudiante.  
0.20 Murder One, l'Affaire Jessica. Série. Chapitre 20.  
1.10 Best of Trash. 2.40 Rock express. 3.05 Culture pub. Magazine. 4.00 La Saga de la chanson française. Documentaire. Claude Nougore. 4.30 Jazz 6. Magazine (30 min).

### Canal +

► En clair jusqu'à 13.35  
12.30 La Grande Famille. 13.35 Les Indiens 2. Film de David S. Ward (1994, 101 min). 6577253  
15.15 C Net (rediff.). L'espionnage (9).  
15.30 A la rencontre de divers aspects du monde contemporain ayant pour point commun une illustration sur support audiovisuel. Magazine.  
16.00 Pan Yuliang, artiste peintre III. Film de Huang Shuqin (1992, 114 min). 8281074  
17.55 Billy the Cat, dans la peau d'un chat. ► En clair jusqu'à 20.30  
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Harry Connick Junior.

### 20.15

**FOOTBALL**  
En direct. Les équipes de l'Abbe-Deschamps. Match décisif de la huitième journée du championnat de France de D1 : Auxerre-Nantes : à 20.30, coup d'envoi (125 min). 8528844  
22.30 Flash d'information.

### 22.35

**TRUE LIES, LE CAMELEON**  
Film de James Cameron (1994, v.o., 135 min). 4437628  
Adaptation transposition de La Totale de Claude Zidi (1991). C'est mené à toute allure, relevé par des jeux d'artifice d'effets spéciaux et interprété par James Bond par Arnold Schwarzenegger. Bravo Schwarze !  
0.50 Les Yeux fermés de Francesca Archibugi (1995, v.o., 109 min). 19218933  
2.40 Surprises (20 min).

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 L'Armée des ombres III. Film de Jean-Pierre Melville (1969, 140 min). 7570887  
22.20 Journal (France 2). 22.40 La Marche du siècle. (France 3 du 4/9/96).  
0.00 Embarrasement porte n° 1.  
0.30 Soir 3 (France 3).  
1.00 Journal (netus).  
1.30 Taratata (60 min).

### Planète

19.40 Tanzanie, la vallée des ancêtres.  
20.35 A nous la bonne soupe.  
21.25 Que serions-nous sans nos miroirs ?

### 22.20

Martin de Tours.  
23.10 La Part du rêve. La vieillesse.  
23.40 1914-1918 : Vois de guerre. (34).  
0.45 Françoise Dolto. (28) Parler vrai (35 min).

### Paris Première

20.00 et 0.00  
20 h Paris Première.  
21.00 L'Intravestible Vénitien III. Film de Fritz Lang (1956, N., v.o., 80 min). 8048071  
22.20 Concert : José Van Dam. Enregistré au Festival d'Aix-en-Provence, en juillet 1994 (100 min). 28855432

### France Supervision

20.20 Ciné Actu.  
20.30 Le Dollar troué III. Film de Kevin Jackson Paget (1965, 90 min). 7125858  
22.00 Voile.  
22.05 Le Colosse de Rome III. Film de Giorgio Ferroni (1964, 109 min). 21402722  
23.45 L'Histoire des gréements.  
0.35 Ecran large.  
1.05 Sortons ! 2.00 Parachutisme (45 min).

### Ciné Cinéfil

19.50 Le Pèlerin III. Film muet de Charles Chaplin (1922, N., 40 min). 79716819  
20.30 Tourbillon de Paris III. Film d'Henri Diamant-Berger (1939, N., 50 min). 5885535

### Série Club

20.45 Les Anges de la ville. Contre-coup.  
21.40 et 0.40  
Un juge, un fil. Parce que...

### 22.00

Café de Paris III. Film de Yves Millette (1995, N., 85 min). 14689722  
23.25 Le Club.  
0.45 Ville frontière III. Film d'André L. Mayo (1935, N., v.o., 85 min). 29147730

### Ciné Cinémas

20.30 Transamerica Express III. Film d'Arthur Hiller (1976, 110 min). 2533725  
22.20 La Pille prodigieuse III. Film de Jacques Dillou (1981, 95 min). 3782277  
23.55 Judith Therpauze III. Film de Patrick Chéreau (1978, 125 min). 1593557

### 22.30

Colonel March. La deuxième journée.  
23.00 Flash. Auteur de minuit.  
23.50 Quincy. Empoisonnement.

### Canal Jimmy

20.00 Le Meilleur du pire.  
20.35 Emmy Awards 96.  
22.35 Sallor et Lula III. Film de David Lynch (1990, v.o., 130 min). 79308900  
0.45 Souvenir - Ça c'est Claude François (30 min).

### Eurosport

15.00 Cyclisme. En direct.  
Tour d'Espagne (12<sup>e</sup> étape) : Benveniste - Alto del Naranco (128 km, 90 min). 605613  
19.00 et 22.00 Boxe.  
20.00 Fléchettes.  
21.00 Course de camions.  
23.00 Formule 1 Magazine.

## Les films sur les chaînes européennes

### RTBF 1

20.35 Miroir à l'italienne. Film de Michael Crampton-Jones (1990, 110 min). Avec Matthew Modine. Aventures.  
22.25 Le Club obscur du cœur. Film d'Elia Sabelis (1992, v.o., 125 min). Avec Daria Grandinelli. Comédie.

### RTL 9

20.30 Aigle de fer II. Film de Sidney J. Furie (1988, 105 min). Avec Linda Gray et J. Aronson.  
22.35 J'accuse la peur. Film de Richard T. Heffron (1982, 110 min). Avec Armand Assante. Policier.  
0.20 Trois chambres à Manhattan. Film de Marcel Carné (1965, N., 105 min). Avec Maurice Ronet. Drame.

### TMC

20.35 Les Deux princesses. Film de Jerry Schickowski (1984, 105 min). Avec Timothy Hutton. Comédie dramatique.

### Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

### Signification des symboles :

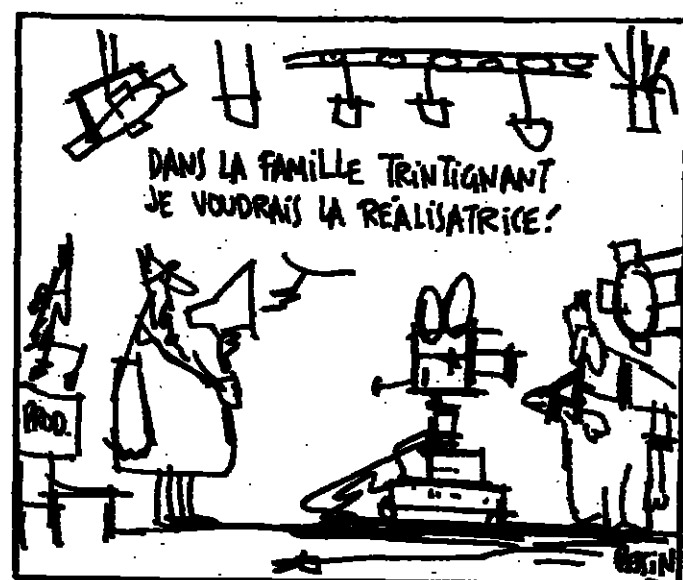
- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



# Famille Simenon contre famille Trintignant

Deux fictions donnent la vedette aux femmes. Belles et névrosées dans « Les Clients d'Avrenos » sur Arte. Courageuses et rebelles dans « L'Insoumise » sur Canal Plus

TOUT COMMENCE par un surprenant face-à-face entre Lélia (Claire Borotra) et Nouchi (Charlotte Notté) dans le téléfilm de Philippe Venault adapté d'un roman de Simenon, *Les Clients d'Avrenos*. Istanbul années 50, Bernard de Jonsac (Jacques Gamblin), mauvais sujet, alcoolique mondain, occupe de modestes fonctions à l'ambassade de France. Mais l'aristocrate diplomate étant une valeur recherchée des maîtresses de maison, l'homme fait illusion. Il s'acquitte par hasard avec une ex-dansuse de cabaret, Nouchi, une mystérieuse Bulgare à la recherche de sa sœur disparue depuis la fin de la guerre. Nouchi et Jonsac forment un couple sulfureux qui fascine Lélia, une demoiselle de la bonne société turque, amoureuse de Bernard et attirée par la sensualité de Nouchi.



lecture intitulée « Simenon des tropiques » qui en compte sept. Elle a été imaginée par Arte à partir d'ouvrages écrits dans les années 30 à 50, des romans cyniques et lucides, dans lesquels Simenon se plait à épingle l'atmosphère poisseuse et interlope d'un monde colonial noyé dans un exotisme de pacotille.

Autres temps, autres mœurs, autre film sur Canal Plus, mais toujours une histoire de famille et de femmes avec *L'Insoumise* de Nadine Trintignant, sur des dialogues de Vincent Trintignant, avec pour acteurs principaux Marie Trint-

gnant (Claire de Roqueperme) et Jean-Louis Trintignant (le capitaine de Roqueperme). On pouvait craindre le pire, le genre réunion de famille avec private jokes et auto-célébration. Mais non. On assiste aux retrouvailles difficiles et pudiques d'un père et de sa fille, et l'on peine à déceler la fiction de la réalité.

hérarchie et du qu'en-dira-t-on. Un mariage de la carpe et du lapin qui attriste beaucoup l'officier baroudeur qu'est papa. La veille des noces, Claire décide d'aller enterrer sa vie de jeune fille avec Farah (Fadila Belkbel), sa presque sœur, fille d'un couple de harkis fidèle au capitaine depuis la guerre d'Algérie - le tandem bon maître-braves domestiques cher à la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle.

Quoi qu'il en soit, les demoiselles « vont en boîte » et se font agresser par deux hommes. Farah est violée, Claire tue le violeur. Le mariage a lieu, mais l'enquête suit son cours. Alors que les relations entre Claire et Donatien viennent à l'aise, la jeune femme redécouvre les valeurs de son père : sacrifice, fidélité, honneur. Sacrifice de Farah qui s'accuse du meurtre, fidélité indéfectible entre l'aristocrate et l'émigrée. Pour voir enfin l'honneur lavé.

Jean-Louis Trintignant est excellent, sa fille n'est pas mal non plus. Mais Nadine Trintignant, sans doute trop occupée à peindre avec finesse les rapports père-fille, a quelque peu négligé les autres protagonistes - fils, juges, bourgeois racistes, qui forment la caricature - et complètement loupé le polar - la recherche du violeur par les deux amies. On ne s'ennuie pas, mais on devine la fin dès le début.

Armelle Cressard

★ *Les Clients d'Avrenos*, Arte, vendredi 20 septembre à 20 h 45.  
★ *L'Insoumise*, Canal Plus, même jour à 20 h 35.

## La main

par Agathe Logeart

DES MILLIARDS qu'on ajoute, des milliards qu'on retranche. Des plus, des moins. Des pourcentages qui fondent, et d'autres qui gonflent. Taux de croissance et déflation. Dépenses et recettes. Créations, suppressions. Hausses et baisses. Cadeaux et prélèvements. Rigueur et gabegie. Prévisions et constatations. Impôt progressif ou proportionnel, direct ou indirect. Juste ou injuste fiscalité ?

Les arguments échangés sur le plateau de « La marche du siècle », consacré à l'impôt et présentée par Jean-Marie Cavada sur France 3, donnaient le tournis à qui n'a pas eu la bonne idée de passer son diplôme de comptabilité publique. On s'accrochait pourtant, dans l'intention de ne pas payer idiot. Mais on avait vite le sentiment de retomber en enfance, replongeant dans ces affaires si paillardes, quand le prof de maths gesticulant au bout de sa craie couvrait le tableau noir de hiéroglyphes mystérieux. Il suffisait d'un rien pour perdre pied. Regarder voler une mouche, tremper une boulette de boudier dans son encier, ou, comme ici, s'abîmer dans la contemplation du menton redevenu soudain glabre du présentateur de l'émission. « Tiens, Cavada a rasé sa barbe ! », et cela suffisait pour être définitivement largué.

Alors qu'on se laissait distraire par ces pensées parasites, le ministre de l'économie et des finances s'évertuait à manier les grands mots : « justice sociale... » « cohésion nationale... » « lutte contre les inégalités ». Son contradicteur socialiste lançait consci-

encieusement ses balles de chiffon contre les boîtes de conserve empilées avec soin au stand Budget de cette foire aux chiffres. Il avait l'œil rigolard de l'élève indiscipliné qui prend un malin plaisir à chambouler la belle construction intellectuelle de son vis-à-vis. Le téléspectateur-contribuable à l'âme simple et se nourrit de vérités premières : il perdait peu à peu son latin à suivre ce jeu de massacre.

Un peu plus tôt dans la journée, on avait vu, aux actualités, la troupe ministérielle, qui venait d'approuver le projet de loi de finances pour 1997, sortir en rang serré autour du premier ministre sur le perron de l'Élysée. Les journalistes se bousculaient pour immortaliser cette belle image de cohésion gouvernementale. Les mines étaient réjouies. Chacun de nos gouvernants, pressé de questions, y allait, comme le veut la tradition, de son commentaire enthousiaste. Un couac pourtant au passage du ministre de l'Intérieur. « Je suis ravi de vous voir. Comment allez-vous ? », lança, mûti, Jean-Louis Debré aux journalistes de France 2. Aussitôt, emporté par on ne sait quelle fantaisie, le premier fils de France leva la main pour masquer l'objectif de la caméra. Il n'y avait plus qu'une grande patte mangeant l'écran, nous rejetant avec mépris, comme de vulgaires badauds agglutinés sur les lieux d'un fait-divers. Le ministre de l'Intérieur, singeant les manières de ses fonctionnaires, n'aurait pu nous signifier plus clairement qu'il nous enjoinait vigoureusement de « circuler, il n'y a rien à voir ».

## VENDREDI 20 SEPTEMBRE

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal. Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.  
14.30 Dallas. Feuilleton.  
15.00 Cally sur un toit brûlant.  
15.25 Hôtel. Série.  
16.20 Une famille en or. Jeu.  
16.50 Club Doyenne.  
17.35 Journal. Série.  
18.05 Le Rebelle. Série.  
19.00 L'Or à l'appel.  
20.00 Journal. Météo.

### 20.45

**LES ANNÉES TUBES**  
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Avec Les Del Mera, Khadija Nih, Pierre Perret, Carapada, Eto Es, Eddy Mitchell, Enrique Iglesias, Terre Indigo, Sandy Shaw, Koma (125 min). 68317

### 22.55

**SANS AUCUN DOUTE**  
Magazine présenté par Julien Courbet. Avec la participation de Marie Lezec, maître Didier Berghis, invité : Michèle Laroque. Spécial enfants (110 min). 494001  
0.45 Formule foot.  
1.30 Journal. Météo.  
1.50 et 3.35, 4.35, 5.10 Histoire nationale. 3.25 et 3.25, 4.35 17.1 mtd.  
3.35 Histoire des inventions. 5.05 Météo.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 Fort Boyard (France 2 du 14/9/96)  
21.30 Les Carnets du bouffon.  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Taratata (France 2 du 17/9/96)  
23.50 Soirée libre.  
0.30 Soir 3 (France 3).

### Planète

20.35 Corail, un monde en danger.  
21.30 D'un pôle à l'autre. (88) Résistance optique.  
22.20 F. D. Roosevelt, un destin pour l'Amérique.

### France 2

12.59 Journal. En direct de Saint-Ange-d'Auray à l'occasion de la visite du pape. Point rouge.  
13.30 Secret de chef. 13.50 Derrick. Série.  
15.10 Le Record. Série.  
16.15 et 5.05 La Chance. aux chaussons.  
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.45 Sauvés par le gong. 18.10 Code Lisa. Série.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.20 et 1.30 Studio Gabriel. Invité : Daniel Prévost.  
19.59 Journal. En direct de Tours à l'occasion de la visite du pape. A cheval. Météo. Point rouge.  
20.00 Journal. Météo.

### 20.55

**MAIGRET**  
Série. Cécile est morte, de Dergis de La Paludière (98 min). 4404494  
Une jeune femme se plaint de l'intrusion d'un rôdeur à son domicile.  
22.35 Flash info. Bourse, Météo.

### 22.45

**BOUILLON DE CULTURE**  
Magazine littéraire présenté par Bernard Pivot. Invités : Michel Tournier (Elozer ou la Source et le labyrinthe), Robert Solé (La Marmelade), Volker Schlöndorff, chassés à propos de son film (Le Roi des outres), Fayolle le roman de Michel Tournier (65 min). 438068  
23.50 Bus-Stop. Film de Joshua Logan avec Marlon Brando (1956, v.o., 100 min). 4702834  
2.45 Envoyé spécial (rediff.). 4.35 Crotol.

### France 3

12.45 Journal. 13.52 Keno. 13.50 Journal. En direct de Nantes. Coupe Davis. Demi-finales : France-Italie. 70882138  
17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.48 Un livre, un jour. L'Affaire Francis Heide, de Jean Van Hamme et Tati Bonté.  
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.06, Journal régional. 20.05 Fe si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport. 20.40 Consomag.

### 20.50

**THALASSA**  
Magazine présenté par Georges Renard. Pêche de glace (60 min). 9401255  
La banquise constitue un redoutable danger pour les pêcheurs de crevettes du Spitzberg.

### 21.50

**FAUT PAS RÉVER**  
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invités : Chantal Lauby, Serge Gainsbourg, de la delta, Claudine Le Tourneur d'Ison et Yvon Bodin. France : le car des collés, de Francis Delany. Bêta : Bress, vole, vole ! de Jean-Pierre Bonna et Nina Bellare (60 min). 540838  
22.50 Journal. Météo.  
23.30 Nébule. L'homme descend de l'arbre. 0.25 When the Lion Roars. Documentaire (98). de Francis March. v.o. (60 min) 6978339 1.05 Musique Gaudin (25 min).

### France Supervision

20.30 Taratata.  
21.50 Volle.  
21.55 Equitation.  
22.45 Canoe-Layak.  
0.15 Passageways (30 min).

### Ciné Cinéfil

20.30 The Brasher Doubleton. Film de John Braden (1947, v.o., 70 min). 8448204  
21.40 Un gangster pas comme les autres. Film de Gordon Vilas (1947, v.o., 90 min). 3007372  
23.10 Le Cœur de Saint-Amour. Film d'Emile Coustet (1952, N., 85 min). 7152917  
0.35 Le Fantôme vivrant. Film de T. Hayes Hunter (1939, N., v.o., 70 min). 3912605

### La Cinquième

13.00 Missions extrêmes (10/12). 13.30 Nouveaux Horizons. 14.00 Nomades. Les Turbans du Kenya.  
15.00 Les Grandes Batailles de la République. L'aventure. 16.00 Le Français, histoire d'un combat. 16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Neuchâtel. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours. 17.30 Alt. 18.00 Histoire de l'alimentation. 18.30 Le Monde des animaux.

### Arte

19.00 Le Miracle de la vie. Documentaire. (27) Mondes inconnus, de Michel Agnion et Lars Rengfort (60 min). 8572  
20.00 Reportage. Souvenirs d'enfance, des juifs retournent en Galicie, de Sturff Hinger (30 min). 7285  
Récupérés du camp de Buchenwald, situé en Galicie occidentale, Les Grischins furent sauvés par des paysans ukrainiens et polonais. Retour dans une région marquée par l'antisémitisme.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.45

### LES CLIENTS D'AVRENOS

Téléfilm de Philippe Venault, avec Jacques Gamblin (100 min). 852895  
Deux femmes se retrouvent dans une taverne de la vieille ville d'Istanbul pour tenter de comprendre les liens ambigus qui les unissent à un homme qui vient de mourir. D'après un roman de Georges Simenon.  
0. Une ci-dessus.

### 22.25

**GRAND FORMAT : CHAMPAGNE SAFARI**  
Documentaire de George Ungar (95 min). 682862  
Portrait de Charles Bedouin, capitaine d'industrie d'origine française. Parti pour l'Amérique en 1906 faire fortune, il se suicide dans sa cellule en 1944 après avoir été arrêté par les Allemands. Etude sur les liens qui unirent le monde des affaires et les nazis avant et pendant la guerre.  
0.00 Le Dessous des cartes. Magazine.  
0.10 David Hockney. Documentaire. Le plaisir des yeux, de Gero Van Boehm (60 min). 785688  
1.30 Music. Magazine. Poy Galerie, Peter Gabriel, de Rudi Dornel et Hannes Rosencher (rediff., 55 min). 5314518  
2.45 Les Séduits du monde. Documentaire. Le droit au travail de Gordon Trodder (v.o., 45 min). 725624

### Ciné Cinémas

21.00 Malcolm X. Film de Spike Lee (1992, 195 min). 7208310  
0.15 Les Charités de feu. Film de Hugh Hudson (1981, v.o., 115 min). 19252131

### Série Club

20.45 Commando Garrison. Opération Falcon.  
21.40 et 0.40 Un flic, un fic. Un siné en béton.  
22.30 Colonel March.  
23.00 Les Anges de la ville. Contre-coup.  
23.50 Quincy. L'énigmatique.  
1.30 Schindler. Le magot (90 min).

### Eurosport

20.00 Formule 1. 21.00 Offroad. 22.00 Polo position. 23.00 Sumo. 0.00 Cyclisme (30 min).

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. Une série.  
13.25 Un enfant à tout prix. Téléfilm de Joyce Chopra (88 min). 680217  
Une femme enceinte perd son mari qui songe à la quitter, elle kidnappe un bébé.  
15.05 Drôles de dames. 16.25 Hit Machine. variétés. 17.00 Rintintin junior. Série. 17.30 Classe mannequin. 18.00 Slickers. les mondes parallèles. Un monde incompatible. Série.  
18.55 Highlander. Série. La fille du pharaon.  
19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une noume d'enfer. 20.35 Capital 6. Magazine.  
20.50

### LES FAUX FRÈRES : DOLLARS

Téléfilm de Ruggero Deodato (90 min). 364798  
Sur le point de quitter le Costa Rica, les deux compères sont mêlés à un trafic de fausse monnaie.

### 22.30

**MISSION IMPOSSIBLE. VINGT ANS APRÈS**  
Série de 6 (10 min). 88407  
23.30 L'Impensable Suspect. Téléfilm de Roy Campanella (89 min). 1978881  
Un tueur en série, qui sévit dans une petite ville du Massachusetts, s'en prend toujours au même type de femme, brune et ayant le nez tartiné.  
1.10 Best of Crocove.  
2.30 E. & M. Magazine. 2.35 Frank Sinatra. Documentaire. 3.30 Culture pub. Magazine. 4.35 Fréquentz. Françoise Hardy. 5.00 Turbo. Magazine (30 min).

### Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Où l'homme dépasse l'homme.  
21.20 The New Statesman. L'économie préfab du bécot.  
21.50 Despiration séries. 22.20 Chronique du front. 22.55 Seinfeld.  
23.20 The Ed Sullivan Show. 23.55 La Semaine sur Jimmy.

### Eurosport

20.00 Formule 1. 21.00 Offroad. 22.00 Polo position. 23.00 Sumo. 0.00 Cyclisme (30 min).

### Canal +

En clair jusqu'à 13.35  
12.30 La Grande Famille. 13.35 Gazon maudit. Film de Josiane Balasko (1995, 103 min). 6464730  
15.15 Carmen Miranda. Bâtanas is my Business. Documentaire (60 min). 6504046  
16.15 Loin de la maison. Film de Phillip Borsos (1995, 81 min). 8971843  
17.55 Billy the Cat. dans la peau d'un chat. 18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invités : Laurence Cise, Bob Rayleys  
20.30 Le Journal du cinéma.

### 20.35

**L'INSOUMISE**  
Téléfilm de N. Trintignant avec Marie Trintignant (90 min). 202827  
0. L'ère d'or. 22.05 Flash d'information. 22.15 Tour de foot. Magazine. Huitième journée de D1 (45 min). 8837848

### 23.00

**THE CROW**  
Film d'Alex Proyas avec Brandon Lee, Ernie Hudson (1994, 98 min). 8220575  
0.40 Alerte en Extrême-Orient. Film de Ronald Neame (1957, 104 min). 7924150  
2.25 Si bien, si calme. La prison indienne (75 min). 8000608  
3.40 Lucky Break. Film de Ben Lewin (1994, 91 min). 5861880  
5.10 Les Héros de Hurlvent. Film de Peter Kosminsky (1992, v.o., 106 min). 7348946

### Les films sur les chaînes européennes

#### RTBF1

21.15 Le Pion. Film de Christian Gion (1978, 95 min). Avec Henri Guyben, Comédie.

#### RTL 9

22.30 Les Amants de la jeune Lady Chatterley. Film d'Alan Roberts (1976, 95 min). Avec Bruce Wilts. Suspense. 0.15 Soleil trompeur. Film de Nikita Mikhalkov (1991, 145 min). Avec Oleg Menchikov. Drame.

#### TSR

21.50 Piège de cristal. Film de John McTiernan (1988, 130 min). Avec Bruce Willis. Suspense. 0.15 Soleil trompeur. Film de Nikita Mikhalkov (1991, 145 min). Avec Oleg Menchikov. Drame.

### Radio

#### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Musiques tibétaines. 20.30 Radio archives. (1995, 103 min). 6464730  
21.33 Black and Blue. Georges Pozzani, carte de visite et carte blanche. 22.40 Nuits magnétiques. L'engagement (60 min). 6504046  
0.05 Du jour au lendemain. Catherine Millet (Cade, Genet, Mishkin). 0.50 Coda. Musique au temps de Heinrich Heine (50. 100 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Enregistrements : Alberto Moravia (2.00, Le tour de France - Les hommes ; 3.39, Souvenir du chœur de Focallier, rouge ; 5.22, Rencontre post vitam avec Julia Cortese ; 6.00, Le balzer de Judas (3) ; 6.27, Parail et l'endormissement du Vendredi Saint (3).

#### France-Musique

20.00 Concert. Donné en direct de la salle Pleyel, à Paris, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski : Grande Fugue op. 133, de Beethoven ; Concerto pour piano et orchestre n° 20, de Mozart, Alicia de Larrocha, piano ; Symphonie n° 6, de Bruckner. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Adams, Paganini, de Bruckner, Ferruccio. 23.07 Miroir du siècle. L'Orchestre de l'Association des Concerts Lamoureux. Œuvres de Ravel, Boulez, Ibert. 0.00 Jazz-club. Gane Dinov, piano, avec Bill Tabor, basse (enregistré le 20 juin, au Petit Odeon). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

#### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. De Falla et la France. Œuvres de De Falla : La Vida Breve ; Inocencia et dans le n° 1, par l'Orchestre de l'Association des Concerts Lamoureux. Du Laroche, piano ; Lied pour violoncelle, de d'Indy, par the English Chamber Orchestra, dir. Tardieu, violon ; violoncelle ; Ibert, de Debussy, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Abbado ; Œuvres de De Falla, Ravel, Prokofiev, Tardieu. 22.30 Les Soirées (Suite). Concert. Enregistré le 26 mars, en la Sainte-Chapelle. Œuvres de Joaquín del Pío, Joaquín. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

#### Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

#### Signification des symboles :

► Signale dans « Le Monde Mult média ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.







هكذا من الإلهام

son enquête  
10 d'UTA

Lionel Jospin  
rappelle  
le Parti social  
à la cohérence

LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
« Et la force d'aimer »  
de Yann Queffelec  
page II

FRANCESCO  
BIAMONTI  
Page IV

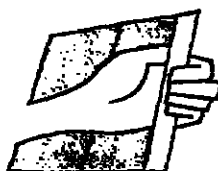


# Le Monde LIVRES

VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996

PREMIERS ROMANS  
Dominique Sigaud,  
Béatrice Leca,  
Caroline Lamarche,  
Laurent de Graeve,  
Odile Grand,  
Pascale Roze  
page VI

LA CHRONIQUE  
de Roger-Pol Droit  
page VIII



Cormac McCarthy est né à Providence, dans le Rhode Island. Et alors ? Rien. Sinon que cela, pour ainsi dire, tombait bien : car cet écrivain proprement knout, au lyrisme à la fois rauque et biblique, semblant entrer par effraction dans les tréfonds de l'aventure humaine, n'allait s'appliquer, justement, qu'à saisir des destins en cours de route, des personnes sans commencement ni fin, comme échappées d'une catastrophe. Les héros de McCarthy, misérables et grandioses – des truands, des paumés, des chiens errants, des êtres rendus à la misère extrême, à la nudité sociale et existentielle –, on ne sait presque jamais d'où ils viennent, on les quitte avant de voir jusqu'où ils vont. Ils surgissent à un moment qui n'est qu'un acte arbitraire de leur tragédie, pauvres silhouettes jetées là par le destin, simplement de passage.

McCarthy est né à Providence, mais il a grandi dans le Tennessee, et ce n'est pas le premier de tous ces fameux grands écrivains du Sud – ou l'a tant dit de Faulkner, de Flannery O'Connor et des autres – à donner au lieu son sens le plus envahissant, au point de laisser l'espace s'incruster dans la fiction avec plus d'évidence et de culot qu'un personnage. Ce sont autant de routes qui collent aux semelles usées, autant d'ombres qui suivent à la trace des silhouettes seules dans la touffeur du Tennessee, et elles aussi sont collantes, car on n'avance pas autrement chez McCarthy qu'en tentant de se débarrasser de ses propres ombres, des phrases qui vous tiennent comme un buisson de ronces, des souches sur lesquelles on trébuche, avec à l'horizon, le dessin des collines, la lumière aveuglante, les nuages de moustiques agitant la poussière.

Dès *Le Gardien du verger*, premier roman de cet écrivain immense (1965), on pourrait le reconnaître à chacune de ses phrases tant il ne ressemble qu'à lui-même, et cette traduction est un tour de force. Plus qu'un style, la langue de McCarthy est une vi-



## Epopée primordiale

On réédite le premier roman de Cormac McCarthy. Une vision du monde aux accents d'Apocalypse

sion du monde à elle toute seule, avec ses accents d'apocalypse mélangés au prosaïsme le plus cru et le plus exact, où la poésie vient se flanquer à brûle-pourpoint sur les paroles brutes des analphabètes, où l'évocation d'un matin froid vous gèle littéralement les oreilles, où la nuit humide traverse les os, où les visages rauques intimident. Car, qu'on le veuille ou non, on y est, avec les voleurs, les ivrognes, les âmes pures ou les assassins, dans les échoppes et les auberges qui puent la viande frite et le café brûlé, on est avec les chiens abandonnés qui trottaient en

boitant comme de vieux sages indiens, on est avec eux sur la route. Et ce sont eux qui nous regardent.

Dans *Le Gardien du verger*, comme toujours chez McCarthy, les héros sont ceux qui partent. Non pas « pour partir » comme les « vrais voyageurs » de Baudelaire, mais le plus souvent pour fuir, « pareils aux survivants de l'Apocalypse », jetés sur les routes du Sud dans l'Amérique terrible des années 30, très loin de la civilisation. Ils viennent de nulle part, mais l'un a une cicatrice sur la nuque, l'autre un oreil tronqué, autant de signes d'un passé

qu'ils auraient voulu faire oublier. Ils hésitent à dire leur nom, et McCarthy respecte leur énigme en tissant les histoires de chacun d'eux dans une sorte de brouillard anonyme où l'on s'aventure sans être jamais sûr de rien. Il y a le vieil homme qui découvre un jour, sur un territoire dont il s'est décrié le gardien, un cadavre aux yeux globuleux dans une citerne, il y a un contrebandier qui a tué, sur la route, un inconnu qui lui voulait du mal, il y a le gamin qui lui sauve la vie et dont le père a soudain disparu, il y a une femme aux yeux de crapaud, et d'autres gamins, et d'autres

hommes, et aussi des chiens, des visons pris au piège, des putois, des couguars, des hiboux. On les rencontre les uns après les autres au hasard de leurs destins terribles, on fait un bout de route avec chacun d'eux, on les regarde se chercher sans se trouver, se

Marion Van Renterghem

succéder comme dans un labyrinthe en échouant sur les mêmes lieux, et il se passe beaucoup de pages bruyantes, splendides, éfrayantes, évangéliques, avant de comprendre vraiment ce qui les relie : que le gamin est le fils du mort retrouvé dans la citerne, sans le savoir, l'assassin de son père, que le vieil homme sudiste est celui qui voit tout, lui qui n'a plus rien qu'un chien aveugle et ce « verger » qu'il a fait sien, où il gambade tel « un esprit de la pluie », et dont on le chasse. Tous appartiennent à une même petite histoire, et elle ressemble à l'humanité tout entière.

Il y a des scènes incroyables, des tableaux dignes du Jugement dernier, comme lorsque le balcon de l'Auberge de la Mouche verte craque sous le poids de la foule, des silhouettes lâchant prise « dans des attitudes de muette

supplication, aspirées et roulant les unes après les autres », tels des Damnés. Ou encore l'incendie qui ravage, peu après, la même auberge, l'engloutissant « dans des flammes qui fusaient dans la nuit avec des grondements de locomotive », divisant les spectateurs avec « les visages laqués orange dans l'anneau de la chaleur comme des jalots de carnaval découpés dans des coques de citrouille ».

L'auberge calcinée est toujours là, « comme un phénomène archéologique inexplicable », et ce n'est pas la seule trace du passage de cette humanité dont McCarthy n'oublie pas de rappeler qu'elle nous arrive de la fin des temps, « plus âgée que la poussière », dans des paysages bibliques où les clairières sont chargées d'un silence sacré et antique. McCarthy a une façon unique de passer d'un paysage mythologique violent et primordial à des phrases essentielles, quasiment minérales, des métaphores mythiques à la Hawthorne à des descriptions infiniment exactes qui, à force de précision extrême, voient parfois avec le fantastique. On ne compte pas dans ce roman les tableaux d'une beauté intacte, comme celui d'un maître des papillons dans la lumière des phrases, ou des yeux aveugles du chien contemplant la mort qu'on lui prépare, ou du meurtre de l'homme avec le cric qui s'abat sur la nuque. Et souvent, la même scène reprend au ralenti, car il y a aussi cela chez McCarthy, à la fois la fulgurance des élipses et, d'autres moments, des lenteurs étonnantes, 24 images/seconde décomposées image par image.

Rétrospectivement – puisque, en France, on redécouvre ce premier roman à la suite d'une œuvre déjà construite –, on voit combien McCarthy avait pu penser ou pressentir confusément, dès ce premier livre, l'intégralité de son œuvre à venir. Car il a encore cela des grands écrivains : il se répète, et il n'a pas fini. Cormac McCarthy a soixante-trois ans, et il travaille, reclus et invisible, comme Salinger ou Pynchon. Depuis que le National Book Award a couronné, en 1992, le premier volet de sa trilogie en cours (*De si jolis chevaux*, Actes Sud 1993), il commence enfin à être reconnu à sa mesure, comme l'un des plus grands écrivains américains de l'après-guerre. A elle seule, l'épopée métaphysique et sauvage de ce premier roman suffit à le prouver. Si les « macarthystes » se font de plus en plus nombreux, pour une fois ce sera bon signe.

LE GARDIEN DU VERGER  
(The Orchard Keeper)  
de Cormac McCarthy.  
Nouvelle traduction  
de l'anglais (États-Unis)  
par François Hirsch  
et Patricia Schaeffer,  
éd. de L'Olivier, 290 p., 129 F.

## Le roman secret de Jean-Paul Enthoven

Une élégante galerie de portraits d'écrivains où se dessine, en creux, un hommage au père

LES ENFANTS DE SATURNE  
de Jean-Paul Enthoven.  
Grasset, 266 p., 105 F.

Voilà un livre qui pourrait être dédié à tous les ennemis de la lourdeur, de la ligne droite, des clichés et des simplifications, un texte qui met au rang des beaux-arts le charme, la distance, la civilité et une certaine forme d'élégance orgueilleuse. Éléance : voilà bien le mot qu'il faut retenir en premier pour parler de

Jean-Paul Enthoven qui nous donne à tous, lecteurs et critiques, une assez magistrale leçon. *Les Enfants de Saturne* se présente comme un recueil de douze essais sur des écrivains, mais c'est une autobiographie secrète, un livre de mémoire, un hommage au père, et finalement un roman. Le roman d'un homme qui n'a « trouvé de charme en ce monde qu'aux êtres qui écrivent des livres ou à ceux qui sont dignes d'en inspirer ».

Dans cette bizarre « tribu qui ne m'est pas étrangère », dit Enthoven, se mêlent le prince de Ligne et Emmanuel Berl, Brummell et Stendhal, Hamlet et Benjamin Constant. On y croise la figure de Pierre Drieu La Rochelle, encombré de son « inépuisable mécontentement » de lui-même qui le conduit au père. Enthoven veut garder la mémoire des

« derniers jours de Romain Gary », « personnage que l'on a détaché sur le chemin de la renommée. Malraux, l'âme insatiable, lui a pris le gaillisme et l'apopée : Saint-Euphrasy s'est réservé la mort en avion. Morand, son rival de l'Orient-Express, lui a subtilisé tous les prestiges d'une tradition cosmopolite à laquelle il aurait pu sans conteste mieux prétendre ». Jusqu'au bout, jusqu'à l'organisation de son suicide, « Romain Gary se soucia de la mise en scène. N'est-ce pas ainsi, après tout, que les plus désespérés tentent de prouver que, du point de vue de l'immortalité, on peut encore sculpter sa vie quand on n'a plus d'illusion sur son œuvre ? ».

Au-delà de ces croquis toujours bienvenus d'une galerie de portraits très justes et séduisants, Jean-Paul Enthoven fait ici, avec une grâce qu'on envie, la démonstration et l'expérience de ce curieux pouvoir que donne seule la littérature : refuser le temps « linéaire », « horizontal », dévorant et destructeur, bouleverser le sens du mot « actualité », pour faire se rencontrer autour d'un même tableau – le Gilles de Watteau – le baron Deon et Drieu La Rochelle, pour rapprocher la solitude de Chamfort du « désastre de Fitzgerald », en passant par Hemingway qui « comprit avant beaucoup d'autres qu'un écrivain doit choisir ses femmes par calcul et avec discernement » et « ne pleura que deux fois dans sa vie : la

première après la débâcle de Caporetto, quand Agnes von Kurnowsky le quitta ; la seconde, quand il apprit la mort de Francis Scott Fitzgerald ».

La lecture des *Enfants de Saturne* est nécessairement personnelle, singulière, intime. Ce livre peut apparaître comme le brillant exercice d'un homme trop doué qui, en s'insinuant dans les destins « de ses écrivains préférés, a « consenti à [se] déposséder » du sien. Pour « ceux qui s'égarent entre chagrins d'amour, haine de soi et désir de littérature », qui jugent le bonheur « suspect » et se méfient par principe de toute « part d'insouciance et de désinvolture », il sera à coup sûr extrêmement irritant. *Les Enfants de Saturne* ne s'adresse pas aux assoiffés du ressentiment, mais au contraire à ceux qui aiment admirer et sont prêts à témoigner, voire à combattre pour que l'art ne devienne pas une « pratique culturelle » mais continue à donner sens au monde, pour que demeure la liberté de dire comme Enthoven citant Hemingway : « De toute façon, il ne reste que la beauté transmise par les artistes ».

Chacun de ces lecteurs-là pensera que ce livre a été écrit pour lui seul. Dans ce texte qui redonne au beau mot d'« amateur » le sens qu'une époque pressée et faussée – « professionnelle » a voulu faire oublier, chacun cherchera son portrait, son chemin, ses amours et ses détestations. Il en fera son

propre roman, il aura envie, ce qui n'est pas si fréquent, de le relire dans tous les sens. Il découvrira alors, sans en ressentir autre chose qu'une certaine jalousie et aussi de l'émotion, que Jean-Paul Enthoven l'a composé, avec admiration et tendresse, pour une unique personne aujourd'hui disparue : son père.

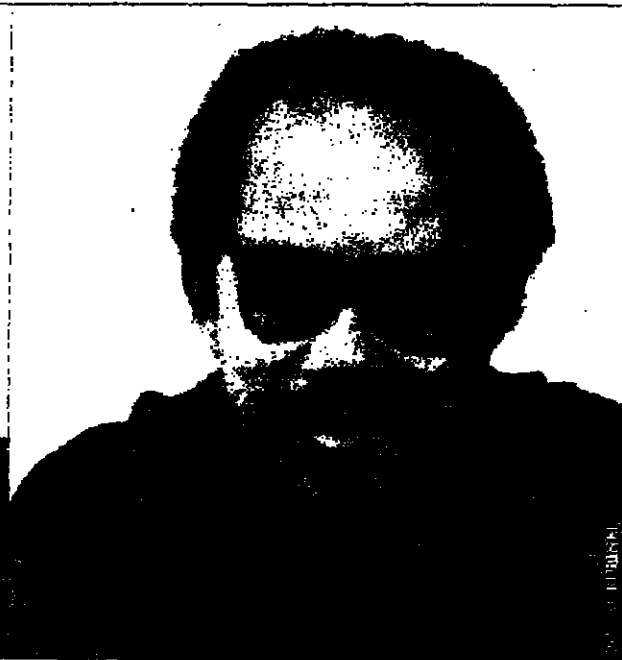
RAPHAËL CONFIAINT

La vierge  
du  
Grand Retour

roman

RAPHAËL  
CONFIAINT

Grasset





ET LA FORCE D'AIMER  
de Yann Queffelec.  
Grasset, 202 p., 115 F.

## Un romantique



Les journaux d'autrefois prenaient la littérature au sérieux. Imaginerait-on cela aujourd'hui ? En 1891, *L'Echo de Paris* entreprend, sous la signature de Jules Huret, une « Enquête sur l'évolution littéraire ». Chaque jour, pendant deux mois et demi, sur la moitié inférieure de la première page, le journaliste interroge longuement un écrivain. Sur son art, ses filiations, ses rejets, la place qu'il s'assigne dans la société et dans l'évolution — Darwin n'est jamais loin — de la chose écrite. Les générations, les écoles, les sensibilités, les morales, les esthétiques se confrontent et s'affrontent. Si quelques intervenants nous sont aujourd'hui inconnus qui tenaient alors le haut du pavé — qui sont Péguy et Raoul Ponchon, Camille de Sainte-Croix et Victor Cherbuliez, de l'Académie française ? —, on constate qu'Huret n'a (presque) rien omis de ce qui compte encore aujourd'hui parmi les écrivains de son temps : aucun des « grands », bien sûr, déjà installés dans la gloire ou dans la reconnaissance de leurs pairs, de Mallarmé à Renan et de Verlaine à Anatole France ; mais également aucun des jeunes, des moins de quarante ans, qui aiguisent leurs crocs sur la génération précédente : Maurice Barrès, Remy de Gourmont, Maurice Maeterlinck, Jean Moréas, Henri de Régnier ou Saint-Pol-Roux. Gide, qui a vingt-deux ans, est même par deux fois cité (1).

Ce document exceptionnel n'échappe pas à l'idéologie. Huret oriente son enquête et pose ses questions de telle manière qu'un sens général se dégage de ces empouilles de gens de lettres : le naturalisme appartient au passé, comme les dinosaures ; l'avenir est à la « pure littérature », à l'art détaché de toute lourdeur sociale. Huret, en homme de médias, impose une vision journalistique de l'histoire littéraire où le nouveau chasse et pérorne l'ancien. Le naturalisme ne vaut plus rien parce qu'il est « dépassé » ; c'est une marchandise usée, une monnaie qui n'a plus cours. Cette sacralisation du nouveau, de la nouvelle vague qui balait la précédente, n'a pas cessé d'exercer son emprise sur le jugement critique et sur les hiérarchies littéraires implicites qu'il construit. Il n'y a plus aujourd'hui d'écoles romanesques, c'est chacun pour soi ; mais il ne faudrait sans doute pas gratter beaucoup pour dresser une liste de ce qui est considéré comme dépassé, vieilli, suranné, out. Le roman social, l'analyse psychologique, l'engagement, le lyrisme, le formalisme, entre autres choses, ne paraissent plus guère dignes de figurer ailleurs que dans les musées.

Chaque livre vraiment fort bouscule ces tabous médiatiques et vient nous rappeler que les lois biologiques du transformisme ne s'appliquent pas à la création littéraire. Yann Queffelec ne prétend pas apporter au monde les ferment d'une révolution esthétique, les bases d'un art nouveau d'écrire qui couvrirait irrémédiablement de rides ce qui a pu s'écrire

**Romancier de la fusion, Yann Queffelec ne sépare pas les contraires : le bien, le mal, le passé et l'avenir, l'amour et la haine, la naissance et la mort. Il les jette l'un contre l'autre, les malaxe, les chauffe jusqu'à l'explosion. Et, de cette alchimie à haut risque, le mélodrame retourne à son origine : la tragédie**

avant lui. Chacun de ses romans est, bien sûr, une aventure, un risque inédit, une question dont il va, à tâtons, chercher les réponses — qui seront, probablement, d'autres questions. Mais davantage que l'originalité, c'est la vérité qui lui importe et qui commande tout.

Yann Queffelec est le romancier de la fusion. Il ne sépare pas les contraires — le bien et le mal, le passé et l'avenir, l'amour et la haine, la naissance et la mort, la liberté et le destin —, il les jette l'un contre l'autre, l'un dans l'autre, les malaxe, les chauffe et les chauffe à haute température, jusqu'à l'explosion. Dans *La force d'aimer*, c'est une jeune criminelle en fuite qui vient empoisonner et magnifier la vie d'un cadre fortuné et passablement lamentable. Elle a déjà passé huit ans en prison, avant qu'un accident au cours d'un transfert lui permette de s'évader. Elle veut voir sa fille dont elle a accouché au pénitencier ; la fille aussi de l'homme qu'elle a tué. Lui la recueille, dans l'espoir d'une aventure érotique passagère qui le changerait de ses secrétaires. Chacun cherche à se payer de l'autre ; chacun s'emberlificote dans des promesses

qu'il croit ne devoir jamais tenir ; chacun s'accroche à l'autre, lui ment, le trahit, lui revient dans une atroce empouille où chacun, aussi, se perd au fur et à mesure qu'il se trouve et se dépasse.

Jeu d'anges et de démons, d'élus et de damnés que Queffelec parvient à maintenir, de bout en bout, dans une tension extrême. Et la force d'aimer pourrait être un mélodrame. Le romancier a pris le risque d'introduire dans son livre les épures et les muses de la littérature populaire la plus élémentaire, le sang, le sexe, l'amour maternel, la violence, la trahison, et de pousser le tout jusqu'à l'exaspération. Cela pourrait être insupportable et ridicule, c'est d'une intensité et d'une puissance poétique. Reste à essayer de comprendre pourquoi ; et comment a fait Queffelec pour que le mélodrame retourne à son origine : la tragédie. Et la force d'aimer est écrit sur le fil du rasoir, c'est un livre à haut risque. Cela arrive souvent en littérature. Il s'en faut de peu que *Salammbô* ne sombre dans l'album pittoresque d'archéologie carthaginoise ; de peu que *La Recherche* ne verse dans le bavardage mondain. Sont toujours passionnante la façon dont un auteur s'est approché du gouffre et s'est retenu d'y tomber.

La première retienne de Queffelec est sa pudeur. Alors même qu'il chauffe à blanc les sentiments et les désirs et qu'il fait se lever le tumulte des orages, l'écrivain laisse encore deviner que ses personnages n'ont pas vidé le fond de leur sac, que les blessures qu'ils exhibent, aussi sanglantes soient-elles, ne sont encore que des maquillages destinés à cacher des plaies plus douloureuses, plus profondes et plus secrètes : le drame est la façade, le spectacle ; sous ces couleurs et ses sonorités violentes et contrastées, on devine des murmures et des plaintes étouffées, des sensibilités délicates et pléthoriques, des trahisons douces et définitives. Derrière, loin derrière les visages griffés et les nerfs à vif des personnages d'*Et la force d'aimer*, il y a l'ombre des pères, l'enfance mal-aimée, le fil qui ne s'est jamais noué entre les générations, ou qui a été tranché. Il y a le rêve d'un ailleurs inaccessible, le Sud, l'au-delà de la mer.

Le roman est donc scandé par un double rythme,

une double pulsation, une double temporalité. En surface, si l'on peut dire, règne le chaos de l'instant. Les phrases se succèdent en rafales ou en volées de coups. Les pensées, les sentiments et les actes suivent, brutaux, immédiats, à la tyrannie du moment, à l'arbitraire des instincts. La peur, la haine, la concupiscence, gouvernent ces dans frustes, ces affrontements de fauves, ces lâchetés et ces fuites grossières. Les poètes diront que les personnages parlent mal ; en fait, ils parlent comme ils se battent, avec le bec et les ongles, en cherchant à s'atteindre et à se marquer, plutôt que de respecter les règles du noble art. Ils ne sont ni vulgaires ni distingués : leurs mots ne sont pas faits pour communiquer mais pour se défendre et pour vaincre. Queffelec est passé maître dans l'économie de cette langue de combat dont il ignore aucune fente, aucune parade.

Sous ce chant heurté du présent et de l'action, s'en développe un autre, plus large, plus ample, qui brasse les choses et les êtres de la naissance à la mort. L'histoire de Mona la meurtrière et d'Emmanuel son pitoyable sauveur, cesse d'être un fait divers pour s'inscrire dans les mailles de temporalités multiples : celles de la vie des héros, celles des paysages et des villes, celles de la mer et du ciel. Entre ces différents temps, Queffelec laisse s'établir des correspondances secrètes. Il y a dans ce livre de violence et de déchirement de magnifiques plages de sérénité et de contemplation qui, loin d'être des temps morts dans l'action, viennent la léster d'une gravité sourde et lui donner la densité et l'indéfectibilité du destin. Ainsi le thème de Port-de-Bouc vient-il discrètement appuyer celui de l'enfance perdue de Mona. « C'est une ville oubliée, Port-de-Bouc, un nom de passé. La mouette aux ailes d'or n'existe plus. Finie la belle histoire où Port-de-Boucain et Port-de-Boucain entendaient l'appel du chantier naval — épure, abrase, charpente, découpage, façonnage, rivetage, soudure, mise à l'eau — vous des la naissance aux navires (...). Qu'y a-t-il de désirable, aujourd'hui, dans ce port isolé du monde, pur, désolé, muet, sur lequel un paysage, en vain, cherche à se reformer ? La mer entre les mûles, un horizon long comme une règle d'enfant, d'un bleu africain, presque noir. » Entre la ville abandonnée à sa ruine, désolée, manipulée, trompée et finalement assassinée, et la jeune criminelle qui se précipite sciemment dans le piège qu'on lui a tendu afin d'apercevoir, une fois au moins, son enfant, s'établit une manière de dialogue muet, de reconnaissance réciproque, comme une fragile communauté de destin qui ne les sauve de rien, ne les aide en rien, mais les rapproche. Yann Queffelec est un romantique. Le romantisme n'est pas une période passée de la littérature. Il y a toujours des écrivains romantiques.

(1) Réunis en volume en 1892, les soixante-quatre portraits d'interviews de Jules Huret ont été réédités en 1982 par les éditions Thot, 6, avenue du Parc, à Vanves, sous le titre *Enquête sur l'évolution littéraire*, 1991.

versions originales

## Dido Sotiriou, en première ligne

Dido Sotiriou, journaliste et écrivain, a été de tous les combats, « toujours en première ligne » ; elle a vécu le désastre des années 20, la dictature de Metaxas (1936-1940), la résistance contre l'occupant nazi, la guerre civile (1946-1949), les « années de plomb », la chute des colonels (1967-1974). A quatre-vingt-sept ans, elle témoigne des blessures qui ont, au cours de ce siècle, si durement éprouvé la Grèce.

Dido Sotiriou est avant tout l'auteur d'un roman majeur, *Terres de*

sang (*Matomena Chomata*), qui a pour toile de fond ce que les Grecs appellent « la Catastrophe » d'Asie Mineure, quand les troupes turques de Mustapha Kemal les ont chassées de la rive orientale de l'Égée où ils étaient implantés depuis trois mille ans (1).

Née à Aydin, dans la région de Smyrne, le 18 février 1909, dans une famille aisée, dominée par un père industriel, polyglotte, bon vivant et républicain, « spirituelle et fantasiste » comme elle se décrit elle-même, elle vit une jeunesse dorée. « Mon en-

fance était un conte interminable », se rappelle-t-elle. Son jardin est rempli de glycines, de jasmins, de bougainvilliers et s'appelle Edem. Lors de l'expédition militaire grecque de 1921-1922, la famille se rend à Smyrne. « Au lieu de jouer à cache-cache dans l'Edem, on jouait à cache-cache avec la mort, trois années d'incertitudes et de massacres nous ont définitivement déracinés et jetés dans le port du Pirée où mon père deviendra docteur. » Elle a treize ans. C'est sa tante, une femme riche, qui la ramènera en Grèce et s'occupera d'elle après la mort de ses parents. Aujourd'hui encore sa photo trône sur une commode de son modeste trois-pièces de Zografou, une banlieue au pied du mont Hymette. A Athènes, elle connaît « les privilèges de la vie bourgeoise » mais aussi « ses mesquineries, sa rigidité, son esprit étroit ».

Réveuse et romantique, elle lit la nuit en cachette, devant tous les livres qui lui tombent sous la main. Mais l'esprit d'indépendance et de révolte dominera : la jeune fille quitte la maison familiale, se bat pour l'égalité des sexes et, devenue journaliste, s'engage dans un groupe antifasciste. Elle épouse bientôt Platon Sotiriou — professeur de mathématiques et oncle de l'écrivain Alki Zei —, « un saint homme — le contraire de moi —, qui tapait à la machine tout ce que j'écrivais à la main ».

Sous la dictature de Metaxas, Dido Sotiriou adhère au Parti communiste. Durant l'Occupation, elle s'engage dans la Résistance et travaille dans la presse clandestine. Elle suit l'armée démocratique pendant la guerre civile. Mais le parti l'exclut bientôt, sous prétexte qu'elle n'est pas allée se battre à Grammos, la montagne du nord de la Grèce où Paul Eluard est venu rejoindre les « rebelles communistes ». Ils livrent leur dernière bataille contre les troupes gouvernementales. « En fait, ils m'ont exclue parce que je disais la vérité à une époque où personne n'osait le faire. » L'expérience de la lutte mûrit la militante politique et la pousse à écrire. « Pendant l'Occupation, j'ai appris qu'une progressiste se

**Féministe, antifasciste, communiste, la romancière grecque a été de tous les luttes. A quatre-vingt-sept ans, elle poursuit son combat : la réconciliation entre Turcs et Grecs**

devait de dire la vérité : le mouvement des Jeunes Turcs était un mouvement de libération et Kemal un dirigeant éclairé. La classe bourgeoise grecque avait des privilèges et opprimait les Turcs. C'est aussi « à la recherche de la vérité » qu'elle voyage et se rend fréquemment à Paris où elle rencontre Malraux, Gide et Aragon.

En 1952, Dido Sotiriou commence à écrire, peu avant l'exécution de son beau-frère, Nicos Beloyannis, « l'homme à l'œillet ». Commandant de l'armée démocratique, il dirigeait les groupes clandestins communistes à Athènes avant d'être arrêté en 1950 et condamné à mort, malgré la forte pression d'une campagne internationale. Picasso le révèle au monde entier en le dessinant avec un oeillet rouge à la main, symbole de la lutte contre l'obscurantisme. Dido élève Nicos, le fils de Beloyannis et de sa sœur Elli, incarcérée.

Elle écrit un premier témoignage sur les événements d'Asie Mineure : *Les morts attendent* (1959), avant de s'atteler à ce qui deviendra *Terres de sang*, utilisant le témoignage de Manolis Asiotis, paysan d'Éphèse devenu ouvrier à Athènes, qui est venu la voir, enthousiasmé par son premier livre. Elle en fera le héros de son chef-d'œuvre.

« Dans *Terres de sang*, il n'y a pas de bons Grecs et de mauvais Turcs, il y a des hommes qui deviennent des victimes et qui le payent cher, les uns et

les autres. La guerre, telle Circé, change les hommes en monstres. Il faut mettre l'accent sur la culture, ajoute-t-elle, non sur la guerre. »

Trente-cinq ans après la sortie de son livre chez Kédros et soixante-cinq rééditions, Dido Sotiriou se dit satisfaite. Elle se réjouit surtout de l'accueil réservé à son livre (traduit en 1970) en Turquie « où chaque maison en possède un exemplaire ». « Les Turcs ont toujours eu d'excellentes relations avec moi. »

« Les deux peuples doivent être amis, il faut éviter la guerre. Moi je ne suis pas un politicien, le combat que je mène pour mon peuple est culturel. A Chypre où je me suis rendue, je leur ai dit, unissez-vous partout quand vous le pouvez. C'est vrai que les Turcs nous ont meurtris, mais on ne peut nier la volonté de rapprochement des peuples voisins, les Grecs et les Turcs, comme les Allemands et les Français. »

Dido Sotiriou regarde, émue, le mont Hymette qui domine son immeuble de Zografou : c'est là qu'elle se cachait pendant l'Occupation. « Personne ne veut la guerre et moi je me bats pour que les Turcs et les Grecs cessent de lutter les uns contre les autres et je le fais avec infiniment d'amour pour ce pays qui m'a vue naître, à qui je me suis donnée corps et âme. »

Et de rappeler la dernière phrase de *Terres de sang* : « Salue pour moi la terre qui nous a donné le jour, Sélâm soylé (salut). Dis-lui de ne pas nous en vouloir de l'avoir arrosée de sang. Maudits soient les coupables ! »

Didier Kruuz

(1) Salué à sa sortie comme le *Guerre et Paix* de la littérature grecque, le roman vient d'être publié par Hachette dans la collection « Confluences », dans une nouvelle et belle traduction française, fluide et précise, de Jeanne Roques-Tesson. Il contient un judicieux lexique des mots turcs qui truffent le récit, et des repères chronologiques de 1913 à 1923 pour comprendre « dix années qui ont joué un rôle déterminant dans la formation de la Grèce contemporaine » (314 p., 139 F.).

## Le couple par le petit bout de la lorgnette

MONOGAMY  
d'Adam Phillips.  
Faber, 121 p., £ 6,99

Voilà un livre que sans peur du ridicule son éditeur annonce comme destiné à devenir un livre culte. Soyons rassurés, il n'en sera probablement rien. Nous continuerons à préférer Roland Barthes et même Ronald Laing à Adam Phillips. Pourtant tout a été soigneusement pesé pour séduire le lecteur. La présentation d'abord, car ce livre est presque vide de mots, puisqu'il est composé de 121 aphorismes dont certains tiennent sur deux lignes. C'est amusant. C'est aussi rapide. C'est en outre pratique : on peut se servir de tous ces espaces blancs pour y noter ses propres réflexions, analyses et commentaires et réaffirmer le tout à bon escient. Car ce recueil n'est pas non plus totalement vide de sens. Si l'on prend par exemple le numéro 121, un des plus courts et l'un des meilleurs, que l'on pourrait traduire par « un couple est une association de malheureux à la recherche d'un crime : le sexe est souvent ce qui les en rapproche le plus », j'oli, non ? Voilà qui peut sans doute permettre de relancer une conversation au cours d'un dîner qui s'ennuie. Le numéro 1 peut paraître plus contestable, assénant dès la première phrase une généralité : « ce qui n'en fait pas une vérité : tout le monde ne croit pas à la monogamie mais tout le monde vit comme s'il y croyait. » Il existe des polygames heureux et fiers de l'être. On en connaît.

Il y a aussi, forcément, quelques platitudes, dont certaines peuvent même laisser perplexe. Par exemple, les enfants (numéro 35) prendraient des risques parce qu'ils se sentent en sécurité et les adultes oseraient moins parce qu'ils ne se sentent plus en sécurité.

L'auteur étant psychanalyste, on ne se demandera pas où il va chercher tout ça.

Martine Silber

96 37

« Les fêtes du Baron Laborde » création  
Alain GIBERT / Jean-Marie VILLÉGER

« Le Jouet de l'illusion » création  
Alain GIBERT / Jean-Marie VILLÉGER

« L'illusion comique » création  
Pierre CORNILLE / Jean-Marie VILLÉGER

« Pelléas et Mélisande » création  
Maurice MAETERLINCK / Olivier WERNER

« La Princesse de Clèves »  
Madame de LA FAYETTE / Marcel BOZONNET

« Histoire vécue d'Artaud-Mômo »  
Antonin ARTAUD / Texte à tête par Philippe CLEVENOT

« Comédie secrète » création  
Valère NOVARINA / Alain MILIANTI

« Les coulisses de l'écriture » lectures  
WEBER/MOLIERE - VILLÉGER/CORNILLE -  
MESSGUICH/RACINE

« Paris en musique » concerts Radio-France

**ATHÉNÉE**  
47 42 67 27



## Michael Krüger, l'aiguillon

Guetteur toujours sur la brèche, l'écrivain allemand a renoncé, le temps d'un roman, à la liberté absolue de la poésie. Pour mieux dire le désordre du monde et le crépuscule complexe et sanglant des illusions du siècle

**HIMMELFARB**  
de Michael Krüger.  
Traduit de l'allemand  
par Claude Porcel,  
Seuil, 171 p., 120 F.

**L**a réalité a disparu, et ce que nous percevons comme la réalité n'en est que la petite reproduction ironique qu'un politicien égaré tient devant la caméra pendant qu'elle tourne. » Telle est la conviction qui se trouve à l'origine de ce livre, et que paracheve ce constat : « Bien fou qui croyait que renverser le vieux monde allait de pair avec une amélioration de l'humanité. La pente est descendante. Ce qui était autrefois solide s'écroule à travers le tamis de l'histoire. »

Poète, l'un des plus importants aujourd'hui dans le domaine allemand, Michael Krüger consacre de nouveau (1) à ce genre hybride, le romanesque, dans l'espoir, sans doute, d'y trouver, mieux que dans la liberté absolue de la poésie, la possibilité de cerner l'erreur primordiale, de capturer le défilé qui a bien dû se produire à un moment donné au cours des siècles, pour que le monde ait abouti à ce désordre en apparence sans remède où il s'enfonce.

Aurait-on donc affaire à un

« écrivain engagé » ? A la manière de Leonardo Sciascia, si l'on veut, car l'œuvre de Krüger, comme celle du Sicilien, semble par moment découler de ce que Vittorini (le grand, l'oublié Elio Vittorini) appelait « engagement naturel » (2) - c'est-à-dire l'engagement qui agit sur l'écrivain en dehors de sa volonté et le rend porteur spontané d'une expérience collective, le conduisant à combattre sans répit « la Bête au front de teneur » dans laquelle Baudelaire, la Bête qui pousse tant d'esprits à s'inventer tout un

système de ruses pour faire plier la vérité devant ses propres simulacres.

Quoi qu'il en soit, Krüger apparaît comme une conscience errante, mais seulement en apparence égarée : comme la conscience douloureusement lucide de cette génération (la sienne) qui, après la flambée de mai 1968, apprit à ses dépens que la transformation du quotidien par la politique n'est qu'un leurre ; que nous sommes gouvernés par « des sentiments qui font les importants », et qui cachent leurs mimas derrière la civilisation. Certes, « chacun sait que nous sommes trop nombreux ; chacun sent que les villes vont

avoir un infarctus, que la nature n'a pas d'avenir, que notre civilisation donne des signes d'infantilisme, que l'équilibre entre la raison et le sentiment est parti à vau-l'eau ». Et pourtant, on a beau ressentir l'urgence d'« atterrir dans le présent », c'est avec l'insensibilité du mélancolique que l'on assiste au crépuscule complexe et sanglant des illusions du siècle.

Dans son roman, l'auteur attribue ses propres hantises au narrateur, un ethnologue que l'université célèbre toujours, bien qu'il n'ait bâti sa renommée que sur un ouvrage publié au lendemain de la guerre. Il se présente Richard, à quatre-vingts ans, vit seul avec Stanley, son chien, et a décidé d'écrire ses Mémoires, alors même que le souvenir, dit-il, « produit des événements » qu'il voit avec une netteté extrême, sans qu'il soit lui-même présent dans les scènes que la réminiscence et l'imagination, de concert, lui proposent.

Jeune homme issu de l'université de Leipzig, boursier du III<sup>e</sup> Reich ayant échappé à la guerre, Richard était parti pour le Brésil, en 1940, à la recherche de ces peuplades demeurées intactes et disponibles, protégées des grandes fièvres du progrès par la distance, avec l'ambition de « mettre de l'ordre dans le

chaos de leurs mythes ». Il avait engagé, comme guide, un juif sans ressources « recraché par l'histoire », Leo Himmelfarb, qui, à la montée du nazisme, avait quitté la Galicie - sa terre natale, son seul royaume - « C'était ses habitants qui m'intéressaient et dont je voulais écrire l'histoire. L'histoire de l'aiguillon de ciseaux et sa folie religieuse. L'histoire des rabbins et de leur interprétation de l'écriture. Mais ce sont des gens comme toi - dit-il à son employeur - qui m'en ont empêché. »

A ses yeux, et après bien des aventures partagées, Richard demeure l'étudiant allemand typique, le malheureux résultat d'un dressage académique, un « ethnologue de hamac » incapable de s'adapter à un univers étranger ; une nature anémique qui vénérât la pureté par peur panique du métissage, et l'ordre, par crainte de la liberté.

En fait, Richard avait d'emblée demandé à Himmelfarb l'autorisation de ne pas faire figurer son nom sur le rapport qu'il aurait à rédiger, et de ne pas le mentionner, lui, s'il publiait lui-même un ouvrage sur leur expédition. Or, à la suite d'un grave accident, Himmelfarb avait pris son compagnon de prendre sous sa dictée le récit de son expédition des Indiens, ce que Richard

avait fait avec minutie, le scribe abandonnant ensuite son guide - en réalité son maître - dans la butte délabrée d'un frère capucin, non sans lui avoir promis de faire éditer le manuscrit sous son nom, en cas de décès : « C'est ce nom qu'il voulait sauver : tel était à peu près le contenu du testament qu'il me chuchota. »

### REPENTIR ?

Au retour du Brésil, il avait effectué de vagues recherches : le frère capucin était mort ; quant à Himmelfarb, on n'en avait même plus entendu parler. Aussi Richard avait publié - sous son nom à lui, et qui plus est, dédié à la mémoire de son « ami Leo Himmelfarb » - l'ouvrage qui lui vaudrait une durable reconnaissance, et même une sorte de gloire... Voleur, s'en est-il repenti ? Il avoue les faits par écrit, alors que sa pensée demeure, pour ainsi dire, olympienne : « Celui qui est allé dans la forêt vierge est tenté par un malin définitif. Celui qui a plongé le regard dans le ciel nocturne des tropiques, dans le fourmillement des étoiles, celui-là n'a plus besoin de société pour déterminer sa position face à l'éternité des éléments. »

Mais un fait inattendu s'est produit : une tardive traduction de « son » livre a paru en Israël, et Richard vient de lire la lettre qu'à

cette occasion Leo Himmelfarb lui a envoyée d'Haila - quand le récit commence...

Il ne faudrait pas croire que ce roman est avant tout un florilège d'apostrophes fulgurantes et désespérées : d'abord, on y trouve de vrais personnages ; et l'intonation du détail significatif est si infatigable chez le romancier qu'il les rend, au moyen d'un paragraphe, d'une phrase, d'une épithète, inoubliables. C'est cela qui permet à Michael Krüger de rester à son poste de guetteur, toujours sur la brèche pour exprimer les choses avant qu'elles ne disparaissent : les vérités dissimulées, l'espoir déçu, résorbé, les lendemains confus, l'avenir improbable ; le nomme, et il éclaire ce qu'il nomme, avec ténacité, avec sollicitude ; pour essayer de ravaler notre mémoire qui se démaille : dans l'espoir de nous réveiller - car nous ne sommes pas assez sûrs de nous-mêmes pour nous dévouer de nos comportements appris, de notre savoir d'occasion -, afin de rompre, une fois pour toutes, avec l'ordre, voire le désordre unanime et solennellement établi.

(1) Aux éditions du Seuil : *Pourquoi moi ? et autres récits*, 1990 ; *La Fin du roman*, 1992 ; *L'Homme dans la tour*, 1994. (2) *Journal en public*, Gallimard, 1961.

science-fiction  
par Jacques Baudou

## Retour à Jurassic Park

**LE MONDE PERDU**  
(The Lost World)  
de Michael Crichton.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Patrick Berthoin,  
Robert Laffont, 396 p., 139 F.

**C**ertes Michael Crichton est un « fabricant » de best-sellers. Mais il y a plus de talent qu'on ne veut bien, en général, en reconnaître à cette catégorie d'écrivains, et de surcroît, Michael Crichton a montré dans plusieurs de ses romans (*La Variété Andromède*, *Jurassic Park*) aussi bien que dans ses scénarios de films un goût très prononcé pour l'anticipation proche, servi par une évidente culture scientifique.

Certes *Le Monde perdu* est une séquelle - comme disent les Anglo-Saxons - de *Jurassic Park* (Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre 1995). Mais Crichton a bien trop d'imagination pour se contenter de faire une plate resucée de son précédent opus. L'île où il conduit ses héros - ce « monde perdu » qui fait très explicitement référence au roman de Conan Doyle où le professeur Challenger découvrait un préanodon vivant sur une mesa d'Amazonie - n'est pas celle où a été bâti le parc de vision des dinosaures, mais celle où ceux-ci ont été recréés en laboratoire et élevés. Abandonnée à l'époque où le parc a été livré au chaos, elle est devenue une réserve où s'étaient en liberté plusieurs espèces disparues depuis des siècles et ramenées à la vie par la science des hommes. Cet état ne va pas sans susciter l'intérêt de quelques scientifiques aux objectifs divergents. Le roman est le récit de leurs expéditions concomitantes.

Michael Crichton a eu l'habileté d'ajouter à cette trame de roman d'aventures un peu convenue une très intrigante énigme biologique, et surtout de laisser à Ian Malcolm, le mathématicien rescapé de l'effondrement de Jurassic Park, l'occasion de passionnantes digressions sur la vie au bord du chaos, sur les changements comportementaux des espèces animales, sur l'évolution de la société humaine. *Le Monde perdu* procurera donc à l'amateur de SF, outre un plaisir de lecture prime-sautier, quelque matière à réflexion et la découverte d'une hypothèse intéressante concernant l'extinction massive des dinosaures.

### ● L'ARBRE DE L'ÉTÉ, de Guy Gavriel Kay.

Il aura fallu près de douze ans pour voir paraître en France le premier volet d'un des cycles les plus réputés de la fantasy contemporaine, celui de la *Tapissierie de Fionavar*. Il s'agit pourtant, à en juger à l'aune du premier volume, d'un ouvrage de qualité peu courante et d'une richesse thématique assez inhabituelle. Cinq jeunes Canadiens de Toronto sont projetés, grâce aux pouvoirs du magicien Mantel d'Argent qui est venu les recruter sur Terre, dans le monde de Fionavar, « la création originale dont tous les autres univers ne sont que le reflet imparfait ». Ils comprendront très vite qu'ils ont dans cet univers, au moment où il semble basculer dans des troubles profonds, un rôle important à jouer.

L'inspiration de Guy Gavriel Kay se situe très nettement dans la lignée de J.R.R. Tolkien. Fionavar, comme la terre du Milieu, est le siège d'une lutte titanique entre le Bien et le Mal. Comme elle, il est peuplé de créatures mythiques. Comme elle, enfin, il est terre de magie et de merveilleux, de miracles et d'enchantements. La touche originale apportée par l'auteur à ce modèle romanesque, c'est la participation de femmes et d'hommes contemporains à l'aventure, et la façon dont ce qu'ils étaient sur Terre conditionne leur comportement dans ce nouvel environnement d'une grande étrangeté (Pygmalion, coll. Heroic Fantasy, 412 p., 79 F.).

### ● ŒUVRES COMPLÈTES Tome 1, de Stefan Wul

Après Francis Carco, c'est à une autre grande figure de la science-fiction française que les éditions Laffont ont décidé de rendre un hommage - on ne peut plus justifié - en réunissant ses œuvres complètes en volumes omnibus : Stefan Wul, que le préfacier de ce premier tome, Laurent Genefort qualifie d'« architecte de l'imaginaire ». Et c'est bien l'image du feu d'artifice qui vient à l'esprit à propos de son œuvre : onze romans publiés entre 1956 et 1959 dans la collection « Anticipation » du Fleuve Noir où ils détonnent par la qualité d'écriture, la richesse de l'imaginaire et du style, la force visionnaire. Puis un très long silence, rompu seulement par la parution de *Nôô* chez Denoël, en 1977. Ce qui n'a pas empêché la réputation de ces onze romans de ne cesser de grandir. Sept d'entre eux sont réédités ici, accompagnés d'une douzaine de nouvelles et d'*Apocalypse*, un recueil de poèmes inédits qui relèvent très largement de la SF. De ces mille pages, on sort ébloui... (Claude Lefrancq, 1 026 p., 149 F.)

**Ario Pastina**  
La forêt des renards perdus

**Edouard**  
L'archange perdu

**Michel del Castillo**  
Jangou

**Marie Nier**  
La caresse

**Thomas Pavel**  
L'art de l'éloignement

**Paule Constant**  
La fille du Gouvernator

**Chretien de Troies**  
Lancelot

**Michel Tournier**  
Le Roi des Aulnes

**Jorge Semprun**  
L'écriture ou la vie

**Primo Levi**  
Les livres de Maria

**folio** nouveautés septembre 1996





GIORGIO DIAMANTI

# Biamonti de terre et de mer

**L**es arêtes des Alpes plongent presque directement dans la mer. La frange côtière, où se cultivaient jadis fleurs et primeurs parmi oliviers et pins, est devenue un complexe touristique soudé le long du chemin de fer et de l'autoroute qui noie les vieilles cités génoises. Au flanc des vallées, la terre disparaît sous le plastique des serres où l'on force les orchidées. Au débouché des petites rivières, s'entassent grandes surfaces et fabriques. Mais il suffit de monter un peu et l'on retrouve le pays ligure. Un changement de monde que décrit déjà Italo Calvino en évoquant le San Remo de son enfance : « *Quelque chose soudain avait changé et le premier signe en était celui-ci : jusqu'à Baragallo, les gens rencontrés étaient toujours des gens qui passent sans même se regarder ; après Baragallo, en se rencontrant, tout le monde se saluait, même ceux qui ne se connaissaient pas, avec un "Bona!" à haute voix ou avec une reconnaissance générique de l'existence d'autrui.* »

Ce « *Bona!* », cette salutation familière du dialecte ligure, Francesco Biamonti l'adresse en passant aux villageois assis dans l'ombre des ruelles étroites qui prolongent les chemins pavés de pierres polies. Et les mots qui lui répondent sont toujours au rendez-vous pour reconnaître posément l'existence d'autrui. Ici, entre ciel et mer, cimes et vallées, on vit encore un peu à l'écart de la côte, de ses rumeurs que l'on perçoit comme le Baron Perchê percevait, du haut de ses arbres, l'agitation d'en bas. Pays de l'entroterra, d'où, au détour de la route, au-delà des châtaigniers et des rochers, des terrasses et des oliveraies, on découvre au loin un miroitement : « *Observer à travers le feuillage la palpitation / lointaine des écailles de la mer* », écrivait Montale. Né comme lui sur cette terre, Francesco Biamonti a la démarche, l'expression, les yeux d'un paysan fait pour être marin. Un regard, une voix qui s'attardent méticuleusement, mais qui semblent venus de très loin et aller plus loin encore : une grande douceur, mais aussi une inquiétude obstinée à percer la surface des choses et la ligne d'ho-

rizon du quotidien : « *Prends garde à la douceur des choses.* » A San Biagio della Cima, sur les premiers contreforts au-dessus de Bordighera, là où s'arrêtent les serres, et où vignes, oliviers, arbres fruitiers et mimosas disputent le sol au myrte, buisson roi, dit Francesco Biamonti, du maquis méditerranéen, il a aménagé le moulin à huile de son aïeul. A l'intérieur, dit-on (« *Je ne vous fais pas entrer : il y a trop de désordre* »), les livres s'amoncellent comme dans une bibliothèque de Borges. Il écrit la nuit, entre lectures et musique. Pas de téléphone : qui veut le joindre doit appeler vers midi dans la maison de son frère, capitaine de la marine marchande retraité, au fond du jardin. Ce n'est pas un refus. Il a beaucoup voyagé et voyagera encore - il a traversé la Dalmatie et la Bosnie en guerre. Une vie en marge, alors ? Plutôt une vie de qui prend le temps et la distance de la réflexion. « *J'ai appris à réfléchir parce que l'âne de mon grand-*

**D**es bords d'horizon, des bords de mer. Ils allaient, sans doute, vers quelque chose, avec des rêves, avec des rêves. Un Toscan, avec qui il avait navigué, plus exactement amérindien, petites âmes, avait couché tant d'hommes, dans des paysages, ceux qu'il avait laissés à Pietrabona, à Capri, dans une lumière nouvelle, ou de moins le monde était-il seulement rongé de sol dans la lumière. Le maître d'équipage vint le chercher. Deux, sous le regard blond dominant un regard douloureux et clair. Le capitaine sa tête blanche tranchait sur les teintes sombres de la montagne de l'équipage.

## Les déchirements de l'ailleurs

disme... Edoardo, le héros du roman de Biamonti, n'aspire qu'à cela. Et cela existe, est là, à portée de main, de regard, connu, aimé dans toutes ses dimensions réelles d'espace et de mémoire : crêtes rocheuses, « *oliveraies dans des combes lumineuses* », « *terres sèches d'amandiers érodés par le soleil et le vent* », terrasses qui surplombent la mer ligure. De plus, une femme, Clara, est la figure de cet attachement, le visage de cet amour. Mais le cœur des hommes est déchiré, toujours déjà séparé des plus profondes affections. Edoardo voudrait demeurer, mais il veut aussi, à la même seconde, ce qui est au-delà de cette demeure, ce qui n'a pas toujours de nom ou de raison - ou bien de fausses ; l'argent, par exemple, celui qui une terre aride et pauvre ne peut offrir, qui est ailleurs, qu'il faut partir gagner. Cette raison peut aussi avoir les teintes violentes de toute la déraison du monde. Alors, il faut partir encore, encore une fois, renouer avec l'exil, le passé, cette « *triste succession de bateaux, de rêves et d'horizon* ». L'ancien marin n'a pas encore retourné son regard vers les biens de la terre, attaché son désir à la femme qui l'attend, qui se fatigue de n'être qu'attente. Et comment

renoncer à l'attrait, à la déchirure de l'ailleurs ? « *Il avait pitié de la mer, lui l'homme de la montagne* », écrit admirablement Biamonti. Et puis aussi : « *On jette sur la mer un regard qui a toujours quelque chose de perdu. L'homme de terre ferme croit que le marin est heureux de naviguer, il ne sait pas qu'il est tissé d'angoisses et de rêves et qu'il a l'impression d'aller sur une voie qui ne conduit à aucun lieu.* » Edoardo n'a pas détaché ses yeux de l'horizon. Ce « *bleu aux confins abrupts* » est la couleur d'un appel indistinct. Mais au loin, au-delà de la mer qui n'est que le passage entre deux terres, ce sont moins des sirènes qui font signe, que des feux bien réels - ceux de la guerre de Bosnie. Et ces signes, il faut les affronter, tenter de les déchiffrer, mesurer combien aucune terre n'est un refuge, qu'un « *mal séculaire* » est partout à l'œuvre. La dernière phrase du livre le dit : « *Il y a dans toute terre, pensait-il, la semence de la mort, elle est bien visible dans la pleine lumière. Il y a des coups de soleil sur des terres suspendues.* » Edoardo est un homme des frontières ; en lui, la terre et la mer - éléments antinomiques ou brutalement complémentaires - sont séparées par une ligne brisée. *Attente sur la mer* est le roman de ce

monologue intérieur d'un homme dont le fils est devenu aveugle au maquis. Il voulait y mettre, dit-il, toute la pitié du monde. Il l'adresse à Vittorini. Celui-ci lui demande de le retoucher. Intrusion au plus profond de l'intime ? « *J'ai ressenti une profonde angoisse, j'ai décidé de ne plus écrire.* » Résolution tenue pendant vingt-cinq ans. Il n'y aura pas de carrière littéraire. Francesco Biamonti cultive les arbres fruitiers, il a sept cents pieds de mimosas, il élève des abeilles. « *Je faisais des travaux légers* », dit-il, mais on sent que le mot « *léger* » exprime plutôt une insatisfaction lancinante, le sentiment d'un temps perdu. Perdu, vraiment ? Il lit encore et toujours : « *Je voulais me débarrasser des idéologies.* » Il découvre les philosophes, la phénoménologie, Husserl, Merleau-Ponty. Et aussi René Char, Julien Gracq, et le T. S. Eliot de *The Waste Land*. Il fréquente les peintres qui vivent sur la Riviera. Il écrit sur leur peinture, sur la peinture, celle de Cézanne l'orientale : « *La vision du monde dans l'immédiat sensoriel. La pomme de Cézanne porte le quotidien dans le domaine du sacré. Je ne peux regarder Cézanne sans un sentiment de fraternité.* » De même pour de Staël. Longue attente. Et puis, enfin, il revient sur sa décision. Il écrit, « *comme un défi* », un nouveau roman, *L'Ange d'Avrigio* (1), où il part de sa terre et des siens pour évoquer le mal-être du monde. Envoyé à trois éditeurs, le livre est accepté par tous. Einaudi l'emporte, parce que c'est Italo Calvino qui, ayant lu, écrit aussitôt à l'auteur, avant de présenter ainsi le livre : « *Il y a des romans-paysages comme il y a des romans-portraits. Celui-ci vit, page après page, de la lumière du paysage âpre et abrupt de l'arrière-pays ligure. [...] Maisons de pierre et villages de vacances, les deux aspects de la Riviera sont présents : une agriculture étendue et solitaire, et le monde facile du tourisme, auquel s'ajoute la nouvelle dimension du vagabondage des jeunes qui suit le mirage de la drogue.* [...] Et puis l'ambiance de la frontière, avec son fond dramatique fait de tant d'histoires de guerre, de contrebandiers, d'expatriés clandestins. [...] Le personnage se refuse à juger la manière dont chaque individu dépense sa propre vie ; mais il voudrait comprendre ce relent d'autodestruction. »

tion qu'il sent dans l'air. » Dans le roman suivant, *Vent large* (2), le personnage est un passeur ; dans *Attente sur la mer*, un marin à son ultime voyage qui rêve de sa terre « *dégradée* ». Trois livres en treize ans. A sa parution, le dernier figure dans toutes les listes des best-sellers. Sur ses terrasses, Francesco Biamonti cueille un citron doux rescapé de l'hiver, choisit les prunes et les pêches les plus mûres, commente les différentes espèces de mimosas, loue le vin des « *terres blanches* ». Conversation anodine ? Elle se prolonge dans les silences, comme chez ses personnages : « *Edoardo ne répondit pas : il regardait un fragile amalgame : un papillon sur une fleur ondoyante.* » Il parle de la musique d'Olivier Messiaen dont il accompagne ses nuits, qui divinisent les oiseaux, les bruits de la nature ; le violon tendu et lointain et le pas lourd de l'homme. Il parle aussi de l'impossible tâche de l'écrivain qui voudrait traduire le chant des sirènes. Ce chant que l'on ne peut entendre sous peine de mort et que pourtant, parfois, dans quelques mots très simples, on croit parvenir à capter. Constant et fragile défi à la mort. « *Faultkner disait que chaque page est un désastre, et que plus belle est la page, plus grand est le désastre. Pour moi, écrire est un désastre lumineux.* »

(1) Traduit de l'italien par Philippe Renaud (Verdier, coll. « *Terra d'Altri* », 1990). (2) Traduit par Bernard Simeone (Verdier, collection « *Terra d'Altri* », 1993).

38F La Mémoire  
N°19 de la collection  
PHILOSOPHER  
Editions Quintette

Patrick Kéchichian



## La couleur du bonheur

En écho au portrait de sa grand-mère, Gisèle Pineau nous livre un superbe récit d'enfance. Une invitation discrète à une réflexion sur les questions du déracinement, de l'accueil et de la mixité

L'EXIL SELON JULIA  
de Gisèle Pineau.  
Stock, 308 p., 120 F.

Dans les rêves de Gisèle, Blanche-Neige a des joues de marron luisant, des cheveux de jais et des yeux de mica. Le paradis ne peut avoir que la couleur du bonheur. La petite fille grandit en Ile-de-France, mais elle sera sauvée, croit-elle, de toutes les injustices qui assaillent une enfant noire lorsqu'elle vivra enfin en Guadeloupe, le pays de ses ancêtres, qu'elle embellit de tous les lueurs de la mémoire familiale et de l'imaginaire enfantin.

Quelle que soit la précision autobiographique de *L'Exil selon Julia*, le récit de Gisèle Pineau est d'abord un conte initiatique dont le centre vibrant est l'épopée intime d'un être déraciné. Man Ya, la mère de son père, égarée dans la grisaille de béton d'un immense de banlieue. Les années d'enfance de Gisèle Pineau se brossent dans les légendes et les souvenirs qu'évoque avec volupté sa grand-mère, magicienne d'une terre gonflée de promesses que la petite fille de cinq ans avait entrevue lors d'un premier voyage et qu'elle retrouvera, adolescente.

Les deux précédents romans de Gisèle Pineau, *La Grande Drive des esprits* (Grand Prix des lectrices de Elle en 1994) et *L'Espérance-macadam* (Prix RFO en 1996), avaient fortement impressionné lecteurs et critiques. Avec *L'Exil selon Julia*, la romancière affronte l'expérience difficile, mais inévitable de la mémoire non plus collective mais dououreusement personnelle. Julia, la grand-mère - Man Ya -, y raconte en créole une histoire très ancienne de servitude et de renouveau, de traditions et de joies simples, qui sera le terrain du futur écrivain. Daisy, la jeune maîtresse de Guadeloupe, épouse Maréchal, le sergent noir qui, paré de la flam-



Gisèle Pineau : « Mots, visions, rais de soleil »

me de France ». Il emmène sa femme en métropole, où va naître Gisèle. Plus tard, Man Ya console sa petite fille des humiliations liées à la couleur de sa peau et plus profondément de la tristesse d'un monde sans parfums, sans goût et sans soleil. De 1963 à 1970, Gisèle attend un retour que les événements de mai 68, puis l'abdication du général de Gaulle, auquel Maréchal voue un culte définitif, accélèrent. Le militaire fidèle demande sa mutation. Nommé en Martinique, il rapproche sa famille du

pays de Man Ya, qui, rongée de nostalgie et de remords, avait déjà regagné la Guadeloupe.

Apercevant le Sacré-Cœur dans un lointain dont elle ne mesure pas la distance, Man Ya et son plus jeune petit-fils étaient partis à pied pour l'atteindre. Des années plus tard, Gisèle et ses frères et sœurs commencent une aventure similaire lorsque, à peine arrivés à Fort-de-France, ils tentent de retrouver le chemin de la mer. Des Antilles, la jeune fille connaît maintenant les « places », qui végètent à l'ombre la

lumière sans nuances greffée dans sa mémoire. Le bonheur n'existe pas à l'état pur : il est ce chemin choisi pour le conquérir.

La joie est néanmoins au rendez-vous lorsqu'aux vacances la famille se rend en Guadeloupe. La réalité coïncide enfin avec le rêve. Comme elle l'avait annoncé jadis à ses petits-enfants incrédules, Man Ya disparaît dans un arbre. Invisible, elle secoue les grappes de prunes Cythère. Elle n'existe plus qu'à travers les fruits qui roulent en cascade. Elle est le don, l'éternité du legs, une voix où se mêlent l'esclavage d'antan, les luttes, la résignation, les illusions, mais, par-dessus tout, l'entêtement à vivre, un mythe qui rend le destin supportable.

« Alors nous comprimes réellement ce que Man Ya nous avait apporté - Sentes défrichées de son parler créole. Sentiments marqués en nous autres, jeunes bois étioles. Sentes révélées. Elle nous avait donné : mots, visions, rais de soleil et patience dans l'existence. Nous avait désigné les trois sentinelles, passé, présent, futur, qui tiennent les fils du temps, les avait mêlés pour tisser, jour après jour, un pont de corde solide entre La-Bas et le Pays. Pendant toutes ces années de neige et de froidure, elle avait tenu allumée la torche qui montrait le chemin. Sa main ne nous avait jamais lâchés. (...) Tout notre beau savoir déboulait derrière les prunes que Man Ya volait. Et soudain, nous étions parés à tout entendre, à écouter et à empiéter pour l'avenir. »

Récit d'enfance bouleversant, exercice d'humour et de lucidité, *L'Exil selon Julia* est une invitation discrète à une réflexion aujourd'hui capitale sur le déracinement, l'accueil et la mixité. Ce roman révèle aussi l'angoisse d'une humanité livrée à des démons dont Man Ya n'autorisait la présence ludique que dans les contes terrifiants qui permettent de mieux savourer la vie.

Hugo Marsan

## Une servante maîtresse

Un couple, une bonne et une « révolution de palais » domestique sous le stylet d'Isabel Marie

LA BONNE  
d'Isabel Marie,  
Grasset, 166 p., 94 F.

Servir asservit. S'il fallait ne retenir qu'un seul exemple par l'image, le film de Joseph Losey *The Servant* suffirait, mais on trouverait sans mal d'autres illustrations en littérature. Si la confiance se mérite, elle se paie aussi. Et d'autant plus quand les échanges reposent sur une inégalité de situations. C'est peut-être ce postulat qui a inspiré à Isabel Marie le déroulement de son quatrième roman, *La Bonne*. C'est tout au moins la conclusion à laquelle elle parvient.

Sarah, une jeune étudiante en philosophie qui vient de soutenir sa thèse de doctorat, est obligée de céder une place de surveillante. Se refusant à l'enseignement, sans famille, sans ami et sans amour, son commerce avec les autres se limitant à « des ébrouements dans des lits de passage », elle choisit, « comme on joue à la roulette russe », de devenir employée de maison.

Déguisant sa véritable identité, elle est engagée chez un couple de jeunes bourgeois, Bernard et Laura, pour s'occuper d'un vaste appartement qu'il d'Orléans. Le maître de maison est un industriel quadragénaire, pressé, autoritaire, peu loquace ; son épouse de vingt-cinq ans, un être de malice, indifférente, maniaque, inerte, qui se cloître le plus souvent dans son domaine réservé où elle traque la saleté. Bref, « un couple de roman-photo : l'évanescence et la force ». Sarah, parfaite en tout, active et discrète, a vite compris les « troubles compulsifs obsessionnels » dont souffre la jeune femme et le malentendu existant entre un homme qui organise tout et une épouse qui se refuse au monde et subit avec répulsion une domina-

tion sexuelle. La bonne va habilement tisser, de suggestions en esquivances, une toile où ses patrons vont se laisser prendre. Sans cynisme appliqué mais avec cette force d'indifférence qui lui permet de tout maîtriser. Peu à peu, Laura s'attache à elle, prend en charge une partie des travaux que Sarah gratifiera d'une part de son salaire, et lui abandonne avec joie ses plus belles toilettes. Entre les deux femmes se noue un dialogue, fait d'improvisations facétieuses ou de constats allégres. La maîtresse des lieux se délivre ainsi d'une fausse existence, où elle perpétue mécaniquement une absence d'être, au profit de son employée - façon de prendre revanche sur sa vie maritale et d'être reconnue pour ce qu'elle est : une femme avide de reconnaissance affective. La bonne fera mieux : elle délivrera un temps sa maîtresse du devoir conjugal en se substituant à elle auprès de Bernard. Situation banale, sans doute, mais ce qui l'est moins, ce sont les motivations de Sarah : « L'un et l'autre conviennent à mon rythme. Je les avais domestiqués ». Lorsque le couple éclate, quitte le domicile, le retournement de situation est inattendu mais préparé de longue date : Laura revient vivre avec Sarah, l'une employée de maison, l'autre écrivain.

On pourrait objecter qu'Isabel Marie a trop schématisé les éléments du couple au profit d'une héroïne dont la présence ambiguë s'impose et retient l'intérêt du lecteur. Mais elle a réussi cependant un huis clos fascinant, une « révolution de palais » domestique à coups de constats lapidaires, d'instantanés cruels, instaurant ainsi, sous la conduite d'un style précis, concis, au tranchant de scalpel, un climat d'intimité inquiétant et d'ambivalence vengeresse.

Pierre Kyria

## L'enfance traquée

Une femme et son fils tentent d'échapper à la morsure de la norme, à l'initiation au « réalisme ». Geneviève Brisac, poignante et gaie

WEEK-END DE CHASSE  
A LA MÈRE  
de Geneviève Brisac.  
Ed. de l'Olivier,  
205 p., 95 F.

C'est une histoire d'amour, lanchante et fragile : un récit d'une gaieté poignante, et qui transperce le lecteur, inextinguiblement lié à ses protagonistes, à cette jeune mère et à son fils naviguant « serrés l'un contre l'autre », éperdus et perdus dans la vaste vie, au sein d'une situation que nous devinons et qu'ils soupçonnent précieusement.

Si rien n'est plus drôle, plus délectable, que de suivre avec Geneviève Brisac ce couple acharné à traquer la magie des instants, à combattre la vacuité des heures, à s'inventer les jeux les plus insolites, à se trouver mille refuges, à se combattre et s'adorer, à rendre toute rencontre inoubliable - rien, au même temps, n'est plus pathétique, car la femme et l'enfant semblent communiquer à travers une douleur en permanence réprimée, une angoisse inavouée, et qui, d'ailleurs, aiguise leur aptitude à la joie ; leur allégresse, leurs fuites devant l'ennui, semblent tenir à distance ce qui, en permanence, circule, impalpable, et menace.

Le titre éloquent ne sous-tend-il pas l'histoire ? *Week-end de chasse à la mère* : il laisse percevoir d'avance l'alléluia. C'est bien une traque que subit Nook, la jeune femme, même si elle s'efforce tout au long de l'ouvrage de ne pas la percevoir, ou le plus confusément possible, et de poursuivre avec Eugénio, son petit garçon, leur existence dans une demeure minuscule (une pièce et demie) où, cependant, on préfère souvent crier pour se parler car « c'est paradoxalement plus intime et cela donne l'impression d'avoir un grand appartement ». Une existence

néanmoins raffinée, encore qu'un peu ballottée, un peu inquiète, un peu marquée par l'omniprésence d'un père absent, divorcé, rival discret et juge à distance de la mère.

Cette mère combattive, mais si peu sûre d'elle-même, cette Nook délicate et fantasiste, qui est bibliothécaire, mais qui fut peintre et tourna le dos, on ne sait trop pourquoi, à une gloire peut-être trop rapide, cette femme seule, qui tient bon mais vacille, et qui semble savoir si bien se défendre en savourant, en faisant savourer le présent, chacune de ses voluptés, comme autant de prédeces, de fragiles et d'inattendus trésors, Gene-

Nook la plus juvénile. Elle ne s'indigne pas comme tout enfant, comme son fils, à quitter l'enfance : elle y plonge, au contraire, comme dans l'univers le plus naturel, et c'est le petit garçon qui tente, inquiet, de l'avertir et, dans une sorte de désespoir, de l'endurcir, de lui indiquer les chemins de la norme, sans nul doute ceux du père.

Si l'enfant entre passionné dans cette traversée frémissante du temps, dans ces inventions ludiques, s'il entraîne lui-même sa mère dans des aventures où des oiseaux s'assassinent, où de jeunes fleuristes déploient la science de vieux sages, où l'on se retrouve -

Geneviève Brisac.

Geneviève Brisac est éditrice à l'Ecole des loisirs et collabore au « Monde des livres ». Outre plusieurs romans pour la jeunesse publiés à l'Ecole des loisirs - notamment la série qui a pour héroïne Olga -, elle a écrit quatre livres : *Les Filles* (Gallimard, 1987), *Madame Placard* (Gallimard, 1989), *Loisirs Paradis Flannery O'Connor* (Gallimard, coll. « L'un et l'autre », 1991) et *Petite* (L'Olivier, 1994).



J. FOLEY/DAVID

viève Brisac parvient à nous la rendre proche, intime, au point de nous faire frémir avec elle de joie et d'inquiétude mêlées.

« Où sont désormais nos armures ? » Comme Nook, avec elle, nous nous laisserons prendre au piège, incapables de la juger ou de juger les autres, ces amis, cette galerie de personnages familiers qui, peu à peu, insidieusement, vont s'octroyer le droit de détruire son destin. Avec elle, nous deviendrons des proies, pourtant perspicaces, capables d'ironie à l'égard des bourreaux, de leur arrogance incepte, de leur sagesse de carton, mais incapables de déceler qu'il s'agit de bourreaux, ou de reconnaître le rôle fatal qu'ils jouent pourtant très consciemment.

Avec elle, nous fondons devant l'irrésistible, l'inextinguible Eugénio qui, sans cesse, ramène sa mère au bon sens ambiant. Des deux, c'est

c'est Noël - parmi « les rats de la fameuse fête », il se révèle aussi très attiré par la banalité.

Hallucinante visite d'un Aquaboulevard cauchemardesque ! Panique devant le risque d'un Noël décevant : « Comment passerons-nous le cap encore une fois », s'affole Nook, et lorsque, face au jardin public sinistre et gelé, elle propose, enthousiaste, de jouer à être des trappeurs, Eugénio de rectifier aussitôt : « Des trappeurs sans chien, sans traître et sans alcool, c'est des ploucs... des ploucs morts même ! » Il ne manque pas de s'inquiéter, lorsqu'un chauffeur de taxi remarque combien l'avenir de ses propres enfants lui semble préoccupant : « Qu'est-ce que tu as en réserve pour moi, au fait ?... A part ta bague, je veux dire. Ça ne me mènera pas loin ta bague. » Leur complicité autour d'un manque permanent, autour des périls dont ils

sont conscients, qu'ils taisent obstinément, dont ils se distraient avec sérieux, avec acharnement, n'empêche guère les sarcasmes du fils : « Ici Radio-Nostalgie », oppose-t-il aux souvenirs de sa mère, à laquelle il reproche lorsqu'elle finit par admettre le copain d'abord critiqué : « Tu, tu fouds dès qu'on te parle. » Mais quels bonheurs ils savent partager ! Les voici prenant le train, faisant la folie d'aller en première classe, exultant devant les petites lampes, la splendeur du compartiment : « L'instant où nous montons dans notre carrosse ne mourra jamais. » Instants privilégiés, qui, telles autant de rémissions, guérissent de la peur et permettent de supporter l'inévitable (et, sans doute, souhaitable) « voix secrète » qui, en Eugénio, « diffuse » sa mère, et ce « morceau de cœur qui (la) hait en silence pour ne pas (lui) faire de peine ».

Déchirement secret de l'enfant pris, grâce à Nook, dans les charmes d'une vie intense, plus proche du réel, peut-être, que le réalisme fabriqué, si factice en vérité, mais seul toléré, seul protégé, auquel, il le sait d'instinct, il devra s'initier.

Déchirement de la mère culpabilisée d'être trop réceptive, par là trop vulnérable. La horde, toujours prête à se déchainer contre qui sort du troupeau, la horde se déchaine. Comment elle prendra possession de l'enfant, laissant cette mère faible en raison même de sa puissance vitale, démunie en raison de sa richesse même, Geneviève Brisac nous l'apprend de manière bouleversante. Sa verve, à la fois douloureuse et désopilante, enchante tout au long du livre. On n'oubliera pas cette mère défaite, debout, les mains vides, sans plus de projet dans un monde désert, Stabat Mater sans plus d'enfant même à pleurer devant une mer d'un gris impossible à peindre.

Viviane Forrester

Jean Dutourd  
de l'Académie française

**Le feld-maréchal von Bonaparte**  
Considérations sur les causes de la grandeur des Français et de leur déclin

Flammarion

**Le livre le plus politiquement incorrect depuis 200 ans.**

**Jean Dutourd**

Flammarion



## *La mort, et après*

*Béatrice Leca entre en littérature avec un récit  
à la fois juste et grave sur le deuil*

**TECHNIQUE DU MARBRE**  
de Béatrice Leca.  
Seuil, coll. « Fiction & Cie »,  
126 p, 79 F.

à où se terminent beaucoup de récits, commence celui de Béatrice Leca : juste après le décès d'un aïeul, mort de sa belle mort, comme on dit. Dans une de ces maisons où règne encore un équilibre désirable, avant que s'opère un minuscule travail : classer, inventorier, vidier, faire visiter. « *Nature morte, dans la brutalité du soleil* » de juillet : ce ne sont que choses inutiles, recelant de pauvres secrets que la lumière révèle. Ainsi, donc, derrière la vie **forte**, les choses, décolorées dans la chaleur d'une grande demeure de banlieue, « *il n'y avait que cela, les petits détails d'une continuité, des couilluses comme toutes les couilluses, sans surprise et sans rapport avec les imaginations de l'enfance* ».

Seule dans ce lieu vacant où elle  
tente, avec le sentiment d'une ter-  
rible indiscretion, l'impossible nar-  
ragement posthume, la jeune narra-  
trice s'absorbe dans une  
contemplation silencieuse et per-  
plexe : étrange démarche, qui bride  
l'émotion et se concentre sur les  
objets, symboles soumoûs, où l'on  
cherche vainement « quelque chose  
qui nous a été dédié ». Pour désigner  
le disparu, alternativement la troi-  
sième personne ou la distance du  
vouvoilement. Peu de souvenirs,  
peu de détails précis : un visage  
trop doux, une écoute trop atten-  
tive, mais beaucoup de malenten-  
dus.

Et d'abord un premier retour en arrière, sur la « comédie du deuil » les funéraires, l'« architecture de carnaval » du crématorium, où les proches du défunt forment un groupe indistinct : « *Nous, la famille : sept petites silhouettes bien écrasées dans la cour, honteuses,*

*entre deux trahisons.* » Lors de la cérémonie, chacun vit son dentil en acacia : un bref élogie funèbre, professionnel, désolé, suivi d'un requiem mécanique. Les portes ne claquent pas lorsque les personnes trop sensibles sortent brutalement. Les dimanches sont voués à la répétition. Entre les dimanches d'enfance avec sieste obligatoire, puis les goûters fidèles chez « Mademoiselle », et désormais les journées de solitude dans la maison à ranger, il y a eu, dans une interminable succession, les visites à l'hôpital, ses ascensions immenses, ses couloirs balaïs où les visiteurs se défilent avec un claque de poignet et l'hostilité insupportable de laisser dissuader, la même femme s'est obstinée à aller là-bas tenir une main, partager un silence, regarder durablement un vieillard. Avec des espoirs maladroits, l'attente inutile que quelque chose soit dit ou vu. Et ce surprenant constat : « Mais oui, dans le liceul des dimanches tout blancs de l'hôpital, il m'a semblé souvent que vous étiez heureux »

## JEU DE FRAGMENTS

Béatrice Leca, une débutante de vingt-six ans, entre en littérature avec force et discrétion, avec ce beau récit à la justesse parfois inique, à la gravité toujours attentive. « On croit, écrit-elle que tout va s'arrêter, on croit qu'après la mort on va enfin pouvoir reprendre souffle, retrouver, comprendre quelque chose auquel on n'a pas eu le temps, pensent-on, de prêter attention - c'est comme ça qu'on fonde en pensant qu'il y a quelque chose à comprendre. » Et puis rien. Faute de signes, de traces plus intimes, dans un décor absurde-ment dénué, reste un jeu de fragments, un « puzzle » que recompose en pure perte la mémoire, avec une douceur vaguement cruelle.

**Monique Pétillon**

## La brûlure du sable

*Une dune, un corps. Une découverte qui bouleverse. Une recherche pour tromper la solitude. Et la magie des mots de Dominique Sigaud.*

**L'HYPOTHÈSE DU DÉSERT**  
de Dominique Sigaud.  
Gallimard, « NRF »,  
170 p., 85 F.

C'est un livre qui ne se laissera jamais oublier, un livre de sable, dont on retrouvera longtemps après quelques grains d'une douceur infinie au fond d'une poche, dans la doublure d'un vêtement, ou égrenés et nageant dans les plis des draps. Un livre d'amour, de vie, de mort, de guerre. Un roman qui renouvelle tout ce que l'on dit si souvent sur la vie, l'amour, la mort et la guerre. Et le sable, et le désert.

C'est le texte qui prime, la vision, la pensée, les images, c'est le style qui explique le récit, qui fait surgir l'histoire. Il y a un corps étendu derrière les dimes, celui d'un homme, à un endroit improbable où personne ne passe. Il sourit. Il y a des traces de larmes sur son visage. Il est mort. Il y a eu un guerre mais elle est finie, et le cadavre est celui d'un soldat, un soldat étranger au désert et à ce pays. Par hasard — on ne dira pas par chance —, un homme va le trouver. Un homme ordinaire, un homme simple. Il n'ira pas plus loin. Il rencontre en lui-même la peur, celle qui ne quitte jamais vraiment les hommes, celle dont personne ne parle. De retour au village, il raconte, encore sous le choc. Il ne sait pas quel faire. Il faut l'enterrer, bien sûr, y retourner, bien sûr.

Après de ses voisins, de ceux qui n'ont rien vu, qui ne se souviennent plus, ce se demande ce que cette guerre a pu leur faire, ce que la guerre a pu faire d'eux, cette guerre qui est passée à côté d'eux. Longuement, ils palabrent, ils discutent, il faut aller voir, il faut faire ce minimum que l'on doit à tout homme, l'enterrer. Comme une vapeur au-dessus d'un mirage, ses souvenirs de jeune homme contestataire l'envahissent. Il est devenu

autre. Autre. Comme tous ceux et celles qui vont approcher ce dormeur de la dune. Car après viendront les femmes. Les femmes qui ne savent pas ce qui se passe, mais qui ont senti un frôlement, un bruissement, un souffle. L'une d'abord, puis les autres, entre elles, sans les hommes qui ne leur parlent pas, qui ne leur disent rien, elles vont aller à la rencontre de l'inconnu, de ce silence qui s'est installé, de ce mystère, de ce bouleversement.

Dans sa douceur tranquille, la vie et l'amour du soldat John Miller, sa femme, sa bien-aimée, Mary Rosannah Hart, va essayer de

**Dominique Sicaud.**

Née en 1959, à Paris, Dominique Sigaud s'est choisie des racines au sud et a longtemps vécu en Provence. Après ses études et quelques petits boulots, elle tient une chronique à *Libération* sous le pseudonyme d'Adèle Lemonde, puis elle parcourt l'Algérie, la Tunisie, Israël ou le Liban et fait publier ses reportages dans différents journaux. Trop indépendante, elle ne souhaite pas intégrer une rédaction, ayant trop l'envie du voyage personnel, de suivre son itinéraire, son destin. En 1990, elle a publié un premier livre, *La Fracture algérienne. 1990. Carnets de route* (Calmann-Lévy).

continuer, quoi ? à attendre peut-être, dans une douleur terrible, sans l'espoir du miracle ou de l'oubli. Elle va fuir d'abord, ailleurs que dans la petite ville trop proche du passé, des souvenirs, des rêves qui ne pourraient plus s'accomplir, elle part pour New York, le Bronx de son enfance, mais « le corps arroubait de fatigue, rompu de retrouver une solitude si grande et irréparable qui l'a en transpire de honte, de soif. Elle pense à John Miller, aux siers posés sur la dune, au vent penché sur les pituites, possédées, elle se réveille, les pituites, possédées, et d'après la route, d'avant et d'après l'amour, cet amour que lui portait John Miller et qui avait réussi à la ramener » alors elle partait ou elle était » chers qu'elle se sentait

taille, parce que les femmes savent où il se trouve, celui qui avait ce visage, ce visage sur la photo, et qu'il est mort. *Le désastre avait patiemment, puis les mots avaient été dits, ravagant tout.*

L'histoire s'arrête presque là. Qu'importe ! La magie s'est installée, on peut perdre au hasard certains passages juste pour réentendre cette voix, pour retrouver ce plaisir des mots qui frolent la poésie en permanence, avec une fraîcheur, une subtilité tranquille et d'autant plus violente et poignante pour évoquer ces vaincus perpétuels que nous sommes tous, involontairement. Injustement. Il ne reste plus que cette piraterie tréflée, mais si nécessaire.

**Martine Silber**

# Sur les traces d'une enfance défunte

**LE CHASSEUR ZÉRO**  
de Pascale Roze.  
Albin Michel, 164 p., 85 F.

**T**out commence à Okinawa, en 1945 : un éclair de mort, deux photos du père américain disparu sur le porte-avion *Mayland*. Laura Carlson, un an à l'époque, est orpheline de ce père légendaire parce qu'inconnu, que les circonstances de sa mort rendent presque mythique. Comment lutter avec une si vive absence ? Laura remonte le cours du temps et raconte l'innombrable douloureux qu'un jour de 1968, la fit devenir brutalement adulte.

L'enfance « *sinistre* », vécue dans le non-dit, est hantée par un souvenir d'autant plus obsédant qu'il est imaginaire : celui du jeune kamikaze qui tua son père. A cet horizon correspondent désormais pour elle un nom, Tsurukawa, et surtout le bruit assourdissant de son avion, le chasseur Zivko, qui se tord, dans la nuit, le destin du pilote et le vrombissement du chasseur l'embarra. Sa propre vie, ses études de mathématiques, son amour compositeur de musique, semblent se détacher d'elle et se dissoudre dans la tourmente de mai 68. Laura affronte seule l'appel que lui adresse le « *cadavre déchiqueté par le sel* » de Tsurukawa. De l'exvive de vie ou de « *mourir dans la guerre du Japon* », laquelle sera la plus grande peur de son père, elle ne peut faire que le dernier acte de la tragédie et, son tour, regarder la mort go face.

Pascal Roze, dans ce premier roman, s'attache à un thème surinvesti par la littérature, celui de la recherche des origines et du deuil de l'enfance. Dans des pages à l'écriture classique, dépouillée, au risque parfois de la sécheresse, elle réussit cependant à instaurer un climat original fait de tension froide. La démonstration est efficace : vivre, c'est avant tout éprouver qu'on « n'arrive pas à mourir ».

**Eléonore Mathiot**

## Temps de chien

***Autour d'une bête égarée, Caroline Lamarche fait converger six personnages en quête d'eux-mêmes***

**LE JOUR DU CHIEN**  
de Caroline Lamarche.  
Ed. de Minuit, 128 p., 69 F.

**L**e premier roman de Caroline Lamarche est dédié à un chien; un chien sans nom « aperçu le 20 mars 1995 sur l'autoroute E411 ». Au départ une scène datée, réelle – à moins que la dédicace ne soit elle-même un élément de la fiction... Un chien donc, réel ou supposé, courant contre toute prudence sur le terre-plein central d'une autoroute, là où il s'avait que faire, est l'élément fédérateur des six chapitres – on pourrait dire des six nouvelles – du livre de Caroline Lamarche.

Six personnes, qui se trouvaient sur l'autoroute « le jour du chien », décrivent, chacune pour elle-même, l'épisode anormal, ou plus précisément se l'approprient. A un moment donné, elles ont stoppé leur véhicule et se sont retrouvées devant l'animal qui courait, zigzaguant parmi le flot des automobiles, mais n'ont pu l'arrêter. Tour à tour, les quidams vont monologuer autour de l'animal qui court, formant une sorte de communauté de hasard. Les voix autonomes vont converger pour dire l'effet de cette image.

Un camionneur essuie pleurs sur lui-même. Un prêtre vieillissant, essayant de cacher sa détresse derrière les figures de sa foi, se souvient d'un Impossible amour. Une Jeune amante fait, de l'autre côté de l'expérience, le constat de la même impossibilité, qui remplace une passion morte. Un cycliste homosexuel, lui aussi malade de solitude, qui était aussi déplacé que la bête en ce lieu, fait une chute et se blesse le genou. Une veuve pétrie de bon sens sentiments estime qu'il n'y a rien à faire. Sa fille boulimique a pris le bras du prêtre; mais celui-ci pensait à autre chose; elle se voit courir librement comme le chien, imagine

que ses jambes s'allongent, se sent devenir désirable.

Certaines circonstances, qui n'ont à première vue aucun caractère fort ou particulier, seignent, dans notre vie, plusieurs des héros, des catalyseurs. L'épisode du mariage prend ainsi, pour les six narrateurs, une valeur révélatrice. Leur vie est, en outre, soudain, se cristallise, trouve une parole pour s'expliquer. La bête est comme le miroir qu'il se tendent à eux-mêmes, dans lequel ils se reconnaissent. L'amourisme en imperméable rouge : « L'amour. L'amour vous abandonne toujours, ne s'écrit qu'un court instant. Non, il vous abandonne dès le début, au moment même de la jubilation. Là, déjà, quand le soleil se note dans le puits, il y a, sous l'eau noire, un chien qui aboie. »

C'est l'écluse de la pitié et de la compassion que l'image du chien apeuré, voué à la mort, trouve. Pitié balbutiante, retournée sur ce qui qu'il réprouve, plainte, récrimination... Ce ne sont pas de très hautes ni de très nobles sentiments que l'animateur met dans la bouche de ses chiens. Mais ils sont si humains, si dévoués, malades, ou malheureux... Ainsi celui du prêtre qui imagine le chien mort et médite comme s'il était devenu une vaurie : « Ce chien doit être mort et décomposé, maintenant, quelque part au bord de la route. Il me semble que le mort a dû être l'unique issue à tant de désespoir, à une solitude aussi poignante, inaccessible à tous ». Tous les chiens, tous les hommes, tous les animaux qu'il représente, mettent en parole et en discours sa mystérieuse figure.

C'est une voix incontestable et forte, très émouvante en beaucoup de pages, que Caroline Lamarche fait entendre dans les six chapitres de son livre. Avec une sensibilité vive, elle est passée à l'écart de la caricature, du trait grossi, de la rigolade psychologique. Son propos n'en est que plus convaincant, prometteur.

**DE**

**De Graeve,  
délicieusement  
décadent**

**LES ORCHIDÉES  
DU BEL ÉDOUARD**  
de Laurent de Graeve.  
Ed. du Rocher, 246 p., 110 F.

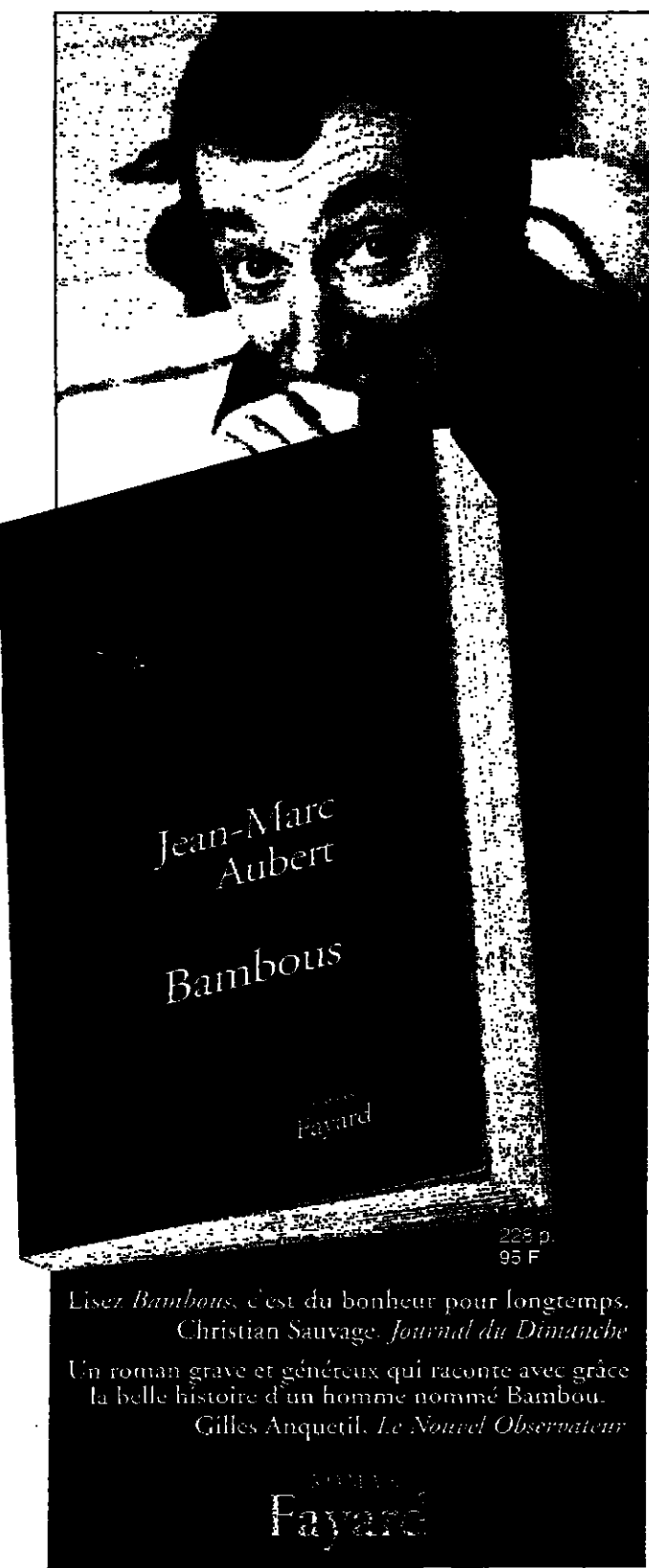
**A** contre-courant des livres *hard* - chambre avec vue aveugle sur le sexe -, *Les Orchidées* du bel Edouard est un roman d'alcôve, délicatement mondain et descendant à propos des amours masculines qui vont avec humour et une bien candide alacrité au bout de leur passion de soie.

Peut-on rêver histoire plus prédisée et anachronique que le premier roman de Laurent de Graeve ? Délibérément nostalgique d'une littérature haïmée par Virginia Woolf et taillée au scalpel par la cruauté d'un Choderlos de Laclos, *Les Orchidées du bel Edouard* s'offre le luxe d'une liberté à rebours : titre, personnage, décor, morale et rites se moquent des ukases de notre époque. La séduction et la sensualité jouent en sourdine dans les Initiés d'un salon feutré. Les mirages et les frémissements du corps émeuvent d'abord les étoffes souples qui les enveloppent. Le désir est récupéré par l'intelligence, réverbéré par la culture, maté par la gratuité exquise du dialogue. Un quatour vacant se repaît de sa jeunesse et de sa beauté.

Edouard invite ses amis pour un dîner-théâtre où se complote le piège de miel où doit fondre le bel Antoine. Convoité par le maître du maison, l'ami assaut par William le pianiste, ancien amant d'Edouard, et par Elisabeth, la seule femme présente. Ce roman proustino-wildien tient la route parce que Laurent de Graeve adore son récit et se vautre en piaffant d'aise dans ce qu'il sait pouvoir être irritant. La soumission à l'excès devient séduction. Et dans l'ombre de ces beaux archétypes de jeunes gens épris de dieux, sous le masque du désir, l'ennemi orgueilleux exhibe son cadavre.

Huon Marsaut

**Hugo Marsan**



Lisez *Bambous*, c'est du bonheur pour longtemps.  
Christian Sauvage. *Journal du Dimanche*  
Un roman grave et généreux qui raconte avec grâce  
la belle histoire d'un homme nommé Bambou.  
Gilles Anquetil. *Le Nouvel Observateur*

Favard



هكذا من الإلهام

livres de poche

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996 / VII

## Chamoiseau : la substance de l'enfance

Charnelle, puissante, symbole de la fécondité des imaginaires créoles, Man Ninotte, mère de l'écrivain antillais, domine ses récits de jeunesse portés par les saveurs d'un verbe métissé

**UNE ENFANCE CRÉOLE I**  
Antan d'enfance  
de Patrick Chamoiseau.  
Gallimard, « Folio », 188 p., 28 F.  
(première édition : Hatier, 1990)

**UNE ENFANCE CRÉOLE II**  
Chemin d'école  
de Patrick Chamoiseau.  
Gallimard, « Folio », 206 p., 28 F.  
(première édition : Gallimard, 1994)

Livrer des blocs d'enfance, retourner à l'âge des premiers balbutiements revient souvent à écrire sur sa mère. L'écrivain antillais Patrick Chamoiseau, à quarante ans, a éprouvé le besoin de saluer la puissante Man Ninotte, à travers ses récits, consacrés l'un à sa petite enfance, l'autre à sa première année d'école. Man Ninotte se rend à pied à l'hôpital pour accoucher de ce cinquième enfant, « le négrillon », faute d'argent pour utiliser une voiture. Elle invente mille armes pour combattre la pauvreté, pour convoquer l'humour et la tendresse et s'obstiner sans faillir à la progression des siens. Illétrée, elle fait récrire leurs leçons aux aînés, traquant l'hésitation qui trahit le travail bâclé. Plus tard, le négrillon, croyant pouvoir ruser, récratera des absurdités en prenant l'air assuré.

Mais « elle lui expliqua doucement, oui, que l'on pouvait apprendre les macaqueries, mais jamais mieux qu'un vieux macaque » ; l'enfant fut désormais bon à recommencer ses leçons « au moindre arrière-début d'une ombre de bégaiement ». Mère bien réelle, charnelle, Man Ninotte est aussi le symbole des fastes créoles, de la fécondité des imaginaires, de la puissance de la parole, par opposition à la stérilité d'une



Créole et français, les matières premières d'une écriture unique

école trop coloniale. Au monde de Man Ninotte appartient aussi la jeune fille qui rend visite aux voisins et connaît mille contes créoles. « Elle vous épouvantait à l'extrême avec deux mots. Elle maniait des silences, des langages. Elle déboussait la mort avec du rire », tout comme le fabuleux personnage de Gros-Lombric, dans *Chemin-*

*d'école*, sans doute le meilleur des deux livres. Élève irréductible, Gros-Lombric est le bouc émissaire du maître, un Noir convaincu que l'émancipation des siens passe par la négation de leur langue et de leur culture. Quand le maître commande aux enfants d'apporter en classe des lianes avec lesquelles il les bat, Gros-

Lombric, expert en savoirs magiques, en remet une superbe... qui se révèle un fouet indolore. En mathématiques et aux billes, Gros-Lombric domine. C'est lui qui possède le plus de « cristaux », ces billes « prêtes comme des larmes de tendresse » que « même le pire des souborons, des chiens semeurs-de-couillons, des isaloques-sans-âme n'aurait osé utiliser comme billes de combat. On la conservait emmaillottée dans sa poche la plus sûre, on la montrait avec douze précautions comme on dévoile le meilleur de soi-même ».

Malgré le mépris du maître pour le monde créole, synonyme à ses yeux des vies d'esclaves dans les plantations de canne à sucre, malgré le refoulement de la langue maternelle et de ses délices de mots, le petit Chamoiseau découvre à l'école l'amour des livres. Car Man Ninotte ne tolère nulle critique envers le maître et oblige le négrillon à se plier à ses règles. Et l'enfant y trouve un monde à la hauteur de son imagination infinie. Avant même de connaître l'alphabet, il « lit » : il ouvre l'objet avec respect, contemple les images, crée ses récits à la manière du Chamoiseau adulte qui, aujourd'hui, invente une écriture unique.

Car l'écrivain épris de créolité tisse une langue personnelle - saluée par le prix Goncourt 1992 avec le roman *Texaco*. Certes, elle contient quelques saveurs orales de la tradition antillaise et bien des finesses du français classique. Mais Chamoiseau n'a pas envie d'écrire en créole ou en français sage.

Pour notre plaisir, il malaxe ces matières premières afin d'en extraire une substance neuve. Une grande écriture.

Catherine Bédarida

## livraisons

### ESSAIS

● **LA CONJURATION DU COMTE JEAN-LOUIS DE FIESQUE**, du cardinal de Retz  
Jean-François Paul de Gondy (1613-1679), que l'histoire a paradoxalement retenu sous sa dignité cardinale - il avoua dans ses *Mémoires posthumes* avoir « l'âme peut-être la moins ecclésiastique qui fut dans l'univers » -, n'a pas attendu de devenir l'un des héros de la Fronde pour « tourner toutes les têtes ». Dès 1638, tandis que Richelieu travaille d'une main de fer à l'affirmation de l'absolutisme, le jeune homme se permet une leçon politique, perçue comme un « bréviaire de sédition ». Reprenant le récit édifiant d'Agostino Mascardi sur le complot de Fiesque, en 1547, contre la République oligarchique de Gènes, il métamorphose le factieux en héros, « un homme au-dessus du commun ». Véritable épopée de la transgression, l'anecdote, sous la plume de Retz, définit comme une ligne de conduite à son propre usage le passage du destin subi au destin maîtrisé. On comprend que le cardinal-ministre ait grondé : « Voilà un dangereux esprit ». L'édition, présentée et annotée par Pierre-Amand Du Bois, est celle de 1682, la première depuis la mort du prélat révolté (éd. Ombres, « Petite bibliothèque », n° 74, 96 p., 49 F.).

● **LA NOURRITURE CASHER**, de Julien Bauer  
Le rituel caractéristique du judaïsme est l'ensemble des pratiques concernant l'alimentation. La nourriture propre à la consommation est appelée casher, et la *cashrut* correspond aux lois et coutumes s'appliquant à tout aliment autorisé par le judaïsme. Toutes ces règles, les *mitsvot*, ou commandements, sont, pour le profane, complexes : elles comprennent les mélanges interdits, la préparation des animaux permis, les boissons ainsi que les règles propres au shabbat et à Pâques. L'origine de la *cashrut* est transcendante, dans le sens où elle est en étroite relation avec l'idée de sainteté. Moyen d'éviter la tentation de la violence, réhabilitation d'une vie saine ou rempart contre l'assimilation, les interprétations sont nombreuses. Cet ouvrage permet au lecteur, pratiquant ou non, de comprendre le sens de ces rites. N'est pas omise l'exposition claire des difficultés nouvelles liées à la société de consommation et à l'ampleur qu'a prise le marché casher, désormais mondial (PUF, « Que sais-je ? », 126 p., 40 F.).

● **LA TÉLÉVISION**, de Jean Chuzel  
Le sénateur Jean Chuzel (Union centriste, Allier) est sans conteste le meilleur spécialiste de l'audiovisuel au Parlement. Ce qui explique sans doute que différents gouvernements, de droite comme de gauche, fassent régulièrement leur miel des propositions qu'il lance, que ce soit en matière de restructuration de la télévision publique ou du nécessaire rayonnement de l'audiovisuel extérieur. Déjà auteur d'une douzaine d'ouvrages, il livre ici une synthèse rapide et agréable à lire des bouleversements et des questions agitant l'univers du petit écran. Que ce soit l'entrée dans l'ère satellite et l'émergence du « village mondial » de la communication, de la « télévision des autres » ou de la façon dont notre étrange lucarne sert de « miroir concave » à la société, Jean Chuzel écrit d'or, aidé d'une parfaite connaissance du secteur et d'un véritable don de vulgarisation (Flammarion, « Dominos », 122 p., 39 F.).

## Anthologie d'exception

Ayerdhal a réuni tous les auteurs qui ont contribué à redorer le blason de la science-fiction francophone

**GENÈSES**  
Anthologie présentée  
par Ayerdhal.  
J'ai lu « S-F », 380 p., 35 F.

L'événement de la rentrée, dans le domaine de la science-fiction, est sans conteste la remarquable anthologie composée par Ayerdhal et regroupant neuf nouvelles d'auteurs francophones d'aujourd'hui. La présence d'un court texte de Francis Carco, paru en 1958 et intitulé *Genèse*, n'explique pas seulement le titre-hommage de l'anthologie. Elle la place dans une perspective historique : celle de la pérennité d'une science-fiction d'expression française.

Le champ d'exploration de l'anthologie ne se limite pas, en effet, à l'Hexagone, et deux des auteurs retenus témoignent, avec un certain éclat, de la vivacité de la S-F québécoise. C'est cependant le choix des auteurs français qui s'avère l'événement le plus significatif, le plus représentatif du dessin de l'anthologiste et qui fait de *Genèses* un véritable manifeste. Ayerdhal a réussi à réunir dans un même volume tous ceux (1) qui, à un titre ou à un autre, ont contribué à sortir la science-fiction française de la torpeur où elle était plongée et ont été, ces dernières années, les artisans de son redressement.

Pour autant *Genèses* n'est en aucune manière l'expression d'une « école » : les écrivains qui s'y côtoient ont des personnalités bien trop différentes, des approches du genre et de ses thématiques bien trop diverses. Son unité est ailleurs : dans la conjonction des talents qu'elle enregistre et qui fait toute sa valeur. Il faut remonter à plus de vingt ans en arrière pour trouver une anthologie française atteignant à un degré approchant de qualité !

On trouve à son sommaire quatre nouvelles de très haut niveau, impressionnantes : « Le Début du siècle » d'Elizabeth Vonarburg, un

texte troublant qui déroge longtemps, dans les méandres d'une étrange affaire de séduction, son véritable enjeu ; « Le Jugement des oiseaux » dans laquelle Jean-Claude Dunyach narre la féroce histoire d'une confrérie de tueurs d'une prose empreinte de poésie ; « Reprendre, c'est voler », où Ayerdhal confronte un néo-Mozart aussi génial et futile que le vrai à une rebelle inoubliable en un duel-ballet étourdissant ; « Nulle part à l'élection », enfin, de Serge Lehman, qui, avec ce nouveau fragment de sa très cohérente histoire du futur, convoque l'utopie et assigne à la science-fiction européenne la « frontière » de la culture : son texte, qui avoue l'influence d'auteurs comme Umberto Eco ou Arturo Pérez-Reverte, illustre brillamment cette novatrice proposition.

Avec « Les Heureux damnés », Richard Canal n'est pas très loin du quatour de tête. Une fin un peu trop rapide, qui laisse inexploitées bien des potentialités de l'histoire, le fait distancer. Mais il fait preuve dans cette nouvelle d'un véritable bonheur d'écriture, d'un plaisir de conter contagieux, d'un entraînement qui font faire à l'auteur de défaut à ses romans et qu'on espère bien lui retrouver à l'avenir...

« Labyrinthe de la nuit » de Jean-Marc Ligny et « Lamenté-toi, Sagesse » de Jean-Louis Trudel sont toutes deux de fort bonne facture et eussent paru excellentes dans toute autre circonstance. « Une paix éternelle », de Pierre Bordage, bien qu'un peu maladroite - on sent bien que la distance de prédilection de l'auteur est le roman - est tout à fait honorable. Surtout si l'on considère qu'il s'agit de la première nouvelle de l'auteur de « La Citadelle Hyponéros ». Bref, un bilan galvanisant de l'actuelle science-fiction francophone.

J. B.

(1) Ayerdhal ne déplorait qu'une absence, celle de Maurice G. Dantec.

## Flamboyant Möller

Avec la critique danois, Henrik Stangerup ouvre sa trilogie biographique kierkegaardienne

**LE SÉDUCTEUR**  
(Det er svært at dø i Dieppe)  
de Henrik Stangerup.  
Traduit du danois par Eric Eydoux,  
Stock, « La bibliothèque cosmopolite », 352 p., 50 F.  
(première parution en français, 1987, Fayard/Mazarine).

Appelé en danois « Il est difficile de mourir à Dieppe », *Le Séducteur* est le premier volet de la trilogie kierkegaardienne écrite par Henrik Stangerup de 1981 à 1991, constituée en outre de *Lago Santa* (Stock, « La bibliothèque cosmopolite ») et *Frère Jacob* (Éditions de l'Olivier). Trois biographies sous forme de romans à lire à travers le filtre des trois stades kierkegaardien (esthétique, éthique, religieux), dont le premier personnage historique, ce séducteur engagé dans la douloureuse recherche de la

joissance (que Kierkegaard symbolisera plus tard par Don Juan), est le critique danois Peter-Ludvig Möller, mort syphilitique et fou à Dieppe en 1865 à l'âge de cinquante et un ans. Séducteur, Möller ne l'est que par la grâce de Kierkegaard. Il représente l'envers ténébreux de ce contemporain qu'il décria comme « une exceptionnelle intelligence dotée d'une imagination malade ». Möller, lui, ne s'encombre pas d'une imagination. A l'auteur du *Journal du séducteur*, il montre comment brûler sa vie sans compter. Comment allumer des feux (poétiques, politiques, sexuels) tout au long de son chemin. Comment coïter inlassablement d'un foyer à l'autre pour ramener d'un tison volé ici ce qui s'éteint là. Comment n'être reconnu que pour cela : celui qui n'en finit pas de brûler, et vers lequel, parfois, on tend la main rien que pour voir, ou alimenter la flamme en y jetant quelques rituels.

Möller est ficelé sur le bûcher de sa vie. Poète-journaliste, historien-pamphlétaire, il est un Janus sans cesse débordé par son double qui le

précipite entre les cuisses de la lorette ou de la comtesse passée à sa portée. Débauché par lui-même alors qu'il ne cesse de songer au travail, et que rien ne paraît pouvoir rassasier sa faim d'écriture. Les répliques cinglantes qu'il prépare, les vastes fresques qu'il conçoit, peuvent bien rester à l'état d'ébauche, il demeure convaincu d'être un des tout premiers penseurs du siècle d'or danois, malgré l'ombre de Kierkegaard.

Henrik Stangerup tire son portrait en direct du XIX<sup>e</sup> siècle. De Copenhague, de Hambourg et, surtout, de Paris, cette ville où « cœur, cerveau et ventre ne faisaient qu'un ». Mieux qu'un Parisien, il sait le lieu des conjurations littéraires. Il suit les flux des pensées, signale les avant-postes où croise l'Europe des intellectuels. Malgré la censure, malgré la police, omniprésente, Paris demeure leur aimant. L'esprit se gagne dans l'écriture, mais se prouve chez les filles et par l'absinthe. Möller peut passer d'une nuit dans un bouge au bal de l'empereur avec les mêmes sarcasmes à la bouche. Seule l'entrée en scène d'un ange noir, absolu - Baudelaire - lui impose le respect.

Möller assure la chronique d'une époque où le bruit se change en politique, et la fureur en histoire. Sa biographie est creusée de l'intérieur par l'autobiographie. Plus proche de l'auteur que Frère Jacob et que Peter Wilhelm Lund (*Lago Santa*), il apparaît le descendant de son quasi-homonyme Möllerup, dans lequel Henrik Stangerup, journaliste, polémiste et romancier, s'est peint dans *Vipère au cœur*, son premier roman (1971). Alors, si l'existentialisme que revendique Stangerup place en exergue du *Séducteur* la dédicace de Cendrars dans *Rhum* - « Aux jeunes gens d'aujourd'hui fatigués de la littérature pour leur prouver qu'un roman peut aussi être un acte. » -, c'est pour montrer à ces jeunes gens combien les actes restent entachés de romanesque.

Jean-Louis Penlier





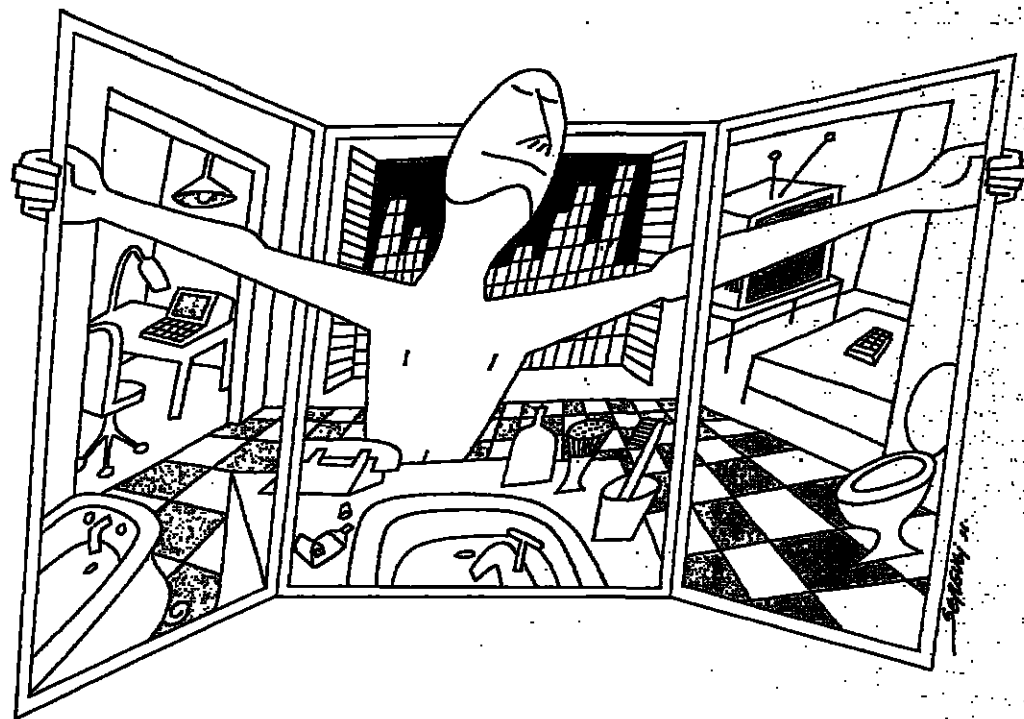
## Le désir d'ailleurs

CHEMINS DE SAGESSE  
Traité du labyrinthe  
de Jacques Attali.  
Fayard, 238 p., 120 F.

NOUS QUI DÉSIRONS SANS FIN  
de Raoul Vaneigem.  
Le Cherche-Midi, coll. « Amor  
Fati », 168 p., 98 F.

Naguère, des chemins étaient clairement tracés. Prolétaires contre bourgeois, intellectuels contre ordre établi, indépendantistes contre puissances coloniales, monde dit libre contre bloc de l'Est... On savait, ou croyait savoir, qu'il fallait, contre quoi, pour quels motifs. S'il existait des dissensions entre ceux d'un même camp, elles n'effaçaient pas les attitudes communes, l'existence d'un style partagé d'actes et de propos. Aucune querelle interne ne venait réellement mettre en cause le but final des combats : on divergeait sur les moyens, pas sur le terme. La révolution, l'avènement de la justice, l'accession à l'indépendance, l'expansion du socialisme - ou celle de la libre entreprise - organisaient têtes et groupes. A présent, comme on sait, tout est devenu flou, les pistes sont brouillées. Elles ne sont pas effacées : le désenchantement du politique et la mondialisation des marchés n'ont certes pas fait disparaître les conflits sociaux ni les clivages entre riches et pauvres. Mais l'horizon est devenu indistinct. Les lendemains, à présent, paraissent sans visage.

Quelle chose bouge pourtant, tatonne, cherche à se formuler. Le genre désempé de ces dernières années s'achève peut-être, et avec lui le cynisme brutal des faiseurs d'argent. De nouveau, à voix basse, ici et là, des chuchotements suggèrent qu'il faut changer de monde, dessiner de nouveaux sentiers vers un ailleurs meilleur, scruter peut-être des repères très anciens pour y discerner la carte de demain. C'est ce que font, chacun à sa manière, Jacques Attali et Raoul Vaneigem. Le rapprochement peut surprendre. Tout les oppose, en apparence. Le polytechnicien énarque touche-à-tout, conseiller des princes et prince des conseillers, n'a rien d'un margi-



La sagesse, le nouveau monde, le bonheur, la vraie vie, est-ce forcément toujours autre part, autrefois, un autre jour ?

nal : de l'Élysée à la BERD, des sommets internationaux aux opérations financières, d'un best-seller à l'autre, de réussites en échecs, il semble goûter avec jubilation de tous les pouvoirs. Il annonce à présent l'apparition d'une « sur-classe », riche de son seul savoir-faire. Ce petit groupe social, somme toute, lui ressemble : c'est une « future élite des nomades de luxe », qui « porteront avec eux le meilleur et la pire de demain ». Au contraire, l'ex-membre de l'Internationale situationniste, avec son ton grand classique prophétisant toujours la mort prochaine du vieux monde, incarne la crème de la contestation, le vrai chic rebelle, la dénonciation pure et dure de la société marchande. Il ne se départit pas d'une manière, mi-sérieuse mi-parodique, de donner des leçons en rédigeant « traité », « adresse » ou « avertissement » à l'usage des « jeunes générations » ou des « écoliers et ly-

céens ». Attali et Vaneigem ne partagent pas seulement le privilège d'avoir exercé, l'un comme l'autre, dans des registres distincts, une influence discrète sur le dernier quart de siècle. Toutes différences gardées, ils ont en commun cette conviction : le monde change actuellement de manière radicale, un long parcours se clot, entamé voici déjà quelques millénaires. Une telle mutation rend possible, voire nécessaire, le retour de signes très an-

tiques. Par-delà l'histoire économique, dont l'épisode central se termine, le sens de la vie humaine qui fleurissait au temps du nomadisme et de la cueillette redevient lisible. Telle est l'affirmation centrale de ces deux livres, par ailleurs dissemblables, tentatives à la fois globales et provisoires pour mettre en mots le désir d'ailleurs qui travaille le moment présent. Pour ces regards à grand angle, une même clé sert à ouvrir une multitude de portes.

Ayant repéré des labyrinthes partout, de Chartres à la Crète, de l'Égypte à l'Inde, de l'Écosse à la Turquie, Jacques Attali attribue aux structures en dédale un pouvoir vraiment extraordinaire. Le labyrinthe, « dernier message transmis par les nomades aux sédentaires » ne serait rien de moins que « le secret de la vie ». Après des siècles de droite raison et de clarté forcée, nous retrouverions le goût et la sa-

gesse des bifurcations multiples et des chemins sinueux, discontinus, opaques. Parcourir un labyrinthe, ce serait marcher vers la mort ou vers une Terre promise, allonger la route sans pour autant changer de terrain, accepter de se perdre, faire demi-tour, s'approcher du centre alors qu'on s'en éloigne, s'en éloigner en croyant qu'il est à portée de main... Dans cet infini voyage sur place, qui ressemble fort à une quête mystique, nous apprendrions à distendre le temps, à nous laisser surprendre et déconcerter. On a trop souvent cru voir en Jacques Attali un homme pressé. C'est en fait l'éternité qui le fascine. Ce qui l'intéresse vraiment, quand on le lit, ce sont les moments où le temps se suspend, les égarements, les trous d'ombre - tout ce que l'efficacité habituellement refuse.

« Heureux celui qui, au-delà de tout sentiment de réussite ou d'échec, sans présomption ni mépris de soi, déroule le fil labyrinthe de l'existence en s'avouant : ainsi ai-je désiré du fond du cœur que cela soit. » Cette phrase aurait pu figurer dans l'ouvrage de Jacques Attali, elle clôt celui de Raoul Vaneigem. L'écrivain dénonce l'impasse où nous sommes, ce temps où la vie est sacrifiée au travail, où l'inutile prolifère pendant que l'essentiel se raréfie. « Une apathie générale consume les individus et les foules dans la corrosion du désenchantement, la morosité du jour qui se lève, une indigne résignation, la rage absurde de révoltes sans révolution. » Aucun pessimisme toutefois. Vaneigem annonce au contraire la constitution présente et la victoire prochaine d'un « parti de la vie », rassemblant d'ores et déjà ceux qui résistent de par le monde à l'existence asservie et à la mort marchande.

Sa clé universelle, celle qui l'autorise à tout comprendre, est en effet la résistance opposée par la vie-les enfants-les animaux-les femmes aux contraintes de la société-patriarcale-industrielle-bourgeoise-marchande. « Le travail a été ce que l'homme a trouvé de mieux pour ne rien faire de sa vie. » Débarassons-nous donc de cette engeance, et nos désirs, enfin sans limites, positifs, heureux, gratuits, se déploie-

ront sans entraves. Pourquoi les désirs seraient-ils, par eux-mêmes, sociables et bienveillants ? Pourquoi la nature, par elle-même, serait-elle bonne et généreuse ? On ne le saura pas, puisque le texte est une suite d'affirmations, avec des formules parfois ratées - « crever l'œil glauque du cyclope marchant », par exemple - et bon nombre d'aphorismes bien desolés, et plus provocateurs que sensés : « Le bonheur se crée et ne se paie pas », « nous voulons des mystères qui ne reculent plus d'horreurs ».

L'insatisfaction la plus profonde, le sentiment d'injustice, la conscience que l'humanité vit un tournant décisif expliquent tous ces tâtonnements pour trouver des issues. Comme si l'on essayait toutes sortes de possibilités, en parcourant des chemins de traverser qui coupent à travers l'écotisme, l'histoire de l'Antiquité, les méandres du cerveau, les énigmes universelles ou les rêves de révolution. Comme si l'on se disait : « Ce monde-ci ne va pas, trouvons les moyens d'en sortir, cherchons du sens dans les sources enfouies, nous trouverons bien quelque part de quoi savoir comment demain sera, vers quel nous revenons. » Et si c'était cela qui n'allait pas ? Si l'on avait pas de retour ? Ne faut-il pas cesser de croire, si l'on cherche plus ou moins à changer le monde, que demain doit répondre à hier, le répéter ou le rejoindre ? Il faudrait au contraire sortir de cette logique de tunnel qui fait dire : « Nous étions à l'air et à la lumière, avançons, avançons, nous allons bien les retrouver. » (Le modèle n'est pas obligatoirement linéaire : pliez suffisamment le tunnel, vous aurez un labyrinthe.) Au lieu de croire aux vertus des clés valables partout pour tous, aux prophéties englobantes et aux traités reliant hier et demain, on s'efforcera de ne pas oublier que les vraies révolutions sont imprévisibles. Elles surviennent sans qu'on les voie venir. Après-coup, elles s'inventent des modèles, trouvent des explications, deviennent logiques. Un nouvel ailleurs crée ses raisons quand il arrive ici. Avant, on imagine, on se raconte des histoires, on espère, on maugrée, on trouve des solutions que le premier vrai souffle balaise.

## Etre ou devoir-être, telle est la question

Dans ce livre posthume et inachevé, Hans Kelsen opère la distinction radicale entre les deux modes d'être. D'un côté, la norme posée par un acte de volonté et régissant la société. De l'autre, le domaine de la nature où règne le principe de la causalité

THÉORIE GÉNÉRALE  
DES NORMES  
(Allgemeine Theorie  
der Normen)  
de Hans Kelsen.

Traduit de l'allemand par  
Olivier Beau et Fabrice Malkani.  
PUF, coll. « L'Épistémologie »,  
604 p., 298 F.

Si Hamlet, qui se piquait de morale et de philosophie, avait pu lire Hans Kelsen, peut-être aurait-il commencé sa célèbre tirade par ce vers : « Être ou devoir-être, telle est la question ». En effet, la *Théorie générale des normes* traduite en français dix-sept ans après sa parution en allemand, place, en son centre, une distinction radicale des deux modes de l'être. Et les conséquences, comme on le verra, pourraient être beaucoup plus dangereuses pour tout ordre moral ou juridique que ne l'étaient les élucubrations du prince d'Elsenburg pour le royaume du Danemark.

On pouvait déjà en France avoir un aperçu de ce qu'il faut bien appeler la révolution kelsenienne. En effet, la *Théorie pure du droit* traduite plusieurs fois est, en principe, bien connue des docteurs de la philosophie du droit. Le présent ouvrage, posthume et inachevé, est l'apothéose de la pensée du maître de l'école de Vienne. Épaisse, ardue, cette somme est d'un abord difficile. Mais tout lecteur qui aura fait l'effort d'y pénétrer, même celui qui connaît les ouvrages antérieurs, sortira transformé de cette aventure intellectuelle.

Pour bien lire Kelsen, il faut d'abord avoir en tête la définition de la norme, qui signifie - tout simplement - que quelque chose doit être. La norme - le devoir-être - est le produit d'un acte de volonté. Elle n'a donc aucun rapport et ne peut en avoir aucun avec la raison. La raison ne peut créer de norme. La norme, posée par un acte de volonté humaine, a - au sens propre

du terme - un caractère arbitraire, même si elle doit tenir compte de la réalité, comme Kelsen le reconnaît par ailleurs.

A partir de là, l'enchaînement est impeccable et implacable. Au même titre que l'être, le devoir-être est une « catégorie première ». Ces catégories sont irréductibles l'une à l'autre. Kelsen : « Un devoir-être ne peut pas être réduit à un être, et un être ne peut pas être réduit à un devoir-être ; par conséquent, un devoir-être ne peut pas être inféré d'un être ou un être d'un devoir-être. » Ces formules abstraites, il suffit de les développer pour se rendre compte de ce qu'elles impliquent. Le domaine de l'être est celui de la nature, un système d'éléments reliés entre eux par un principe : la causalité. Si je chauffe un morceau de métal, il se dilate, que je le veuille ou non. Entre la chaleur et la dilatation, la « loi naturelle » établit un rapport de cause à effet. En déduire que le métal doit chauffer est une faiblesse du langage qui prête à confusion. La dilatation se produit indépendamment de toute norme créée par des humains. C'est un « fait-loi-être » (*müssen*, en allemand).

Le domaine du devoir-être est celui de la société, un système régissant le comportement des êtres humains dans leurs relations réciproques. La « loi » établit que si quelqu'un commet un crime, il doit (soffen, en allemand) être puni. Le principe qui régit ici est celui que Kelsen appelle l'imputation, c'est-à-dire la relation entre, d'une part, un certain comportement comme condition, et d'autre part, une sanction comme conséquence, décrite par une loi juridique ou morale. L'imputation est différente de la causalité en ce qu'elle est établie par un acte de volonté, signifié par une norme, tandis que la causalité est indépendante de toute intervention humaine.

Une autre différence entre les

deux principes est que toute cause doit nécessairement être considérée comme l'effet d'une autre cause, de même que tout effet doit être considéré comme la cause d'un autre effet. De telle sorte que la chaîne de causalité est infinie dans les deux sens. Par contre, la série d'imputations est beaucoup plus courte ! Le comportement (crime ou acte méritoire) est le point final. Dans les séries causales, il n'y a pas de point final, ou de *prima causa*, sauf dans certaines métaphysiques religieuses qui, précédemment, ne distinguent pas le



Hans Kelsen.

Né à Prague en 1881, mort à Berkeley en 1973, Hans Kelsen enseigna le droit public à Vienne, puis à Cologne. En 1933, il fut l'un des premiers professeurs convoqués par les nazis. Il enseigna ensuite à Genève et enfin aux États-Unis à Berkeley, de 1942 à 1952. Kelsen a fondé une école juridique (l'école de Vienne) qui radicalise la doctrine du positivisme juridique, défendant une conception normativiste du droit. C'est en 1920 que Kelsen emploie la notion de théorie pure du droit dans un ouvrage consacré au problème de la souveraineté. La première édition de la *Théorie pure du droit* (*Reine Rechtslehre*) a paru en 1934 en allemand, et en 1953 en français dans la traduction d'Henri Thévenaz - rééditée en 1988 aux Éditions de la Baconnière, à Neuchâtel. *Allgemeine Staatslehre* (Théorie générale de l'État), dont la première édition date de 1925, a été traduite en anglais et en espagnol. L'ouvrage n'a jamais été traduit en français !

principe de causalité du principe d'imputation. Kelsen remarque aussi que les sociétés primitives, au stade de l'animisme, interprètent la nature à l'aide de la notion d'imputation. Elles ignorent le dualisme de l'être et du devoir-être. Dans la Bible, un boeuf qui a tué une personne doit être tué (*Exode*, 21, 28 s.).

Il a fallu une longue évolution pour que l'homme civilisé en vienne à concevoir qu'il y a deux méthodes différentes pour relier les faits entre eux : la causalité et l'imputation. Pour les Grecs, la

cause se dit « *aitia* », qui avait primitivement le sens de faute, de culpabilité. Une des premières formulations du principe de causalité se trouve dans le célèbre texte d'Héraclite : « Le soleil ne transgressera pas les limites qui lui sont prescrites, sinon, les Érytrées, servantes de la Justice, le poursuivront » (fragment 22). La « loi naturelle » est ici encore très proche d'une norme juridique qui dirait : « Si le soleil s'écarte du chemin qui lui est prescrit, il doit être puni. » Au Moyen Âge, il était encore possible de porter plainte contre des sauterelles

droit) est le « devoir-être ». Cette dispartie de l'être et du devoir-être paraît à Kelsen « logiquement incontestable ». Pourtant, remarquons-t-il, on a toujours essayé et on essaie encore de la nier. Cette histoire d'une négation commence avec Platon et Aristote, se continue avec Thomas d'Aquin puis avec Kant, et s'achève dans la pensée contemporaine avec les confusions de langage déjà signalées.

Platon, Aristote et Thomas d'Aquin sont logés à la même enseigne. Pour ces trois géants de la pensée occidentale, en dernier ressort, l'être et le devoir-être, la pensée divine et la volonté divine coïncident dans le domaine du transcendant. La négation du dualisme fondamental aboutit chez Thomas d'Aquin au droit naturel, dont le caractère théologique devient manifeste. La perfection est la fin immanente des choses, et c'est Dieu qui mène les choses à la perfection.

L'étape suivante est la mort (supposée) de Dieu. Alors, la négation du dualisme va prendre de nouvelles formes tout aussi pernicieuses. Car la bourgeoisie récupère le droit naturel sous une forme rationaliste et empirique, en laissant de côté ou en abandonnant ses vieux présupposés théologiques. Manœuvre très utile et subtile pour fonder et protéger à nouveaux frais le droit de propriété, quintessence du capitalisme. Cette ruse idéologique avait déjà été démasquée avec brio dans la *Théorie pure*.

Kant est lui aussi passé au crible de la *Théorie*, ce qui surprend d'autant plus que le philosophe de Königsberg passe dans les manuels pour avoir justifié lui-même le dualisme de l'être et du devoir-être. Pour Kelsen, « le concept, contradictoire en soi, de raison pratique, qui est en même temps connaître et vouloir, et dans lequel, par conséquent, le dualisme de l'être et du devoir-être s'abolit, est le fonde-

ment de l'éthique kantienne ». Kant serait donc prisonnier du piège dans lequel étaient déjà tombés Aristote et Thomas d'Aquin.

Henri Poincaré figure dans cette galerie de portraits ravagés par la critique kelsenienne. Assurément, reconnaît notre auteur, Poincaré a su reconnaître l'impossibilité d'inférer un devoir-être de la science. Il n'y a pas de science morale et immorale. « Mais, ajoutait-il dans ses *Dernières pensées*, la science peut être d'une façon indirecte une aide à la morale. » De même, remarquait Poincaré, l'homme de science « se trouve naturellement enclin à subordonner les intérêts particuliers aux intérêts généraux ». Là, on aura reconnu la morale que nous servent les technocrates issus des écoles « scientifiques ». Bien évidemment, pour Kelsen, la science ne peut être une auxiliaire de la morale et elle ne peut davantage servir la morale.

Les traducteurs de la *Théorie générale* estiment que Kelsen a rompu avec son logicisme antérieur, qu'il a infécté la *Théorie pure* sur certains points, sans nous préciser lesquels. Il est incontestable que la *Théorie générale* apporte des développements beaucoup plus complets, non limités au droit, sur la signification de la norme et sur ses fonctions, sur la validité et l'efficacité des normes, sur les rapports entre norme et langage. Mais que l'un des fondements de la société occidentale, à savoir le droit naturel, soit toujours considéré comme une idéologie imprégnée d'animisme, qu'un autre fondement, l'esprit scientifique, soit rendu à son impuissance en matière de morale ou d'intérêt général, montre bien que le message de Kelsen a été maintenu jusqu'au bout, même après sa mort, dans toute sa force et sa violence. Il pourrait bien constituer la critique la plus forte et la plus violente du supposé état de droit que l'on ait faite depuis Marx.

Philippe Simonnot



## Lucien Febvre aux sources du sentiment national

A sa mort en 1956, l'historien laisse en chantier l'édition de son cours intitulé « Honneur et Patrie ». Disparu, ce qui mit aux prises Robert Mandrou, collaborateur du directeur des « Annales », et Fernand Braudel, le texte ne fut retrouvé qu'en 1987. Il paraît enfin dans sa version première

Histoire de Clovis à travers les âges

« HONNEUR ET PATRIE » de Lucien Febvre. Texte établi, présenté et annoté par Thérèse Charmasson et Brigitte Mazon, préface de Charles Morazé. Perrin, 312 p., 139 F.

Lorsque Lucien Febvre inscrit, à l'automne 1945, au programme du cours qu'il professe au Collège de France « les deux sources du sentiment national en France », il agit tout à la fois en historien et en témoin. Abandonnant la figure tutélaire de Michelet, le directeur des *Annales* se penche avec une urgence que le temps lui dicte sur les mots-clés « Honneur et Patrie », en lettres d'or sur le drapeau national – de l'engagement qui fit aussi de la guerre de 1940 un combat fratricide. Au début, un cas précis, qui endeuilla une amie lors du débarquement américain à Oran en 1942, décide Lucien Febvre à tenter la quête des origines du sentiment national, partant des indices ténus qui permettent de lire les sens successifs d'un vocabulaire souvent galvaudé jusqu'à en perdre sa substance.

Sans doute la mort tragique de son ami Marc Bloch, fusillé par les Allemands, a-t-elle joué un rôle dans cette priorité nouvelle de son enseignement. Victime de la discrimination antisémite, Marc Bloch avait dû s'effacer de la direction officielle des *Annales*, mais y publiait toujours sous le pseudonyme de M. Fougères. Dans une introduction aux *Idées politiques et sociales de la Résistance*, parue en 1954, Lucien Febvre revient sur le nécessaire témoignage à produire au sortir d'une des crises les plus graves que l'histoire puisse connaître et étudier. « Ils diront, les historiens, ce qu'ils pourront dire étant des hommes de l'an 2000, vivant dans le climat de l'an 2000. Raison de plus pour que nous leur procurions, les hommes de 1950 (...), en toute hon-

nêteté, notre version à nous des événements que, bien sûr, ils interpréteront autrement que nous (...). Au moins, notre version des événements a-t-elle eu ses preuves vivantes. Elle est contresignée par des milliers de sacrifices. Au double sens du mot – elle a eu ses martyrs. »

### HOSTILITÉ ET RUMEURS

Reprenant en 1955 l'avant-propos d'« Honneur et Patrie », rédigé en 1947 pour préparer l'édition du cours, Lucien Febvre ne peut mener à bien son projet : malade, il meurt le 25 septembre 1956 sans qu'on sache où se trouve le manuscrit des leçons (1). A l'exception d'une, confiée, dès avant la remise en ordre préparatoire, à Robert Mandrou, proche collaborateur de Febvre, pour qui fut créé en 1953 le secrétariat de rédaction des *Annales*. Ce choix électif, guidé par la logique d'une recherche commune sur les origines de l'esprit de l'homme moderne, devait faire long feu. Avec la mort de Febvre, la rivalité entre Fernand Braudel, nouveau maître de la sixième section de l'Ecole pratique des hautes études (EPHE), et le jeune « moderniste » se précise, se durcit jusqu'à la franche hostilité. Braudel refuse à Mandrou le droit de co-signer avec Febvre l'introduction à la *France moderne*, dont le plan de travail, sinon du livre, a été arrêté conjointement. Il n'y aura donc pas de « Febvre et Mandrou » comme il y eut, trois ans plus tôt, un « Febvre et Martin » (2). L'ouvrage paraît en 1961 sous une seule signature. L'année suivante, Mandrou doit abandonner le secrétariat de rédaction des *Annales*, où Marc Ferro assure la relève. Fernand Braudel alimente parallèlement la rumeur autour du cours d'après-guerre, introuvable, mais dont il se veut le légitime dépositaire (« le livre perdu (...) dont j'ai tenu en main le manuscrit achevé en août 1956. Heureusement, j'en connais le message », se félicite-t-il aux premières

lignes de *L'Identité de la France*). Mais lorsque Mandrou professe sur les mythes nationaux, Honneur et Patrie inclus, près de dix ans plus tard, la charge est donnée. Dans un article que Fernand Braudel signe dans le *Journal of Modern History* (décembre 1972), « Ma formation d'historien », les notes de Febvre sont devenues un livre : « Son dernier livre, dont j'ai vu le manuscrit terminé un mois avant sa mort et qui a disparu mystérieusement... (3) ». Sans accuser ouvertement Mandrou de recel, le doute était instillé. Vingt ans plus tard, Paul Braudel la veuve de l'historien avance encore que le retard pris dans la publication du cours de Febvre sur « la formation du monde moderne, Michelet et le problème de la Renaissance » (4) résulte aussi de « l'absence dans le manuscrit de certaines pages incorporées par l'auteur à un autre cours qui resta longtemps introuvable » – celles sur Delécluze et la chevalerie, sans doute –, mais il n'est plus question de livre.

Entre-temps, le mystère s'est éclairci : les chemises qui contenaient, méthodiquement classées, chacune des leçons du cours étaient retrouvées – dans le grenier du château normand de Tocqueville, où, en 1966, un démenagement peu scrupuleux avait transféré, outre les ouvrages du grand ancêtre, confiés à l'historien Peter Mayer et légitimement restitués, une partie des archives de la sixième section de l'EPHE, que Braudel présidait. Trois caisses qui contenaient les fameux documents. Elles y sommeillaient depuis vingt ans jusqu'à ce que, en 1987, François Furet, alors président de l'Ecole, en découvrit l'existence. Brigitte Mazon, qui venait d'achever sous sa direction une thèse sur les origines de la sixième section (parue l'année suivante au Cerf), fut chargée d'inventorier le fonds, alors classé public. Le manuscrit d'« Honneur et Patrie » rendu à Henri Febvre, légitime héritier, Paule

Braudel obtint que l'ensemble du fonds soit finalement reconnu fonds privé. Ainsi s'achevait, semble-t-il, l'aventure posthume du manuscrit fantôme. Par-delà ces péripéties rocambolesques, reste le texte. Un cours, même préparé pour l'édition, « n'est pas un livre », convenait avec sagesse Paul Braudel dans son avertissement à Michelet et la Renaissance. Désormais présenté comme un livre, mais plutôt adressé aux spécialistes – ne manque qu'une brève biographie intellectuelle de l'auteur, en attendant la somme qu'a entreprise Marleen Wessel – qu'au grand public. Non que l'accès en soit difficile : Febvre a une oralité vive, un style simple et qui ne redoute pas l'effort. Le contenu des leçons et leur abondante illustration rendent le cheminement intellectuel parfaitement lisible. Mais le lecteur non averti n'appréciera pas à sa juste valeur le remarquable travail d'érudition de Thérèse Charmasson, auteur des précieuses recherches bibliographiques comme de la conception éditoriale, et de Brigitte Mazon, qui a eu la primeur de la découverte des documents et en livre toutes les variantes. Là où le cours édité chez Flammarion laissait les redites, sacrifiait les redondances inhérentes aux résumés qui resistent, en introduction, chaque leçon dans le plan de l'année universitaire, l'édition de Perrin conserve tout, comme un document d'archive traité dans une stricte optique scientifique. Un « dossier de travail constitué de plusieurs strates de dates différentes, et non le manuscrit complet d'un ouvrage achevé », précisent les éditrices. De quoi intimider les moins aguerris. Mais qu'ils n'hésitent pas : le verbe de Lucien Febvre vous venge de ces frayeurs de convention.

Voici donc ces cours sur « le sentiment de l'honneur considéré comme l'une des sources du sentiment national ». La dualité avec la patrie n'est qu'esquissée en fin de volume : l'étude en était réservée à l'année suivante. Mais les mots associés sur le drapeau tricolore sont-ils complémentaires ou antagonistes ? En fait, pour Febvre, il s'agit de dissocier certains termes abusivement confondus, de confronter deux sentiments qui ne sont pas contemporains. Face à l'honneur, refus de la bassesse et éloge de la gratuité, sensibilité extrême qui pousse à la réaction immédiate – donc fort éloigné de l'acceptation moderne du mot –, naît, mais pas avant les XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, la notion de patrie, qui aboutira à la dissociation du royal et du national. L'honneur issu du code féodal cède, combattu par l'Eglise, qui joue la vertu contre ce sentiment du paraître, autant que par Montesquieu, qui préfère lire le bien commun sous le code de la vertu.

Fortement nourries de la fréquentation des témoignages littéraires (*Chanson de Roland*, Froissart, Bossuet ou Corneille), ces leçons disent avec insistance la dette à payer à Marc Bloch, dont *La Société féodale* est largement mise à contribution. C'est sans doute la marque poétique du deuil qui priva l'Ecole des *Annales* d'un esprit aussi intuitif qu'exceptionnel, révérence au patriote Bloch tout à l'honneur de Lucien Febvre.

Philippe-Jean Catanchi

(1) En fait, Henri Febvre se souvient de l'avoir remis à Fernand Braudel, à la demande de sa mère, le jour même de l'enterrement de Lucien Febvre. Suzanne Febvre tint toujours ce livre de cours pour le seul état du texte de son époux.

(2) L'Apparition du livre, Albin Michel, 1958.

(3) Article repris dans *Essais sur l'histoire II*, Arthaud, 1990.

(4) Professeur au Collège de France en 1942-1943, le texte est paru chez Flammarion en 1992 sous le titre *Michelet et la Renaissance*.

Ph.-J. C.

CLOVIS CHEZ LES HISTORIENS études réunies par Olivier Guyotjeannin. Bibliothèque de l'Ecole des chartes (diffusion : Librairie H. Champion), 280 p., 150 F.

En marge des commémorations polémiques, la très docte Ecole des chartes propose un tiré à part, extrait de sa dernière livraison, consacré à Clovis et à sa légende. Signé par dix des meilleurs spécialistes, de Karl Ferdinand Werner à Caritichard Brühl, de Colette Beaune à Christian Alami, cet ensemble d'études nous apprend que si Clovis opère moins une conquête qu'une prise de pouvoir cautionnée par les élites gallo-romaines, il est très tôt réinterprété. L'aristocratie mérovingienne encourage une légende de fondation qui lie victoire militaire et conversion, jouant avec la « théologie de la victoire », chère aux évêques de l'Antiquité tardive. Jusqu'à Hincmar de Reims, l'hagiographie, elle, préfère les luttes du champion qui pourfend l'hérésie à l'épisode du baptême. L'image du couple royal, sans cesse retouchée, estompe finalement l'ombre inquiétante d'une Clotilde visionnaire comme l'aura sanglante d'un Clovis qui élimine les rois francs de sa parenté. Peu à peu, s'impose la vision d'un tandem présenti comme un paragon de vertu. Si le miroir dominicain finit par renvoyer l'image d'un précurseur de la geste nationale, les historiens du XV<sup>e</sup> siècle campent un modèle idéal à proposer aux monarques du temps. L'absolutisme élit le champion du gallicanisme ; le XVIII<sup>e</sup> préfère une lecture politique, qui fortifie le mythe plus qu'il ne le menace. Quant au XIX<sup>e</sup> siècle, il préfigure la foire d'empoigne de cet autocrate, reprenant l'auguste figure au gré des enjeux civiques et religieux. Rien de très neuf, donc. Mais ce recueil vivant et érudit est une excellente adresse à l'heure où s'ouvre le colloque de Reims.

Ph.-J. C.

## Nicolas II, l'autocrate enchaîné

Pris en tenaille entre son mysticisme politique et la religiosité de sa femme, le dernier tsar de Russie ne sut saisir l'occasion de conduire son pays vers la modernité. Malgré cet échec lourd de conséquences, Hélène Carrère d'Encausse réévalue l'image du monarque

NICOLAS II La transition interrompue d'Hélène Carrère d'Encausse. Fayard, 552 p., 150 F.

Hélène Carrère d'Encausse consacre son dernier ouvrage à une période pathétique de l'histoire contemporaine russe. Dix ans après l'avènement de Nicolas II, l'humiliation militaire subie face au Japon annonce une série de catastrophes qui, passée l'accalmie relative des années Stolypine, conduiront l'empire de Russie à sa perte. Au-delà même des événements considérables qui la ponctuent, la charnière entre le siècle précédent et le nôtre correspond à une sorte d'hésitation dans les mouvements longs de l'histoire. C'est le moment où la Russie accomplit, pour se hisser à la modernité, un effort extraordinaire mais finalement vain.

Fascinante, la période a été très étudiée. Un simple coup d'œil à la bibliographie suffit à montrer combien il était difficile de faire du neuf sur le sujet. Voilà cependant un défi qu'Hélène Carrère d'Encausse a relevé avec beaucoup de panache et de réussite. Ce succès est dû, avant toute chose, à la relation fidèle des faits. Le nouveau venu à l'histoire de la Russie trouvera dans ce *Nicolas II* un guide à la fois discret et très sûr. Quant à l'amateur éclairé, il y découvrira des accents judicieux placés sur des choses qu'il savait peut-être moins bien que d'autres. Ainsi, l'intense agitation étudiante préjudant à l'explosion sociale de 1905 ; la forte implication de Nicolas dans la conduite de la politique étrangère, en Extrême-Orient, puis en Europe ; l'apprentissage de la démocratie parlementaire au sein de doumas pourtant issues de lois électorales iniques ; ou encore – matière en laquelle notre auteur est une orfèvre –, la menace extrême que

fait peser sur la cohésion de l'empire la montée du sentiment national chez les allogènes. Le tout servi par une écriture nerveuse, parfois capable de morceaux de bravoure d'une qualité rare. Malgré l'appel à « quelques confidences », les pages sur la mort de Raspoutine ne prétendent pas apporter d'éléments vraiment nouveaux ; elles n'en sont pas moins ténébres et lumineuses à souhait.

Mais ni la matière historique ni la forme qu'on sait lui donner ne suffiraient sans doute à mobiliser complètement le lecteur si on ne lui proposait aussi un thème de débat. Celui-ci, annoncé en sous-titre, oppose deux forces.

Pour Hélène Carrère d'Encausse, qui n'hésite pas à établir le parallèle entre Stolypine affrontant la paysannerie communautaire et Eltsine face aux kolchoziers, la première des motivations à animer la « transition » a consisté – et consiste encore – à « faire de la Russie un pays déchiffrable à la raison ; lui arracher à jamais son masque asiatique ». Bref, il s'agit de la rendre à « l'Europe dont elle fait partie ». L'esprit s'en est éveillé avec les profondes réformes enclenchées par l'abolition du serfage par Alexandre II (1861). Ensuite, Serge Witte « invente » véritablement la transition par la vigueur de sa politique économique et la bravoure de sa démarche pour constitutionnaliser le régime. Malgré certains penchants répressifs, Stolypine entretient l'esprit. Avec ces deux ministres exceptionnels, qui le servent à tour de rôle, Nicolas avait, dès son avènement et tout au long de son règne, tous les atouts en main pour devenir le tsar qui eût parachevé la modernisation de la Russie. Les souhaits

de la société urbaine, ceux de la paysannerie, des collectivités locales, ceux des nationalités de l'empire allaient dans ce sens.

Mais Nicolas n'a pas répondu à ces attentes. Il a même incarné la force contraire à l'esprit de transition. Et quelle force ! Sous le régime que conserve la Russie, rien d'important ne se fait sans que le souverain ait dit « je le veux ». Pourquoi donc Nicolas ne veut-il pas, sauf dans des circonstances extrêmes, consentir aux réformes nécessaires ? Le tsar s'en explique lui-même. Il se dit investi d'une mission consistant à transmettre intact à son héritier le legs de l'absolutisme. Que les institutions politiques aient évolué différemment en Europe ne le concerne pas : « Nous sommes en Russie et non ailleurs ». Ce que veut la tradition russe, c'est que le tsar reçoive l'obéissance totale, affectueuse de surcroît, du monde paysan. Ce dernier incarne le peuple dans ce qu'il a de plus vrai. Nicolas, qui s'estime malchanceux en général, se plaint tout particulièrement de devoir régner à une époque où des « insensés » se sont mis en tête de démocratiser les institutions. Mais sans doute est-ce là une épreuve voulue par Dieu. C'est lui qui a chargé Nicolas de l'héritage autocratique, lui encore qui rend cet héritage si difficile à transmettre. Aussi le tsar saura-t-il paraître tout à tour inébranlable et fuyant pour ne pas faillir à la mission divine.

Au mysticisme politique du souverain s'ajoute la religiosité hystérique de son épouse, Alix de Hesse, devenue « Alexandra Fedorovna » pour faire un peu russe. Après qu'elle a enfin donné un fils à son époux en 1904, elle découvre avec désespoir que l'enfant est hémophile. Le couple cache cette tare mortelle au pays. Il implore le miracle auprès de Dieu et se commet avec divers

charlatans. Jusqu'à ce qu'Alexandra soit mise en présence du starz sibirien qui semble capable de calmer les crises de l'enfant. Elle sombre alors dans « un aveuglement mystique où la confusion entre Dieu et Raspoutine est totale ». Confusion totale, de même, entre ce salut et la perpétuation de l'autocratie, entre la dynastie et la Russie. Comme Nicolas, de son côté, attribue la saleté du starz à ses origines paysannes, Raspoutine ne saurait être qu'un « vrai Russe » ! Dieu, l'héritier menacé, Raspoutine, l'autocratie, la Russie : un amalgame qui a envahi l'univers mental de l'impératrice, qui commande au tsar – et avec quelle insistance ! – les décisions les plus follement réactionnaires, ou simplement les plus ineptes, mais qui toutes ont la bénédiction de « notre Ami ».

L'affaire se termine très mal pour la famille impériale, massacrée à Ekaterinbourg. Le principe autocratique est balayé, mais l'explosion révolutionnaire, dont il est largement responsable, souille aussi la flamme vacillante de « l'esprit de transition ». Sa dernière manifestation – les élections de novembre 1917 à l'Assemblée constituante – offre « un moment miraculeux, mais combien éphémère ». Fallait-il terminer en répétant après d'autres que le char de l'Etat russe a été victime d'un accident provoqué par la bêtise de celui qui le conduisait ? Que la lutte pour la transition, alors perdue, a repris sous l'impulsion de Gorbatchev et Eltsine ? Tout cela, bien qu'évoqué, ne semble pas être la vraie conclusion d'Hélène Carrère d'Encausse. Non, dit-elle, Nicolas n'était pas « l'idiot Romanov ». Il a plutôt été victime d'une sorte de tragédie institutionnelle. Malgré les progrès que la Russie avait déjà accomplis, la société, l'économie, l'Etat pluriethnique

avaient encore besoin de la toute-puissance du monarque pour achever de se moderniser. Or l'art de la décision autocratique est excessivement difficile. On fait de très bons choix, comme de très mauvais, et avec le même poids. C'est un risque dont Nicolas ne pouvait pas ne pas être victime.

Fatalisme historique, assailli d'un soupçon de superstition ? Chez celle qui a également écrit *Le Malheur russe*, les allusions au

mauvais sort ne manquent effectivement pas. Mais on retiendra surtout de son propos qu'elle a voulu, sinon une « réhabilitation », du moins « une réévaluation plus équilibrée » de Nicolas. Or, être généreux à l'égard des acteurs du passé, pousser le plus loin possible l'intelligence des situations où ils se trouvaient, bref, vouloir comprendre leur comportement, c'est encore une façon de voir l'histoire avec optimisme.

**THEATRE DE BRONDEPOINT CHAMPS-ELYSEES**

**en attendant godot**  
Samuel Beckett / Pierre Arditi / Marcel Maréchal  
Robert Hirsch / Jean-Michel Dupuis / Patrice Kerbrat

**les enfants du paradis**  
Jacques Prévert / Marcel Maréchal

**moi, paul-marie verlaaine, père et mère**  
Philippe Faure / François Bourgeat / Alain Barthelemy...

**françois truffaut correspondance**  
François Truffaut / Marie-Paule André / Robin Renucci

**malaga**  
Paul Emond / Abbès Zahmani / Clotilde de Bayser...

**le passage**  
Veronique Olmi / Ivan Morane / Enki Bilal / Marina Vlady...

**theatre pour l'enfance**  
**l'enfant d'elephant**  
Richard Demarcy / Rudyard Kipling



ECONOMIE

par Philippe Simonnot

# Les fous du franc fort

LA GUERRE DE SEPT ANS  
Histoire secrète du franc fort, 1989-1996  
d'Eric Aeschmann et Pascal Riché.  
Calmann-Lévy, 343 p., 130 F.

On pouvait craindre le pire. A raconter par le menu ces crises répétées d'hystérie financière déjà hies cent fois dans la presse, un tel projet ne peut que faire bâiller d'ennui avant même d'ouvrir la première page. En faisant démanier leur histoire en 1989 (pour justifier le titre de « guerre de sept ans » ?), Eric Aeschmann et Pascal Riché limitaient les dégâts. Ils ne seraient pas obligés de nous refaire le récit du tournant de 1982 et de la conversion de la gauche gouvernementale au capitalisme flamboyant de cette fin de siècle. Mais tout de même, il leur fallait justifier une entreprise aussi ardue. « La modeste prétention de cet ouvrage, écrivent-ils d'emblée, est de raconter ce roman du franc, épopée tragique et sociologique où les théories économiques ne tardent pas à finir en vaisselle cassée. » Que le lecteur se rassure tout de suite. De théories économiques, il sera fort peu question !

Malheureusement, le conseil de l'éditeur aux auteurs se laisse deviner, ou peut-être ces deux journalistes se le sont-ils donné eux-mêmes : faire dans le vécu, dans les détails concrets pour intéresser les gens à la chose économique, réputée abstruse, illicite. Du coup, il nous est donné d'entrer dans l'intimité des personnages principaux : président de la République, ministres, gouverneurs de la Banque de France, mais aussi d'une foule de conseillers, d'hommes des médias et d'experts, ces derniers souvent s'autorisant eux-mêmes, comme c'est souvent le cas en matière monétaire. Beaucoup, parmi ce petit peuple de droite comme de gauche, portent des noms à tiroir que l'on croirait tirés d'un roman de Sagan. Rasurons-nous encore : cette intimité ne va pas au-delà de la bienséance. Les quelques quatre cents personnages de cette « épopée » - les auteurs n'y peuvent rien, et sans doute est-ce leur mérite que de le faire apparaître - ressemblent plutôt à des fous, agités surtout par la passion du pouvoir. Jalouse fort médiocre quand elle se réduit à l'arbitraire pur et simple.

A aucun moment, du sommet de l'Etat jusqu'aux seconds couteaux, ces fous ne maîtrisent leur destin. Ils sont tous happés par la logique implacable du « franc fort », qu'ils l'acceptent ou qu'ils s'y opposent. Précisons qu'ils l'acceptent quand ils sont au pouvoir, et qu'ils s'y opposent quand ils n'y sont pas. L'objectif apparent de la caste technocratique qui nous gouverne, partagé par nos dirigeants dès qu'ils sont élus, est d'en finir avec l'humiliante infériorité du franc par rapport au mark. Pour assouvir cette ambition, ils sont prêts à se renier eux-mêmes. Mitterrand, Balladur, Chirac, tous sacrifient à leur tour leurs promesses électorales sur l'autel du Veau d'or version gauloise.

A deux reprises au moins, comme le relatent nos deux journalistes, une idée follement excitante germe dans des cerveaux que l'on nous dit fatigués d'insomnie par tant d'heures passées à combattre les hydres aux mille têtes des marchés financiers ou tout simplement à ferrailler entre eux : non seulement égaliser le mark, mais le dépasser, le supplanter, et faire du franc la monnaie pivot de l'Europe. Aeschmann et Riché publient à ce propos des extraits d'un note manuscrite de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, à cette époque directeur du Trésor, qui fait ici figure de roi des fous.

Ces extraits, à eux tout seuls, s'ils sont authentiques, justifient la publication de l'ouvrage. La note en question, datée du 13 février 1992 et adressée à Pierre Bérégovoy, encore ministre de l'économie et des finances, établissait en effet que « tant que l'Allemagne ne mérite pas (ou plus) d'être l'ancrage monétaire du SME [système monétaire européen], notre pays doit tout faire pour convaincre les investisseurs internationaux que nous sommes nous-mêmes candidats à être « l'ancrage » (...), que le F [franc] est candidat à la révolution contre le DM [deutsche mark] ». Et Trichet d'insister auprès de son ministre, déjà drogué au franc fort : « En refusant la concertation préalable et la coopération étroite (...), l'Allemagne n'offre pas d'autres choix à la France que de continuer fermement au DM son rôle d'ancrage du système. » Huit mois plus tard, la Banque de France devra dépenser 180 milliards de francs pour soutenir sa monnaie ! De France, un certain Edmond Alphandery, ministre de l'économie du gouvernement Balladur, croit le franc tellement fort qu'il se permet, le 24 juin 1993, par une déclaration à la radio, de convoquer à Paris le ministre allemand des finances et le président de la Bundesbank « pour discuter ensemble des conditions d'une baisse concertée des taux d'intérêt en France et en Allemagne ». La suite, on s'en souvient encore. Refus des Allemands d'obtempérer. Spéculation contre le franc, la plus formidable de toute son histoire, et pour finir, ce que cherchait la Bundesbank depuis longtemps, l'explosion définitive du SME, le 2 août 1993 !

Et l'histoire continue. Aeschmann et Riché nous disent en fin de parcours que « les héros sont fatigués », faisant partager leur propre lassitude et celle, probable, de leur lecteur aux personnages de cette sinistre farce où le franc est mis une fois de plus au service de la mégalomanie du Prince. Tout se passe comme si, dans les milliers d'articles, de notes, de rapports, de propos, de colloques que nous rapportent les auteurs, jamais n'était posée cette question pourtant simple : au fait, c'est quoi une monnaie ?

## PASSAGE EN REVUE

« Cahiers d'Europe »

L'arrivée du pape et l'unification du Vieux Continent fournissent un bon arrière-fond à la naissance d'une revue semestrielle dirigée par Bernard Lefort et qui consacre sa première livraison à la « présence des religions ». Désireuse de donner la parole aussi bien aux européens qu'aux « euroscéptiques », ces Cahiers d'Europe ont choisi de scruter les origines religieuses d'une entité géographique toujours en quête de principe unificateur, de sens - après tant de déchirements. Le christianisme est-il à même de lui en fournir ? Et quelle place accorder, dans ce cas, aux minorités religieuses musulmane, juive, voire bouddhiste, dont certaines, loin d'être les nouveaux venus ou les intrus qu'en font parfois certains discours d'exclusion, ont été présentes tout au long des siècles de l'histoire européenne ? Quelle place revient aux Eglises après la chute du communisme, à laquelle celles-ci ont parfois tant contribué ? Que vaut aujourd'hui le modèle français de laïcité ?

La réflexion chemine entre l'analyse d'un certain nombre de « cas » ou de crises : la polémique sur les crucifix en Bavière, la commémoration controversée du baptême de Clovis en France ou l'impact en Belgique des décrets de M<sup>re</sup> Gaillet avec le Vatican et des entretiens sur des tendances de plus long terme avec des personnalités comme le psychosociologue et théologien allemand, Eugen Drewermann, l'orientaliste français Maxime Rodinson ou l'ancien président du Congrès juif européen Jean Kahn. (Cahiers d'Europe, automne-hiver 1996, Editions du Félin, 230 p., 120 F.)

INTERNATIONAL

par Daniel Vernet

RIBBENTROP  
de Michael Bloch.  
Traduit de l'anglais  
par Elsa Bourgeade  
et Jean-Luc Barré.  
Plon, 528 p., 179 F.

Un homme a laissé son nom au traité qui symbolise la collusion entre les deux totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle. S'il n'y avait le pacte Ribbentrop-Molotov, de sinistre mémoire, qui se souviendrait du ministre des affaires étrangères du III<sup>e</sup> Reich, qui reconnaîtra lui-même, devant le tribunal de Nuremberg, avoir été un simple exécutant de la volonté du Führer ? L'histoire n'est pas si simple, et l'un des mérites du livre que l'Anglais Michael Bloch consacre à Ribbentrop est justement de montrer comment des personnages falots ou détraqués poussaient Hitler dans ses visions les plus déniaisées. Sans Ribbentrop, il y aurait eu la guerre, mais Ribbentrop n'a cessé d'encourager Hitler dès qu'il sentait chez ce dernier la moindre pulsion belliqueuse.

La biographie de Michael Bloch est un modèle de l'école anglo-saxonne. La première ligne s'ouvre sur la naissance d'Ulrich Friedrich Willy Joachim Ribbentrop, le 30 avril 1893, dans une ville de garnison de Westphalie, et la dernière décrit son agonie dans la prison de Nuremberg après sa condamnation à mort. Pas de grand portrait, pas de leçon, pas de morale. Le récit est rectiligne, chronologique ; les notations psychologiques s'égrènent au fil des épisodes. Il revient au lecteur d'essayer de comprendre qui était ce Joachim Ribbentrop qui utilisait une loi de la République de Weimar pour acquiescer en 1925 une particule. Particule indue mais bienvenue pour un roturier impé-

POLITIQUE

par Gérard Courtois

QUESTIONS DE FRANCE  
de Claude Allègre  
et Denis Jeambar.  
Fayard, 360 p., 120 F.

Claude Allègre a répondu à tout. Ce n'est pas nouveau. De son laboratoire de géophysique de Justien aux guerres Picrochollines du Parti socialiste, où il s'est un temps « égaré », du campus de Caltech, en Californie, au ministère de l'éducation nationale, où, par « curiosité » et par « amitié » pour Lionel Jospin, il a pendant trois ans à partir de 1988 bousculé l'université française pour la sortir de sa langueur, cet homme ne s'est jamais autorisé que de lui-même : insatiable de curiosité, boulimique d'idées, impatient de projets, scientifique avant tout, mais fasciné par la chose publique.

Il en fait une nouvelle démonstration à travers ces conversations citoyennes menées avec Denis Jeambar, au titre à la fois pompeux et modeste, Questions de France. Le tourbillon est ébouriffant. Inlassablement relancé par son compère, Claude Allègre sentie de 1791 à 1996, des principes incarnés de la République à ses impasses actuelles, de la réforme fiscale à celle de l'éducation, des ravages de l'ultralibéralisme aux grandeurs et servitudes du service public, de la « machine médiatique » aux grands prêtres de la « charité ». Sans oublier la révolution scientifique en cours, les drames de l'Afrique ou le traité de Maastricht, approuvé « du bout des lèvres » et dont il se demande, aujourd'hui, s'il n'eût pas mieux valu le refuser pour ouvrir « ce grand débat sur les finalités de l'Europe dont nous avons tant besoin ».

SOCIÉTÉ

par Robert Solé

L'ADOLESCENCE EN HÉRITAGE  
D'une génération à l'autre  
de Patrice Huerre.  
Calmann-Lévy, 168 p., 92 F.

A force de dénoncer les carences de la société en général et de l'école en particulier, on finit par oublier que les jeunes vivent d'abord dans une famille. C'est à celle-ci, au premier chef, qu'il appartient de léguer un héritage. Jusqu'à une époque récente, les modèles se transmettaient de manière à peu près constante, de génération en génération. L'adolescence n'existait pas : on passait de l'enfance à l'âge adulte, à travers une série de rites, comme le service militaire pour les garçons ou le mariage pour les filles. Aujourd'hui, non seulement l'adolescence occupe une grande place, mais elle a tendance à s'éterniser, avec l'allongement des études et la difficulté à trouver un emploi. D'une certaine manière, c'est une bonne chose, car devenir adulte demande du temps, comme le souligne Patrice Huerre, psychiatre et psychanalyste. Encore faut-il que le jeune réussisse à prendre son envol.

Les ex-sobante-huitards, frolant aujourd'hui la cinquantaine, ont du mal avec leurs adolescents. Pour plusieurs raisons. D'abord, c'est la première génération massivement atteinte par le divorce : il est moins facile, quoi qu'on dise, de passer le relais quand la famille a éclaté. Ensuite, c'est une génération victime de l'accélération générale du temps : elle n'a plus la possibilité d'appréhender toutes les évolutions techniques et sociales et se sent même plus maladroite que ses enfants dans certains do-

# Ribbentrop, l'exécutant

curieux qui avait épousé une riche fille Henkell, la célèbre marque de vin mousseux allemand. M<sup>re</sup> Henkell n'avait pas été dupe : « De tous mes gendres, dira-t-elle plus tard, c'est le plus fou qui a réussi. »

Joachim Ribbentrop avait passé à Metz, où son père était en garnison, une adolescence marquée par la mort de sa mère. Le psychologue qui lui rendra visite à la prison de Nuremberg dira plus tard que l'influence - néfaste - de sa femme s'explique par ce deuil précoce. Il quitte l'école à quinze ans. L'absence de formation supérieure lui donnera vis-à-vis de ses collaborateurs du ministère des affaires étrangères un sentiment d'infériorité qu'il compensera par une attitude cassante et autoritaire.

De sa vie en Lorraine, il retire une parfaite connaissance du français ; d'un séjour au Canada, il revient avec une telle maîtrise de l'anglais qu'il parle allemand avec un léger accent. Après la première guerre mondiale, il se lance dans le commerce international des vins, mais reste à l'écart de la politique, même s'il professe une grande admiration pour les descendants de la famille impériale. Un ami commun le met en contact avec Hitler, qui le fascine immédiatement ; il croit même que son expérience des pays étrangers peut être utile à cet Autrichien très provincial. C'est dans la maison des Ribbentrop, à Berlin, qu'ont lieu, en janvier 1933, de discrètes rencontres destinées à hisser Hitler jusqu'à la chancellerie.

Ribbentrop - et surtout son ambitieuse épouse - en espèrent une récompense. Le Führer en fait un simple « voyageur de commerce international » chargé d'établir des contacts officiels avec les dirigeants étrangers. Ribbentrop attendra cinq ans avant d'obtenir ce dont il rêve, le ministère des affaires étrangères. En 1938, le moment est venu pour Hitler de se dé-

barrasser de von Neurath, qui ne rejette pas la politique expansionniste voulue par le Führer mais qui y met les formes d'un vieux diplomate. Avec Ribbentrop, Hitler ne court pas le même risque. C'est une « créature totalement captive et obéissante ». Il sombre dans la déprime si son maître refuse de le voir ou de lui parler pendant quelques jours. Mais personne ne peut surpasser son obstination à appliquer les ordres du Führer, voire à les devancer, y compris quand il s'agit d'appliquer la « solution finale ».

Sa haine des Anglais, renforcée par un bref séjour comme ambassadeur à Londres, avengle son jugement. « Même si notre tâche est de dupier les pays étrangers, il est de notre devoir de ne pas nous tromper nous-mêmes », l'avertit en vain son secrétaire d'Etat, Ernst von Weizsäcker. Un jour Ribbentrop explique à Hitler qu'il faut attaquer d'urgence l'Angleterre avant qu'elle ait le temps de se renforcer ; un autre, il le convainc qu'il peut se prendre sans risques à la Pologne, parce que les Anglais sont trop pleutres pour songer à se battre. L'accord de Munich de 1938 lui apparaît comme un compromis regrettable car il retarde l'heure de la confrontation générale qu'il appelle de ses vœux.

Son zèle de nouveau converti lui vaut de la part des barons du nazisme une hostilité et un mépris qui résisteront à la défaite. En présence d'Hitler, Ribbentrop et Goering s'étaient querellés un jour pour savoir qui serait en tête des « criminels de guerre » juste après le Führer lui-même. Mais à Nuremberg, Ribbentrop affirma n'avoir fait que son « devoir de patriote », ajoutant à l'adresse de ses juges : « Vous ne comprenez rien. C'est la plus étrange des histoires, je ne peux pas vous en dire plus que la vérité. Hitler était simplement irrésistible. »

# Conversation citoyenne

Dernière cette exploration menée au pas de charge, une seule question : « Redonner un sens à la politique est-il encore possible ? », et un espoir : « Proposer et inventer un avenir », puisque : « C'est d'abord cela la politique ». Il y a urgence, souligne Claude Allègre, car « nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire ». Et de pointer les crises multiples qui ont conduit à la « dissolution » et à l'« abdication » du politique. Crise historique des valeurs et des références, tant on a atteint, au jour d'hui, « les limites d'une certaine forme républicaine qui a généré ses propres perversions, ses privilèges, sa fausse démocratie ». Crise d'une « classe politique professionnelle » minée par le cumul des mandats et des avantages, coupée du « tissu social », autiste. Crise de l'Etat, qui ne sait plus « jouer son rôle d'arbitre et de garant de la justice sociale » et qui n'offre plus de « base matérielle à la morale laïque ». Crise de l'économie politique, enfin, tant les « supergrands » de l'économie ultralibérale ont réussi à imposer leurs « lois », alors que « le système qu'ils défendent est en train de provoquer de telles injustices qu'il va mettre la planète à feu et à sang ».

Alors ? Claude Allègre répond d'un mot : « Citoyenneté ». Citoyenneté économique, qui renverrait la notion de travail - et pas seulement de travail productif - au cœur de la pensée économique. Citoyenneté sociale, qui suppose de passer « du concept d'égalité à celui d'égalité, c'est-à-dire de diversité ». C'est une évidence, souligne-t-il, sur le terrain décisif de l'école, qui doit préparer à la vie, conforter « l'aptitude à grimper », au lieu, comme c'est le cas en France, de « fixer la place de chacun dans la hiérarchie sociale dès l'âge de vingt ans » et figer les « nobilités ».

modernes. Citoyenneté européenne, qui suppose avant tout le renforcement des services publics - instruments uniques de « redistribution républicaine », mais aussi la constitution, par l'Europe, d'un marché « contrôlé » et non ouvert à tous les vents. Citoyenneté mondiale, enfin, fondée sur le rapport de l'homme à la planète. Gagnée par l'individualisme, transformée en « agrégat de consommateurs », prise par la frénésie économique, l'humanité, note Claude Allègre, « fait à l'heure actuelle à peu près n'importe quoi ». « Seule une attitude collective et solidaire, à l'échelle mondiale, la prise de conscience que nous sommes citoyens du monde peut éviter la catastrophe. »

Philosophie de compromis, économie de balance, politique à l'emporte-pièce, auront les experts, sceptiques et agacés. Ils diront tort, pour deux raisons. Tout d'abord, Claude Allègre témoigne indéniablement, y compris à travers les longueurs, les répétitions ou les digressions de ces conversations, d'une réflexion en marche, à gauche, pour reconstruire un projet, redonner sens au politique, sortir de l'impasse ou du désabusement.

On ne peut oublier, en second lieu, que cette réflexion est menée en dialogue et en réponse avec Lionel Jospin, ami de toujours, dont il a été, si longtemps, la bête à idées. S'il a compris qu'il n'est pas fait pour la politique au jour le jour et s'il évite pudiquement d'évoquer longuement l'actuel patron du PS, Claude Allègre glisse, in fine, cette remarque : « Nous sommes à peu près toujours d'accord sur le fond. Mais nous y arrivons par des chemins différents. » Les empressements, les indignations, les espoirs de l'un éclairent ceux de l'autre.

# Secrets de famille

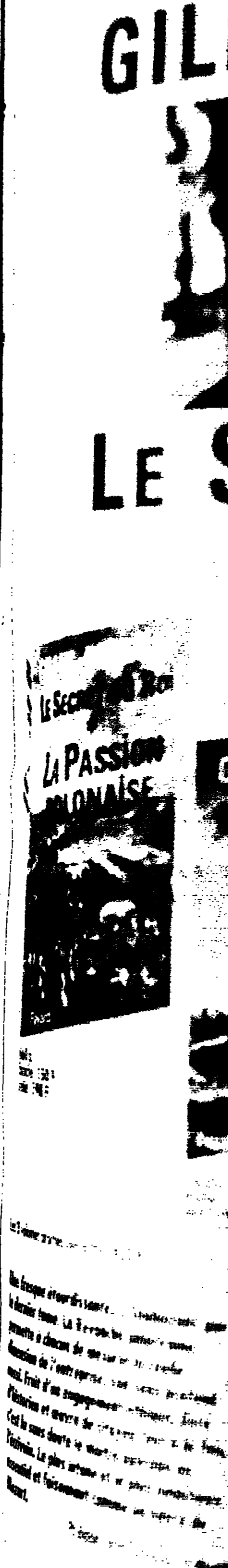
maines. Comment communiquer ce qui vient à peine d'être assimilé ? Enfin, c'est une génération qui n'a pas toujours réglé les problèmes de sa propre adolescence : elle louvoie entre le refus de devenir un modèle et le souci d'être tout de même fidèle à l'héritage de ses propres parents.

Ne soyons pas dupes des parents-copains, qui mangent, s'habillent, parlent et bâiffent comme leurs enfants. Au fil des décennies, les transmissions entre générations se sont compliquées. Or, ces transmissions sont capitales pour permettre à l'adolescent de structurer sa personnalité et de se construire, explique Patrice Huerre, qui est médecin-chef de la clinique médico-universitaire Georges-Henry. Son livre a le mérite de ne pas contenir un gramme de jargon. Cet exposé très clair, illustré par des expériences cliniques simplement racontées, tourne autour d'une idée centrale : les difficultés de nos enfants sont, le plus souvent, l'écho de celles que nous avons rencontrées au même âge et que nous avons cherché à effacer.

Dans l'adolescent existe toujours le petit enfant qu'il était, ainsi qu'une part de ses parents. Et dans ces parents existe, toujours active, l'adolescence. L'enfant idéalise ses parents. Les parents, eux, rêvent d'un enfant idéal. Le passage à l'âge adulte suppose de dépasser cette double illusion, l'enfant adoptant un regard plus critique envers ses géniteurs et ceux-ci faisant le deuil de l'enfant théorique qu'ils s'étaient inventé. Mais cela ne suffit pas : l'adolescent a besoin aussi de s'approprier l'histoire de ses parents, fût-elle dramatique. Sinon, cette histoire resurgira d'une manière ou d'une

autre, comme une bombe à retardement. Tel adolescent commet un acte inattendu de délinquance. Après bien des tâtonnements, on s'aperçoit que son père avait commis un acte similaire au même âge, dont personne ne parlait. Ce secret de famille, enfoui dans les sous-sols de la mémoire, revient par la fenêtre, trente ans plus tard, sous une forme dramatique. Pour retrouver son père, cet adolescent en est devenu la caricature. De même que telle adolescente, victime d'un viol, semble avoir été quasi contrainte, par fidélité à ce qui lui était caché, de répéter la mésaventure de sa mère... Chacun, explique le docteur Huerre, a besoin de trouver les traces de ceux qui l'ont précédé pour pouvoir ensuite suivre son propre chemin. Il faut connaître le passé pour être en mesure de l'oublier : « On n'oublie que ce que l'on a su. » Quant à l'adulte, plus il cherche à oublier sa propre adolescence, moins il supporte celle de son enfant. « Parents, souvenez-vous ! » conseille le psychiatre. Et ne vous souvenez pas que des bons côtés de ces années-là : il faut accepter de visiter caves et greniers, sans année sélective.

Heureusement, les secrets ne conduisent pas seulement à des drames ou à une pathologie mortelle. Ils recèlent aussi des potentialités de création, comme le montre toute l'histoire de la littérature. Notre psychiatre nous l'assure : Hergé n'aurait sans doute pas inventé un Tintin enquêteur, un capitaine Haddock aux ordres hâterdes, Dupond et Dupont, une Castafiore séduite et abandonnée avec un enfant, si son père et son oncle n'étaient les enfants in-mieux d'une servante belge et d'un père incommu.





هكذا زمن الإهمال

LE MONDE / VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1996 / XI

# GILLES PERRAULT



## LE SECRET DU ROI



552 p.  
broché : 150 F  
relié : 198 F

576 p.  
broché : 150 F  
relié : 198 F

Les 3 volumes brochés : 450 F

Une fresque étonnante... Souhaitons que le dernier tome, *La Revanche américaine*, permette à chacun de mesurer la réelle dimension de l'entreprise, son sens profond, ainsi fruit d'un engagement éthique, livre d'histoires et œuvre de citoyen tout à la fois, c'est la sans doute le maître ouvrage de Perrault. Le plus intime et le plus ambitieux, essentiel et fascinant comme un opéra de Mozart.

Philippe-Jean Catmich, *Le Monde*

Sous la baguette magique de Gilles Perrault, cette enquête aburissante se transforme en film : c'est de Rappeneau, de Broca de la grande époque... Ici, l'Histoire s'avale comme un élixir de vie, comme une bonbonne de férocité et de tendresse qui, hélas, nous laisse endormies à l'instant insupportable où le récit prend fin... A lire d'urgence.

Yves Stavridès, *L'Express*

En se plaçant dans les coulisses, Gilles Perrault renouvelle une histoire archiconnue. Et son enthousiasme transparait à chaque page. Quand on a tant scruté les noirceurs contemporaines, quel bonheur de se laisser éblouir par le siècle des Lumières, cette époque où même les hommes de l'ombre étaient hauts en couleur !

Didier Sénécal, *Lire*

# FAYARD



# L'EDITION FRANÇAISE

● Prix Médicis, première sélection. En vue des prix qui seront attribués lundi 4 novembre, 15 titres ont été retenus pour le prix Médicis français : *Bambous*, de Jean-Marc Aubert (Fayard), *Week-end de chasse à la mère*, de Geneviève Brisac (L'Olivier), *La Verrière*, de Régine Detambel (Gallimard), *Retour à Eden*, de Christophe Donner (Grasset), *Les moi volatils des guerres perdues*, de Ghassan Fawaz (Seuil), *L'Incident*, de Christian Gailly (Mimuit), *Un cercle de famille*, de Michèle Gazier (Seuil), *Un paysage de cendres*, d'Elisabeth Gille (Seuil), *Orlando*, de Jacqueline Harpman (Grasset), *Les Magiciens de l'âme*, d'Isabelle Hauser (Fayard), *La Bonne*, d'Isabelle Marie (Grasset), *Rhapsodie cubaine*, d'Eduardo Manet (Grasset), *Celui qui court derrière l'oiseau*, de Marie Nimier (Gallimard), *Une phrase pour ma mère*, de Christian Prigent (POL), *L'Organisation*, de Jean Rollin (Gallimard). Cinq ouvrages concourent pour le prix Médicis étranger : *Jamais vu soleil ni lune*, de Ferdinand Camon (Gallimard), *Himmelfahrt*, de Michael Kruger (Seuil), *Demain pendant la bataille pense à moi*, de Javier Marías (Rivages), *Sonietka*, de Ludmila Oulitskaïa (Gallimard), *L'Obscur de notre jour*, de Paul West (Gallimard). Pour le prix Médicis essais, six titres sont en lice : *Les Enfants de Saturne*, de Jean-Paul Enthoven (Grasset), *Loués soient nos seigneurs*, de Régis Debray (Gallimard), *Romanciers du Grand Siècle*, de Maurice Lever (Fayard), *Gide, Genet, Mishima*, de Catherine Millot (Gallimard), *Malraux*, de Jean-François Lyotard (Grasset), *Entre mythe et politique*, de Jean-Pierre Vernant (Seuil). Prochaine sélection le 1<sup>er</sup> octobre.

● Collection d'histoire. Serge Bernstein et Pierre Milza lancent chez Complexe la collection « Le monde de... », ayant pour objet l'étude des catégories socioprofessionnelles de la société française. Viennent de paraître : *Le Monde des policiers et policiers en France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, de Jean-Marc Berlière, et *Le Monde des médecins au XX<sup>e</sup> siècle*, de Bénédicte Vergez.

Rectificatifs. L'écrivain Jules Roy, pied-noir subversif qui avait pris parti, à l'époque, pour l'Algérie indépendante, n'a évidemment pas déserté l'armée, comme nous l'avons écrit par erreur au sujet de son dernier livre, *Adieu ma mère, adieu mon cœur* (Albin Michel), dans « Le Monde des livres » du 6 septembre : il en avait démissionné pour exprimer sa protestation contre la guerre d'indochine.

Regulator de Richard Bachman et Désespérance de Stephen King (l'un étant le pseudonyme de l'autre) paraîtront le 30 octobre prochain chez Albin Michel (le « Monde des livres » du 6 septembre).

## sommaire

### LITTÉRATURES

Et la force d'aimer, de Yvan Quérif (p. 11), Monogamy, d'Adam Phillips (p. 11), Himmelfahrt, de Michael Kruger (p. 11), Le monde perdu, de Michael Crichton (p. 11), Attente sur la mer, de Francesco Biamonti (p. 11), L'Éclat de la nuit, de Cécile Pinaud (p. 11), Week-end de chasse à la mère, de Geneviève Brisac (p. 11), La Bonne, d'Isabelle Marie (p. 11), L'Hypothèse du désert, de Dominique Sigaud (p. 11), Technique du marbre, de Béatrice Leca (p. 11), Couleur chronométrée, d'Odie Grand (p. 11), Les Orchidées du bel éboulé, de Laurent de Graeve (p. 11), Le jour du chien, de Caroline Lamarche (p. 11), Le Chasseur zéro, de Pascal Roze (p. 11), Une enfance créole I et II, de Patrick Chamoiseau (p. 11), Le Séducteur, de Henrik Stangerup (p. 11), Genèses, anthologie présentée par Ayerdu (p. 11).

### CHRONIQUES

Chemins de sagesse, de Jacques Attali (p. 11), Nous qui détruisons sans fin, de Raoul Vaneigem (p. 11), La Guerre de sept ans, d'Eric Aeschmann et Pascal Riché (p. 11), Ribbentrop, de Michael Bloch (p. 11), Questions de France, de Claude Allègre (p. 11), L'Adolescence en héritage, de Patrick Huette (p. 11).

### ESSAIS

Théorie générale des normes, de Hans Kelsen (p. 11), Honneur et patrie, de Lucien Febvre (p. 11), Clivis chez les historiens, études réunies par Olivier Guyotjeannin (p. 11).

A l'occasion de la parution de **L'humanité perdue** aux Éditions du Seuil  
Rencontre avec **Alain Finkielkraut** le samedi 28 septembre 1996 à partir de 17h  
**À LA LIBRAIRIE LE DIVAN**  
37 rue Bonaparte, 75006 Paris  
Tél. 43 26 84 73

Commandez vos livres par Minitel  
36 15 LEMONDE

# Cinquante ans pour « Critique »

Politiquement moins marquée que sa contemporaine « Les Temps modernes », la « Revue générale des publications françaises et étrangères », créée par Georges Bataille, a accueilli les plus grandes signatures de l'après-guerre : Blanchot, Foucault, Barthes...

Les commémorations en chaîne qui marquent les cinquantièmes de revue - c'est le tour de *Critique* après *Les Temps modernes* - pourraient finir par laisser si on ne prenait en considération le fait suivant : nombreux ont été les périodiques de haute qualité qui ont eu pour point d'origine l'immédiat après-guerre. Comme si l'efflorescence des grandes revues de pensée avait constitué, à sa manière, une tentative de réponse intellectuelle à un caracisme inédit. De même le surréalisme l'avait-il été pour la première guerre mondiale, constatait Jean Piel dans un article de 1954 reproduit dans le numéro spécial de *Critique* publié à l'occasion de ses cinquante ans.

Lancée en juin 1946 par Georges Bataille aux éditions du Chêne, abrégée un temps chez Calmann-Lévy, en même temps que *Preuves*, *Critique* s'installe, après une interruption d'une année, aux Éditions de Minuit en octobre 1950, où Jean Piel la dirige de la disparition de Bataille en 1962 jusqu'à sa propre mort en 1996 (voir *Le Monde* du 5 janvier).

Bien moins marquée politiquement que *Les Temps modernes* ou *Esprit*, *Critique* pouvait, en cet « âge d'or des revues » être située dans la sphère des publications de qualité, appartenant à une gauche subtilement, peu ou non marxiste : « Critique, dit son nouveau directeur,

Philippe Roger, n'a ni le passé héroïque ni non plus le contentieux qui s'attache aux Temps modernes par exemple. La revue peut paraître sage, mais c'est surtout qu'elle n'est pas sectaire : c'est un lieu non marqué, la moins marquée des grandes revues d'après-guerre. » Cela n'empêchera pas Bataille de publier de nombreuses contributions de Raymond Aron ; ni un jeune économiste du nom de Raymond Barre de lui prêter sa plume.

Conçue par Bataille pour accueillir « des comptes-rendus qui soient aussi des essais », c'est surtout à trois auteurs intellectuels situés au carrefour de la littérature et des sciences humaines que le nom de *Critique* demeure attaché. Dans la foulée du nouveau roman, au milieu des années 50, et autour de Roland Barthes, Jean-Pierre Richard et Jean Starobinski, la revue constitue le foyer de la « nouvelle critique ».

Dans les années 60, *Critique* devient le grand « lieu » du structuralisme, voire de ce que l'on appelle dans le monde anglo-saxon le « post-structuralisme ». Et, de fait, c'est dans *Critique* que Jacques Derrida, Gilles Deleuze ou Michel Foucault publieront certains de leur textes les plus importants. A cette même période, cependant, *Critique* s'efface quelque peu face à d'autres revues comme *Tel quel* dans le do-

maine de la littérature. S'ouvrent à elle deux décennies plus « philosophiques » que littéraires au cours desquelles *Critique* se fait le principal vecteur de la découverte de la philosophie analytique anglosaxonne - par l'intermédiaire notamment du travail de Jacques Bouveresse. Tout en demeurant un espace de référence, *Critique* saura pourtant, de temps à autre, casser une certaine image de vieille dame de la vie intellectuelle. En février 1980 sort un numéro de part et part satirique, faisant feu de tout bois sur des ouvrages considérés par la revue comme... les plus mauvais d'une « année politique-philosophique » où « le comble du vide » aurait été, selon elle, atteint. Dans la ligne de mire : la nouvelle droite aussi bien que la nouvelle philosophie.

## NUMÉROS PHARES

C'est aussi en cette période que *Critique* lance l'un de ses numéros phares, qui demeureront dans les mémoires parce qu'à été comme exhumé d'un coup tout un univers : « Vienne, début de siècle » (août-septembre 1975). Plusieurs numéros spéciaux seront ainsi consacrés à la découverte de mondes autres : l'Irlande (juin-juillet 1982), la Sicile (juin-juillet 1993).

Est-ce un hasard ? Sylvie Patron vient de soumettre à l'université Paris-

VII une thèse consacrée à l'histoire de *Critique* (sous le titre : « Une encyclopédie de l'esprit moderne »). Faut-il y voir le signe qu'après une certaine érosion depuis la fin des années 80 l'heure serait inévitablement au bilan ? Est-ce la tradition structuraliste qui est en cause ? - force est de constater que *Critique*, dans les dernières années, est resté en retrait de l'envoi de certaines disciplines. L'histoire en est une, qui occupera toujours une place relativement mineure, et c'est bien loin d'elle que se développe la nouvelle histoire et que se produit la véritable explosion éditoriale de l'historiographie qui accompagne les années 80.

Au seuil d'un nouveau départ, après avoir été tentée un moment par la disparition (voir « Le Monde des livres » du 22 mars), *Critique* a décidé - compte rond et vœux de Jean Piel obligent - de célébrer son cinquantième. La nouvelle direction, délaissant l'anthologie, a choisi de publier huit textes qui ont fait l'objet d'une première parution dans la revue (de Georges Bataille, Maurice Blanchot, Michel Léris, Gilles Deleuze, Michel Foucault, Roland Barthes et Jean Piel). Huit textes de réflexion inédits leur répondent. Ils émanent d'auteurs parfois confirmés (comme Michel Tournier qui revient sur le compte-rendu fait en 1967 par Gilles De-

lenze de son *Vendredi* ou les limbes du Pacifique, où Jean-François Lyotard, dont on attend chez Grasset la prochaine biographie d'André Malraux, et qui réagit à deux textes de Maurice Blanchot de 1950 et 1951 consacrés à l'esthétique de l'auteur de *La Condition humaine*). D'autres « réponses » ont été écrites par de très jeunes philosophes, comme Judith Revel, qui fait écho au « Theatrum philosophicum » de Michel Foucault, paru en 1970. Cet entrecroisement entre le présent et un passé prestigieux, restitué avec les caractéristiques - et les coquilles - d'une séquence de temps (1946-1970) où les grandes revues ne renégociaient pas au ton grand seigneur constitue une manière élégante, pour la nouvelle équipe, de marquer une nouvelle époque, une nouvelle « passe », non sans s'inscrire dans une certaine fidélité.

« En mêlant des voix de personnalités immergées connues avec des voix plus jeunes, dit Philippe Roger, nous avons voulu renouer avec ce qui est une « utilité sociale » aussi bien qu'une vocation de *Critique* : constituer pour les intellectuels, de vingt-cinq à trente-cinq ans la revue de la « première chance ».

Nicolas Weill

★ *Critique*, « Cinquante ans, 1946-1996 », août-septembre 1996, Éditions de Minuit, 240 p., 98 F.

# Les Caractères de Bruno Durocher

son vrai nom était Kaminski - « de la pierre », « du rocher ». Mais on l'avait surnommé « le Rimbaud polonais ». Le poète Bruno Durocher, qui est mort le 9 juillet (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> août), avait publié son premier recueil, à Cracovie, à dix-sept ans. Plus tard, lorsque paraîtra sa première œuvre en français (*Chemin de couleurs*, Seghers, 1949), Eluard lui écrivait : « Vous êtes un des nôtres. »

Terrible existence, pourtant, que celle de Bruno Durocher. Né en Pologne en 1919, il est élevé dans le catholicisme mais se convertit au judaïsme à l'âge de quinze ans. Déporté, il passe six ans à Sachsenhausen puis à Mauthausen. Six années « dans la gueule de l'épouvante », « j'ai pourtant échappé au broyage de ce moulin à viande qui a anéanti tout l'univers de mon enfance », écrit-il dans *Premières formes de l'étonnement*. De son grand cycle poétique en sept volumes (*L'Image de l'homme*), jusqu'à son témoignage sur les camps (*Et l'homme blanc écrivait son histoire*) ou son roman autobiographique (*Le Livre de l'homme*), Durocher, sans relâche, s'interrogea sur l'humain. « Cette constante presque obsessionnelle donne à l'œuvre toute sa respiration », notait son ami le poète Jean Laugier, lors d'un hommage à la Maison de la poésie, jeudi 12 septembre. « Jamais sans doute, poésie ne fut plus métaphysique et plus religieuse, mais, jamais sans doute poésie ne fut plus quotidiennement simple, transcendant au fil des pages l'apparence grandeur et la fragilité de notre condition (1). »

Mais Bruno Durocher n'était pas seulement poète, il était aussi éditeur. A son arrivée en France, en 1949, il avait créé sa maison, *Caractères*, où, il s'autoéditerait le restant de sa vie. Quel meilleur moyen de le saluer que

d'aller flâner du côté de Mouffetard, dans cette petite rue de l'Arbalète où il avait installé ses éditions ? Dans la première pièce, la librairie, on trouve les auteurs « maison » : Jean Laugier, Jean Rousselot, Jean-Paul Mestas..., ainsi que nombre de jeunes poètes, et bien sûr, Durocher lui-même. Mais le plus étonnant, si on a les honneurs de l'arrière-boutique, c'est l'atelier du poète-éditeur : un repaire hors du temps, où il travailla, jusqu'à la fin, à la Linotype et au plomb.

C'est ainsi qu'il composera sa revue *Caractères*, lancée en 1950 avec Follain, Tardieu et Frénaud. C'est ainsi qu'il éditera les plus grands poètes (Jouve, Coteau, Queneau, Tzara...), et, jusqu'à dans les années 50, des livres d'art, illustrés par Picasso, Braque, Villon... Mais, en 1958, survient une deuxième « cassure ». Durocher, revenu dans son pays natal pour signer un contrat d'édition, est retenu en Pologne pendant dix ans. Lorsqu'il rentre à Paris, sa maison a périclité, ses biens sont partis aux enchères, il doit recommencer de zéro.

Doublement blessé, par le nazisme puis par le communisme, Bruno Durocher avait rebâti *Caractères*, en plus modeste. Poètes et plasticiens se retrouvaient rue de l'Arbalète pour des lectures ou des expositions. Et l'on peut toujours y admirer les planches de Jean Arp qui accompagnèrent une édition d'Ivan Goll. Pourtant, les gens du quartier assurent que rien n'est tout à fait pareil depuis qu'a disparu celui qu'ils appelaient - à cause de sa voix sourde et de sa barbe blanche - « le prophète de la Mouff ».

Florence Nolville

(1) D'autres hommages sont en préparation en France et en Pologne. Renseignements : (1) 43-37-96-98.

# A L'ETRANGER Bilinguisme et traduction

Passer d'une langue à l'autre, les mélanger, les mélioriser, les accentuer, est un vrai jeu auquel s'adonnent tous les bilingues. Mais, tous le savent, la langue induit la pensée, et en particulier lorsque l'on écrit, si bien qu'on ne dit pas forcément la même chose lorsqu'on utilise une langue ou l'autre. Un article passionnant du *Times Literary Supplement* (daté 6 septembre) à propos de la publication en anglais d'*Eleutheria* de Samuel Beckett (la version américaine par Michael Brodsky vient de sortir chez Four Walls Eight Windows, et une version britannique par Barbara Wright devrait suivre chez Faber) éclaire les rapports particuliers qu'entretenait Samuel Beckett avec « ses » deux langues, le français et l'anglais, et l'art - impossible ? - de la traduction. L'auteur de l'article, George Craig, explique que Beckett écrivait d'abord dans une langue puis traduisait lui-même dans l'autre. Mais qu'il regrettait à la fois. Et qu'il existe donc presque toujours deux versions, toutes deux de la plume de Beckett, mais l'une en français ou en anglais et l'autre... en anglais ou en français. Comme *Eleutheria* n'avait jamais été publié et ne l'est qu'à la suite d'une polémique (*Le Monde* des 20 janvier et 24 février 1995), il est bien évident que la seule « bonne », car authentique, version est celle des Éditions de Minuit. Mais, pour reprendre les termes du directeur de Minuit, Jérôme Lindon, à l'époque, « Beckett, estimant cette première œuvre en français totalement ratée, s'était formellement opposé à ce qu'elle soit présentée en public comme une œuvre achevée ». Beckett avait raison. Cette publication et ces traductions ne s'imposaient pas. En outre, qu'il y ait deux traductions est absurde, et se demander si l'une est meilleure que l'autre ne l'est pas moins.

## ÉTATS-UNIS : BORDERS ARRIVE À NEW YORK

Difficile quand on aime les livres d'échapper aux superstores de Barnes & Noble, en particulier à New York. Ces grands magasins confortables, où l'on peut lire tant qu'on veut sans être dérangé en buvant un cappuccino, où l'on peut se donner rendez-vous, participer à des débats ou même faire des rencontres... sont si nombreux qu'on ne peut plus les compter. Au fur et à mesure, les petites librairies comme Shakespeare and Co. sont contraintes de fermer, ne pouvant tenir les prix pratiqués par ce concurrent tentaculaire. Mais une autre chaîne, Borders, qui a démarré à Ann Arbor, une ville universitaire proche de Detroit, vient d'installer un premier superstore à Manhattan, dans le World Trade Center.

## ESPAGNE : NOUVEAU PRIX

Le prix Fernando-Lara d'un montant de 20 millions de pesetas (1 million de francs) a été attribué à l'auteur catalan Terenci Moix pour son roman *El Amargo don de la belleza*, qui se passe en Égypte au temps de Nefertiti, comme un de ses précédents succès. Ce roman est présenté sous le pseudonyme de Norma Desmond, en hommage au célèbre film *Sunset Boulevard* de Billy Wilder. Ce nouveau prix a été créé par le patriarche des Éditions Planeta, José Manuel Lara, en souvenir de son fils, mort accidentellement l'an passé. Le prix Planeta, le plus important d'Espagne, est, lui, doté de 50 millions de pesetas. L'éditeur espagnol, qui s'était retiré d'un autre prix, le Premio Ateneo de Séville, désirait pour lancer celui-ci qu'il soit attribué à un auteur à succès.

## NOUVELLE VERSION ILLUSTRÉE DU PETIT LAROUSSE

El Pequeno Larousse 1997 a été actualisé pour sa deuxième édition espagnole (6 450 pesetas, 320 F). Il a la particularité de sélectionner le vocabulaire en fonction de son usage courant, c'est-à-dire en évitant les mots à vocation éphémère, contrairement à d'autres dictionnaires qui se veulent au contraire les témoins des modes et de l'évolution de la langue. Cette édition comporte quelque 54 000 entrées de noms communs, 26 000 noms propres, et est enrichie de 254 cartes historiques et de 4 750 illustrations.

**CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES**  
50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
300 000 Livres  
(Commande par Minitel et envoi à domicile)  
**3615 LEMONDE**